

**Lire notre cahier Le Mondial**

**Live page 8**

**Line page 21**

International	2	Tableau de bord	19
France	6	Aujourd'hui	21
Société	8	Météorologie	23
Carpet	10	Jeux	23
Régions	11	Culture	24
Horizons	12	Guide culturel	26
Entreprises	16	Kiosque	28
Annuaire classés	17	Abonnements	28
Communication	18	Radio-Télévision	29



**KOSOVO** La communauté internationale, qui tente de relancer un processus de négociations entre Belgrade et les Albanais du Kosovo, se heurte aux divisions de ces der-

niers. Les partis d'opposition et le mouvement armé kosovar (UCK) refusent de reconnaître l'autorité du leader modéré Ibrahim Rugova. Le médiateur américain, Richard Hol-

brooke, a quitté la région, lundi 6 juillet, sans avoir fait accepter aux différents dirigeants albanais l'élaboration d'une plate-forme commune de négociations avec Bel-

grade. ● LES OCCIDENTAUX vont essayer de mettre au point un projet de statut pour la province, qu'ils s'efforceront d'imposer. Contrairement à ce qui s'était passé face à la

guerre en Bosnie, ils font peser sur le président yougoslave une réelle menace militaire. ● AU MONTÉNÉ-GRO, des milliers de réfugiés continuent d'affluer.

## La division des Kosovars entrave une relance des négociations avec Belgrade

Le médiateur américain, Richard Holbrooke, a quitté la région après une navette de trois jours entre Belgrade et Pristina sans avoir pu obtenir des dirigeants kosovars qu'ils s'entendent sur une plate-forme commune de négociations avec le pouvoir serbe

LE MÉDIATEUR américain Richard Holbrooke devait regagner Washington lundi 6 juillet, après trois jours de navette entre Belgrade et Pristina, la capitale de la province du Kosovo, au cours desquels il a eu trois entretiens avec Slobodan Milosevic.

« Un certain changement du statut actuel du Kosovo, à l'intérieur des frontières internationales, est essentiel de notre point de vue », a dit Richard Holbrooke à la presse dimanche soir, après une ultime rencontre de trois heures et demi

avec le président yougoslave. Faisant valoir la confidentialité de ses entretiens, M. Holbrooke n'a pas rapporté l'opinion de son interlocuteur sur ce point ni donné de détails sur les discussions qu'il avait eues pendant trois jours. « Je ne dirais pas que nous avons fait des progrès, car ce serait abusif, mais nous ne pouvons pas parler d'échec non plus. La mission continue », s'est contenté de dire le diplomate.

L'une des difficultés auxquelles se heurtent les efforts internationaux pour relancer un processus de négociation sur le statut de la

province est l'absence de direction unifiée du côté des Albanais du Kosovo. Les contacts que M. Holbrooke a eus à Pristina avec plusieurs dirigeants de cette communauté, parmi lesquels des opposants au leader pacifiste Ibrahim Rugova, n'ont pas permis de progresser sur la voie d'une position commune des Kosovars face à Belgrade.

« A l'heure actuelle, les Albanais du Kosovo sont incapables de parler d'une seule voix », a déploré le diplomate américain dimanche. Lors de ses entretiens avec les leaders

kosovars, M. Holbrooke leur avait demandé d'oublier leurs querelles et d'adopter une plate-forme commune de négociation avec Belgrade.

### OBSERVATEURS INTERNATIONAUX

Dimanche, accompagné du vice-ministre russe des affaires étrangères, Nikolai Afanassievski, il est retourné à Pristina pour un nouvel entretien avec Ibrahim Rugova.

Jusqu'à la principal interlocuteur des Occidentaux, car partisan d'une solution pacifique, M. Rugova a perdu ces dernières semaines

de sa représentativité devant la montée en puissance de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), qui refuse de reconnaître son autorité. M. Holbrooke, à qui l'UCK disposait d'une structure de commandement qui pourrait participer à des discussions avec Belgrade, a répondu : « Je ne sais pas, j'en doute à ce stade. » « Ils doivent désigner leurs dirigeants et faire savoir s'ils ont un rôle à jouer dans ce processus », a-t-il déclaré.

Le médiateur américain a renouvelé son soutien à Ibrahim Rugova.

« Il réclame l'indépendance du Kosovo, et cette position diffère de celle des Etats-Unis et du Groupe de contact, mais il demeure le principal dirigeant [des Kosovars albanophones] et la personne-clé avec laquelle nous avons l'intention de négocier », a poursuivi Holbrooke.

Des observateurs internationaux circuleront sur le territoire du Kosovo dès lundi pour tenter d'y atténuer les tensions. L'idée figurait dans la déclaration signée par Boris Eltsine et Slobodan Milosevic le 16 juin à Moscou. — (AFP, Reuters.)

## Les Occidentaux ont tiré les leçons de la Bosnie

LA BOSNIE a servi de leçon. Pendant près de quatre ans, les grandes puissances n'avaient opposé à Slobodan Milosevic et à ses alliés qu'une pusillanimité totale.

### ANALYSE

Tout le monde est convaincu de la nécessité d'une pression militaire

ment impuissante à stopper l'entreprise de « nettoyage ethnique ». Aux prises aujourd'hui avec la crise du Kosovo, les Occidentaux ont adopté une attitude assez fondamentalement différente.

En premier lieu, ils se sont assez vite résolus à l'idée de devoir intervenir militairement si le maître de Belgrade n'entend pas raison. Sans galeté de cœur, certes. Mais, après quelques semaines d'hésitation des responsables politiques et de réticences exprimées par les militaires, une menace militaire crédible pèsera bientôt sur Milosevic.

L'OTAN n'avait envisagé dans un premier temps que des mesures gesticulatoires (manœuvres aériennes et terrestres dans les Etats voisins du Kosovo, l'Albanie et la Macédoine) et un déploiement de troupes aux frontières dont l'objectif n'était pas défini. S'agissait-il seulement d'éviter l'extension du conflit dans les deux républiques voisines ? De faire le jeu de Milosevic en tarissant les circuits d'approvisionnement en armes des rebelles kosovars ? Ou d'intimider le président yougoslave, mais avec quelles chances de succès, dès lors que les réticences à intervenir directement au Kosovo-même étaient patentées ?

Se souvenant de l'expérience bosniaque (les perpétuelles fausses menaces qui ne servent à rien), la France et l'Allemagne ont contribué à ce que des mesures militaires réellement dissuasives soient envisagées, en plaçant pour la définition d'une stratégie d'intervention graduelle : brouillage des dispositifs de transmission des forces serbes, puis instauration au Kosovo d'une zone d'interdiction de survol par l'aviation serbe, puis instauration au Kosovo d'une zone d'exclusion des armes lourdes avec menace de frappes aériennes, puis frappes aériennes, et finalement — mais en

pointillé car chacun mise malgré tout sur l'idée qu'on n'aura pas à en venir là — intervention terrestre dans la province.

Les pays occidentaux, qui pendant des années avaient tout fait pour échapper à une intervention directe en Bosnie, sont aujourd'hui déterminés, si besoin est, à s'engager au Kosovo, au moins de façon progressive. Reste l'inconnue russe. Les Américains, pessimistes quant aux chances de voir levé le veto de Moscou, n'excluent pas l'idée d'une intervention de l'OTAN sans autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies. La France, comme l'Allemagne, y est hostile ; mais elle ne désespère pas de voir la Russie se rallier finalement à la démarche occidentale.

### LE RÔLE DE LA RUSSIE

Le pire pour les Russes, explique-t-on en substance à Paris, serait que l'OTAN les exclut du règlement de la crise en agissant

sans eux ; en s'associant aux Occidentaux, au contraire, la Russie jouerait un vrai rôle dans la crise, en accroissant considérablement la pression sur Milosevic, qui n'aurait plus personne sur qui compter. Plus déterminés à exercer une pression militaire sur le président yougoslave, les Occidentaux semblent aussi devenus moins timorés dans leurs analyses politiques. Ils ne sont certes pas acquis à l'idée de l'indépendance du Kosovo, inaccessible par la négociation et qui aurait selon eux pour effet de déclencher d'autres crises ailleurs dans les Balkans. Mais après quelques mois pendant lesquels, dans tous leurs communiqués, ils condamnaient à la fois la violence d'Etat (serbe) et la violence du mouvement armé émergent avec sa revendication d'indépendance, ils ont cessé de renvoyer ces deux camps dos à dos et revu leurs analyses. D'abord ils se sont mis à dénoncer le caractère disproportionné de la représen-

tation serbe qui s'est abattue sur la province sous prétexte de lutte contre les « terroristes » ; tacitement, ils admettaient la légitimité de la résistance à cette répression. Puis plus récemment, plusieurs émissaires américains, dont Richard Holbrooke, ont rendu visite officiellement à des dirigeants de l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo), ce qui était impensable il y a quelques mois encore.

### INITIATIVE AMÉRICAINE

A l'Elysée, on approuve cette initiative américaine et on s'y associe. « L'UCK contrôle désormais 40 % du Kosovo, on ne peut plus l'ignorer », dit un proche du président de la République. « Ses membres, poursuit-il, ne sont pas tous, loin de là, des extrémistes. Ce sont des gens qui ont été contraints de s'armer et de s'organiser pour s'auto-défendre ». Ces gens-là, estime-t-on, doivent être intégrés dans un processus de négociation. Les efforts déployés ces jours-ci

par Richard Holbrooke visent à cela : convaincre les Kosovars qui ont pris les armes ou ceux qui affirment les représenter d'élaborer avec le leader modéré Ibrahim Rugova une plateforme commune pour une négociation avec Belgrade. « Ibrahim Rugova reste notre interlocuteur principal », déclarait samedi Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères ; mais, nous sommes de l'avis que toutes les parties concernées doivent être associées aux discussions que nous menons. L'UCK en fait partie compte tenu des derniers développements. »

A Bonn et à l'Elysée, on estime aussi que l'une des tâches urgentes des Occidentaux est de définir plus précisément le statut du Kosovo qui à leurs yeux serait acceptable et qu'ils chercheraient à imposer. Les principes d'un accord-cadre sur le statut seront au menu de la prochaine réunion du « groupe de contact » sur la Yougoslavie, qui réunira le 8 juillet à

Bonn les représentants français, américain, russe, allemand, britannique et italien. Plusieurs scénarios sont évoqués, qui vont de la mise en œuvre des clauses non appliquées de la Constitution actuelle à une large autonomie qui serait une indépendance qui ne dirait pas son nom. Le type des garanties internationales qui devraient être données aux deux parties fera aussi l'objet des discussions ; elles pourraient comporter notamment la présence d'une force militaire-policière sur le terrain, avec participation des Russes.

« On a tiré les leçons de la Bosnie au sens où tout le monde est maintenant convaincu de la nécessité d'une pression militaire et éventuellement d'une intervention, dit un responsable français. Mais il ne faudrait pas que cette fois on pêche par défaut inverse : n'avoir pas de plan politique sur lequel s'adoser. »

Claire Tréan et Daniel Vernet

## Des villageois monténégrins solidaires des réfugiés

PLAV, frontière Monténégro/Kosovo de notre envoyé spécial. La petite place de Plav est noire de monde. Hommes, femmes, en-

### REPORTAGE

« L'hôtel de Plav, c'est un peu la Yougoslavie d'avant la guerre »

fants, vieillards sont agglutinés là, le regard perdu. Ils arrivent du Kosovo. Exténués, ils écoutent sans les comprendre les ordres qui leur sont donnés.

Une vieille femme coiffée d'un fichu, assise à même le sol, demande sans arrêt : « Où sommes-nous ? » Un homme au brassard de la Croix-Rouge lui répond : « Au Monténégro, de l'autre côté de la montagne. Maintenant, ça va aller grand-mère. » La vieille femme observe au loin le sommet du mont Bogiceva. Elle ne sait pas combien de temps elle a marché. Elle comprend tout à coup qu'elle a franchi la frontière et passe la main sur son visage, comme pour le laver des traces de fatigue.

De deux cents à trois cents personnes rallient chaque jour Plav depuis le Kosovo voisin. Le Haut-

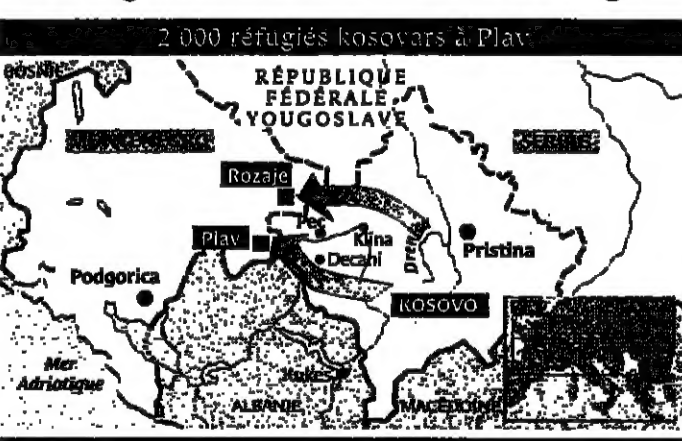
commissariat aux réfugiés (HCR) estime que 8 000 personnes fuyant les combats y ont trouvé refuge depuis deux mois. Plav mais aussi Rozaje, plus au nord, sont les lieux de regroupement de ces populations réduites à l'extrême. Pour faire face à cet afflux de réfugiés, les autorités locales ont mis en place un « comité d'accueil ».

### TRADITION D'ACCUEIL

« Dès qu'ils passent la frontière, on envoie des minibus à leur rencontre, avec à bord un policier qui veillera à ce que les personnes se fassent enregistrer », explique Orhan Sahmanovic, le maire de Plav, un Monténégrin musulman (9 % de la population du Monténégro).

« Ici, nous avons une tradition d'accueil. Et puis, nous avons une dette envers le Kosovo puisque pendant la première guerre mondiale, les gens d'ici allaient se protéger là-bas », ajoute-t-il. Les familles sont invitées à se rendre au bureau du comité local de la Croix-Rouge où leur sont attribués à chacune une ou deux pièces chez l'habitant. Plav, 7 000 citoyens en majorité musulmans, où résident également des Albanais du Monténégro, a accueilli à ce jour près de 2 000 réfugiés. « Nos concitoyens ouvrent leur porte. Aucune famille ne couchera dehors et même les orthodoxes offrent l'hospitalité aux Kosovars », annonce fièrement Orhan Sahmanovic.

Nezir Dabacaj, un réfugié de Priepi (sud-ouest du Kosovo), a emmenagé chez un Albanais de Plav avec 31 membres de sa famille. On s'organise, on se serre, on se repose, on se souvient. « Nous devions fuir. Nous n'avions pas le choix », raconte-t-il. La police serbe a mis le feu aux villages autour du nôtre. Nous n'avons pas attendu qu'ils viennent chez nous. « Je suis professeur de sociologie, donc un intellectuel à leurs yeux. Ils n'aiment pas les intellectuels. Quand ils en ont un entre les mains, ils pensent tenir un Rugova [chef de la



communauté albanaise du Kosovo) Mais ils savent que Rugova est intouchable car le monde entier le connaît et le respecte. Alors, quand ils attrapent un « petit Rugova », ils ne le lâchent plus », poursuit-il.

Nezir Dabacaj déclare n'avoir jamais fait de politique et avoir été licencié, en 1990, au seul motif qu'il était Albanais. « J'ai ensuite donné des cours dans une école et voilà sans doute le seul reproche que les Serbes peuvent me faire, dit-il. Est-ce une raison pour brûler des maisons et tuer des civils ? Maintenant, les jeunes de chez nous perdent patience. Le combat armé que livre l'UCK [armée de libération du Kosovo] est devenu le leur. Ceux de ma génération, qui ont prôné la résistance pacifique, sont dépassés. C'est aussi pour cela que je suis parti. Notre idéal a échoué. La guerre a commencé et elle sera terrible. »

Nezir et les siens ont marché pendant trois jours, dormant sous les étoiles, n'allumant jamais de feu et se nourrissant de fruits cueillis et de bols de lait ou de miches de pain données par les bergers. A Plav, la nouvelle a vite circulé qu'il avait franchi la frontière. Les membres de l'UDA (Union démocratique albanaise du Monténégro) sont allés à sa rencontre. Nezir les a remerciés. Il a accepté les deux pièces qu'on lui propo-

sait, mais les contacts avec l'UDA se sont arrêtés là.

« Je suis un homme humble, avoue-t-il. Fuir en entraînant avec soi des enfants et des vieillards est quelque chose d'épouvantable. Aujourd'hui, je ne vis que pour eux et je fais tout pour que cet exil forcé ne laisse pas trop de traces chez les plus jeunes. »

Loins de se tarir, le flux de réfugiés est incessant. Le seul hôtel de Plav en héberge deux cents. Dans le hall et dans les couloirs, ils côtoient d'autres réfugiés dont certains occupent la même chambre depuis près de six ans. « Cet hôtel, c'est un peu la Yougoslavie d'avant la guerre. On y trouve de tout. On y loge des Musulmans et des Serbes de Bosnie, arrivés dès 1992, et des Serbes de Croatie, qui ont fui l'offensive des Croates en 1995 », lâche Orhan Sahmanovic.

### SOUVENIRS AMERS

Les histoires s'entrechoquent, les expériences douloureuses sont souvent les mêmes, les souvenirs sont amers. « Je pensais avoir un peu oublié la guerre, mais elle nous rattrape. On n'y échappe pas, raconte Natalia, une jeune Serbe de Grahovo (Bosnie). Lorsque j'ai vu arriver à l'hôtel le premier Albanais, je me suis souvenue de ma venue ici. Nous avons connu la même histoire, mais je n'éprouve même

pas le besoin de parler à ces gens parce qu'il n'y a rien à dire. Je regarde leurs yeux, je comprends tout. »

Un homme marche seul sur le parking, tire sur sa cigarette, enfouit son visage dans ses mains. Ali Mehaj n'a plus de nouvelles de sa femme ni de ses deux enfants depuis plus d'un mois. Lorsque les forces serbes se sont approchées de son village, il a envoyé sa famille dans un hameau voisin. « Je ne voulais pas partir. Et puis, on a vu les Serbes enterrer leurs chars. On a compris qu'ils allaient rester là longtemps. Comment vivre lorsqu'on est à tout instant à portée de canon ? » demande-t-il. Ali a fui à travers bois avec d'autres hommes, en franchissant trois montagnes avant de rallier le Monténégro. Le comité de la Croix-Rouge a ouvert un dossier à son nom. Il espère que sa famille apprendra qu'il est encore en vie.

1 500 Serbes du Kosovo sont entrés au Monténégro en respectant la voie normale, c'est-à-dire en se faisant connaître à la police locale. Mais beaucoup d'autres Serbes refusent de voir leurs noms inscrits sur les listes de réfugiés.

Ceux qui acceptent de parler aux journalistes le font sous le couvert de l'anonymat. « Il existe, en ce moment, des tensions entre Monténégrins et Serbes. Et je ne crois pas que Podgorica [capitale du Monténégro] se réjouisse de notre arrivée », raconte un homme, qui s'est installé provisoirement à Plav. « Je suis parti parce que l'air était devenu irrespirable là-bas, ajoute-t-il. Les terroristes albanais sont partout et l'OTAN s'apprête à combattre à leurs côtés. Que pouvons-nous, sinon partir ? »

L'homme envisage de filer dès que possible en Serbie. « Le Monténégro vient de voter une loi qui appelle ses citoyens faisant leur service militaire au Kosovo à désertier l'armée yougoslave. C'est de la trahison ! » estime-t-il.

Christian Lecomte

POLO RALPH LAUREN

SOLDES  
EXCEPTIONNELLES  
JUSQU'À - 55 %

2, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS VIIP - TEL: 01.44.77.53.30



مركز لامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 7 JUILLET 1998 / 3

## L'armée britannique empêche le défilé des orangistes d'Ulster

Militaires et extrémistes restent face à face

Pour éviter les troubles de l'an passé et sauvegarder ainsi les tout nouveaux accords de paix, les forces de l'ordre ont interdit, dimanche 5 juillet, au traditionnel défilé des orangistes de traverser le quartier catholique de Portadown, près de Belfast. L'interdiction avait été décrétée par la Commission des parades. Les orangistes ont décidé de rester sur place jusqu'à ce que la Commission change d'avis.

let, au traditionnel défilé des orangistes de traverser le quartier catholique de Portadown, près de Belfast. L'interdiction avait été décrétée par la Commission des parades. Les orangistes ont décidé de rester sur place jusqu'à ce que la Commission change d'avis.

PORTADOWN (Ulster)  
de notre envoyé spécial  
Au son des fifres, accordéons et tambours, les protestants unionistes de l'ordre « loyal »

### REPORTAGE

Le quartier catholique était transformé en ghetto par les barrières policières

d'Orange, portant fièrement la colerette de leur loge et leur chapeau melon, défilent en rangs disciplinés sur l'air de *Ce n'est qu'un au revoir*. Depuis Watson, le grand maître du comté, à la tête de ses troupes, enfile un demi-tour très digne face à l'énorme barricade de fer dressée par les forces de l'ordre. Les marcheurs n'entrent pas dans Garvaghy Road, le quartier catholique, ils s'égalent dans les prairies avoisinantes où paissent des vaches. « Wait and see... » Ainsi prend fin, dimanche 5 juillet vers 15 heures, le premier acte de la parade protestante organisée à Portadown, chef-lieu à 40 kilomètres au sud-ouest de Belfast.

Cette parade commémore une fois l'an la victoire de Guillaume d'Orange sur les papistes en 1690, à la bataille de la Boyne, et c'est toujours une « démonstration de puissance », selon la brochure de l'ordre. Cette année, et particulièrement ici, la parade était un test délicat, tant pour l'Irlande que pour le gouvernement de Tony Blair. Portadown vota « non » aux accords de paix de Stormont à la quasi-unanimité de ses vingt mille habitants protestants. Les quelques trois mille catholiques enfermés ce dimanche dans leur quartier transformé en ghetto par de solides barrières policières, avaient, pour leur part, voté « oui » dans la même proportion. Depuis trois générations, les deux communautés ne s'adressent plus la parole.

Ce dimanche, dans l'église de l'Ascension, plus connue symboliquement sous le nom du hameau de « Drumcree », le révérend avait au service de 12 h 30 souligné dans son sermon « la très grave tension » régnant, et invité la foule forte de six mille fervents « au calme et à la prière ». C'est aussi le refrain lancé au micro par les



grands maîtres des différentes loges, alors que le cortège s'est « rerouté », comme on dit ici, de la barricade au parvis de l'église.

« Nous sommes en démocratie. En tant que citoyens britanniques, on doit respecter nos droits à paraître, comme nos pères l'ont toujours fait, selon le parcours qui est encore le nôtre, et qui traverse Garvaghy Road », proteste benoîtement un maître rondouillard appuyé sur son parapluie. Ce n'est pas la première fois que les forces de l'ordre s'opposent à l'entrée dans ce quartier catholique, pour éviter les heurts. En 1996, la parade avait en ses morts après cinq jours de confrontation. En 1997, l'interdiction s'était prolongée deux jours durant, avant que les policiers du RUC (Royal Ulster Constabulary, à l'écrasante majorité de protestants) « vident » Garvaghy Road de ses catholiques, pour laisser passer le cortège orangiste resté sur pied. Le RUC avait alors justifié son changement stratégique par la crainte de troubles, ce qui avait vicié la communauté catholique et déclenché l'émeute.

### PREMIER TEST

Cette fois-ci, les orangistes espèrent à nouveau un semblable retournement, prêts « à faire ce qu'il faut pour l'obtenir, quitte à attendre deux jours, des semaines, une année », déclarent-ils. Dès l'après-midi, ils s'organisent pour un sit-in

« deuxième acte de la parade ». Tour à tour, ils vont monter la garde au pied de la barricade de l'armée, espérant - en vain dimanche - qu'elle va s'entreouvrir pour les laisser défilant dans l'arrière courtoisie. Ces orangistes qui respectent l'ordre britannique doivent choisir : « Agir dans le cadre de la loi ou non. » Respecter ou passer outre à la décision prise cette année par la Commission des parades qui, par peur des troubles, a interdit la traversée du quartier catholique.

Des négociations ont suivi sur un éventuel aménagement du parcours. Le tout premier ministre de la province, le protestant modéré David Trimble, est venu pour convaincre, sans succès. Du côté catholique, Seamus Mallon, élu député de la nouvelle assemblée, ont tenté d'obtenir un compromis, permettant aux orangistes de traverser sans tambour ni fifre. Le leader catholique du quartier, Brendan MacDonagh, condamné jadis pour avoir posé une bombe de l'IRA, n'a rien accordé. « L'interdiction de la Commission a force de loi et doit être respectée », dit-il. « Nous n'avons pas confiance dans les Brits, répètent ses proches, et guère plus dans les soldats anglais que dans les policiers du RUC qui sont des locaux orangistes dans leur majorité et que nous haïssons. »

Mille soldats sont venus prêter main forte au RUC, de fait placés

sous l'œil du gouvernement de Tony Blair. C'est que le premier ministre britannique entend bien réussir ce premier test de l'accord de paix conclu en avril, puis entériné par référendum et qui accorde à l'Ulster une large autonomie. Des samedi, les troupes ont creusé des tranchées dans les champs, installé des barbelés, massé des véhicules blindés, barré la plupart des rues pour éviter toute incursion de voitures piégées. « Portadown est comme une zone de guerre », commentent les rares badauds circulant entre des volets et devantures clos. Se parler entre protestants et catholiques du quartier ?

« Leur parler ? Non mais... Nous ne parlerons pas à ces poseurs de bombes qui n'hésitent pas à tuer même des enfants », accuse une femme protestante.

« De toute façon, ce sont eux qui refusent de nous parler, précise une autre, qui se souvient du temps où son grand-père protestant fréquentait des voisins catholiques. Depuis, on s'ignore, même au travail. Je ne vais pas dans leurs magasins, ils ne s'aventurent pas dans nos boutiques. »

Une bande d'adolescents qui reviennent du défilé branchent leur magnétophone et écoutent les chants de bataille de leurs aïeux. « Pourquoi nous interdire notre culture ? La parade en est le pilier », persiste-on à revendiquer. On dit se sentir « sonnés, dégoûtés, presque lâchés » (par Londres).

Une femme et ses quatre filles, de retour du cortège, arborent en souriant les badges de la LVF, la plus violente des milices protestantes. Billy Wright, le leader de la LVF assassiné dans sa prison en décembre 1997, était natif de Portadown.

« Aux portes des maisonnettes catholiques, on persiste à réclamer qu'ils [les protestants] acceptent de nous parler et peut-être laisserons-nous passer, l'an prochain, un défilé sans arrogance. »

Sur la scène de Portadown, la semaine promet d'être longue. Le sit-in s'est installé à Drumcree. En lisière de la ville, les orangistes font d'énormes tas de bois pour leurs feux de joie qui commencent, selon la tradition, le 12 juillet, la victoire de Guillaume d'Orange.

Danielle Rouard

## Les Etats-Unis auraient fabriqué 700 000 charges nucléaires en 50 ans

820 milliards de dollars ont été dépensés

EN PLUS d'un demi-siècle, les Etats-Unis ont dépensé au total 820 milliards de dollars (environ 36 000 milliards de francs) pour leur armement nucléaire et fabriqué en série quelque 700 000 charges nucléaires. C'est approximativement le tiers de l'ensemble des crédits militaires, durant la même période, et 10 % des dépenses globales de l'Etat fédéral. Ces calculs résultent du travail obstiné - réparti sur quatre ans - de deux chercheurs américains, William Weida et Stephen Schwartz, dont l'étude, subventionnée par l'Institut Brookings, a passionné la Maison Blanche, le Congrès et le Pentagone, qui ne se sont jamais lancés dans une telle analyse.

C'est la première tentative connue, au monde, de comptabiliser des coûts d'un programme nucléaire national sur autant d'années. Selon cet « audit nucléaire », la somme de 820 milliards de dollars dépensés entre 1940 et 1996 est exprimée en dollars valeur 1996, ce qui correspond à environ 29 800 milliards de francs de l'époque. Seules, aux Etats-Unis, les dépenses en matière d'armement classique ou en faveur du système de sécurité sociale (les retraites) sont supérieures à un tel montant, avec respectivement 12 200 et 7 900 milliards de dollars aux mêmes dates.

M. Weida, économiste de l'université du Colorado Springs, qui a travaillé précédemment au Pentagone, a calculé que cette somme aurait permis d'acheter 290 millions de voitures particulières. Mais il ne précise pas le modèle.

L'audit détaille la répartition des dépenses nucléaires. Le gros des investissements en question, soit 55,8 %, se rapporte au développement des armes elles-mêmes, ce qui inclut le coût des « vecteurs » (bombardiers, missiles sol-sol et sous-marins stratégiques). Suivent les dépenses, soit 16,2 %, pour mettre sur

le pied le système de protection contre des attaques nucléaires. Le choix des cibles et le contrôle des armes ont mobilisé 14,4 % des crédits.

A propos du coût de la production même des armes, les deux chercheurs sont arrivés à la conclusion que les Etats-Unis ont construit 700 000 têtes nucléaires au total. Les charges nucléaires ont, en effet, une durée de vie variable, mais limitée à quelques années, qui oblige à en renouveler et à en moderniser régulièrement les composants.

### RIVALITÉ ENTRE ARMÉES

L'une des raisons, selon MM. Weida et Schwartz, qui peuvent expliquer l'énormité des sommes engagées est la rivalité constatée entre les trois armées américaines. Chacune, que ce soient l'armée de l'air, la marine ou l'armée de terre, a voulu - au nom de besoins qui ne se recoupent pas - disposer de ses propres charges, différentes les unes des autres. Ce qui est un défi à toute rationalité budgétaire et qui s'est traduit par des erreurs dans la gestion des programmes, avec, parfois, l'abandon onéreux de projets tels ceux d'un avion propulsé par l'énergie nucléaire ou du déploiement de bombes nucléaires sous la calotte glaciale du Groenland.

A coup sûr, font observer les auteurs de l'audit, les Etats-Unis ont produit plus d'armes qu'il n'était nécessaire. Mais les liens entre la constitution de cet arsenal nucléaire et le bénéfice que l'économie de régions entières en a tiré, avec l'implantation de sites industriels et militaires, ont été si forts que le législateur s'est accommodé d'une politique comparée par MM. Weida et Schwartz à « l'assiette au beurre ».

Jacques Isnard

## Le nord de la Floride est ravagé par des incendies

WASHINGTON

de notre correspondant  
Quelques chiffres donnent une idée de l'ampleur sans précédent des incendies qui ravagent la Floride depuis plus d'un mois. Plus de 5 000 pompiers (sans compter des centaines de volontaires), venus de 41 Etats, ont été mobilisés pour lutter contre les quelque 2 000 foyers d'incendie qui se sont déclarés ces dernières semaines, et qui sont concentrés dans le Nord-Est, le long de la côte atlantique.

Selon un bilan provisoire dressé, dimanche 5 juillet, par les autorités locales, environ 185 153 hectares - soit l'équivalent de plus de 21 % du territoire de la Corse - ont été consumés par les flammes et plus de 112 000 personnes ont été évacuées.

Depuis le début du week-end, la totalité des 45 000 résidents du comté de Flagler, qui borde l'autoroute 95 (celle-ci a été fermée sur plus de 160 kilomètres entre Jacksonville, au nord, et Cocoa Beach, près de Cap Canaveral), ont reçu la consigne d'abandonner leurs habitations. Ces ordres d'évacuation ne cessent d'être adaptés en fonction de la direction prise par les incendies, et plusieurs milliers de personnes ont dû être évacuées à plusieurs reprises. Contrairement à certaines informations, le parc de Disneyworld, situé près d'Orlando, n'est pas menacé.

Pour la première fois depuis le début de cette catastrophe, une certaine accalmie s'est produite ces dernières vingt-quatre heures (le nombre de foyers en activité a régressé à une soixantaine), ce qui

a permis à une partie des pompiers, exténués par des semaines de lutte acharnée, de prendre un peu de repos. Les spécialistes attendent beaucoup d'un système orageux qui, en principe, devrait traverser cette partie de la Floride en milieu de semaine. Les dégâts sont d'ores et déjà considérables : environ 200 habitations et constructions ont été détruites par les flammes, et le bilan financier a été provisoirement évalué à 500 millions de dollars (environ 3,1 milliards de francs) par le gouverneur de Floride, Lawton Chiles. Les proportions prises depuis

deux mois par les incendies de Floride (la surface brûlée est trois fois plus importante que pour toute l'année 1997) s'expliquent par des conditions climatiques exceptionnelles. Le premier « coupable » semble être, une fois de plus, le phénomène El Niño, du moins s'agissant de l'hiver dernier : de fortes précipitations et une température anormalement douce ont entraîné une poussée inhabituelle de la végétation. Au printemps, la sécheresse est venue se greffer sur ce phénomène, en raison notamment d'un courant de vents en altitude (jet stream)

plus fort que les années précédentes, qui a empêché la formation d'orages.

La Floride ayant reçu un niveau très insuffisant de pluies, la végétation calcinée offre, en ce début de l'été, des conditions idéales pour une propagation rapide des incendies. Il n'est pas exclu, d'autre part, que des « causes humaines » aient aggravé la situation : selon la chaîne CNN, la police a arrêté plusieurs personnes soupçonnées d'avoir provoqué des incendies.

Laurent Zecchini

## En Grèce, la vague de chaleur et les feux de forêt ont fait deux morts

LES INCENDIES qui ont menacé durant le week-end les banlieues nord d'Athènes ont été maîtrisés, dimanche 5 juillet en fin d'après-midi, mais les pompiers restaient vigilants, tant le pays est victime de nombreux foyers facilités par une vague de chaleur torride.

Dans la région d'Athènes, où l'on craint une nouvelle arrivée de vents du nord, seul un front limité persistait sur le mont Parnès. L'accalmie des vents a permis aux secours de mettre en place tous les moyens pour sauver cette zone, un des derniers « poumons verts » de la capitale grecque.

Dans le reste du pays, la plupart des 180 foyers déclenchés depuis samedi paraissent maîtrisés. Trois

feux continuaient toutefois de brûler près de Lima, à 200 kilomètres au nord d'Athènes et, dans le Péloponnèse, près de Corinthe et près du village de Vrina.

Après trois jours de canicule avec des pics de 45 degrés, les incendies, attisés par des vents en tempête, s'étaient propagés dans tout le pays samedi à une vitesse foudroyante. Les pinèdes, chauffées à blanc, se sont embrasées à la première étincelle en début d'après-midi ; des décharges d'ordures ont aussi été à l'origine des premiers foyers.

Selon un bilan provisoire établi par les pompiers, deux personnes ont été tuées dans les incendies - deux personnes âgées mortes

brûlées sur l'île de Salamine, au large d'Athènes, et sur l'île d'Eubée, au nord de la capitale. Une quarantaine d'habitants ont été détruits ou endommagés et des centaines d'hectares de champs et d'oliviers sont partis en fumée.

Cet embrasement a immédiatement déclenché une polémique, de nombreux habitants et maires dénonçant des retards importants dans l'intervention des pompiers, une absence de coordination et un manque de mesures de prévention. Le ministre de l'Intérieur s'est défendu en soulignant le caractère « extrêmement curieux » de ces dizaines de foyers apparus simultanément. Il a annoncé une série d'enquêtes. (AFP Reuters.)

## L'HISTOIRE

NUMÉRO SPÉCIAL

## LE SIÈCLE COMMUNISTE

### Révolution et tragédie

La prise du pouvoir par les bolcheviks.

URSS : l'apothéose d'un système totalitaire.

Lénine a-t-il trahi Marx ?

Cinq millions de communistes français.

Le PCE, parti de Moscou.

Le choc Soljenitsyne.

La guerre secrète du KGB.

La longue marche de Mao.

Génocide au Cambodge.

Les derniers jours de l'empire soviétique.

Communisme et nazisme : les tragédies du siècle.

N° 223 - JUILLET/AOÛT 1998 - EN KIOSQUE - 40 F



## Le ton nouveau adopté par les Etats-Unis à l'égard de l'Iran embarrasse Israël

Jérusalem rechigne à suivre Washington dans sa politique de petits pas

Les ouvertures répétées de l'administration américaine en direction de l'Iran sont observées avec circonspection en Israël. Après des années

de discours guerriers axés notamment sur la menace nucléaire iranienne, les cercles gouvernementaux hésitent à s'engager à leur tour dans la

recherche d'un dialogue avec Téhéran qui implique une redéfinition brutale des objectifs politiques et stratégiques israéliens.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le « printemps iranien » qui se développe cahin-caha sous la présidence de Mohamad Khatami, l'explosion pakistanaise, fin mai, de ce qu'on appelle ici « la première bombe islamique », et surtout l'échec d'Israël et des principaux groupes de pressions juifs américains à dissuader l'administration Clinton d'avancer sur la voie du dialogue avec la République islamique, tétanisent les cercles dirigeants de Jérusalem.

L'Etat juif, qui entretint jusqu'en 1979 les meilleures relations politiques et économiques avec le défunt shah - et laissa à Téhéran une « ardoise » d'environ 1 milliard de dollars en pétrole impayé -, doit-il continuer d'essayer en vain de mobiliser ses partenaires contre « l'Etat-terroriste des ayatollahs », au risque de s'isoler lui-même dans le cas où le dialogue irano-occidental finirait par porter ses fruits ? Ou bien, doit-il au contraire tenter de s'infiltrer dans la brèche américaine pour chercher aussi discrètement que possible une ouverture diplomatique à Téhéran ? Le gouvernement national religieux de Benyamin Nétanyahou n'a pas tranché mais, pour cette haute personnalité du ministère de la défense qui souhaite garder l'anonymat, une chose est sûre : « Même si elle peut encore vivre quelques soubresauts, la révolution khomeyniste est désormais enterrée ».

L'heure est à la révision des idées reçues. Dans un éditorial, le prestigieux journal *Haaretz* en prenait acte le 21 juin. « Le changement rhétorique entre l'Iran et les Etats-Unis n'est pas précisément bien accueilli en Israël », constatait d'abord le quotidien. « Mais le président Clinton ne partage pas notre point de vue sur la menace iranienne, déplorait-il, et il a clairement fait savoir qu'il n'acceptera pas qu'Israël - ou ses lobbies au Congrès - lui dicte sa politique. » Sachant, concluait l'éditorial, que « nous ne pouvons pas mettre en œuvre une politique stratégique [sur cette question] sans le soutien américain, il est peut-être temps pour nous d'envoyer des signaux à

Téhéran. » L'ambassadeur Reuven Merhav, persophone, en poste à Téhéran de 1974 à 1978, pense exactement la même chose. « L'Iran soutient toujours les terroristes islamistes anti-israéliens que sont le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique, dit-il au Monde. Mais la politique iranienne n'est pas israélo-centrée. C'est un pays qui a des préoccupations sécuritaires légitimes. Nous devons cesser

autour de nous. Si le premier ministre craint vraiment les armes non conventionnelles entre les mains de nos ennemis, l'Iran et l'Irak, raison de plus pour aboutir rapidement à des accords de paix avec nos voisins immédiats, Palestiniens, Syriens et Libanais. » Fondamentalement opposé à la restitution des terres arabes occupées et défenseur patenté d'une conception stratégique

### Les Israéliens s'accrochent au « Grand Jérusalem »

Israël a rejeté, dimanche 5 juillet, l'appel adopté par le sommet réunissant au Caire l'Égypte, la Jordanie et l'Autorité palestinienne à « annuler immédiatement » son projet de « Grand Jérusalem ». « Jérusalem est la capitale d'Israël et nous n'accepterons pas de geler son développement en attendant des accords » avec les Palestiniens, a déclaré M. David Bar-Ilan, porte-parole du premier ministre, Benyamin Nétanyahou. M. Bar-Ilan a réaffirmé que le plan israélien a « un caractère municipal, dénué d'implication politique ».

Le président égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et le président palestinien Yasser Arafat, réunis dimanche au Caire, ont affirmé leur « refus du projet de judaïsation de Jérusalem adopté le 21 juin par le gouvernement israélien » pour étendre la municipalité de la Ville sainte. Les trois dirigeants ont demandé à Israël « d'annuler immédiatement ce projet » et de cesser « la colonisation, les confiscations de terres et la démolition de maisons ».

de l'agresser verbalement et de le diaboliser. La seule et unique manière efficace de prévenir le danger iranien, c'est de rétablir le dialogue. » Bien que le journal de la droite, *Maariv*, ait rapporté le 5 juin qu'un « message de réconciliation » avait été envoyé à Téhéran, officiellement, on n'en est pas là.

### REVOLUTION GÉOSTRATÉGIQUE

M. Nétanyahou semble néanmoins avoir pris la mesure de la révolution géostratégique en cours. En dépit de tous les efforts déployés ces dernières années par les gouvernements successifs d'Israël, « nous ne parviendrons pas, déclarait-il le 8 juin devant la puissante commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense, à empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires ». A partir de ce constat, que faire ? « Il serait temps, écrivait *Maariv* le 21 juin, que nous fassions tous les efforts possibles pour neutraliser le cercle de la terreur qui se reforme

fondée sur une pseudo « profondeur territoriale » - en l'occurrence, la Cisjordanie palestinienne - à l'heure des missiles intercontinentaux. M. Nétanyahou fait la sourde oreille. La menace émanant de ce qu'il appelle encore la semaine dernière l'« Etat ennemi d'Iran » se combat d'abord, selon lui, militairement. D'où le renforcement des accords stratégiques avec l'Inde, laquelle, selon un ministre pakistanais « a reçu une assistance technique israélienne pour son programme nucléaire » - ce qui est nié à Tel Aviv -, et surtout avec la Turquie, frontalière de l'Iran et partenaire militaire de plus en plus proche de l'Etat juif.

Dans le même temps, les services israéliens ont récemment développé le contact avec certaines factions islamistes afghanes rivales, et ont rendu de discrets services au régime des talibans. Objectif : s'approcher plus près de la frontière iranienne pour surveiller ce qui s'y passe.

Patrice Claude

## Une manifestation contre l'arabisation a été empêchée à Alger

LES FORCES de l'ordre ont empêché, dimanche 5 juillet, jour d'entrée en vigueur de la loi généralisant l'usage de la langue arabe, une marche « pour la paix et contre l'exclusion », convoquée à Alger par l'un des principaux partis d'opposition, le Front des forces socialistes (FFS). Les autorités avaient demandé aux organisateurs de la différer à une autre date, selon un responsable du FFS. D'après Samir Bouakour, secrétaire national à l'information du FFS, quelque cent cinquante autobus transportant des manifestants ont été empêchés de rejoindre la capitale par des barrages dressés sur la route.

Plusieurs dizaines de véhicules de police et de gendarmerie avaient pris position sur l'itiné-

raire, notamment autour de la place du 1<sup>er</sup>-Mai, d'où devait partir la marche. Là, les dirigeants du FFS et plusieurs groupes de manifestants, qui avaient réussi à se faufiler avant la mise en place du dispositif, faisaient face à un important cordon policier.

### DISPERSION DANS LE CALME

« A bas la dictature ! », « Pouvoir assassin ! » ou encore « La paix ! », criaient les manifestants. Certains agitaient des portraits de Lounes Matoub, le chanteur kabyle assassiné le 25 juin. S'adressant à la foule, Ahmed Djeddal, premier secrétaire du FFS, a lancé : « Je parle en français pour dire que nous n'allons pas appliquer la loi sur la généralisation de l'arabisa-

tion. » « Nous sommes pour la promotion de la langue arabe et non pour sa politisation, et nous voulons aussi que letamazight [la langue berbère] soit langue nationale et officielle », a-t-il poursuivi.

L'article 9 de la loi sur l'arabisation qui vient d'entrer en vigueur stipule que les manifestations publiques doivent se dérouler en langue arabe. Un autre intervenant a mis en garde « ceux qui veulent la guerre en Kabylie ». « Nous voulons la paix, nous ne voulons pas d'armes », a-t-il expliqué par allusion aux milices « patriotiques » (les groupes d'autodéfense qui combattent les groupes armés islamistes), auxquelles le FFS s'oppose. Les manifestants se sont dispersés dans le calme. - (AFR)

Patrice Claude

## La Chine et le Kazakhstan s'accordent sur leur frontière

ALMA-ATA. La Chine et le Kazakhstan ont signé, samedi 4 juillet, un traité de démarcation de leur frontière longue de plus de 1000 kilomètres, mettant fin à un vieux contentieux. C'est l'une des toutes dernières portions de l'ancienne frontière entre la Chine et l'ex-Union soviétique, longtemps contestée en plusieurs secteurs, à faire ainsi l'objet d'un accord entre gouvernements. « Nous avons totalement et définitivement résolu toutes les questions sur cette frontière héritée du passé », a estimé le président chinois Jiang Zemin à l'issue de la signature avec son homologue kazakh, Nursultan Nazarbaïev, dans la capitale kazakh.

Le traité définit la propriété de deux parties contestées de la frontière sino-kazakh, un territoire de 680 m<sup>2</sup> dans le passage de Baimourts et un autre de 380 m<sup>2</sup> situé près de la rivière Sary-Chardy. Au cours de leur entretien, les deux présidents ont étudié des projets de coopération politique et économique sur quinze ans, et en particulier d'éventuels investissements chinois dans la nouvelle capitale kazakh, Astana, située à 1000 km au nord-ouest de l'ancienne. - (AFP.)

## Nominations dans l'armée et les renseignements en Syrie

LONDRES. Le président syrien Hafez al-Assad a nommé un nouveau directeur à la tête des renseignements généraux, en remplacement du général Bachir Najjar, limogé quelques jours auparavant pour « malversations financières », a rapporté le quotidien *Al-Qad al-arabi*, édité à Londres. Le journal en langue arabe affirme, dans son édition du lundi 6 juillet, que M. Assad a signé samedi un décret présidentiel nommant le général Mohammad Chakka. Le général Chakka dirigeait jusque-là le corps de génie de l'armée syrienne et avait auparavant été chef des renseignements militaires dans la région de Quneitra (Golan), selon le journal.

Le même quotidien avait rapporté vendredi que le président Assad avait effectué des remaniements à la tête des forces armées touchant notamment le chef d'Etat-major Hikmat Chéhab. Le général Chéhab, qui « part à la retraite pour avoir atteint l'âge légal, est remplacé par son adjoint le général Ali Aslan », avait affirmé le journal.

### PROCHE-ORIENT

■ ARABIE SAOUDITE : le prince Sultan ben Abdel Aziz, ministre saoudien de la défense, a fait état, dimanche 5 juillet, à l'issue de la visite de son homologue français, Alain Richard, de la possibilité, pour Riyad, de passer « dans un proche avenir » des commandes d'armes à la France. Il s'agit de la deuxième visite, en un an, en Arabie saoudite, de M. Richard qui était porteur d'un message du président Jacques Chirac au roi Fahd. La France est en compétition avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour la vente de quelque trois cent-cinquante chars de combat. - (AFP)

### AFRIQUE

■ GUINÉE-BISSAU : des tirs d'artillerie, les plus violents depuis quinze jours, ont repris, dimanche 5 juillet, près du camp de Bra et de l'aéroport, au nord de Bissau, tenus par les rebelles. Les combats se sont étendus à l'intérieur du pays, notamment à la ville de Mansoa. Sur le plan diplomatique, les tentatives de médiation n'ont pas apporté la moindre esquisse de solution. - (AFP)

■ SÉNÉGAL : Mamadou Lamine Loum, le nouveau premier ministre, a formé, samedi 4 juillet, son gouvernement, qui se traduit essentiellement par le départ de Moustapha Niasse, ministre des affaires étrangères, remplacé par Jacques Baudin. La plupart des ministres socialistes sont maintenus à leur poste. Le remaniement suit les élections législatives, remportées par le Parti socialiste, et s'inscrit dans la perspective de l'élection présidentielle de l'an 2000. - (AFP)

### EUROPE

■ RUSSIE : un diplomate sud-coréen, Cho Sung-woo, ayant rang de conseiller à l'ambassade de Corée du Sud à Moscou, a été arrêté par le Service de sécurité fédérale russe (FSB), samedi 4 juillet, et s'est vu déclarer *persona non grata* pour espionnage. Le FSB a fait inculper pour « trahison » un fonctionnaire du ministère russe de l'intérieur qui lui servait de « contact ». « Il a été établi que le ressortissant russe arrêté a systématiquement fourni des renseignements confidentiels qui ont porté atteinte aux intérêts politiques et économiques de la Russie sur ordre des services de renseignement sud-coréens », a précisé le communiqué du FSB. Le ministère sud-coréen des affaires étrangères a exprimé le « regret » de Séoul que la Russie, « pays ami », ait procédé à cette expulsion sans consultation préalable. - (AFR Reuters.)

### ASIE

■ INDE : seize séparatistes musulmans ont été tués, vendredi 3 et samedi 4 juillet, par les forces indiennes au Cachemire, selon les autorités militaires indiennes. Un porte-parole du commandement indien à Srinagar a précisé que les forces de New Delhi se livraient à une nouvelle offensive contre les séparatistes musulmans dans le nord du Cachemire à la suite des affrontements qui ont eu lieu à la frontière indo-pakistanaise au cours de la semaine dernière. - (AFP)

## L'Europe de l'Est n'est pas à l'abri d'une crise à l'asiatique, selon le FMI

VIENNE. Les pays d'Europe de l'Est, notamment la Russie, « ont besoin d'une consolidation de leur secteur financier, devraient renoncer à des crédits à court terme, et lutter contre la corruption et le copinage pour éviter une crise à l'asiatique », a déclaré Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, vendredi 3 juin, à Vienne. Le FMI a signalé à ces pays que « malgré les progrès significatifs réalisés, ils doivent savoir que les facteurs qui sont à l'origine de la crise en Asie existent également chez eux ». M. Camdessus a rappelé que les sept pays - République tchèque, Estonie, Lettonie, Hongrie, Pologne, Lituanie, Slovaquie - qui « ont enregistré depuis 1997 une croissance positive, dont plusieurs sont en tête en Europe en ce qui concerne la croissance économique, sont ceux qui ont réalisé le plus sérieusement la libéralisation de leur économie et les réformes structurelles ». - (AFP)

**Le Monde**  
DOSSIERS DOCUMENTS

**L'état des conflits dans le monde**

La fin de la guerre froide, que d'aucuns révélaient comme une promesse d'une ère nouvelle, débouche sur une période incertaine et dangereuse. A la stabilité issue de l'affrontement prudent de deux superpuissances a succédé le désordre qu'aucune autorité ne parvient à discipliner. Les arbitres incontestés font désormais défaut.

Au sommaire : l'Afrique, le Proche-Orient, l'Asie, le golfe Persique, etc...

**UNE PUBLICATION DU MONDE**  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Bac+2, Bac+3**  
Valorisez votre formation en intégrant une  
**Grande Ecole**  
Parisienne de notoriété internationale

**ESG**

Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

**Concours parallèles**  
en 1ère ou 2ème année  
en juillet et septembre

**3 OPTIONS**  
Sciences  
Lettres et Langues  
Droit-Gestion-Sciences Eco

**Ecole Supérieure de Gestion**  
25 rue Saint Antoine - 75003 PARIS  
01.53.36.44.00 - Fax : 01.43.55.78.74  
Internet : <http://www.esg.fr>

**Traitement de texte**  
**Canon Jet 300**  
Chez Duriez 1 980 F TTC

Simple d'utilisation.  
Performant.  
Qualité professionnelle.  
Vérificateur orthographique.  
Compatible PC. Léger.

Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e  
112 bd St-Germain Paris 6e

Ouvert juillet - août  
DU BEAU VETEMENT A  
LA SIMPLE RETOUCHE

**LEGRAND**  
Tailleur sur mesure  
Hommes et Dames  
Très grand choix  
de tissus et de prix  
Nouvelles collections

27, rue du 4-Septembre, Paris 2e  
Tél : 01.47.42.70.61

**ESPRIT**  
Juillet 1998

**L'esprit Jean-Marie Domenach**  
1922-1997

Renseignements : 01 43 04 03 33 - [www.esprit.fr](http://www.esprit.fr)



مركز من الاموال

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 7 JUILLET 1998

## Bolivie : la petite guerre des « cocaleros » de la vallée du Chapare

250 000 personnes de la région vivent directement de la culture de la coca

Depuis trois mois, les producteurs de coca (cocaleros) de la vallée tropicale du Chapare, située à 750 kilomètres au sud-est de la capitale bol-

ivienne, s'opposent aux forces du gouvernement chargées de l'éradication des trente-huit mille hectares de cultures illégitimes. Depuis avril, douze d'entre eux ont été tués au cours d'affrontements avec l'armée, plusieurs centaines ont été blessés et autant emprisonnés.

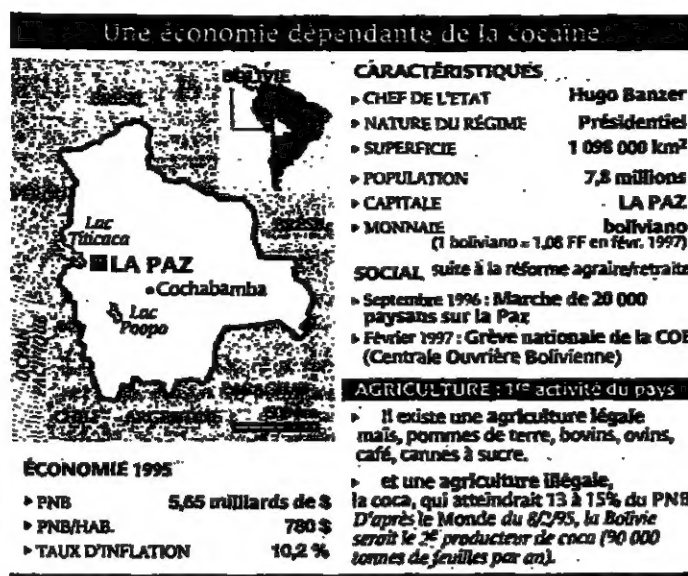
VILLA 14 DE SEPTIEMBRE (vallée de Chapare) de notre envoyée spéciale

« La coca ou la mort ! », « A bas le Plan dignité ! ». Les délégations de producteurs de coca, les cocaleros, s'opposent. On est au début de l'été, à Villa 14 de Septembre, dans la vallée tropicale du Chapare. Ce jour-là, ils étaient plusieurs milliers à défiler dans la bourgade, à quelque 750 kilomètres au sud-est de la capitale bolivienne, derrière une gigantesque bannière invitant les manifestants à se préparer à rien moins que « cinq ans de guerre ». La grande place était décorée d'une nuée de drapeaux multicolores surmontés de rameaux de coca, ou de rubans noirs en signe de deuil : depuis le début du mois d'avril, douze cocaleros ont été tués au cours d'affrontements avec l'armée.

Le Plan dignité lancé par le président Hugo Banzer vise à arracher, en cinq ans, les trente-huit mille hectares d'arbustes de coca du Chapare, qui ont transformé la région en une florissante pépinière. A raison de quarante hectares par jour, les brigades d'éradication se sont mises au travail, protégées par trois mille fonctionnaires de la police anti-drogue et deux mille soldats. L'état d'urgence n'a pas été décrété. Mais c'est tout comme.

Car, dans la vallée, l'émotion chez les producteurs est immense. Le plan du gouvernement s'attaque directement à l'économie domestique de trente mille familles. Deux cent cinquante mille habitants de la vallée seront, d'une façon ou d'une autre, touchés. Ils ont commencé par bloquer les routes avec des troncs d'arbre et des pierres pour interdire l'accès aux brigades et aux forces de l'ordre. Puis, à poings nus, avec des bâtons, des coupe-coupe, des pierres et des frondes, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont défendu leurs barrières. Le gaz lacrymogène, les balles et, finalement, les pelleteuses ont eu raison de celles-ci. Mais ce n'est pas fini : désormais, les producteurs de coca construisent de profondes tranchées.

C'est à Villa 14 de Septembre que sont tombées les premières victimes. Indignées, plusieurs indiennes ont interpellé les soldats en quechua, leur langue maternelle, leur reprochant de se battre



contre leurs frères. Penchés, les enfants du pays ont quitté uniforme, casque et bottes, sans que le commandant fasse un geste pour les retenir.

« Pourquoi le chef de l'Etat s'en prend-il aujourd'hui aux « cocaleros » ? Pour se blanchir face aux Américains »

Sur la grande place de Villa 14 de Septiembre, Evo Morales, charismatique leader des cocaleros, crie dans le micro : « Cette guerre est sale, criminelle ! Renforçons les groupes d'autodéfense pour éviter un ethnocide. Préparons-nous à la lutte armée pour résister avec des fusils. Nous pouvons le faire. Si nous ne l'avons pas fait par le passé, il n'y aura plus, aujourd'hui, ni indiens quechuas ni aymaras. » Et, interpellant les manifestants : « Le gouvernement veut nous expulser du Chapare. Allons-nous partir ? » « Non ! », répondent en quechua les cocaleros.

Le dirigeant des producteurs de coca veut bien négocier la réduction des cultures, mais il se refuse à le faire tant que les brigades d'éradication et les soldats n'auront pas quitté la vallée, ce qui est inacceptable pour le gouverne-

ment. Evo Morales, qui n'a pas la langue dans sa poche, explique : « Le boom de la coca a commencé sous la dictature du général Banzer, dans les années 70. Plusieurs publications, citant des rapports d'Interpol et de la DEA américaine, ont même mis en cause Banzer et sa famille pendant cette période. Pourquoi le chef de l'Etat s'en prend-il aujourd'hui aux cocaleros ? Pour se blanchir face aux Américains. »

Député pour Cochabamba depuis 1997, Evo Morales se dit convaincu que le trafic de drogue est protégé par les plus hautes instances, lesquelles étouffent tous les scandales. A l'unisson de tout le monde à Villa 14 de Septiembre, il soutient que les cocaleros n'ont rien à voir avec les narcos, se contentant de vendre leurs énormes ballots de cinquante livres de feuilles de coca aux commerçants venus de Cochabamba.

C'est que la feuille de coca est au cœur de l'économie locale. C'est elle qui a permis d'installer l'électricité, l'eau potable. Sans elle, les paysans seraient nus : l'ananas n'a pas de marché, le manioc pourrit sur place, les bananiers séchent sur pied, le riz est envahi de parasites. Quant à la pasta, le sulfate de cobalt, les paysans n'y mettent jamais les mains. « Les puits de macération sont interdits par notre organisation », soutient, placide, Evo Morales.

Pourtant, à en croire les autorités, le Chapare produit une centaine de tonnes de pasta par an. Le

précédent régime a investi, en vain, 100 millions de dollars pour que les cocaleros arrachent volontairement leurs plants. Chaque hectare éradiqué rapportait 2 500 dollars d'indemnité. Une fois reçu l'argent, les producteurs ont installé leur champ de coca un peu plus loin.

Le combat des cocaleros contre le plan du gouvernement a reçu le soutien de la COB, la centrale ouvrière bolivienne. Toute puissante dans les années 50 et 60, lorsque la production de l'étain faisait la richesse du pays, elle a vu son influence s'effondrer lorsque les mineurs ont perdu leur influence sur des cours de l'étain. En avril dernier, la COB a lancé un appel à la grève générale indéfinie... qui n'a été suivi que par les enseignants et le secteur de la santé. Aujourd'hui, la résistance des cocaleros semble lui avoir insufflé de nouvelles forces.

Filmon Escobar, ancien dirigeant des mineurs, puis de la COB, est aujourd'hui conseiller des cocaleros. « Que la COB apporte sa solidarité aux producteurs de coca est significatif de sa métamorphose, argumente-t-il. Elle a abandonné les consignes politiques importées, comme la lutte des classes. Elle se rapproche de ce prolétariat indien de deux millions de Boliviens, qui revendique la terre, le territoire, la souveraineté. »

Milton Gomez, secrétaire exécutif de la COB, préfère être prudent. « Plutôt que la rébellion et l'insurrection, nous devons nous contenter de marches pacifiques », précise-t-il. Son collègue, qui représente les enseignants, renchérit : « Ne tombons pas dans la démagogie en parlant de guerre. Ce qu'il faut, c'est articuler diverses mesures de pression pour que la protestation ne soit pas une nouvelle défaite. » Beaucoup préfèrent ne pas courir d'aventure. Milton Gomez privilégie les initiatives réalistes.

Les producteurs de coca deviendront-ils le nouveau fer de lance de la COB, comme le furent les mineurs avant que n'éclate la crise de l'étain ? Ou bien leurs excès de langage précipiteront-ils leur fin ? Déjà, le gouvernement, en une menace à peine voilée à l'égard de ses dirigeants, a prévenu la COB que son alliance avec les cocaleros pouvait s'interpréter « comme un appui au trafic de drogue ».

Nicolas Bonnet

## Le Venezuela entre en campagne politique

Les difficultés financières, amplifiées par la chute des cours pétroliers, font de Hugo Chavez le favori de la course à la présidence

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional

« Si je gagne, la sélection vénézuélienne participera au prochain Mondial de football », a promis Irene Saez à ses supporters. C'était lors d'une récente tournée électorale dans l'Etat de Falcon, à l'ouest du Venezuela. A vrai dire, les chances de l'ancienne Miss Univers ne cessent de s'améliorer à mesure que se rapproche l'élection présidentielle prévue pour le 6 décembre prochain. La nouvelle crise économique et financière provoquée par la chute des cours pétroliers favorise son principal concurrent, l'ancien colonel putchiste Hugo Chavez, qui catalyse le mécontentement des déshérités et de tous ceux qui veulent en finir avec les « politiciens corrompus ».

Selon les derniers sondages, l'auteur du coup d'Etat avorté du 4 février 1992 arrive largement en tête, avec plus de 40 % des intentions de vote. Après avoir longtemps mené la course, la blonde Irene n'arrive plus qu'en troisième position malgré l'appui apporté à sa candidature par le Copel démocrate-chrétien, l'une des deux grandes forces politiques traditionnelles. Irene Saez, l'ancien maire de Chacao, un quartier résidentiel de Caracas, est aussi dépassée par Henrique Salas Romer, ex-gouverneur conservateur de l'Etat de Carabobo, appuyé par les milieux d'affaires.

« SEVERE CRISE FISCALE »

La récente démission du ministre des finances, Freddy Rojas Parra, n'est guère de nature à rassurer les investisseurs même si sa remplaçante, Maritza Izaguirre, entretient de bonnes relations avec les organismes financiers multinationaux. Le Trésor vénézuélien, alimenté à hauteur de plus de 50 % par les recettes pétrolières, a été sévèrement affecté par la chute des cours de l'or noir. Selon le ministre de la planification, Teodoro Petkoff, l'effondrement des prix pétroliers s'est traduit par un manque à gagner de près de 7 milliards de dollars (42 milliards de francs), dont 4 milliards pour les caisses de l'Etat.

Tant la Bourse de Caracas, qui a plongé de 40 % en six mois que les syndicats sont pessimistes : la puissante Confédération des travailleurs du Venezuela prévoit une augmentation du chômage jusqu'à 15 % de la population active et une stagnation de l'économie en 1998 alors que les autorités prévoyaient une croissance de 3 % du PIB.

Dans un discours télévisé, le pré-

sident Rafael Caldera a rejeté la solution d'une « maxi-dévaluation » pour faire face à la « sévère crise fiscale ». En dépit des grèves et des manifestations qui se multiplient dans les hôpitaux, les écoles et les tribunaux, il a averti les fonctionnaires que le gouvernement « n'avait pas les moyens de tenir tous ses engagements ». Pour renflouer ses caisses, l'Etat vénézuélien va accroître son endettement externe. Un crédit de 500 millions de dollars est en négociation avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le Venezuela va emprunter plus de 1 milliard de dollars sur les marchés financiers internationaux.

Parallèlement, Caracas multiplie les initiatives pour tenter de redresser les cours internationaux du pétrole. Naguère considéré comme l'un des principaux violateurs des quotas de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela plaide aujourd'hui pour la réduction de l'offre afin d'enrayer la chute des prix pétroliers. Pour ce faire, Caracas souhaite élargir la concertation à des pays comme le Mexique et la Norvège, qui disposent d'importantes réserves d'hydrocarbures et n'appartiennent pas à l'OPEP. Mais la crise des économies asiatiques continue d'affaiblir la demande mondiale de pétrole, contrecarrant les efforts de l'OPEP pour relever les cours de l'or noir.

Une victoire de Chavez à l'élection présidentielle constituerait un mauvais coup pour les Etats-Unis, dont le Venezuela est devenu le premier fournisseur de pétrole. L'ancien colonel s'est vu refuser un visa américain en avril dernier. « M. Chavez a participé à un effort violent pour renverser un gouvernement démocratique et ne peut de ce fait obtenir un visa », a expliqué le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, de passage à Caracas début juin.

Soutenu par le Mouvement vers le socialisme (MAS), une formation appartenant à l'actuelle coalition gouvernementale, Chavez a modéré ses propos pour rassurer les milieux d'affaires qui craignent qu'il ne remette en cause les privatisations. A ses adversaires qui le comparent à Saddam Hussein ou à Kadhafi, il répond qu'il entend lutter « contre le totalitarisme économique du néolibéralisme sauvage qui prétend nier au peuple le droit à la vie et à la dignité ».

Jean-Michel Caroit

STOCK

Jean-Marie Pontaut  
Jérôme Dupuis

Enquête  
sur la mort de Diana

« Heure par heure, minute par minute, Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis ont reconstitué le film de la mort de la princesse de Galles. L'addition des témoignages construit un récit véridique qui éclaire crûment le caractère presque inéluctable de l'accident. Un moment clef et révélateur, où le trompe-l'œil médiatique rejoint la réalité et se transforme en tragédie. Un extraordinaire livre-enquête. »  
Denis Jeambar, L'Express

DIANA

222 pages  
95 F

STOCK



**COMPTES PUBLICS** Martine Aubry et Bernard Kouchner devaient annoncer lundi 6 juillet, en milieu de journée, des mesures destinées à faire face à la dérive des

dépenses de santé. Les laboratoires pharmaceutiques seront mis à contribution à hauteur de 1,5 milliard de francs, et les radiologues à hauteur de 500 millions. ● LE GOU-

VERNEMENT, partant d'un constat d'échec du plan de réforme d'Alain Juppé, entend mettre au point de nouvelles bases contrac-

tales avec les professions de santé, en sollicitant davantage les spécialistes et les industriels, et moins les généralistes. ● LE PROJET DE BUDGET pour 1999, dont les grandes lignes seront dévoilées le

22 juillet, vise à « consolider la croissance » et à « stabiliser les prélèvements obligatoires », a indiqué Lionel Jospin, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1.

## Martine Aubry veut freiner la dérive des dépenses de santé

Le dépassement par rapport à l'objectif fixé par la loi de financement de la Sécurité sociale atteint 2,5 milliards de francs depuis le début de l'année. Pour réaliser des économies, le gouvernement prévoit un prélèvement sur les laboratoires pharmaceutiques et une contribution des radiologues

CE N'EST PAS un enième « plan d'urgence » pour la Sécurité sociale, affirme Martine Aubry et Bernard Kouchner. Pourtant, cela en a tout l'air. Car les « mesures fortes » présentées, lundi 6 juillet, par la ministre de l'emploi et de la solidarité et par le secrétaire d'Etat à la santé ont un objectif immédiat : trouver, d'ici la fin de juillet, des économies pour un montant de 2,5 milliards de francs. Soit l'équivalent du dérapage constaté dans les dépenses d'assurance-maladie.

Ce sont les radiologues et les laboratoires pharmaceutiques qui sont principalement visés. Les premiers ont, depuis le début de l'année, dépassé de 9 % l'enveloppe qui leur avait été fixée. Le gouvernement va donc engager des discussions avec leurs représentants pour dégager 500 millions de francs d'économies. Quant aux laboratoires, qui, eux aussi, ont dépassé de 9 % les objectifs, M<sup>me</sup> Aubry va les mettre à contribution à hauteur de 1,5 milliard de francs. Avec ces décisions, le gouvernement veut faire comprendre aux professionnels de santé que l'objectif prévu dans la loi de financement de la Sécurité sociale sera respecté.

Au-delà de ces mesures conjoncturelles, le gouvernement est aussi confronté à l'annulation, par le Conseil d'Etat, des deux conventions liant les généralistes et les spécialistes aux caisses d'assurance-maladie. Pour garantir les droits des assurés sociaux, M<sup>me</sup> Aubry et M. Kouchner proposent un « règlement conven-

tionnel minimal » (RCM) provisoire. Il prévoit le maintien du remboursement, par les caisses d'assurance-maladie, d'une partie des charges sociales des médecins du secteur 1, mais si, dans quatre mois, les dépenses continuent à dériver, cette prise en charge, proportionnelle aux revenus, sera revue à la baisse. Actuellement, elle se monte, en moyenne, à 62 000 francs par an et par généraliste.

Le gouvernement veut intégrer dans le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale, qui doit être prêt fin août, un système de « clause de sauvegarde » en cas de dérive des dépenses : le principe du reversement sera conservé, mais il sera, assure-t-on

chez M<sup>me</sup> Aubry, plus simple et plus juste que celui de la réforme Juppé. La ministre cherche aussi à se concilier les médecins, qui ne doivent pas être seuls, selon elle, à supporter la maîtrise médicalisée des dépenses de santé. D'où ces mesures annoncées en direction des laboratoires pharmaceutiques et de la consommation des médicaments.

« UNE VRAIE MAÎTRISE DURABLE »

M<sup>me</sup> Aubry et M. Kouchner vont ouvrir le vaste chantier de la réévaluation de l'ensemble des médicaments remboursables. Ce programme triennal a pour objet de repasser tous les produits aujourd'hui sur le marché à travers le

prisme du « critère sanitaire ». Les antibiotiques, dont la France possède le record d'utilisation, sont particulièrement visés. Les laboratoires qui ne respectent pas les volumes définis par des conventions avec l'Etat seront sanctionnés. Quant aux pharmaciens, ils auront désormais la possibilité de substituer un médicament prescrit par un produit identique mais moins cher, sauf si le médecin émet un avis contraire sur l'ordonnance. Médecins et pharmaciens disposeront du répertoire définitif des médicaments génériques, qui sera publié dans la semaine.

Le gouvernement entend mener toutes ces discussions dans la transparence. Rappelant qu'un

dispositif économique ne modifie pas les comportements, M<sup>me</sup> Aubry espère parvenir à « une vraie maîtrise durable » en favorisant, notamment, la mise en réseau des informations via l'informatisation. La ministre souhaite que chaque partenaire puisse disposer d'un tableau de bord de l'état des dépenses plus fiable et mis à jour plus fréquemment. Cela suppose quelques évolutions dans les pratiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Le 8 juillet, M<sup>me</sup> Aubry présentera au conseil d'administration de cet organisme le projet d'avenant liant à l'Etat.

Ce document doit clarifier les rôles de chacun. Pour le gouverne-

ment, il n'est pas question de donner à la CNAM plus d'autonomie de gestion, comme le revendiquait son président, Jean-Marie Späth (CFDT), et Georges Jollès, vice-président, représentant du CNPF. Ainsi, le directeur de la CNAM sera toujours désigné par le conseil des ministres. Le nom du successeur de Bertrand Fragonard, démissionnaire, devrait être rendu public le 15 juillet. Mission a été donnée à la CNAM de faire des efforts pour mieux associer les médecins à ses décisions, leur permettre de disposer de données fiables, notamment sur les bonnes pratiques médicales. M<sup>me</sup> Aubry souhaite une décentralisation des relations entre les caisses et les unions régionales de médecins.

Avant la présentation de ces mesures, le premier ministre a déclaré, dimanche, au « Club de la presse d'Europe 1 », que le plan Juppé était « un triple échec ». « C'est un échec technique et financier, puisqu'on se rend compte que la dérive n'a été jugulée que très provisoirement ; c'est un échec psychologique, puisque, en procédant de façon autoritaire, il a braqué les acteurs du système de santé ; c'est même un échec juridique, puisque les deux conventions signées avec les médecins spécialistes et les médecins généralistes viennent d'être annulées successivement par le Conseil d'Etat », a fait valoir M. Jospin. En fait, les mesures annoncées réaménagent la gestion du plan Juppé, sans le remettre en question.

Dominique Gallois

Bruno Caussé

## Les laboratoires pharmaceutiques vont être sollicités

POUR COMBLER le déficit des dépenses de santé, qui ont dérapé de près de 2,5 milliards de francs au premier semestre par rapport aux prévisions, le plan Aubry met à contribution l'industrie pharmaceutique. Il lui est demandé de participer, à hauteur de 1,5 milliard de francs, à l'apurement des comptes et de proposer une solution avant la fin du mois de juillet.

Les laboratoires ont deux possibilités, soit par le biais d'une baisse des prix des médicaments, soit sous la forme d'une contribution exceptionnelle. Cette seconde solution avait déjà été imposée, durant l'été 1996, dans le cadre du plan Juppé. Le gouvernement avait demandé à l'industrie pharmaceutique de lui verser 2,5 milliards de francs sur son chiffre d'affaires 1995 pour renforcer les comptes de la Sécurité sociale. Cette contribution comportait trois taxes : une prélevée sur les « frais de prospection et d'information », la deuxième assise sur la crois-

sance du chiffre d'affaires, la troisième basée sur les ventes diminuées des frais de recherche et développement. Au total, le montant prélevé ne pouvait excéder 5 % du chiffre d'affaires de l'entreprise. Conséquence de cette contribution, selon le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), « le résultat net, après impôts, a été fortement affecté (-1 point) ». En 1995, le bénéfice a représenté 43 % du chiffre d'affaires, contre 52 % l'année précédente.

UN SECTEUR ÉCLATÉ

L'effort de 1,5 milliard de francs demandé cette année est à comparer à un chiffre d'affaires de 130 milliards de francs, dont un quart à l'exportation, pour une rentabilité, après impôts, supérieure à 5 %. Premier producteur de médicaments de l'Union européenne depuis 1995, l'industrie pharmaceutique française reste très éclatée. Employant 85 500 salariés, elle

comprend 318 laboratoires. Même si leur nombre diminue régulièrement - on en recensait 362 au début de la décennie, et 507 en 1970 -, cette industrie demeure « relativement peu concentrée, tant en France qu'à l'échelle mondiale », observe le SNIP dans son rapport annuel. Le premier groupe dans l'Hexagone est Rhône-Poulenc Rorex, avec 8 % de part de marché.

Le marché français a la particularité d'être occupé, pour plus de 10 % des laboratoires, par de nombreuses entreprises familiales, qui ne commercialisent qu'une seule spécialité. Au total, avec plus de quatre mille présentations disponibles, le marché du médicament remboursable paraît très fragmenté. En réalité, les cent médicaments les plus vendus fournissent, à eux seuls, plus du tiers du chiffre d'affaires total.

## Pour Lionel Jospin, « il faut consolider la croissance et stabiliser les prélèvements obligatoires »

Voici les principales déclarations du premier ministre, Lionel Jospin, invité, dimanche 5 juillet, du « Club de la presse d'Europe 1 » :

● **Comparaison.** Je suis un chef d'équipe. Je suis un entraîneur-joueur, un mélange de Jacquet et de Zidane.

● **Coupe du monde.** La France est capable d'aller en finale et de gagner. Elle peut aussi se faire battre mercredi par la Croatie, mais tout le monde comprend qu'elle a rempli son contrat.

● **Scrutin européen.** C'est pour moi un épisode. (...) C'est - et le

regrette - la marque d'un certain conservatisme de la classe politique française devant l'idée d'une réforme des institutions politiques, d'une modernisation de nos attitudes et de nos mœurs. (...) L'opposition dit qu'étant opposition elle doit s'opposer. Sans se préoccuper du fait que le président de la République, qui est le leader de son camp, était pour, qu'il s'est le premier exprimé dans cette affaire, que, d'une certaine façon j'ai poursuivi, même si c'était mon idée et celle du Parti socialiste. Que, deuxièmement, nous avons eu le soin, par souci consensuel, de partir d'un texte qui avait été proposé par l'ancien ministre du gouvernement précédent. (...) Un certain nombre de partis de la majorité ont estimé

que ce mode de scrutin ne servirait pas leurs intérêts électoraux et ont cru que nous le faisons passer parce qu'il servirait les intérêts électoraux du PS. Je crois que cette analyse est fautive. Et je donne rendez-vous à tous aux élections européennes de 1999. Je pense que certains - on murmure parfois que c'est ce qu'ils disent en privé - auront peut-être lieu de regretter.

● **Situation de la France.** Les Français peuvent se dire aujourd'hui : « Ça va mieux ». Il y a un an et demi, nos concitoyens étaient désorientés, interrogés par la politique que leur proposaient les dirigeants d'alors. Ils ne voyaient pas le rapport entre ce qu'on leur avait dit dans la campagne présidentielle et la politique qui était conduite. Au

moins peut-on dire aujourd'hui (...) qu'il y a un rapport entre ce qui a été dit et ce qui est fait. (...) Il y a donc une lisibilité de la politique.

● **Chômage.** Souvenez-vous de cette phrase célèbre de François Mitterrand, avec laquelle j'avais d'ailleurs pris ma distance, disant : « On a tout essayé ». Nous, nous avons essayé encore, considérant que c'était possible. Ce sont les mesures sur la diminution du temps de travail, les emplois-jeunes, l'effort dans les nouvelles technologies, la politique européenne.

● **Budget.** Nous avons décidé une augmentation de 1 % en volume des dépenses au-delà de l'inflation, ce qui est une augmentation modérée, mais peut-être un tout petit peu plus forte que cer-

tains de nos partenaires. Dans le même temps (...), nous avons veillé à réduire nos déficits publics (...) à 2,3 % du PIB en 1999 (...) Nos prédecesseurs ont donc fait caser la reprise : M. Balladur, en 1994, et M. Juppé, après 1995, en contradiction avec la politique annoncée pendant la campagne présidentielle, ont mis la France en léger retard de cycle par rapport aux autres pays. Je pense qu'il faut consolider la croissance, être bien sûr qu'elle est là. (...) L'objectif n'est pas d'accroître les prélèvements obligatoires en 1999. C'est de les stabiliser ; si possible, de les faire baisser légèrement.

● **Plan Juppé.** C'est un triple échec.

● **Opposition.** Si les projets [du

gouvernement] sont justes, on ne se qualifie pas en les votant. Qu'est-ce qui se serait produit si le RPR avait adopté la démarche que lui suggère M. Séguin de s'opposer en toutes circonstances, même quand le gouvernement a raison, même quand le président est d'accord avec le gouvernement, en l'appliquant aux accords de Nouméa. (...) Cela prouve bien qu'on peut réagir autrement.

● **Philippe Séguin.** A mon avis, en ce moment, il ne regarde pas le foot, il ne regarde pas le reste. On a parlé baisse du chômage, on a parlé emploi, on a parlé état d'esprit des Français, confiance, emplois-jeunes, 35 heures, on a parlé d'une volonté au travail. (...) Je crois qu'il ne se comprend pas lui-même.

## Neuf ministères sont privilégiés dans le projet de budget pour 1999

LE PROJET de loi de finances pour 1999, dont les grandes lignes seront présentées lors d'une communication en conseil des ministres le 22 juillet, est déjà presque entièrement dessiné. Invité du « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 5 juillet, Lionel Jospin a indiqué qu'il avait signé le jour même les traditionnelles « lettres-plafonds », qui fixent l'enveloppe des crédits dont les différents ministères pourront disposer l'an prochain. Le volet des dépenses est donc définitivement arrêté. Celui des recettes devrait l'être dans les prochains jours, mais le premier ministre a, sans attendre, laissé entrevoir, sur certains points, ses préférences.

Dans le cas des dépenses, M. Jospin n'a guère été prolixe. Il s'est borné à rappeler qu'elles progresseront d'un point de plus que l'inflation, soit 2,2 % en valeur. Selon de bonnes sources, il se confirme, cependant, que, grâce aux dividendes de la croissance, le premier ministre est parvenu, sans trop de difficultés, à dégager des financements pour les priorités du gouvernement.

Par avance, il avait annoncé que six départements ministériels seraient mieux lotis que les autres,

avec des crédits dont la hausse sera supérieure à la norme moyenne de 2,2 %. Sans surprise, ce sera donc le cas de l'éducation nationale : les crédits pour l'enseignement scolaire devraient progresser d'un peu moins de 4 % et ceux de l'enseignement supérieur d'un peu plus de 5 %. L'emploi fait aussi partie du lot : ses crédits passeront de 156 milliards de francs en 1998 à 162 milliards de francs en 1999, soit une augmentation proche de 3,8 %.

COMPROMIS À L'ENVIRONNEMENT

Comme prévu, la justice et la culture seront, aussi, bien loties, avec des crédits en hausse de près de 4 %. Cette progression, toutefois, sera insuffisante pour permettre à la culture d'avoir des crédits équivalant à 1 % du budget de l'Etat : le taux, en fait, s'établira à 0,9 %. Le gouvernement fera cependant valoir que l'augmentation est sensible et qu'elle devrait lui permettre d'honorer son engagement, qui était d'atteindre la fameuse barre symbolique de 1 % sur la durée de la législature. Les dépenses de solidarité bénéficieront, elles aussi, d'une hausse supérieure à la moyenne. Enfin, les crédits de l'environnement de-

vraient enregistrer une progression sans précédent de près de 15 %. Même si Dominique Voynet revendiquait initialement 30 %, ses négociations avec Bercy se sont, visiblement, bien passées, et elle devrait se satisfaire de ce compromis.

Cette première partie du projet de loi de finances réserve une autre surprise. Il est probable que la charge de la dette progresse moins que prévu : la hausse pourrait être inférieure à 5 milliards de francs, alors qu'au printemps on évoquait fréquemment un chiffre

Prudence sur l'ISF

Lionel Jospin s'est refusé, dimanche 5 juillet, au « Club de la presse d'Europe 1 », à dire ouvertement s'il est partisan d'un assouplissement des entreprises à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Il a fait une digression pour souligner que « la croissance repart, les emplois se créent, les chefs d'entreprise investissent », ajoutant : « Il faut faire très attention à cela ; c'est cela qui me guide ».

Alors que les dirigeants de gauche sont divisés en deux camps - ceux qui préconisent d'améliorer le rendement de l'ISF en le modifiant seulement à la marge, notamment en limitant les possibilités d'évasion fiscale, et ceux qui souhaitent une taxation des biens professionnels - le premier ministre a donc fait comprendre qu'il penche pour la première solution. Il a d'ailleurs lui-même évoqué la nécessité de lutter contre l'évasion fiscale, argument souvent avancé par les tenants de la première thèse pour réfuter l'idée qu'une telle réforme ne serait que cosmétique.

proche de 10 milliards de francs. Cette marge de manœuvre inespérée devrait permettre au gouvernement d'être encore plus généreux que prévu : en plus des six ministères prioritaires, trois autres départements profiteront de crédits allant au-delà de la norme. Ce sera d'abord le cas des crédits pour la politique de la ville, qui bénéficiera de la hausse la plus spectaculaire de ce budget, soit près de 30 %. En hausse d'un peu moins de 4 %, les crédits de Jean-Pierre Chevènement pour la sécurité bénéficieront, eux aussi, d'un régime de

faveur, tout comme ceux de la jeunesse, en hausse, également, de près de 4 %.

Tous les autres ministères seront moins bien servis, avec des crédits dont la hausse s'échelonne entre zéro et 2,2 %. Certains d'entre eux devront, en particulier, faire des efforts sur leurs effectifs. Le gouvernement a ainsi annoncé que les effectifs civils de l'Etat devraient, au total, rester stables. La justice bénéficiera d'une hausse de près de 900 postes, de même que l'éducation nationale. En contrepartie, d'autres ministères seront contraints à des mesures de rigueur : ce devrait être le cas du ministère des finances, des affaires étrangères ou encore de l'équipement. Le gouvernement arguera, toutefois, que cette stabilité des emplois civils n'équivaut pas au statu quo car ces trois ministères, qui verront leurs effectifs baisser, sont ceux-là mêmes où des réformes administratives seront conduites, permettant de faire des gains de productivité.

ÉVITER LA « SURDOSE FISCALE »

Cette première partie du budget étant arrêtée, M. Jospin va donc devoir, maintenant, rendre ses arbitrages sur la réforme fiscale.

Dans ce cas, il ne s'est pas montré plus disert. Rappelant que son objectif est « de stabiliser les prélèvements obligatoires et si possible de les faire baisser », il a juste confirmé que le budget devrait comprendre « des baisses ciblées de TVA ».

Sur les trois grands chantiers ouverts - ceux de la fiscalité locale, de la fiscalité écologique et de la fiscalité du patrimoine -, il n'a guère apporté de précisions. Par petites touches aléatoires, il a, cependant, fait deviner dans quel état d'esprit il abordera ses prochains arbitrages. Soulignant que, « avec les Français, il ne faut jamais faire de surdose fiscale », il a multiplié les messages de prudence. Il a ainsi admis qu'il y aura des mesures qui concerneront l'impôt sur la fortune, et des mesures qui concerneront d'autres aspects de la fiscalité du patrimoine. « Elles iront dans le sens de la justice pour éviter les tentations spéculatives et l'évasion fiscale ». Il s'est aussitôt empressé d'ajouter que le gouvernement est « en train de réussir [sa] politique économique » et qu'il ne faut rien faire qui vienne en compromettre les résultats.

Laurent Mauduit



م. 52/1 من ر. 4/4

FRANCE

LE MONDE / MARDI 7 JUILLET 1998 / 7

## Philippe Séguin veut concilier la diversité des conceptions européennes des gaullistes

Le président du RPR organisera une convention à l'automne pour « dissiper les malentendus »

A l'occasion des universités d'été du RPR, qui se tenaient à Toulouse, samedi 4 et dimanche 5 juillet, Philippe Séguin a annoncé que le mouve-

ment gaulliste tiendra à l'automne une convention sur l'Europe. A l'approche du débat sur le traité d'Amsterdam, le RPR demeure très divisé

sur la question européenne. Le président du RPR a également vivement critiqué Lionel Jospin, qu'il accuse d'inertie et d'immobilisme.

### TOULOUSE

de notre envoyé spécial  
Redevenir « crédibles ». C'est la feuille de route donnée par Philippe Séguin à son mouvement, lors des universités d'été des jeunes du RPR organisées à Toulouse, samedi 4 et dimanche 5 juillet. Pour être brève, elle n'en dit pas moins à quel point l'espoir tarde à reprendre corps dans les rangs de la droite. « La crédibilité, cela ne se décide pas, cela s'acquiert. Avons-nous, de ce point de vue, nous avons encore des progrès à faire », a précisé le président du RPR. Nicolas Sarkozy a ajouté à cette directive une recommandation de son cru, consistant à conseiller aux jeunes militants de « prendre la place » de ceux des élus « qui sont fatigués, qui n'ont plus envie de se battre ».

« Être crédible », cela passe d'abord par le respect de la cohérence du mouvement. En l'absence de presque tous les dirigeants du RPR - et notamment d'Alain Juppé, retenu pour des raisons personnelles - M. Séguin a donc lancé ceux d'entre eux qui y ont récemment dérogé. A l'intention d'Edouard Balladur, absent bien qu'invité, il a recommandé de ne pas se « déterminer en permanence par rapport à nos adversaires de tous bords. Qui serions-nous pour nous contenter de reprendre leurs concepts ou donner corps à leur élucubrations ? ». Aux protagonistes de la guerre de tranchée de l'hôtel de Ville de Paris, il a lancé un avertissement : l'arbitrage rendu « doit être appliqué », faute de quoi il en

tirerait « toutes les conséquences ». En direction de Charles Pasqua, qui menace de conduire sa propre liste aux élections européennes, il a dénoncé ceux qui « s'égarent dans des combats solitaires » et qui se font « plaisir en réinventant tous les jours l'appel du 18 juin ».

### « QUOLIBETS ET SARCASMES »

Car, dimanche, M. Séguin a surtout annoncé qu'il faisait de la question européenne la pierre de touche de la crédibilité future du RPR et, par voie de conséquence, de la sienne propre à la tête du rassemblement. Après avoir enduré les « quolibets et les sarcasmes » lors des élections législatives de juin 1997, après avoir tenu la barre lors de la « terrible convulsion » des élections régionales de mars 1998, le président du RPR veut tenter d'esquiver les nombreuses embûches qui jalonnent l'année qui vient : révision constitutionnelle sur l'Europe, ratification du traité d'Amsterdam, élections européennes en juin 1999, sont autant d'événements redoutables pour un mouvement gaulliste toujours aussi divisé sur l'Europe.

Pourtant, que de risque à chaque étape un écartement. M. Séguin a donc décidé de laisser le débat avoir lieu, à charge pour lui d'en rendre la synthèse possible. « Non seulement nous n'étudions pas le débat sur l'avenir de l'Europe, mais nous avons bien l'intention de l'avoir », a assuré l'ancien pourfendeur de Maastricht. Pour ce faire, une convention nationale sur l'Eu-

rope sera organisée à l'automne, à laquelle sont conviés, outre le RPR, « tous les groupes qui se réclament du gaullisme ». Elle aura pour mission de « dissiper les malentendus » et, l'espère M. Séguin, de trouver une « synthèse ». En attendant celle-ci, le président du RPR a adressé des signes à ceux qui avaient partagé son combat contre Maastricht, en expliquant que le traité d'Amsterdam « n'est pas un sous-produit de Maastricht » et mérite donc mieux qu'une ratification « à la sauvette ». « Nous sommes prêts à transférer des compétences, nous sommes prêts à déléguer des éléments de souveraineté, mais nous ne sommes pas prêts à l'abandonner », a-t-il également déclaré.

La réunion de Toulouse a montré à quel point les esprits restent partagés au RPR. Lors d'une brève intervention, M. Pasqua a exhorté les gaullistes à ne pas « abandonner l'essentiel de leur raison d'être, la souveraineté nationale ». M. Sarkozy a la position inverse : « Si vous pensez qu'on peut construire l'Europe sans accepter l'idée de transferts de souveraineté pour

l'exercer avec d'autres, alors, on ne serait pas d'accord sur l'idée européenne », a-t-il prévenu les jeunes participants. Le secrétaire général du RPR plaide donc, mais à titre personnel, pour la ratification du traité d'Amsterdam. « Voulu et négocié par Jacques Chirac », « il me semblerait particulièrement incohérent de mobiliser le RPR contre le traité », a ajouté M. Sarkozy.

Roger Karoutchi, secrétaire national à l'administration générale du RPR, qui fut jusqu'à récemment le bras droit de M. Séguin, n'avait donc pas un rôle facile en animant un atelier sur l'Europe, où les participants d'un référendum sur le traité d'Amsterdam se sont fortement fait entendre. M. Karoutchi a admis qu'« à un moment ou à un autre, il faudra un référendum ». Le débat se retrouve à propos des élections européennes : autant M. Sarkozy est aujourd'hui favorable à une liste d'union de l'opposition, autant M. Karoutchi voit d'abord tous les obstacles qui empêcheront la droite d'y parvenir.

Cécile Chambraud

## François Bayrou défend « une opposition constructive »

FRANÇOIS BAYROU s'est prononcé, dimanche 5 juillet sur Radio J, en faveur d'une « opposition constructive, capable de rejoindre le gouvernement lorsque l'intérêt du pays le veut ». Le président de Force démocrate évoquait l'abandon du projet de réforme du mode de scrutin pour les élections européennes. M. Bayrou a souligné qu'« une partie importante » des députés centristes le considéraient « avec faveur ». « Sans doute aurait-on pu aller plus loin dans [son] examen », a-t-il estimé. Selon lui, le recul du gouvernement signifie que Lionel Jospin « a souhaité éviter d'exposer plus avant les fissures dans sa majorité ». Pour les élections européennes, « tous les eurooptimistes doivent se retrouver sur la même liste », a-t-il indiqué, jugeant « très dommageable » et « inquiétante » la composition d'une liste où le sentiment européen ne soit pas clairement affirmé. « Les choix européens du président de la République sont à mon avis justes et tous ceux qui les soutiennent doivent se retrouver sur la même liste », a ajouté M. Bayrou.

### DÉPÊCHES

■ **EUROPÉENNES** : Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, a déclaré, dans Le Journal du dimanche du 5 juillet, que la décision de Lionel Jospin de retirer le projet de réforme du mode de scrutin européen est le signe d'une « nouvelle manière de gouverner ». « En démocratie, quand on constate publiquement qu'un texte n'a pas la majorité, on le retire, on ne s'entête pas. » « Maintenant, on verra comment chacun ira aux élections européennes. Le PS aura sa liste et des élus », a ajouté le ministre.

■ **PCF** : Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a dénoncé, le 6 juillet sur RTL, « une campagne menée depuis quelques semaines tendant à diviser les dirigeants communistes ». « Cette campagne n'est pas fortuite mais sera mise en échec », a ajouté le député du Nord, qualifiant de « colonnes » les affirmations de contestations internes au sein du PCF. « Robert Hue est un ami, nous travaillons ensemble en permanence », a-t-il affirmé.

■ **ENA** : Jacques Bonnet, président de chambre à la Cour des comptes, a été nommé président des jurys des trois concours d'accès à l'Ecole nationale d'administration (concours interne, concours externe et troisième concours).

## « Les Français sont anesthésiés »

Lors des universités d'été du RPR, qui avaient lieu, samedi 4 et dimanche 5 juillet, à Toulouse, Philippe Séguin, président du Rassemblement, a vivement critiqué le gouvernement de Lionel Jospin.

Il y a loin, en vérité, entre l'image de sérieux affichée, en toutes circonstances, par le premier ministre et la réalité de sa politique. Autant qu'entre la revendication de la modernité, inlassablement répétée, et le dogmatisme étroit de son action quotidienne, dont la réglementation et la taxation sont les armes favorites (...). Alors, je vous le dis : rien, dans toutes ces mesures, ne nous conduit à l'indulgence, quand bien même les vents seraient temporairement contraires et le gouvernement provisoirement popu-

laire. La gauche plurielle, avec son faras idéologique, ses rescapés de l'échec communiste, ses héritiers du mitterrandisme, ses intégristes de l'écologie, ne saurait prétendre incarner l'avenir (...).

En vérité, la France est encaimée. Et, pire encore, les Français sont anesthésiés. Gavés, repus d'un consensus mou annonciateur des plus grandes déconvenues. La France perd son temps. Elle perd de sa substance. Elle s'engourdit. Voici revenu le temps de la « drôle de guerre ». (...) Au lieu d'appeler à l'effort, on multiplie les messages rassurants : on nous dit que nous n'avons pas de problèmes. Si nous en avons, d'ailleurs, ils se régleraient d'eux-mêmes. Et si cela n'arrivait pas, d'autres pourraient toujours nous les régler à notre place. Oui, cette modestie, cette faiblesse modeste alléguée, cette autre façon de gouverner dont on nous rebat les oreilles, elle n'est qu'une forme nouvelle de la résignation.

## Deux élections cantonales partielles

### HAUTES-PYRÉNÉES

Canton de Rabastens-de-Bigorre (2<sup>e</sup> tour)

L, 3 716 ; V, 2 415 ; A, 35 % ; E, 2 337 ;

Pierre Lalanne PS, m. de Rabastens-de-Bigorre, 1 004 (42,96 %)... ÉLU  
Roland Dubertrand, PRG, m. de Montfaucon, 987 (42,23 %) ; Jean Journé, UDF-Rad, c. r., c. m. de Tarbes, 346 (14,81 %).

[L'élection partielle destinée à pourvoir au remplacement de Christian Cazeneuve, décédé accidentellement, se solde par la victoire à l'emporte du candidat socialiste. Le maire de Rabastens-de-Bigorre, Pierre Lalanne (PS), a été élu sans difficulté, non pas contre le radical valaisien Jean Journé, qui a été largement écarté, mais contre Roland Dubertrand, candidat radical de gauche qui lui avait imposé une triangulaire : 17 voix séparent les deux hommes. Si le second se creuse au conseil général des Hautes-Pyrénées, où la gauche « plurielle » est désormais la force majeure (25 sièges sur 34), il s'agit d'un résultat qui ne saurait être considéré comme une victoire. Cette élection partielle pourrait laisser des traces entre les deux formations, qui avaient respecté, depuis une dizaine d'années, un pacte de non-agression.]

28 juin 1998 : L, 3 716 ; V, 2 339 ; A, 36,52 % ; E, 2 287 ; Pierre Lalanne, PS, 644 (25,36 %) ; Roland Dubertrand, PRG, 590 (25,8 %) ; Jean Journé, UDF-Rad, 416 (13,19 %) ; Bernard Lussan, app. PCF, 380 (16,62 %) ; José Dubet, div. g., 169 (7,39 %) ; André Lécuyer, FN, 88 (3,45 %).

### ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Canton de Digne-est : cantonale partielle (1<sup>er</sup> tour)

L, 6 529 ; V, 2 299 (35,21 %) ; A, 64,79 % ; E, 2 194 ;

René Massette, PS, 914 (41,65 %) ; Muriel Liotard, div. d., 802 (36,55 %) ; Alain Alphonse, PCF, 301 (13,71 %) ; Alain André, FN, 177 (8,06 %)... ÉLU

[Destiné à pourvoir le siège laissé vacant par le décès accidentel de Pierre Rinaldi (RPR), ancien président du conseil général, ce scrutin a été marqué par le nombre d'abstentionnistes (64,79 %), tout à fait inhabituel dans ce département. Le candidat socialiste, René Massette, est en ballottage favorable devant Muriel Liotard (divers droite), soutenue par l'alliance RPR-UDF. La confirmation de ce résultat au second tour renforcerait la majorité de gauche acquise de justesse dans le département par Jean-Louis Bianco le 27 mars.]

20 mars 1994 : L, 6 301 ; V, 3 679 ; A, 41,61 % ; E, 3 506 ; Pierre Rinaldi, RPR, 1 434 (46,61 %) ; René Massette, div. g., 1 085 (29,52 %) ; Alain Alphonse, PCF, 315 (8,98 %) ; Joëlle Brest, Verts, 300 (8,56 %) ; Alain André, FN, 222 (6,34 %).

MERCREDI, MOUSSA AURA  
80.000 SPECTATEURS POUR L'ENCOURAGER.

Pour Moussa,  
la Coupe du Monde  
sera inoubliable.  
Avec Danone, fournisseur  
officiel, les jeunes  
des banlieues du Mexique,  
d'Afrique du Sud,  
du Brésil et de France  
joueront les matchs  
d'ouverture des demi-finales  
à Saint-Denis et à  
Marseille dans le  
cadre de CITES-FOOT.  
Pour tous ces jeunes,  
la victoire est au bout du rêve.  
Il faut croire en ses rêves.

DANONE partenaire de CITES-FOOT.



**MODES DE VIE** Une semaine après l'annonce d'un projet de circulaire de Claude Allègre et Ségolène Royal sur la féminisation des noms de métiers dans l'éducation nationale, le

débat se poursuit. ● **POUR MARINA YAGUELLO**, professeur de linguistique, la féminisation des mots est « symboliquement importante pour accompagner la promotion des femmes ». ● **CE**

**DÉBAT** est la conséquence logique de l'entrée des femmes sur le marché du travail. Entre 25 et 49 ans, 80 % des femmes travaillent. En revanche, elles accèdent difficilement à des postes de

responsabilités. ● **ROSELYNE BACHELOT**, députée (RPR), raconte ses difficultés pour imposer, à l'Assemblée nationale, la féminisation de son titre. ● **DEUX ACADEMICIENS**, Maurice

Druon et Jean Dutourd, ont violemment protesté contre cette « violence faite à l'usage ». La Commission générale de terminologie et de néologie se réunira le 8 juillet.

## La France est l'un des derniers pays où la féminisation des titres fait débat

Marina Yaguello, professeur de linguistique, rappelle que nous avons besoin de nommer « pour concevoir et intégrer la réalité ». « Je ne sais pas si la féminisation des mots a un effet de promotion réelle des femmes mais la langue montre que l'on est dans la norme »

**MARINA YAGUELLO**, professeur de linguistique à l'université Paris-VII - Denis-Diderot, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les questions croisées du féminisme et de la linguistique. En 1978, son essai *Les Mots et les femmes* a lancé, en France, le débat sur la féminisation des noms d'agents. Elle vient de publier *Petits faits de langue*, aux éditions du Seuil. Une semaine après la présentation du projet de circulaire de Claude Allègre et de Ségolène Royal féminisant les noms de métiers, fonctions, grades ou titres dans l'éducation nationale (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juillet), elle retrace l'histoire des rapports complexes entre la langue et les mutations sociales.

« L'évolution de notre langue est-elle parallèle à l'évolution de la place des femmes dans la société ? »

« Des origines de la langue française jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle inclus, toutes les fonctions étaient féminisées. Et cela ne choquait personne. Notre langue autorise, de par ses structures morphologiques, la féminisation des noms masculins, sauf dans quelques rares cas. Par le passé, ces ressources linguistiques étaient utilisées : au Moyen Âge, par exemple, un médecin s'appelait un

mire, dont le féminin était *mirgesse* ou *mirresse*. Ce qui ne veut pas dire du tout que ces fonctions sociales étaient assurées à égalité par les femmes. Les mots *mirgesse* ou *mirresse*, comme les mots *colonelle*, *ministresse*, *mairresse* ou *clergesse* existaient pour désigner l'épouse du titulaire de la fonction. Ce qui est étonnant, c'est qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les femmes ont commencé à accéder à certaines de ces fonctions, les ressources de notre langue n'ont plus été utilisées.

« A quel cette évolution était-elle due ? »

« Les femmes elles-mêmes en sont largement responsables. Pour être traitées d'égal à égal avec les hommes, pour bien montrer qu'elles occupaient la même fonction qu'eux, et surtout pour se distinguer des épouses, elles ont voulu être nommées au masculin. C'est d'ailleurs une position défendue aujourd'hui par un certain nombre d'entre elles. Voilà pourquoi la période charnière du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, qui a vu l'entrée en masse des femmes dans des professions qui leur étaient auparavant fermées, a correspondu à un recul sur le plan linguistique. Les mots *avocate* ou *doctoresse* n'ont pas été

utilisés par les femmes qui en faisaient nouvellement profession. Par ailleurs, l'Académie française, qui a fixé l'usage de la langue à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, a accompagné ce mouvement en mettant un frein à la création spontanée des féminins. La liberté des locuteurs s'est alors trouvée de plus en plus surveillée.

« Des origines de la langue française jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle inclus, toutes les fonctions étaient féminisées. Et cela ne choquait personne »

« Depuis quand se pose en France la question de la féminisation des noms de métiers ? »

« Lorsque mon livre *Les Mots et les femmes* est sorti, il y a vingt ans, la question n'était absolument pas évoquée en France, alors qu'elle l'était depuis le début des années 70 aux Etats-Unis. Les lobbies féministes réclamaient une politique volontariste d'aménagement de la langue anglaise, défendant l'idée que cette dernière contenait des éléments sexistes, en parti-

culier dans les dénominations d'agents. Des succès ont vite été obtenus concernant quelques mots symboliques comme *chairman* (président), devenu *chairperson*, ou *chair*, tout simplement. Le débat, par ricochet, a ensuite gagné l'Angleterre. Et beaucoup plus tardivement - à la fin des années 70 - la France, comme

c'est le cas pour tous les mouvements touchant à l'idéologie sociale. Durant le premier septennat de François Mitterrand, une commission présidée par Yvette Roudy a été mise en place, dont les conclusions ont fait l'objet d'une directive en mars 1984, tombée aux oubliettes avec le changement de majorité. Il a fallu attendre plus de dix ans et la circulaire de Lionel Jospin, en mars, pour voir la question resurgir.

« Comment expliquer-vous la résurgence actuelle du débat ? »

« La phase phallique de conquête du pouvoir, où les femmes demandaient avant tout qu'on les traite comme des hommes, est peut-être dépassée. Alors qu'Edith Cresson n'avait pas du tout souhaité être nommée « Madame la ministre », les femmes du gouvernement de Lionel Jospin en ont fait une question de principe. Les Français sont plus facilement prêts qu'il y a dix ans à cette évolution linguistique : la rapidité fulgurante avec laquelle la directive de Lionel Jospin est entrée dans les usages en témoigne. Sans doute parce que les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper ces fonctions désignées au masculin. Sans doute également parce que l'on sent qu'il n'y a pas de relations harmonieuses entre l'état de la société et la représentation qu'en fait la langue. Lorsque la capitale Pétro a été inaugurée, et qu'elle s'est trouvée excentrée, les journalistes ont dû déployer des stratégies d'évitement pour ne pas avoir à utiliser « le capitaline » et « encêtre » dans la même phrase.

« La féminisation des fonctions joue-t-elle, selon vous, un rôle important ? »

« On a besoin de nommer pour concevoir et intégrer la réalité. Je ne

sais pas si la féminisation des mots a un effet de promotion réelle des femmes ou si elle a un effet facilitateur pour accéder aux fonctions nommées. Mais je pense qu'elle est symboliquement importante pour accompagner cette promotion. La langue justifie, montre que l'on est dans la norme. Dire « Madame la ministre », c'est aussi faire en sorte que les générations futures considèrent comme allant de soi le fait qu'une femme soit ministre.

« Les autres pays francophones, et nos voisins européens, nous ont-ils devancés ? »

« Au Québec, en Belgique ou en Suisse, des décisions ont été prises il y a une dizaine d'années et elles ont très vite été suivies d'effets. Tous ces pays se demandent d'ailleurs pourquoi la féminisation fait encore débat en France : ils ne sont pas soumis à l'influence de l'Académie française, et ils se sentent donc un peu plus libres par rapport à leur langue. Le débat est ouvert partout en Europe de l'Ouest. Mais la France est sans doute l'un des pays européens où le décalage entre la langue et la réalité est le plus grand. »

Propos recueillis par Pascale Kremer

## Une accession lente et difficile aux postes à responsabilités

Elles s'appellent Claude André-Deshays, Anne Lauvergeon ou Martine Montell. Sur leur carte de visite, on peut lire spatonaute, associée-gérante de la banque *Lazard* ou directrice de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne. Elles font partie de cette minorité croissante de femmes qui occupent des fonctions importantes dans le secteur d'entreprise ou de la fonction publique. En dix ans, la part des femmes parmi les cadres et les professions intellectuelles supérieures est passée de 27 % à 34 %.

L'accession des femmes au statut de cadre ou à des professions autrefois réservées aux hommes, comme avocat, médecin ou journaliste, est la conséquence logique de leur entrée massive sur le marché du travail. Elles sont aujourd'hui 11,5 millions à travailler, soit près de deux fois plus qu'en 1960. Entre 25 et 49 ans, les femmes sont actives à 80 %. L'arrivée du premier, et même du deuxième enfant, ne les écarte pas du marché du travail : près des trois quarts des femmes mères et mères de deux enfants sont actives. Leur taux d'activité ne chute qu'au troisième enfant (41,7 %).

Loin de l'Académie française, où elles ne sont que deux sur quarante à porter l'épée - Hélène Carère d'Encausse et Jacqueline de Romilly -, la présence des

femmes s'est également renforcée dans les professions classiquement dévolues à la gent féminine : les instituteurs et assimilés (64,5 %), les professions de la santé et du travail social (77,5 %) ou le personnel de service direct aux particuliers (86,7 %). Les femmes restent surtout majoritaires dans les emplois peu qualifiés et à temps partiel : 60 % d'entre elles sont ouvrières ou employées et 30 % travaillent à temps partiel, contre 5 % des hommes. Quelque 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes qui, souvent, subalternement travaillent davantage.

Cette forte présence sur le marché du travail, dont le projet de circulaire sur la féminisation des titres de l'éducation nationale souligne le « caractère inéluctable », ne s'est pourtant que très partiellement traduite par une accession plus large aux postes de pouvoir, qu'il soit économique, administratif, médiatique ou social.

53 % DE L'ELECTORAT 10,1 % DES DÉPUTÉS

L'exemple le plus révélateur reste celui du pouvoir politique : les femmes représentent aujourd'hui 53 % de l'électorat, mais seulement 10,1 % des députés, 5,6 % des sénateurs et 7,5 % des maires. En revanche, on

compte 30 % d'éues françaises au Parlement européen.

Dans le secteur privé, les femmes restent souvent cantonnées dans des postes plus fonctionnels qu'opérationnels. Elles ne représentent que 7 % dans les États-majors des entreprises, où elles occupent presque inexorablement les postes de secrétaires de la communication ou des ressources humaines, plus rarement celui de la recherche ou de la stratégie. Elles ne sont qu'une soixantaine parmi les 2 283 administrateurs des deux cents plus grandes entreprises françaises, dont la direction est exclusivement masculine à une exception près, celle de Dominique Hérard-Dubreuil, qui a succédé à son père à la présidence de Remy Coimbeau.

Les petites et moyennes entreprises leur offrent plus volontiers des fonctions-clés. Plus d'un dirigeant de PME ou PMI sur cinq est une « PDGère ». Rien d'étonnant à cela : 28 % de ces entreprises sont aujourd'hui créées par des femmes. Quelle que soit la taille de l'entreprise, les emplois techniques leur restent très fermés : 11 % des ingénieurs sont des « ingénieures », soit une progression d'à peine cinq points depuis 1982.

Dans la fonction publique, où les femmes représentent 53 % des effectifs, leur présence se raréfie à

mesure que l'on gravit les échelons hiérarchiques. Elles ne sont que 13 % dans les grands corps de l'État, 3 % chez les préfets et seulement 2 % parmi les ambassadeurs. Ce décalage apparaît également très clairement dans l'éducation nationale, où les femmes, largement majoritaires (63 % du personnel) ne sont plus que 17 % parmi les directeurs d'administration centrale ou 16 % parmi les inspecteurs généraux. Les armées françaises, qui sont les plus féminisées de l'OTAN, ne comptent que 4,1 % d'officiers féminins dont une seule « générale », qui est à la tête du service de santé.

Les inégalités hommes-femmes perdurent surtout en matière de salaires, les hommes gagnant aujourd'hui en moyenne 22,5 % de plus que les femmes, contre 29 % en 1991. Parmi les personnes qui perçoivent moins de 3 650 francs par mois, 80 % sont des femmes. Enfin, elles sont davantage touchées par le chômage de longue durée, les chômeuses représentant 14,2 % de la population active, contre 10,8 % pour les hommes. Si l'on prend en compte les 3 millions de femmes qui travaillent à temps partiel, une femme sur quatre n'a pas d'emploi ou occupe un poste précaire.

Alexandre Garcia

## Quai de Conti, la grogne des adversaires de la circulaire « grammaticide »

**AFFAIRE D'ÉTAT** ou tempête dans un encrier ? Les rumeurs médiatiques du projet de circulaire du ministre de l'Éducation nationale sur la féminisation des noms de métiers, fonctions, grades ou titres, ont pris, en moins d'une semaine, une telle ampleur que la question se pose. Le texte à l'origine de la grogne de certains membres de l'Académie française n'a pas été publié et n'est qu'à l'état de projet. Mais l'affaire emprunte déjà des codes de guerre de tranchées entre partisans et adversaires de ce « coup de pouce » à l'évolution de l'usage, qu'appelaient déjà de ses vœux Laurent Fabius, alors premier ministre, dans une circulaire du 11 mars 1986 publiée au *Journal officiel* le 16, soit quelques jours avant que la défaite de la majorité présidentielle n'aboutisse à la première cohabitation.

Cette année, Lionel Jospin a repris la croisade dans une circulaire du 6 mars, symboliquement publiée au *Journal officiel* le 8, pour la Journée internationale des femmes. La circulaire de 1986 « n'a jamais été abrogée mais elle n'a guère été appliquée jusqu'à ce que les femmes appartenant à l'actuel gouvernement décident de revendiquer pour leur compte la féminisation du titre de ministre », précise le message du premier ministre. Servi par le calendrier, cet épisode a davantage intéressé la presse que les administrations interpellées. En janvier, *Le Figaro* avait fait écho à la passe d'armes entre Ségolène Royal et l'Académie française sur

ce sujet. Aujourd'hui, c'est encore un « immortel », Jean Dutourd qui, dans *France-Soir*, stigmatise « les sultanes », « horis du gouvernement » constituant le « harem » de M. Jospin : « moins que tout autre préparé à la polygamie », et réclamant « avec insistance des faveurs, des colifichets, des bijoux » adaptés à leur nouveau statut.

La circulaire « grammaticide » du 6 mars, raillée par Jean Dutourd, annonçait, « pour accélérer l'évolution en cours », une étude confiée à la Commission générale de terminologie et de néologie

« qui, à la lumière des pratiques passées et des usages en vigueur dans d'autres pays francophones, fera[nt] le point sur l'état de la question ». Cette mesure, page de sénérité, s'accompagne toutefois d'une consigne, d'une imprudence impatience. « Dès maintenant et sans attendre le résultat des travaux de la commission (...), il convient de recourir aux appellations féminines (...) dès lors qu'il s'agit de termes dont le féminin est par ailleurs d'usage courant », suggérat M. Jospin, invitant ses ministres « à diffuser cette pratique dans les

services placés sous [leur] autorité et à l'appeler dans les textes soumis à [leur] signature ».

« ABUS DE POUVOIR »

C'est l'appellation prescrite de cette consigne par le ministre de l'Éducation nationale qui a provoqué la colère du secrétaire perpétuel de l'Académie française, Maurice Druon. L'écritain, ancien ministre de la culture, parle même de saisi le Conseil d'État ou le Conseil constitutionnel, devant cet « abus de pouvoir ». Rien d'aussi radical n'a été sérieusement envi-

sagé lors de la séance hebdomadaire de l'Académie, jeudi 2 juillet. L'auguste assemblée a rappelé sa fidélité à la mission que lui a assignée le cardinal de Richelieu et le respect du cahier des charges qui est le sien : outre établir une poétique, une rhétorique et élaborer un dictionnaire moderne, « donner des règles à notre langue, et la rendre pure, fluide, et capable de traiter les arts et les sciences ». Et elle s'est naturellement tournée vers le chef de l'État, son protecteur. Ce qui rend savoureux d'entendre Jean Dutourd citer Les

Femmes savantes, de Molière - pour rappeler que la grammaire « sait régenter jusqu'aux rois et les fait (...) obéir à ses lois » - et dénoncer une intervention du poète dans le champ de la langue... alors que c'est au nom même de cet interventionnisme qu'est née l'institution et que le président de la République apparaît comme un recours.

« VIOLENCE FAITE À L'USAGE »

Si chaque académicien a commenté librement la querelle, sa parole n'engageant que lui-même, l'assemblée, elle, n'a, ce 2 juillet, arrêté aucune position collégiale sur la suite à donner à ce que beaucoup considèrent comme une « provocation ». Il s'est aussi trouvé des voix - qui refusent de prendre position publiquement - pour appeler à la trêve des menaces et à une certaine modération. Pour tenter de mettre un terme à cet excès de polémique, résultant plus d'un calendrier bousculé que d'une « violence faite à l'usage » - le seul terrain où l'affaire mérite d'être envisagée étant le débat de société -, la Commission générale de terminologie et de néologie se réunira le 8 juillet. L'Académie y est, de droit, représentée. Elle préparera le rapport technique que le premier ministre lui a demandé pour l'automne. L'Académie saura alors se souvenir qu'elle n'est pas le juge de paix de la langue, tout juste sa greffière.

A. Ga.

Philippe-Jean Catinchi

## La croisade de madame la députée de Maine-et-Loire

**DÉPUTÉE (RPR)** de Maine-et-Loire, vice-présidente du conseil régional des pays de la Loire et conseillère municipale d'Angers, Roselyne Bachelot n'a pas attendu

**PORTRAIT**

Roselyne Bachelot : « J'ai des dénominations en cohérence avec mes convictions »

le débat sur la féminisation des titres et des fonctions pour déclarer ses mandats électifs au féminin. « J'ai des dénominations en cohérence avec mes convictions, explique-t-elle. Je revendique avant tout mon titre de femme. » Ses prises de position féministes et sa

croisade pour une égale présence des hommes et des femmes en politique ne datent pas d'hier. « Ce n'est pas un combat que je découvre maintenant et auquel je me rallie derrière Lionel Jospin, précise-t-elle. C'est plutôt Lionel Jospin qui a rejoint des militants comme nous ».

En octobre 1995, Alain Juppé l'avait nommée « rapporteure » générale de l'Observatoire de la parité, créé pour relancer le débat sur la participation des femmes à la vie publique. Aujourd'hui, Roselyne Bachelot est l'une des rares éues de droite à mener bataille pour la féminisation du champ lexical. « Cela fait des années que j'utilise un titre féminisé quand je dois saluer une femme, affirme-t-elle. Et dès que je prends la parole, je distingue toujours les pronoms : je dis

toujours ceux et celles, ils et elles... » A l'Assemblée nationale, ce « temple du machisme », madame la députée ne rate ainsi aucune occasion de passer de la théorie à la pratique, même si elle doit, pour cela, heurter quelques oreilles sensibles.

« UN GADGET »

« Un jour, au cours d'une explication de vote, j'ai entendu des hurlements derrière mon dos, se souvient-elle. Je venais de m'adresser à Martine Aubry en l'appelant madame la ministre. C'était une vraie meute et j'en ai perdu la fin de ma phrase. » « Mes collègues masculins considèrent que cette mesure est un gadget, poursuiv-elle. Ils n'ont sans doute pas tort. Certains pensent même que c'est un coup des socia-

listes pour épater la galerie. Mais je ne leur en veux pas : j'essaie de les convaincre de la nécessité de féminiser les titres. »

De retour dans sa circonscription, Roselyne Bachelot constate pourtant que le débat commence à porter ses fruits. « Les hommes ont peur d'être politiquement incorrects, observe-t-elle. Ils se surveillent plus qu'il y a quelques années. Ils prennent des précautions. C'est peut-être un signe de culpabilité tardive, mais maintenant les gens me demandent comment on doit m'appeler. Il faut dire que j'ai la chance d'être la seule femme en vue dans mon département. Je suis un peu un oiseau de paradis, une exception, un aigle pour tout le monde. »



## Une étude souligne qu'en 1997 la moitié des ménages français étaient endettés

Pour ces familles « fragiles », le crédit est une réponse à la perte de pouvoir d'achat

Dans une étude rendue publique, lundi 6 juillet, l'Observatoire de l'endettement des ménages constate qu'en 1997, la moitié des ménages

étaient endettés et que 7,5 % d'entre eux étaient en grande difficulté financière. A partir de 1989, l'endettement immobilier a reculé mais

l'Observatoire note une remontée spectaculaire des crédits « de trésorerie », qui sont destinés à compenser les pertes de pouvoir d'achat.

Cette enquête confirme l'évolution observée depuis deux ans. Au début des années 1990, les ménages étaient surtout endettés en raison d'investissements immobiliers. A la suite de l'entrée en vigueur de la loi Neiertz, en 1989, un mouvement de désendettement s'est engagé, se traduisant par un fléchissement sensible des crédits immobiliers et même, une embellie en 1993-1994.

### « INSUFFISANCE DES REVENUS »

Mais à partir de 1996, l'Observatoire a noté une remontée spectaculaire des « crédits de trésorerie » (crédits à la consommation, découverts bancaires) utilisés par les ménages « pour faire face aux situations que l'insuffisance des revenus courants ne leur permettrait pas de traiter ». En 1997, 60 % des ménages endettés détenaient au moins un crédit immobilier et 65 % détenaient au moins un autre crédit.

Certes, il reste toujours une minorité de ménages « rigides », qui abusent des cartes de crédit à la consommation ou du découvert bancaire. Mais pour la plupart des

ménages fragiles, les crédits servent aujourd'hui à compenser ce que la croissance économique ne redistribue plus. « L'endettement n'est pas à l'origine des difficultés, il est une réponse à la perte du pouvoir d'achat », explique Michel Moullart, professeur d'économie à l'université de Nanterre, et responsable de l'enquête. Celui qui en arrive là ne pouvait pas faire autrement pour rester dans un tissu économique normal.

L'étude du profil socio-démographique des ménages « mal-endettés » permet de mieux saisir les facteurs de fragilité. Si les familles nombreuses, les locataires, les jeunes ménages et les ouvriers sont légèrement plus représentés, il ne s'agit pourtant pas de variables « discriminantes ». En revanche, ces ménages présentent tous les signes d'un degré élevé d'exposition « au risque de défaillance » : 44 % d'entre eux ont récemment connu une dégradation de leur situation financière et 69 % utilisent le découvert bancaire. Faiblement qualifiés, ils sont plus exposés au chômage et à l'instabilité profes-

sionnelle. C'est parmi eux que se rencontre la proportion la plus élevée d'adultes au chômage depuis deux ans (22,4 %). Leur patrimoine modeste ne leur permet pas de faire face à des dépenses imprévues, consécutives à une « rupture dans l'itinéraire familial ou professionnel ».

En clair, il suffit d'un accident de parcours, entraînant une perte de ressources, pour conduire ces ménages à une situation d'endettement. « 64,5 % des ménages endettés les plus fragiles considèrent que les dépenses de la vie courante, les dépenses d'éducation et de santé sont difficiles à supporter », indique l'enquête. Les plus fragiles supportent beaucoup plus difficilement que les autres une augmentation importante des remboursements ou des loyers ou une perte d'aides. En d'autres circonstances, ces événements n'auraient pas eu l'impact observé. Mais pour ces ménages, la modification relative de l'équilibre financier n'était pas supportable.

Alexandre Garcia

## L'épouse et l'un des fils de M. Dumas ont été interrogés par la police

L'ÉPOUSE du président du Conseil constitutionnel, Anne-Marie Dumas, et l'un de ses fils ont été interrogés, à titre de témoins, en fin de semaine dernière, par les enquêteurs de la brigade financière de Paris, sur commission rogatoire des juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky. M<sup>me</sup> Dumas a notamment été questionnée sur l'origine des sommes en argent liquide déposées sur son compte bancaire personnel entre 1989 et 1997, dont le total se monte à 1 052 200 francs. Mis en examen pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux » au préjudice du groupe Elf-Aquitaine, Roland Dumas avait été interrogé, les 3, 12, 17 et 26 juin par les juges, notamment sur la provenance de quelque 3,3 millions de francs, déposés en espèces sur son compte parisien entre 1991 et 1996 (Le Monde du 2 juillet). L'ancien ministre avait indiqué avoir « acheté plusieurs immeubles », durant cette période, « pour le cas où il [lui] arriverait quelque chose ».

### DÉPÊCHES

■ **VIOLENCES** : un retraité, retranché à son domicile avec un fusil à pompe, a été maîtrisé par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dimanche 5 juillet à Bucquoy (Pas-de-Calais). Agé de soixante-dix ans, l'homme, un ancien agriculteur à la retraite, avait tiré dans son jardin avec un fusil à pompe, blessant légèrement un voisin.

■ **PROFANATIONS** : une substation de tombes ont été profanées dans le cimetière juif de Dieuze (Moselle), dans la nuit de vendredi 3 à samedi 4 juillet. Des tombes ont été renversées, mais les profanateurs n'ont laissé aucune inscription. Une plainte a été déposée par le Consistoire israélite de Moselle et l'enquête a été confiée à la gendarmerie.

■ **ÉDUCATION** : la Fédération syndicale unitaire (FSU) appelle tous les personnels de l'éducation nationale à une journée de grève le 18 septembre. Plusieurs syndicats de la FSU avaient déjà annoncé une grève nationale le 10 septembre, jour de la rentrée dans les lycées. Il s'agit « d'affirmer notre volonté de discuter des conditions qui permettraient de développer tous les secteurs de l'éducation. (...) Des négociations sont possibles cet été », a indiqué Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, qui a demandé un rendez-vous au premier ministre.

■ **BANLIEUES** : l'agresseur d'un vigile du centre commercial de Rosny 2, près de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), mortellement blessé d'un coup de couteau mercredi soir 1<sup>er</sup> juillet, a été mis en examen pour homicide volontaire, vendredi soir, et écroué. Agé de vingt-six ans, l'agresseur faisait partie d'un groupe de jeunes gens qui avaient été expulsés du centre commercial par les surveillants.

### La loi Neiertz comme « porte de sortie »

■ **Entrée en vigueur**. La loi sur le surendettement des ménages, dite « loi Neiertz », du nom du secrétaire d'Etat à la consommation du gouvernement de Michel Rocard, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1990.

■ **Mécanisme**. Conçu pour offrir une porte de sortie aux ménages surendettés, le texte institue des commissions départementales de surendettement qui sont chargées d'élaborer un règlement amiable entre le surendetté et les prêteurs. Si cette conciliation échoue, les intéressés peuvent saisir le juge d'instance, qui demande l'ouverture d'une procédure de

redressement judiciaire civil. Il a le pouvoir d'imposer des solutions. Devant l'engorgement des tribunaux, une réforme de la loi a été adoptée en 1993. Elle autorise désormais les commissions à imposer des solutions aux débiteurs et aux créanciers lorsqu'ils ne trouvent pas de terrain d'entente. Les juges se contentent d'assurer la légalité de la méthode suivie.

■ **Chiffres**. Les commissions ont reçu plus de 87 000 dossiers en 1997, soit une augmentation de 24 % par rapport à l'année précédente. La barre symbolique des 600 000 dossiers accumulés depuis 1989 a été franchie en 1997.

## Issy-les-Moulineaux interdit les OGM dans les cantines

LES OGM vont-elles contaminer les repas des enfants à l'école? Quand la commercialisation du maïs transgénique a été autorisée, le 27 novembre 1997, André Santini, maire (UDF-FD) d'Issy-les-Moulineaux, a décidé de réagir. Pas question de laisser s'empoisonner les futures générations issues de la ville. Pour parer à l'inquiétude qui ne tarderait pas, selon lui, à se manifester chez les parents, M. Santini a décidé d'« interdire » tout produit transgénique ou leurs dérivés dans les assiettes scolaires.

Vingt-quatre écoles maternelles et élémentaires sont concernées, soit environ mille élèves. Suivant les instructions, les services municipaux ont écrit à la Sogeres, société de service de restauration qui gère, en délégation de service public, la restauration scolaire et des foyers des personnes âgées, afin « de faire le nécessaire auprès de [leurs] fournisseurs pour qu'il n'y ait pas d'OGM » dans les plateaux-repas. Dans la foulée, la société prestataire pour le restaurant du personnel communal s'est vue, elle aussi, interdire toute utilisation de produits transgéniques.

### MENTION ARSENTE

Les services municipaux ne cachent pas que, malgré un engagement écrit des deux sociétés concernées, la mesure demeure symbolique. « La Sogeres nous a expliqué qu'il serait difficile de contrôler concrètement l'application de cette interdiction, surtout pour les produits dérivés », explique Pascal Jean, directrice du service de l'enseignement à la mairie. Difficile, voire impossible. Car si, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1997, les OGM comme le maïs ou le soja transgéniques, ainsi que

les produits qui en contiennent, sont censés être étiquetés, la pratique, à quelques exceptions près, n'a pas suivi (Le Monde du 28 février).

Dans les rayons des supermarchés, rares sont les étiquettes portant comme il se doit la mention « contient des OGM ». Les produits à base de soja transgénique, essentiellement américains, sont installés dans les hypermarchés depuis l'automne sans aucune mention, car les industriels redoutent une réaction de boycott des associations de consommateurs. Les distributeurs, de leur côté, sont bien en peine de contrôler la présence d'OGM dans leurs marchandises. Les dérivés du maïs ou du soja transgéniques, telle la lécithine de soja, entrent dans la composition de nombreux aliments comme les desserts lactés, bonbons ou confitures, dont sont friands les enfants sans qu'aucune « traçabilité » ne soit possible en dehors de la bonne foi des producteurs.

André Santini se soucie peu de ces problèmes techniques. « C'est un coup de vent, assure-t-il tranquillement. Mais qu'est-ce que je peux faire d'autre? » L'initiative revenait au départ au groupe des Verts des Hauts-de-Seine, qui avaient écrit à tous les maires. Ils entendaient démontrer l'impossibilité de tout contrôler et réclamer un véritable étiquetage. Affichant trois prix récompensant ses actions en faveur de l'environnement, le maire d'Issy-les-Moulineaux affirme aimer « s'engager » : il est déjà à la recherche du prochain « coup de vent » qui pourrait faire parler de sa bonne ville.

Sylvia Zappi

La déréglementation des télécommunications est effective. Vos concurrents sont déjà en passe d'en récolter les profits. Une entreprise peut vous aider à les devancer.

ACCELEREZ VOTRE REUSSITE Les opportunités sur les nouveaux marchés déréglementés ne manquent pas et avec elles naissent aussi les exigences. Aujourd'hui, les besoins des consommateurs et des entreprises se ressentent tant au niveau de la messagerie vocale traditionnelle que sur la mobilité ou encore la rapidité d'accès à Internet. Aujourd'hui, partout dans le monde, Nortel a participé à la création des réseaux parmi les plus puissants. L'ultra-réactivité au marché, la rapidité de déploiement des services et la satisfaction du client sont les clés du succès... et du profit. Alors rendez-vous sur notre site [www.nortel.com/success2](http://www.nortel.com/success2). Nous vous aiderons à réussir plus vite.

**NORTEL**  
NORTHERN TELECOM

En France, Nortel offre, à travers sa filiale Matra Nortel Communications, des solutions réseaux innovantes aux entreprises et aux opérateurs. Nortel abrite également en France le centre mondial de son activité GSM au sein de Nortel Matra Cellular ainsi que le siège européen de l'activité réseaux d'entreprise.



مركزاً من لامل

DISPARITION

# Henrik Stangerup

Romancier et réalisateur danois, fils spirituel de Soren Kierkegaard

L'ÉCRIVAIN et cinéaste danois Henrik Stangerup est mort vendredi 3 juillet près de Copenhague, d'un cancer, à l'âge soixante ans. Il était l'enfant turbulent d'un pays qu'il considérait comme une terre de café, une patrie étouffante où le poids de la religion luthérienne condamnait tout rebelle à une éternelle culpabilité. Un fils spirituel de Soren Kierkegaard, ce dieu national insurgé, mi-Dan Juan, mi-Faust, séducteur et théologien, que ses quêtes vouaient à l'exil intérieur.

Parmi les fantômes qui rôdaient dans le passé et la conscience de Henrik Stangerup, né en 1937, il y avait aussi de vieux messieurs et vieilles dames, aimés, respectés et encombrants. A commencer par son grand-père maternel, l'écrivain suédois Hjalmar Söderberg, qu'une enfance maladroite voua toute sa vie à la mélancolie et au pessimisme, qui dut s'exiler au Danemark à cause de l'hostilité du milieu littéraire suédois (il était l'un des rares intellectuels de son pays à dénoncer l'antisémitisme) et qui s'enlisa dans un quotidien infernal (épouse neurasthénique, problèmes financiers). Söderberg vécut par ailleurs un drame sentimental : une passion pour une jeune admiratrice qui le quitta pour vivre d'autres aventures, en femme libre. Il évoqua cette trahison dans *Gertrud*, porté à l'écran par Carl Dreyer. Lorsque Söderberg voulut se trancher la gorge en 1941, c'est sa fille Betty qui le sauva.

Betty était la mère d'Henrik Stangerup. Elle avait voulu être la star du cinéma danois, et se vit éclipser par celle qu'*Henri Langlois* surnomma « la fille de Baudelaire », la vamp Asta Nielsen, puis par Anna Karina, égérie de Jean-Luc Godard. Stangerup rendit hommage dans *Elle : scènes autour d'une mère* (éd. de l'Olivier, 1997) à cette mère abusive qui surveillait ses rapports avec les femmes, critiquait systématiquement ses fréquentations et sa propension à boire, déplorait qu'il n'ait pas épousé une comtesse et ne soit pas devenu un gentleman élégant, silencieux et poli, comme l'était le grand-père Hjalmar. Stangerup réalisa également un film sur Asta Nielsen en 1968, montage d'extraits des œuvres emblématiques de la dame, commentés par elle-même. Portrait d'une star ombreuse, jalouse, elle aussi, d'Anna Karina, l'héritière en ceillades espérées.

## UNE VIE DE PATACHON

Car, en bon fils qu'il s'efforçait parfois d'être, lui, l'ancien pensionnaire d'un internat pour « enfants impossibles », et pour venger sa mère, Stangerup fit du cinéma. L'Institut des hautes études du cinéma (Idhec), à Paris, puis trois films dans lesquels il ne se privait pas de critiquer les mœurs de son pays natal : *Dieu existe tous les dimanches* (1970), présenté au Festival de Cannes, où il dénonce le rôle crucial du pasteur au Danemark, *Des baisers dangereux* (1973),

où il montre une femme glissant vers la folie pour avoir osé dévier de la norme sociale, et *La Terre est plate* (1979), adapté d'un classique du théâtre danois, *Erasmus Montanus*.

Henrik Stangerup avait auparavant envisagé d'être peintre, puis pasteur. La formation théologique acquise à la faculté de Copenhague déboucha sur une irrépressible envie : mener une vie de patachon à Paris, où il débarqua en 1960. Là, adepte des thèses existentialistes, il cherche en vain à rencontrer Sartre (« Son secrétaire en blouson noir, Jean Cau, m'a jeté dehors »), fréquente Gabriel Marcel, fait du journalisme en bohème, s'émerville devant la nouvelle vague, admire Godard, qui ose filmer à la première personne, citer Kierkegaard et défendre Dreyer (dont le fameux *Gertrud*, présenté en première mondiale au Studio Médias, suscite les ricanements d'une partie de la critique).

Période dont il garda une douce nostalgie, et qu'il raconte dans un roman autobiographique, *Vipère au cœur* (éd. de l'Olivier, 1995) : tout Stangerup est là, avec (encore) l'omniprésence d'une mère qui a les traits d'Asta Nielsen ; l'ironie vis-à-vis des conférences de presse, transformées en rituels monarchiques, du « père à tuer », le général de Gaulle ; l'esprit de dissidence d'un insurgé de la bonne société protestante qui s'écrit à acquiescer la respectabilité française ; la revanche à prendre sur un enfance guindée ; le désir de

déranger l'ordre établi ; la hantise de ne pas être à la hauteur, d'être pris en flagrant délit de faute, d'être pris pour un imposteur. Ce roman kafkaïen et pénétrant d'amour est placé sous le signe de Karl Marx : « Le mépris de soi est un serpent qui ronge éternellement la poitrine, qui pompe le sang du cœur et le mêle au poison de la misanthropie et du désespoir. » A la fin du roman surgit aussi la figure du père, Hakon Stangerup, un temps accusé d'être « un idiot de sympathisant hitlérien », rallié fort tard à la Résistance, dont il convient de réhabiliter la mémoire.

## « JE VOULAIS ÊTRE UN PIRATE »

A la douce vie parisienne succède, dans les années 70, la parenthèse brésilienne : il passe deux ans dans les bordes de Rio. « J'avais connu l'égalité, la liberté sexuelle, et soudain, c'était le vide. Je me trouvais des discussions de mes compatriotes sur la manière d'être heureux, moi je voulais être pirate. Je voulais choquer les Danois, en connaître autant sur le sexe que sur la théologie. »

Après quoi, Henrik Stangerup se lance dans la littérature, pour continuer à régler ses comptes avec le carcan luthérien : dialectique de la faute, de l'expiation et du repentir. *L'Homme qui veut être coupable* (1975, réédité chez Payot) est une « sociologie-fiction » dépeignant un écrivain étouffant dans un univers sans rêve, une société sans catharsis. Sa trilogie kierkegaardienne s'ouvre avec *La*

*goa Santa* (1985, réédité chez Stock) : récit d'une crise métaphysique, réflexion sur « l'homme éthique », recherche d'une identité ; le roman de la fuite au Brésil d'un savant naturaliste (inspiré par Peter Willem Lund) qui préfère la nature sauvage, parfois hostile, au confort et aux honneurs bourgeois.

*Le Séducteur* (1987, réédité chez Stock), réflexion sur « l'homme esthète », caïque la dérive de Peter-Ludvig Möller, critique danois mort syphilitique et fou à Dieppe en 1865 : c'est l'itinéraire d'un homme à l'exceptionnelle intelligence, doté d'une imagination maladroite qui décide de brûler sa vie sans compter, où l'on retrouve les conjurations littéraires, la censure, Paris, les filles et l'absinthe.

*Frère Jacob* (éd. de l'Olivier, 1992), enfin, cerne « l'homme religieux » à travers l'histoire d'un membre de la famille royale du Danemark du XVI<sup>e</sup> siècle qui renonce au trône pour se faire moine ; avant d'aller convertir les indiens du Mexique, ce dernier, en qui Stangerup voyait un saint à baptême, « le premier avocat des droits de l'homme en Amérique latine », rencontra Rabelais en France. Hasard symbolique, pour Henrik Stangerup, qui chercha toute sa vie à trouver un Théisme en son cœur, et croyait à « la souveraineté du bien, opposée au pessimisme de mort de tous les fantasmes ».

Jean-Luc Douin

## NOMINATIONS

### ELYSÉE

Valérie Pécresse, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommée chargée de mission à la présidence de la République, par arrêté paru au *Journal officiel* du jeudi 2 juillet.

[Née le 14 juillet 1967, diplômée de l'Ecole des hautes études commerciales et de l'Ecole nationale d'administration, Valérie Pécresse est conseillère auprès du Service juridique et technique de l'information (SJT) et secrétaire générale du conseil supérieur de l'Agence France-Presse depuis juillet 1995. Elle est également membre suppléant de la Commission des sondages depuis 1995.]

### SECOURS CATHOLIQUE

Joël Thoraval a été élu président national du Secours catholique par le conseil d'administration de cette association caritative, jeudi 2 juillet. Ancien préfet de la région Ile-de-France et préfet de Paris, Joël Thoraval était déjà administrateur du Secours catholique.

[Né le 7 septembre 1935 à Boulogne (Hauts-de-Seine), Joël Thoraval est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Il a suivi toute sa carrière dans l'administration professionnelle, notamment en Guadeloupe, en Haute-Normandie, dans le Tarn, en Corse et en Haute-Normandie. Directeur général de l'Administration au ministère de l'Intérieur en 1991, il est nommé directeur du cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, en 1993. En 1994, il devient préfet de la région Ile-de-France et préfet de Paris.]

### JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 4 juillet sont publiés :

• Médicaments : deux arrêtés modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux ;

Un arrêté modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics.

**Résultats Grandes Ecoles**

Admission

**ENS FONTENAY - SAINT-CLOUD**

Langues - Lettres - Sciences humaines

**3615 LEMONDE**

**Résultats Bac 1998**

Mardi 7 juillet

**Bac professionnel**

Académies : CAEN, CRETEIL, NICE, ORLEANS-TOURS, PARIS, VERSAILLES

**3617 LMPLUS**

En 1933, Erwan Schrödinger enferma son chat dans une boîte. Quelle fut la conséquence ?

- Il fut condamné à mort
- Il reçut le prix Nobel
- Il devint directeur de la SPA

Vous le découvrirez dans le numéro d'été du *Monde de l'éducation*

**« L'aventure des savoirs »**

16 récits scientifiques et littéraires qui vous surprendront !

Des documents inattendus, inédits et passionnants.

DE **Le Monde** L'ÉDUCATION DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 100 Pages - 30 F

## AU CARNET DU « MONDE »

### Mariages

Anne et Dominique BESSÉ et Joëlle et Jean JERHEL ont la joie de faire part de leurs enfants.

Valérie et Stéphane, le 11 juillet 1998, à l'hôtel de ville de Belley (Ain).

A et D. Bessé, 92, boulevard Voltaire, 75011 Paris. J. et J. Jerhel, « La Verdier », Izat, 01300 Belley.

### Anniversaires de naissance

- 6 juillet 1998.

René,

nous le souhaitons « heureux quatre-vingt ans ».

Lorsqu'on connaît la longévité des Pélissier, tu as encore devant toi beaucoup de joyeux anniversaires à venir.

Suzette, Jean-Paul, Denise, Jean-Pierre, Marc, Bénédicte, Claire.

Anniversaires

Gérard,

à l'occasion de ce 7 juillet, je veux te dire que je t'aime et t'aimerais toujours.

Grigoline.

### Décès

- M. le président, le conseil d'administration, les membres du jury de la Fondation Pierre Lafitte, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de,

Francis AMBRIÈRE, écrivain, officier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 juillet à 15 heures, en l'église Saint-Martin de Carvingy, à Bonvillers (Oise).

21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

- Lise Bayle, son épouse, Olivier et Natalie Bayle, Dominique et José Barrière-Delgado, ses enfants, Albanie, Juliette, Mathias et Stéphane, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Dominique BAYLE, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, croix du Combattant volontaire, croix du Mérite polonais,

survécu le 4 juillet 1998.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 7 juillet, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auxili.

9 bis, rue Boileau, 75014 Paris.

- Hubert et Becky Bexuc, Damien et Danièle Simba, Régine Grimard, ses enfants, Yves et Annie, Eric et Claudia, Elodie, ses petits-enfants, Gregory, Marion, Valérie, Gabrielle, Chloé, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Yvonne SIMBA, (née SAKKAL)

survécu le 3 juillet 1998 dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le 7 juillet, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

40, rue Maurice-Ripoché, 75014 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Bernard et Jacqueline Metié,

M<sup>me</sup> André Doazan, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Philippe et Pierrette Doazan, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre et Anne Doazan, ses filles, fils, gendres, belles-filles, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Charles DOAZAN, née Marthe SOULÈS,

survécue le 23 juin 1998, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 27 juin, en l'église de Reuilly (Paris), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

32390 Reuilly.

- M<sup>me</sup> Jacqueline Pollaud-Dulian, son épouse,

M<sup>me</sup> Françoise Pollaud-Dulian, M. Emmanuel Pollaud-Dulian, M. Frédéric Pollaud-Dulian, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Gobert et leurs enfants, ses sœurs, beau-frère, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel POLLAUD-DULIAN,

survécu le 3 juillet 1998, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 juillet, à 14 h 30, en l'église de Menil-Érveux (Orne), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

17, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.

- Le docteur Francine Kauffmann, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Kauffmann, Mélanie et Aline, ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M. Marc SALMON, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, médaille de Verdun,

leur grand-père et arrière-grand-père,

survécus le 3 juillet 1998, dans sa cent cinquanteième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 7 juillet, à 10 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Lisa et Nina Loulié, ses filles,

Sven-Michel Loulié, son fils, Et Fabienne, sa belle-fille, Nicolas, Thomas, Alexandre, ses petits-fils, David et John, ses neveux et leurs familles, ont part du décès survenu le samedi 27 juin 1998, de

Sylvain LOULIÉ,

ancien directeur général adjoint de l'Unesco.

Ses cendres ont été disséminées dans le jardin du Souvenir du Père-Lachaise, le 3 juillet, après une cérémonie dans l'intimité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Colette Roux-Schkolnyk,

Sylvia Verillotte, Anne-Marie et Bernard Andary, Sarah Schkolnyk, ses filles et son beau-fils,

David, Audrey, Nicolas et Laurent, ses petits-enfants, Joëlle et Gilbert Dargemont, Annette Schkolnyk, Martine et Hubert Rindie, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Joseph SCHKOLNYK, dit Georges NICOD, chevalier de la Légion d'honneur,

survécus à Paris, le 3 juillet 1998, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 7 juillet, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marc-Dormoy, où l'on se réunira.

62-66 bis, boulevard Gambetta, 94130 Nogent-sur-Marne.

- M<sup>me</sup> Patrice Vieljeux, son épouse,

M<sup>me</sup> Patricia Vieljeux et M. André Jean Marie, Grégoire et Chloé, M. et M<sup>me</sup> Michel Billon, Aline, Arnaud, Aurélie et Antoine, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Tristan Vieljeux, Le comte et la comtesse Christian Davissart, ses frères et sœurs, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 3 juillet 1998, à Champs (Orne), de

M. Patrice VIELJEUX, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, ancien maire de Bongival (Yvelines) 1963-1995.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en la chapelle de Champs.

Un service religieux sera célébré le mercredi 8 juillet, à 11 heures, en l'église réformée du Saint-Esprit, 8, rue Roquette, Paris-8.

Ni fleurs, ni couronnes, ni plaques.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, rue du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris.

- Lisa et Nina Loulié, ses filles,

Sven-Michel Loulié, son fils, Et Fabienne, sa belle-fille, Nicolas, Thomas, Alexandre, ses petits-fils, David et John, ses neveux et leurs familles, ont part du décès survenu le samedi 27 juin 1998, de

Sylvain LOULIÉ,

ancien directeur général adjoint de l'Unesco.

Ses cendres ont été disséminées dans le jardin du Souvenir du Père-Lachaise, le 3 juillet, après une cérémonie dans l'intimité de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- La famille.

Les amis ont le regret de faire part du décès, le 26 juin 1998, à Budapest, de

Imre MARTON, Résistant des 1940 (OS-PTFP), professeur honoraire aux universités de Budapest et de Conzay, spécialiste des problèmes du Tiers-Monde et ami de l'Afrique.

Faouzia UT, 112, 1133 Budapest.

### Anniversaires de décès

- Le 6 juillet 1986,

la comédienne Chantal DARGET-BOURSEILLER, valencienne par le cancer, quittait le théâtre.

« La Môme piaffante », Jean Genet.

Sa famille, ses amis.

- Nous rappelons au souvenir de ceux qui les ont connus,

Armand LABIN,

décédé en 1956,

Emile LABIN,

décédé en 1974,

Edmond LABIN,

décédé en 1982,

et leurs parents,

Samuel et Charlotte LABIN,

disparus en 1953 et 1957.

- Il y a trente-cinq et trente ans disparaissaient

Alex et Raymond TORCHET,

nos parents.

Ce souvenir est étroitement lié à celui de notre frère,

Jean-François,

mort en 1985, qui seul avait su trouver les mots pour dire le vide qu'ils ont laissé.

Une messe sera dite en leur mémoire, le lundi 13 juillet 1998, en l'église Notre-Dame, à Nice.

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de

Le projet de



مركزاً من راحيل

## RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 7 JUILLET 1998

11

# Le projet de tramway dans Paris est reporté au profit des bus

En autorisant l'aménagement de la ligne de la petite ceinture, la plus importante de la RATP, Jean Tiberi renonce de facto à la construction d'un tramway sur les boulevards des Maréchaux. La région ne souhaite pas financer de nouveaux équipements dans la capitale

LES HABITUÉS des boulevards des Maréchaux à Paris ne devraient pas profiter de si tôt des avantages du tramway. Une délibération, qui devait être présentée, mardi 7 juillet, au Conseil de Paris, va reporter, vraisemblablement pour longtemps, ce projet, fortement symbolique, à Paris. Le tramway - dont la dernière ligne cessa de fonctionner en 1937 - avait pourtant souvent été présenté, par le maire Jean Tiberi comme par la RATP, comme le seul équipement capable de résoudre les problèmes posés par la circulation très dense sur les voies périphériques de la capitale.

Les bus de la petite ceinture, que les Parisiens connaissent sous le nom de « PC », tiennent dans des conditions difficiles sur les boulevards des Maréchaux. Ils sont une certaine à circuler en même temps aux heures de pointe au milieu du trafic automobile. Ils assurent 12 % du trafic total des bus parisiens, en transportant 130 000 voyageurs par jour, un chiffre en augmentation de 20 % depuis presque dix ans, car cette ligne de 33 kilomètres de long dessert, pour des correspondances, plus de vingt stations de métro, quatre gares de RER, ainsi que de nombreux autres réseaux d'autobus.

En donnant son feu vert à un coûteux programme d'aménagement des lignes de bus PC, M. Tiberi met un terme, dans l'immédiat, au débat sur le financement d'un tramway dans les quartiers périphériques de la capitale. En septembre 1995, quelques mois après son élection, il avait pourtant indiqué son souhait de voir prolonger jusqu'à la porte de Versailles le Tram-Val de Seine qui relie la Défense à Issy-les-Moulineaux. M. Tiberi s'est depuis interrogé à plusieurs reprises sur le tracé de cette ligne, en évoquant aussi bien l'hypothèse des boulevards des Maréchaux que celle des voies SNCF de la petite ceinture (lire ci-dessous).

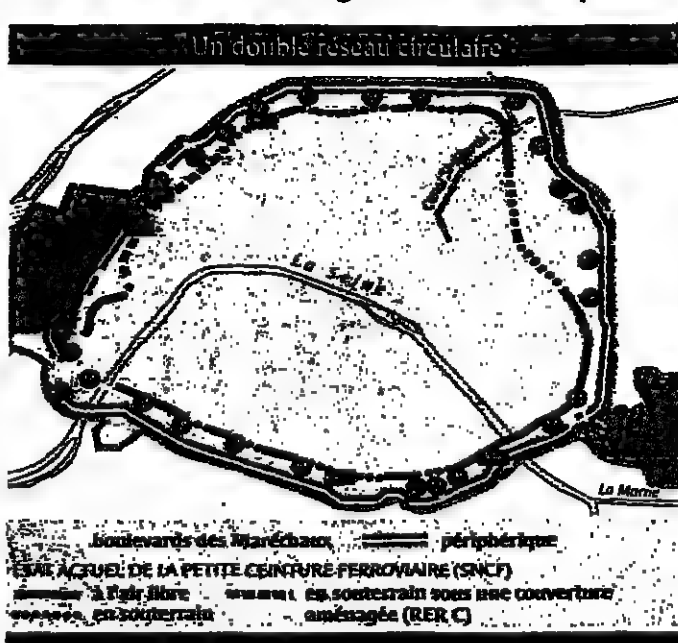
Avec l'aménagement des lignes de bus existantes, qui sera financé par l'Etat et la région sous l'égide du Syndicat des transports par-

siens (STP), le Conseil de Paris renonce de fait à prendre l'initiative de la construction d'un tramway. Le maire de Paris renvoie cependant la responsabilité de la décision au gouvernement et au conseil régional. « C'est l'heure de vérité », a-t-il déclaré, le 30 juin, en présentant la délibération qui va être soumise au Conseil de Paris. Nous avons attendu la volonté des uns et des autres de faire un tramway à Paris. La Ville était prête pour sa part à le financer en partie. » Dans cette affaire, M. Tiberi tente de mettre en difficulté les socialistes et leurs alliés, qu'ils se trouvent aux postes-clés dans les ministères intéressés, au conseil régional ou qu'ils soient élus de Paris. Dominique Voynet, ministre (Verts) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ainsi que Jean-Claude Gaxiot, ministre (PCF) de l'équipement, des transports et du logement, s'étaient pour leur part récemment prononcés pour le tramway (Le Monde du 21 avril).

### DEUX CHANTIERS DÉPENDANTS

Mais l'heure n'est pas aux nouveaux investissements dans la capitale. Principal bailleur de fonds pour les infrastructures de transport, le conseil régional n'a pas fini de supporter l'exercice qui a consisté à construire simultanément à Paris deux nouvelles lignes souterraines, Folie et Métro, ont empêché tout autre investissement d'importance en Ile-de-France, en particulier pour les liaisons hors de Paris. Or, c'est le trafic sur ces dernières en banlieue qui augmente le plus vite, alors que les voyages stagnent ou diminuent dans la capitale ou sur les lignes radiales en direction de Paris.

Pour Serge Méry, vice-président (PS) chargé des transports au conseil régional d'Ile-de-France, « la priorité des investissements dans le prochain contrat Etat-région concernera les liaisons de banlieue à banlieue. Il est donc impossible de réunir les 2 milliards de francs nécessaires pour construire un tramway à Paris ». Si ce choix n'est pas con-



té par Bertrand Bret, élu du 20<sup>e</sup> arrondissement, chargé du dossier des transports au groupe socialiste du Conseil de Paris, celui-ci est également conseiller régional es-

time que le tramway à Paris constituerait une « amélioration de la desserte de la petite ceinture ». « Le boulevard périphérique, puis les boulevards des Maréchaux quand le

« périph » est saturé, sont un passage obligé pour aller de banlieue à banlieue, explique Bertrand Bret. Un tramway aurait offert une alternative à la voiture. »

Comme les responsables de la plupart des associations parisiennes, Yves Contasseau, porte-parole des Verts de Paris, regrette ce qu'il considère comme l'abandon d'un des éléments essentiels du réseau dit « Orbital », c'est-à-dire le projet de rocade de transports en commun autour de Paris. « Le tramway constitue également un moyen de reconquérir l'espace urbain confisqué par la voiture, dit-il. Une ligne sur les boulevards des Maréchaux aurait permis de regrouper les quartiers sacrifiés par la construction du boulevard périphérique. »

La RATP garde une attitude prudente. « Nous avons seulement été chargés par le STP d'une étude sur la faisabilité de ce tramway, à la demande du maire de Paris », explique Philippe Ventejoul, responsable des études à la Régie. Mais la RATP admet que les investissements sur la ligne PC reportent sine die tout autre projet. Près de 100 millions de francs vont en effet être dépensés pour améliorer le fonctionnement

de la ligne : elle va être découpée en trois tronçons et des bus articulés vont être livrés. Le système Alstom de régulation et d'information va être mis en place. Des couloirs protégés vont être construits sur une partie de la ligne. La vitesse commerciale des PC va ainsi être portée de 12 à 15 kilomètres/heure, espère la Régie.

Rien à voir cependant avec les vitesses qui auraient pu être atteintes par un tramway. La RATP, qui expérimente ces nouveaux matériels dans le Val-de-Marne, espère maintenant que des « tramways sur pneus » pourront un jour équiper la petite ceinture. Il faudra alors que l'ensemble de la ligne emprunte un site propre, c'est-à-dire des couloirs protégés. Mais ils ne pourront être mis en place que si la Mairie de Paris passe outre aux réticences de certains riverains des boulevards des Maréchaux. Lundi 29 juin, en tout cas, ils ont convaincu Lionel Assouad, maire (RPR) du 14<sup>e</sup> arrondissement, de dire non à la création de sites protégés sur la ligne PC qui longe son arrondissement.

Christophe de Chenay

## Convoitises autour de l'ancienne petite ceinture de la SNCF

JEAN TIBERI a tranché. Avec l'aménagement de la ligne PC sur les boulevards des Maréchaux... et l'abandon à court terme du projet de tramway, « il devient possible d'envisager une nouvelle vocation à la petite ceinture », a-t-il déclaré mardi 30 juin. Le maire de Paris a fait part, à cette occasion, de ses intentions à propos de l'aménagement des 30 hectares d'emprises de l'ancienne ligne SNCF. Celle-ci subsiste sur 23 kilomètres au nord, à l'est et au sud de Paris, depuis que le tronçon ouest a en partie disparu avec, en particulier, la destruction du viaduc d'Auteuil. Fermée aux voyageurs en 1934, réservée ensuite aux marchandises puis aux échanges de rames de la SNCF entre les gares du Nord et de Lyon jusqu'en 1993, la petite ceinture voit, depuis quelques années, ses voies et talus envahis par la végétation.

« ESPACE DE RESPIRATION »  
Le maire de Paris estime que ce « véritable espace de respiration dans la ville (doit être aménagé) en faveur de la promenade et la détente ». Il a confié à Michel Bulté, son adjoint (RPR) chargé de l'urbanisme, le soin de réunir d'ici la fin de l'été une « commission de réflexion et d'études » pour qu'une première phase d'aménagement puisse être mise en œuvre dans le plus court délai possible.

Rien ne dit cependant que le dossier de la petite ceinture puisse être réglé rapidement. Ces terrains appartiennent au Réseau ferré de France (RFF), l'établissement public propriétaire des infrastructures ferroviaires, qui n'a pas, pour l'heure, l'intention de s'en débarrasser. On souligne en effet à RFF et à la SNCF que les emprises restent inscrites au schéma directeur de la région Ile-de-France comme une ressource possible

pour la mise en place d'un transport en commun de rocade dans Paris.

« Nous ne sommes pas vraiment favorables à une promenade plantée, dit-on à la SNCF. Une fois que l'on aura donné aux Parisiens l'habitude de s'y promener, il sera difficile de revenir en arrière. On voudrait être sûr que la mairie de Paris a bien réfléchi et que l'on ne regrettera pas un jour de s'être ainsi privés d'une voie de desserte, qui pourrait être très utile pour améliorer les livraisons dans la capitale, par exemple. » La SNCF rappelle également que le plan d'occupation des sols (POS) parisien réserve l'utilisation de la ligne à un usage ferroviaire.

Les intentions de M. Tiberi ne peuvent en revanche que satisfaire le « Collectif pour la petite ceinture ». Les sept associations qui le composent souhaitent que ces terrains soient aménagés en piste cyclable et qu'ils abritent des équipements de proximité. Un tel aménagement est vigoureusement rejeté par Laure Schneider, conseiller de Paris (Mouvement écologiste indépendant) qui estime qu'il « menacerait la faune et la flore sauvage qui y vivent ». L'élu écologiste met l'accent sur le problème des tunnels et de la sécurité mais regrette surtout l'abandon du projet de tramway.

L'association Environnement 15<sup>e</sup> vient également de dénoncer la modification du plan d'aménagement de zone de la ZAC Citroën-Cévennes. Un mémoire présenté au conseil d'arrondissement du 29 juin permettrait de rendre constructible une emprise ferroviaire de l'ancienne ligne. Les terrains de la petite ceinture suscitent tant de projets et de convoitises que les intentions de M. Tiberi auront grand besoin d'être précisées.

C. de C.



# HORIZONS

ENQUÊTE

**Chaque année, plusieurs milliers de lycéens « décrochent » aux portes du bac. Cette rébellion s'explique souvent par de mauvaises relations avec des enseignants et se double parfois d'une rupture avec le milieu familial. En France, l'institution scolaire commence timidement à écouter ceux qui la rejettent**

**E**MMANUEL a teint ses cheveux en rouge vif. Comme le chantait Antoine, il y a trente ans, parce que c'est joli et parce que ça lui plaît. « Au lycée, je ne me serais jamais permis une chose pareille. D'ailleurs, j'y suis repassé depuis que j'ai démissionné et les autres m'ont regardé de travers. » Emmanuel est un « décrocheur », comme l'on parle en Grande-Bretagne de « drop out », ou de « dispersion scolaire » en Italie. Alors que des centaines de milliers de familles s'angoissent pour savoir si elles pourront filer une réussite au baccalauréat, qui se préoccupe de ceux qui ne le passeront jamais ? Si une modeste association de professeurs et de chercheurs de Saint-Étienne, La Bouture, s'est intéressée à ces « refusants » de l'école, peu de personnes en France se sont penchées sur leur cas.

L'institution scolaire commence pourtant à les écouter timidement, jusqu'à une université d'été, intitulée « Comment repenser l'école à partir de la parole des décrocheurs ? », se tient à l'école normale supérieure de Fontenay - Saint-Cloud, du 6 au 10 juillet.

C'est que plusieurs milliers de lycéens, chaque année, quittent ainsi le navire au cours de leur année de seconde, première ou terminale, pour voguer vers d'autres galères, ou « vivre enfin ». Les uns sont partis du « bahut » à cause des « embrouilles familiales », d'autres à cause de leurs enseignants, parfois les deux. Vincent : « La prof ne fait pas l'élève mais il y contribue énormément. Il doit y avoir de sa part un devoir de passion qui dissuade l'élève de se demander toute la journée "Qu'est-ce que je fais là ?". Avec ces profs-là, on s'apprend naturellement des choses. Ils ne nous prennent pas pour des imbéciles et n'ont pas peur de nous. Ça arrive trop rarement, c'est pour ça que j'ai abandonné. »

Certains se sont lentement enfoncés dans l'absentéisme avant de décrocher, d'autres ont brutalement tout quitté. Parfois, leur lycée s'est ingénié à se débarrasser d'eux. C'est toujours une expérience douloureuse même si, les mois passant, presque tous trouvent de bonnes raisons pour justifier leur départ. Quelques-uns ont éprouvé d'amers regrets. « Quand j'ai arrêté l'école, ma mère, toute la famille, m'en a voulu. Ah oui ! Je me sentais complètement coupé de ma famille. Et c'est là que je suis vraiment parti de travers », raconte Khaled Kellal au sociologue allemand Dietmar Loch dans *Le Monde* du 7 octobre 1995. Les ex-lycéens disent aussi à quel point ils deviennent « inféquentables » pour ceux qui étaient leurs amis, leurs « condisciples », comme on dit à l'école.

En quittant sa terminale littéraire dans un grand lycée de province, dès le mois d'octobre, Alix a aussi abandonné son personnage de bonne élève. « Pendant toute ma scolarité, je me suis rendue malade pour avoir de bons résultats. J'en avais. Mes profs me disaient que j'étais en classe préparatoire. Pourquoi pas, en effet, avec un 16 à l'écrit l'an dernier, au bac français, et un 14 à l'oral ? Mais

combien de fois mes copines ont pleuré en classe, avec les mauvaises notes qui pleuvaient, les profs qui menaçaient : "Tu n'as pas travaillé, tu sais ce qui t'attend l'année prochaine." Pratiquement depuis la sixième, les profs nous mettent la pression. » Et Alix pense que l'école est faite « pour apprendre, pas pour juger tout le temps. Ce n'est pas parce que l'on a eu zéro que l'on est bête. J'ai toujours différencié l'intelligence scolaire et l'intelligence normale », plaide-t-elle.

Dans cette décision de départ si difficile à prendre, parce que « la pression redouble », les relations avec les enseignants ont joué un grand rôle. « J'aime la littérature, mais je ne voyais pas du tout les choses comme mon prof de français. Pour lui, le français, c'était le travail, le travail, le travail. J'avais un mot sur la distraction, le plaisir, la culture, le sens de l'existence. » Depuis qu'elle est partie, Alix lit « de tout » : *Le Chevalier à la charrette*, *Lancelot*, *Madame Bovary*, *La Canne des adolescents*, de François Dolto, *Senghor*, *La Chute*, de Camus, *Sagan*, *Caldéron*, toutes les nouvelles de Maupassant, *La Bête humaine*, *J'accuse* Zola, ça m'inté-

resse personnellement. On a lu un roman de Zola en seconde, j'ai lu toute la suite, je me fais des cours dessus, j'étudie les personnages. Ça m'intéresse d'aller au fond avec un auteur, c'est indispensable quand on ne va plus à l'école. »

Quand on ne va plus à l'école, il faut « trouver soi-même une conduite de vie ». C'est un chemin exigeant, avec ses moments de doute. Pourtant, Alix dit ne pas éprouver de regrets. « J'avais réfléchi trop longtemps avant », explique-t-elle. « Ce n'est pas un acte de rébellion pour embêter mes parents. Ni une volonté de me marginaliser. C'est l'effet produit, mais pas recherché », regrette-t-elle. Si elle était restée au lycée, Alix pense qu'elle n'aurait « jamais eu d'aussi bons résultats scolaires qu'aujourd'hui ». Elle ajoute qu'elle n'en pouvait plus de ce système « où l'on ne note pas par rapport à un progrès, mais où l'on est perpétuellement sous la menace. C'est juste une façon pour les profs de montrer leur pouvoir ». A présent, Alix se sent « libérée et soulagée » et « cherche du travail pour [se] former sur le tas ».

Le travail, Julien a plutôt trouvé cela aliénant. « Dès que l'on ne rentre plus dans les cases, on ne sait pas quoi faire de nous. Si les filles vont en secrétariat et les garçons en

mécanique, ça va. Sinon... Pour moi, le commentaire était à peu près toujours le même : "Julien gâche son potentiel." Alors j'ai quitté le bahut et je me suis mis à travailler. » Dans une fondrière, huit heures par jour, par une température de 40°C. « On traitait les métaux contre la rouille dans un hangar de 200 mètres de long, avec plein de bacs qui puent, j'étais à l'accrochage. On avait en permanence au-dessus de la tête des ponts roulants qui pèsent 30 ou 40 tonnes. Pratiquement personne n'avait de masque ou de casque, alors que c'est obligatoire. On était obligés de crier toute la journée pour s'entendre. Dehors, je voyais les immenses palonniers sous la neige. » Julien raconte encore les feux que les ouvriers allumaient dehors, « comme au Moyen Âge », dit-il. « J'ai aussi lavé les cuves de trempage. Six mètres de profondeur, 20 mètres de large. Le mec qui lavait avec moi, c'était mon pote, un Tunisien assez vieux. Ce n'était pas un travail pour quelqu'un de son âge, mais il s'en foutait. C'était ça, le pire. »

Julien a quitté le lycée sur un coup de tête, après un parcours en zigzag, une seconde en BEP de maintenance, puis une école forestière de l'enseignement agricole en internat. « A 4 heures, ça a sonné. J'ai pris mon sac et j'ai traversé la

nationale pour faire du stop. C'est comique, non ? » Il ne conserve pourtant pas que des mauvais souvenirs de sa scolarité : « Du CE2 au CMI, j'ai eu un instit super. Il s'appelait Daniel Duval, on a fait tout un programme de préhistoire de 400 000 ans avant Jésus-Christ jusqu'à l'Homo sapiens. Il nous a fait visiter des grottes en Dordogne. Lui, il aurait mérité que son salaire soit quadruplé. » Scolarisé un temps à la Grande-Boire, un quartier de Gagny dans l'Essonne, il explique que, « là-bas, un nouvel enseignant ne reste pas un an. Ou alors il arrive à capter un élève sur vingt ». Et ajoute : « Des profs, il y en a tellement qui font juste ce qu'il faut, comme des contrôleurs de train ou des flics. »

C'est qu'aujourd'hui, à vingt ans, qu'il se sentait prêt à refaire le chemin classique. « Seconde, première, terminale. Mais il ne faut pas regretter ses choix. Avec le soubresaut dont il se départit rarement, Julien, 1,93 mètre, « toujours trop grand pour être au premier rang », conclut : « L'école prend en charge de trois à vingt-cinq ans. Il faut que ce soit une machine en parfait état. Mais moi, je n'ai pas ce qui est trop bien rangé, sans rien qui dépasse. » Du système scolaire,

Vincent a presque tout connu, au gré des aléas familiaux, du « petit collège de cambrousse », où le car vous emmène le matin, si tôt qu'il fait encore nuit, et qui vous ramène dans l'obscurité, au lycée délabré de la banlieue parisienne, « où la peinture avait été finie au seau. Pas de chauffage en hiver, pas de portes aux chloottes, des tags partout, des chaises et des tables foutues ». Sans compter le gardien, un ancien maton, qui jouait avec sa caméra de vidéosurveillance, ou les choppes par le col, par surprise. Sans parler du prof de maths « absent pendant tout le temps qu'a duré Roland-Garros ». Ou du professeur, rarement tout à fait à jeun. « J'ai vu aussi des profs craquer, se mettre à pleurer plus d'une fois, ajoute Vincent. Quand on voit qu'il y a une faille, beaucoup d'élèves cassent la barrière et vont à la curée. »

Il n'empêche. « Au début, quand on lâche, c'est la fête, on respire, on se sent libre. Les parents sont étourdis comme par un coup de massue, ils ne réagissent pas tout de suite, se rappelle Vincent. Mais c'est un peu le miroir aux alouettes. » La réalité vient vite cogner les rêves : au lieu de faire du théâtre, il effectue un remplacement à la loge de l'école vétérinaire par-ci, un boulot de manutention par-là. En racontant,

il s'enflamme soudain pour la beauté de la littérature, y trouve des goûts de paradis perdu. « Quand on est enfant, on est tout de suite dans un texte. Petit à petit, on nous met de plus en plus de normes, d'ailleurs. Mais maintenant ça me manque de parler, de débater. En philo, c'était la première fois que l'on participait à un dialogue. »

Laurent parle tout doucement, ouvre ses mains, cherche ses mots, pour expliquer son départ du lycée : « C'est un sujet de polémique. Ma mère m'a dit "Quoi ? T'abandonnes l'école ?" On rentre dans quelque chose d'effrayant. Je me suis dit qu'il n'y aurait plus de rambarde à laquelle se retenir. Après, pour elle, ça a été une sorte d'acceptation, mais aussi le doute et la peur de voir un enfant partir dans l'inconnu. Elle m'a laissé libre, elle m'a offert beaucoup, le choix de ma vie, finalement. » « Orienté » vers un BEP sanitaire et social, seul garçon dans sa classe, Laurent a décroché dès la première semaine de classe, l'an dernier. « Le professeur parlait, puis écrivait au tableau et elle attendait qu'on écrive, qu'on écrive, qu'on écrive, tout ce qu'elle disait. Et tout d'un coup, j'ai regardé la beauté, à l'admirer. Je n'ai pas à gêner les autres si je n'adhère pas à ce que l'on me propose. Je suis parti. » Laurent n'éprouve pas de mépris, ni de rancune, encore moins de haine : « J'ai beaucoup de respect pour les professeurs, c'est tout de même frustrant de répéter tout le temps les mêmes choses... Ils se sacrifient, en fait. » Aujourd'hui, on lui propose un contrat emploi-solidarité, « mais ça, c'est une activité, pas un travail ».

Alexandre, rencontré dans une mission locale de l'Isère, a décroché en première STT (sciences et techniques tertiaires), « les anciennes G », précise-t-il. De la troisième à la troisième, il a changé sept fois d'établissement et a quitté contre son gré la seule classe qu'il ait aimée, une troisième en section sport-nature dans le Vercors. Ses parents, bien qu'il soit boursier, n'arrivent plus à payer l'internat, les déplacements, les charges. « Ce n'était pas un lieu de consommation d'éducation. Idéalement, c'est là que j'aurais voulu rester. »

Le retour a été difficile. « En revenant sur Romans, en seconde, je suis entré dans un monde fermé, prédictible. On dit que l'éducation, c'est apprendre l'autonomie, j'y crois pas. Pourtant, certains profs étaient supers. Ils auraient quand même pu m'aider. Je ne sais pas ce que c'est vraiment le rôle d'un prof. On leur demande peut-être trop... » Il tente pourtant de cerner ce qu'il a ressenti comme un échec : « Un bon prof, ça y fait, ça motive. On a beau dire que l'on ne travaille pas pour le prof, c'est pas vrai. Il y a ceux qui font leur taf d'heures et qui s'en vont et ceux qui en font trop, genre copain. C'est rare de tomber sur le juste milieu. »

Aiguillé en STT contre son gré, Alexandre se rappelle son premier cours : « Nous ne sommes pas une section noble, donc nous n'étudierons que deux œuvres : La Métamorphose et Candide », prévient le professeur de français. Une brève conversation après le cours brise ses illusions : « Elle m'a expliqué qu'elle avait déjà essayé de faire des œuvres moins connues du XVIIIe siècle avec des STT, mais que ça n'avait pas marché. » La suite n'a rien d'étonnant : « STT, ça me gonflait tellement que j'ai fini par faire de l'absentéisme total pendant un mois. J'y suis retourné vers le 20 janvier, pendant trois semaines. Et puis, j'ai dit que je ne voulais pas revenir. Je crois que j'avais envie que l'école m'apporte énormément de choses. » Pour l'heure, Alexandre essaie de passer le diplôme d'accès aux études universitaires, destiné à ceux qui n'ont pas le baccalauréat. « C'est une fierté personnelle qui me pousse, pour me dire que ce système ne me convenait pas mais que je suis capable de quelque chose. »

Le système scolaire ne sait pas garder ces jeunes qui ont décidé un jour que le lycée n'était « pas la bonne planète ». Mais le regard qu'ils portent sur l'école mérite que cette dernière leur prête un peu d'attention. Pour, peut-être, à son tour, apprendre d'eux.

Béatrice Gurrey  
Dessin : Thierry Dalby



## Lycée, mon désamour



مذا من لاصح

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / MARDI 7 JUILLET 1998 / 13

## Les socialistes européens à la recherche de l'Europe

**« POUR GOUVERNER l'Europe, il faudrait un projet pour l'Europe. Et je ne crois pas que nous ayons ce projet. »** Intervenant jeudi 18 juin à Berlin, lors d'une réunion des socialistes et sociaux-démocrates européens, l'ancien chef du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, résumait bien le défi commun auquel la gauche européenne – comme la droite d'ailleurs – se trouve confrontée aujourd'hui. Comment, face à la globalisation, concilier l'élaboration d'un projet politique européen avec les spécificités nationales de chaque État de l'Union ? Alors qu'ils dirigent treize des quinze gouvernements de l'UE et qu'ils approchent de la perspective des élections européennes de juin 1999, les socialistes du Vieux Continent ont de plus en plus conscience de la nécessité de relancer leur réflexion sur cette question centrale.

La prise de conscience est récente. Les initiatives se multiplient néanmoins. Le Parti des socialistes européens, qui regroupe leurs différentes formations, a ainsi engagé, le 12 juin à Bonn, une série de conférences destinées à débattre des thèmes aussi divers que l'emploi, la culture ou l'avenir de la social-démocratie en l'an 2000 en Europe. Pour définir un projet européen commun, les dirigeants socialistes se heurtent d'abord à leurs propres incertitudes. Chaque parti national reste traversé, sur cette question, par des courants très divers.

### UNE ESPÈCE DE PATRIE

Au sein du Parti social-démocrate allemand par exemple, Gerhard Schröder navigue volontiers entre deux discours pour ne pas se laisser voiler le thème national par la droite. Lors d'une récente discussion à laquelle il participait avec le philosophe Jürgen Habermas, le candidat-chancelier s'était fait remarquer par sa défense de l'État-nation. « La politique européenne ne peut pas remplacer les politiques nationales », avait-il répété à Berlin, en reconnaissant toutefois que l'Europe ne pouvait se limiter à être une simple zone de libre-échange. « L'Europe est aussi une espèce de patrie, un cadre de références sociales et culturelles », avait-il ajouté, avant de reprendre : « L'introduction de l'euro a été une nécessité. Il faut comprendre qu'elle a des conséquences politiques (...). L'union monétaire, dans sa logique, signifie aussi la mise en place d'une union politique. »

Cette remarque ne peut que plaire à Oskar Lafontaine, le pré-

sident du parti, qui a veillé ces derniers mois à ce que le SPD affirme l'importance de la coordination des politiques économiques face à la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Sur ce point, le SPD ne diverge guère du PS français. Depuis qu'il occupe la présidence de son parti, M. Lafontaine s'est d'ailleurs efforcé de reprendre avec les formations du sud de l'Europe un dialogue qui s'était étiolé, avec le PS français notamment. Les deux partis disposent aujourd'hui de deux groupes de travail, l'un sur l'économie, l'autre sur la politique étrangère et de sécurité, qui ont permis un rapprochement des positions.

Malgré les difficultés des socialistes européens à ajuster leurs traditions, l'aggravation du chômage a contraint leurs dirigeants à des rapprochements. C'est aux Suédois que l'on doit ainsi d'avoir insisté les premiers pour qu'un chapitre emploi soit inclus dans le traité d'Amsterdam. C'est Lionel Jospin qui a obtenu que la coordination des politiques de l'emploi ait un statut comparable à celui des politiques budgétaires dans le cadre de la monnaie unique.

Au-delà, « l'euro nous entraîne dans une Europe d'une tout autre dimension », reconnaît à Bonn, le premier ministre suédois Persson, dont le gouvernement n'a pas, pour le moment, voulu adhérer à la zone euro. Cette conviction, partagée par les dirigeants britanniques eux-mêmes, traduit la prise de conscience des sociaux-démocrates d'avoir à sortir de la défense de leurs prés carrés nationaux s'ils veulent répondre aux préoccupations, sociales notamment, de leurs électeurs. « Nous n'aurons pas d'excuses si l'Europe ne correspond pas à notre engagement », a fait remarquer François Hollande, premier secrétaire du PS français à Berlin.

Les dirigeants socialistes soulignent qu'il ne suffit plus pour les générations d'aujourd'hui de présenter le projet européen comme un rempart contre la guerre ou contre la dictature. Cette dimension demeure, comme l'a rappelé à Berlin le représentant du Parti social-démocrate croate. Mais il faut aller au-delà. « Ces générations ne pourront être amenées à pratiquer la solidarité que si on réussit à les convaincre de sa raison d'être », a expliqué M. Schröder, approuvé aussi bien par François Hollande que par le premier ministre portugais, M. Guterres. « A nous de trouver des bases nouvelles », a indiqué ce dernier en soulignant la difficulté des forma-

tions politiques à sortir du cadre de leurs débats nationaux. « Dans les conseils européens, note le dirigeant portugais, chacun se réfère à sa propre société, à sa propre opinion publique. Cela pousse à un retour aux égoïsmes nationaux. »

### RÉGULER LE MARCHÉ

Comment sortir de ce dilemme ? La perspective de l'élargissement risque d'exacerber les tendances à la renationalisation des politiques européennes. Les socialistes européens se rendent compte que la globalisation rend cette renationalisation dangereuse s'ils veulent continuer à faire exister un modèle social européen spécifique. Souvent soupçonné d'être un peu

trop influencé par le néolibéralisme, M. Schröder a lui-même insisté à Berlin sur le danger de voir le modèle social européen tiré vers le bas si les pays de l'Union ne réussissent pas à se coordonner en matière fiscale et sociale face aux autres acteurs de la globalisation – les marchés financiers notamment. S'il n'est pas question pour les socialistes européens de revenir sur le rôle du marché, ils s'accrochent de plus en plus néanmoins à reconnaître la nécessité de le réguler. Cette réponse, a admis le sénateur socialiste français Henri Weber, ne pourra prendre corps qu'au niveau européen.

Henri de Bresson

## Les gens par Kerleroux



## Un capitalisme de transition

Suite de la première page

Pour réussir une privatisation en France, il faut en effet concilier l'inconciliable, surtout pour un gouvernement de gauche soutenu par une majorité « pharise ». Celui-ci veut naturellement éviter de contrarier ses partenaires politiques ou les salariés. Il lui faut enfin et surtout trouver des acheteurs pouvant à la fois payer un prix élevé – c'est la logique des appels d'offres – et s'engager à ne pas faire de réformes trop menaçantes pour l'emploi. Parmi les établissements français, les groupes mutualistes sont, de l'avis de Bercy, les mieux placés pour satisfaire toutes ces contraintes. Ce que conteste vivement la Société générale, éliminée de la course au rachat du CIC au profit du Crédit mutuel.

L'option mutualiste tient également compte des réalités du paysage financier français. Dans la banque comme dans l'assurance, les groupes mutualistes ou coopératifs s'imposent comme des piliers incontournables du système. Ils ont su cultiver mieux que tous les autres les liens avec leurs clients. Ils sont restés concentrés sur des métiers à faible risque. A quelques exceptions près, ils ne sont pas dispersés dans l'immobilier. Ils ont donc accumulé des fonds propres, qu'ils n'ont pas reversés à leurs sociétaires. Ils ont aussi souvent bénéficié d'avantages accordés par l'État.

Aujourd'hui, ils pèsent aussi lourd que les banques ou les assu-

reurs classiques. Il était difficile, voire impossible, de les exclure de la restructuration du secteur financier, plaide-t-on à Bercy. Dans le cas du GAN, cela aurait ouvert la porte à des groupes étrangers, quelques semaines après la prise de contrôle des AGF par le groupe allemand Allianz. Groupama était le seul acheteur français parmi les cinq candidats intéressés par le GAN au départ et les deux retenus en finale. La difficulté, voire l'impossibilité, de trouver un acheteur français pour le Crédit foncier de France le confirme.

A Bercy, on n'hésite pas en outre à évoquer l'exemple de deux mutualistes dont le succès n'est plus à démontrer : le Crédit agricole, l'un des premiers groupes bancaires mondiaux, et Axa, devenu numéro deux de l'assurance dans le monde. Si le premier a gardé, pour l'essentiel, son organisation coopérative, le second n'a plus grand-chose à voir avec une mutuelle d'assurances traditionnelle. Au contraire. Il n'a utilisé ses origines mutualistes que pour verrouiller son capital et le temps de mener à bien, à coups d'acquisitions, une croissance audacieuse. Mais c'est en utilisant les méthodes les plus capitalistes qu'il soigne qu'Axa a fait ses plus belles affaires et mis, notamment, la main sur la Compagnie du Midi ou sur l'UAP.

Ce modèle, Bercy aimerait sans aucun doute qu'il se reproduise autour du Crédit mutuel, de Groupama, puis peut-être, plus tard, d'une alliance coopérative de type Caisses d'épargne-Banques populaires. Mais le pari n'est pas gagné. Beaucoup estiment qu'il aurait plus de risques de réussir dans le secteur bancaire, en favorisant tout de suite l'émergence d'un très grand groupe national, en vendant

le CIC à la Société générale par exemple. Pour devenir le champion qu'il est aujourd'hui, Axa a commencé sa mutation il y a presque vingt ans, sous la direction, très ferme et continue, de Claude Bébear et de Claude Tendil. Quant au Crédit agricole, il a mûri pendant plusieurs années avant de se structurer autour d'une caisse nationale forte, qui n'a pas fait d'opération de croisement externe d'envergure avant l'acquisition d'Indosuez. Le Crédit mutuel, lui, est toujours tiraillé entre deux grandes fédérations, celle d'Alsace, actominaire du CIC, et celle de Bretagne.

### PROBLÈME D'IDENTITÉ

Les groupes mutualistes sont également confrontés à des problèmes d'identité. Leurs clients ont de plus en plus l'impression que « leurs » banques fonctionnent comme les autres banques, pour gagner de l'argent d'abord. Elles pratiquent souvent des tarifs intéressants, mais c'est avant tout pour satisfaire leurs clients-sociétaires que ceux qui ne le sont pas, et c'est surtout pour étendre leurs parts de marché et amortir plus vite leurs coûts. Les sociétaires risquent donc d'être tentés de réclamer une part de leurs profits, une part à laquelle ils auraient droit s'ils étaient actionnaires et non sociétaires. Les clients des sociétés de crédit hypothécaire mutualistes britanniques, comme ceux de Swiss Life, le candidat déçu au rachat du GAN, Font fait et ont poussé, à l'époque, les dirigeants de ces groupes à organiser leur démutualisation.

Le « modèle » mutualiste pose enfin un dernier type de question : ne retarde-t-il pas les groupes français dans la course européenne ? Aux États-Unis, en Aus-

traie, en Grande-Bretagne ou en Suisse, pour être plus forts et plus efficaces, les groupes de banque et d'assurances constitués sous la forme de mutuelles se sont démutualisés et sont entrés en bourse pour pouvoir lever des capitaux. Devenus capitalistes, ils peuvent envisager de grossir par fusion, en échangeant leurs actions avec un groupe de la même nationalité qu'eux ou entre européens, même si cela est encore très peu fréquent.

Les mutualistes, eux, doivent se contenter d'une stratégie de niche, nouer des accords commerciaux ou prendre des participations minoritaires. C'est ce qu'a fait le Crédit agricole, par exemple, en Italie. Géant mondial par le montant de ses fonds propres, géant en France par son poids sur le marché, le Crédit agricole est beaucoup moins imposant sur la scène internationale, même avec Indosuez. Axa a surmonté l'obstacle mais en abandonnant beaucoup de ce qui en faisait une mutuelle. Les autres mutualistes seront-ils capables de poursuivre leur expansion dans des marchés qui se mondialisent en conservant leur originalité initiale ?

Sophie Fay et Pascale Santi

### RECTIFICATIF

#### Télé Z

Une erreur concernant la diffusion de l'éphéméride de programmes de télévision Télé Z, corrigée par une étoile de l'ÉTOILE, a été commise dans nos éditions du 27 juin : si ce journal a bien accusé diffusion de 386 900 exemplaires entre 1993 et 1997, sa diffusion totale payée France a atteint l'an dernier 2 256 085 exemplaires.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Sans-papiers : le piège

**C**A VA MIEUX. Dressant finalement le bilan d'un an de pouvoir, Lionel Jospin avait, dimanche 5 juillet, bien des raisons d'être satisfait, et il n'a pas manqué de les rappeler, renouant, peut-être un peu vite, à sa supposée modestie – l'économie repart, le chômage recule, l'euro est sur les rails... et la cote de popularité du premier ministre au plus haut. Son intervention a toutefois révélé, une fois encore, l'une des failles de son dispositif : pour les sans-papiers, ça ne va pas vraiment mieux. La fermeté de son adoption par le premier ministre ne peut masquer l'embarras dans lequel le gouvernement se trouve : le piège qu'il s'était à lui-même posé semble s'être refermé.

Dès son arrivée à Matignon, Lionel Jospin avait considéré le dossier des sans-papiers comme un double test. Il y avait vu l'occasion d'adresser un message en direction de la frange, croissante, de la population française sensible aux propos anti-immigrés et sécuritaires du Front national. Il en avait aussi fait la matière d'un discours dissuasif à l'intention des pays d'origine des sans-papiers. La solution imaginée par Jean-Pierre Chevènement, avec le soutien entier de Lionel Jospin, devait répondre à ce double objectif. Une procédure et des critères ont ainsi été définis, visant à la régularisation d'un certain nombre d'étrangers en situation irrégulière.

Comme bien des associations en avaient averti le gouverne-

ment dès le début, celui-ci se trouve aujourd'hui dans une situation inextricable. Le nombre des candidats à la régularisation – plus de 145 000 dossiers ont été déposés – a été bien supérieur à ce que prévoyait le ministère de l'Intérieur. Plus de 70 000 personnes ont obtenu leurs papiers. Presque autant ont été refusées. Tenant compte des disparités constatées entre préfectures et de l'application souvent restrictive des critères, le premier ministre a accepté de faire superviser les recours par une commission. Mais, après ce signe d'apaisement, M. Jospin vient de refermer la porte. Pas question de « régulariser tout le monde », a-t-il répété à l'adresse des grévistes de la faim de Paris. En déclinant le droit à la régularisation aux sans-papiers employés « dans un atelier de travail clandestin et qui est le produit d'une filière criminelle », le premier ministre a assimilé victime et exploitateur, posant le travailleur au noir en complice de son patron.

Après le refus d'une régularisation générale – une méthode pourtant adoptée, en leurs temps, par des pays aussi différents que les États-Unis, l'Italie ou la France en 1981 –, le gouvernement a finalement entre les mains un fichier de personnes dont il est incapable juridiquement et matériellement d'assurer le renvoi dans leur pays d'origine. Il va vivre ainsi sous la menace permanente de « nouveaux Saint-Bernard », sans être sûr d'avoir rassuré ni les Français que l'immigration inquiète, ni les partenaires de la France.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Lévy, directeur général  
Jean-Marie Colombani, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges  
Laurent Crouzet, Edwy Plenel, Michel Rostand, Bernard Le Gendre  
Directeur éditorial : Dominique Lévy  
Rédacteur en chef technique : Eric Anz  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pouchet

Médecin : Thomas Perrot

Directeur adjoint : Eric Pélissier / Directeur délégué : Anne Chausson  
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat / Directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Gérard Cornu, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Berns-Méjery (1944-1949), Jacques Fauriol (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1971), Jacques Lousteau (1971-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 960 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Berns-Méjery, Société anonyme des lecteurs du Monde, Association Hubert Berns-Méjery, La Monnaie Internationale, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Jean Proust, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## L'amour selon Jean Guilton

M. JEAN GUITTON observe avec raison que nous ne disposons que de cet unique mot d'amour pour caractériser le désir que nous avons des créatures et le sentiment que nous devons nourrir pour Dieu. Joignez que la société et la religion, également intéressées aux conséquences de ce moteur universel, ont entouré l'amour de lois, de prescriptions et d'interdits propres à en régulariser la discipline et les effets. La civilisation à son tour est intervenue, et améliorant le sort de la femme par exemple a rendu les choses de l'amour très différentes de ce qu'elles étaient dans les temps primitifs, où, selon le rude constat du philosophe, la femme aujourd'hui n'était que « la pièce la plus précieuse du cheptel ». L'évolution présente des idées, les découvertes de la biologie, l'expérimentation de l'individualisme,

justifient le moraliste à se demander quel sera l'avenir de l'amour dans la nouvelle société où l'esprit de réglementation, de jour en jour plus étroit et comminatoire, travaille contre le libre jeu de l'instinct. Supposez la fécondation artificielle, méthodiquement appliquée et l'eugénisme organisé dans « le meilleur des mondes » possible, que deviendront les relations entre les sexes, et l'idée même de famille ?

Tels sont les divers thèmes traités par M. Jean Guilton dans ce magistral et très excitant *Essai sur l'amour humain*. M. Guilton, philosophe chrétien, conclut avec un optimisme idéaliste sur la pérennité du christianisme et la vocation de la femme à maintenir la cellule familiale intacte.

Emile Henriot  
(7 juillet 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématic : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3615 code LMDOC  
ou 08-36-25-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



Alan Wolfe, professeur de sociologie à la Boston University

# « Les Américains se méfient énormément de la politisation de la morale et de la religion »

Le travail de ce sociologue révèle l'image d'une Amérique très centrée, unie, dans sa diversité, autour de quelques valeurs fortes

« Vous avez interrogé quelque 200 familles des classes moyennes à travers les Etats-Unis et vous avez découvert une Amérique plus unie, plus modérée et plus équilibrée qu'on ne le croit généralement. Qu'est-il advenu de la fameuse "révolution conservatrice" de 1994-1995 ?

« J'ai commencé ce travail au moment où, en 1992 [le politicien de droite] Pat Buchanan déclarait à la convention républicaine de Houston qu'une guerre idéologique faisait rage au sein de la société. Les valeurs étaient le sujet numéro un, l'organisation chrétienne Christian Coalition était très forte et son chef, Ralph Reed, pensait en faire la composante majeure du Parti républicain. Pendant ce temps, les gens auxquels je parlais en Oklahoma, en Géorgie ou ailleurs me disaient qu'ils se méfiaient énormément des tentatives de politisation de la morale et de la religion, que tout cela ne leur plaisait pas. Je me suis dit que je devais me tromper et que les Républicains, assistés d'experts de l'opinion publique et de consultants grassement payés, avaient sans doute raison.

« J'ai continué mes recherches et, ce faisant, plusieurs événements m'ont dit que je ne me trompais peut-être pas tant que cela : il y a eu d'abord le retour de bâton sur le "Contrat avec l'Amérique" de Newt Gingrich et la bataille budgétaire qui a provoqué la fermeture de l'administration. Ralph Reed a ensuite quitté la Christian Coalition parce qu'il s'est rendu compte qu'il n'atteindrait pas les buts qu'il s'était fixés. Puis des organisations comme Promise Keepers (qui réunissent des centaines de milliers d'hommes pour prier dans des stades) se sont mises à licencier leur personnel, et aujourd'hui, Newt Gingrich est obligé de se recroquer s'il veut se placer dans la course à la présidence. Donc, au bout du compte, ce que me disaient les gens correspondait bien à la réalité.

« Promise Keepers a pourtant bien rempli des stades ?

« Oui, mais les hommes qui y allaient le faisaient pour des raisons personnelles, pour prier, pour se trouver, et dès qu'on a essayé de les mobiliser derrière une cause politique, cela a échoué.

« Quelle conclusion en tirez-vous sur l'attitude des Américains à l'égard de la religion ?

« Les gens sont opposés à la politisation de la religion. Ils sont croyants, ils sont religieux, mais ils pensent que c'est leur affaire personnelle. Le message de la Christian Coalition, qui est que, premièrement, il nous faut une morale commune, deuxièmement, la religion est la seule source de morale, troisièmement, pour avoir une morale commune, il faut une religion commune, quatrièmement, le christianisme est notre religion commune et, cinquièmement, si l'on ne fait pas du christianisme la religion des Américains, notre société est vouée à la faillite morale, c'est-à-dire qu'il nous faut la prière à l'école etc., ce message est rejeté par la majorité des Américains. La religion leur dit ce qui est bien et ce qui est mal, mais ils n'y voient pas



DESIGN DANIEL AZOUF

un code de valeurs absolues auquel tout le monde doit se conformer.

« Une autre évolution intéressante est que la diversité des religions aux Etats-Unis est perçue comme un élément positif : les immigrants importent leur foi, qu'ils soient musulmans, hindous ou catholiques, et c'est bien. Peu de pays sont parvenus à un tel niveau de diversité religieuse, et nous y sommes parvenus sans violence.

« L'indulgence de l'opinion publique à l'égard de la vie privée du président Clinton vous a-t-elle étonné ?

« Non ! J'avais déduit de mes recherches que les Américains avaient mûri. Dans les accusations formulées contre le président Clinton, personne ne semble avoir vraiment souffert : M<sup>me</sup> Clinton est restée solidaire de son mari, leur fille Chelsea est pratiquement adulte, et les femmes concernées s'en sont peu près bien tirées. La réaction du public traduit à mon avis l'acceptation du "crime sans victime" : s'il n'y a pas de victime, il n'y a pas de crime, même si l'acte incriminé est illégal, immoral, stupide ou mauvais. C'est un grand changement.

« Voyez-vous des répercussions sur la sévérité actuelle à l'égard du harcèlement sexuel ?

« La législation et les tribunaux ont toujours été trop stricts sur le harcèlement sexuel. Une chose est le harcèlement sexuel, qui est un comportement ignoble et illégal, et une autre sont les relations entre hommes et femmes qui peuvent amener les gens à faire des avances ou des plaisanteries sur la sexualité. Notre côté puritain a tendance à refaire surface dans ces cas-là. Un relâchement sur ce plan nous permettrait de nous concentrer

exclusivement sur ce qui constitue le véritable harcèlement sexuel.

« Il y a deux ans, un autre chercheur américain, Robert Putnam, a déploré dans une étude qu'il a fait beaucoup de bruit le déclin du capital social aux Etats-Unis, en découvrant que vos compatriotes participaient de moins en moins à la vie associative. Vos travaux confirment-ils ce diagnostic ?

« Le débat sur le capital social a été essentiellement quantitatif : avant, chaque Américain était membre d'un nombre x d'associations, aujourd'hui il l'est de moitié moins, donc il y a un déclin. C'est sans doute vrai, mais ce n'est pas le plus important. La question importante, c'est : quelle interaction les

gens ont-ils aujourd'hui avec la réalité qui les entoure ? De nos jours, les gens sont très occupés et ils adaptent le capital social à ces nouvelles conditions. Donc, si le niveau de vie associative a probablement baissé, les gens ont trouvé de nouvelles façons de s'impliquer. Les femmes étaient auparavant très actives dans leur communauté, mais aujourd'hui elles travaillent : si vous regardez la communauté, vous verrez moins d'activité civique ; mais si vous regardez les lieux de travail, vous en trouverez plus car, en fait, les gens apportent leurs tâches civiques au travail. Ils y consacrent leur pause-déjeuner, ils s'occupent de l'école ou de l'église par téléphone. Personnellement, je ne pense pas que nous soyons

confrontés à une crise du capital social.

« La participation à la vie politique reste cependant très basse...

« C'est vrai. Les gens n'aiment pas la politique, ils ne connaissent pas leurs élus au Congrès. Même au niveau local, les Américains s'impliquent peu dans la politique. Cette désaffection de la vie politique est assez difficile à comprendre ; nous avons perdu l'idée de la citoyenneté, qui veut que si l'on appartient à une société qui vous traite bien, on a le devoir de comprendre son mode de fonctionnement et d'y participer. Ce concept a été atrophié, attaqué d'abord par la gauche puis par la droite ; aujourd'hui, les Américains peuvent être généreux ou optimistes, mais ils ne se voient pas comme citoyens. Il y a, par exemple, très peu d'enthousiasme pour un rôle des Etats-Unis à l'étranger.

« En dépit des profonds sentiments religieux de la majeure partie de la population, la peine de mort n'a jamais été autant appliquée et les prisons n'ont jamais été si pleines. Comment l'expliquez-vous ?

« C'est la grande exception dans mes travaux : très ouverts sur de nombreux sujets, les gens sont catégoriques sur celui-ci. J'avoue que j'ai beaucoup de mal à comprendre ce refus de pardonner en matière de criminalité et l'attention d'y consacrer mes prochaines recherches.

« Qu'avez-vous appris sur l'évolution des relations raciales ?

« Il y a eu ces dernières années, une énorme croissance de la classe moyenne noire ; cette émergence de la bourgeoisie noire est l'élément le plus important dans les relations raciales aux Etats-Unis. Plus on parle en termes de classes sociales, moins on parle en termes de race, mieux ce sera. Ce que j'ai constaté aussi, c'est que lorsque les Noirs accèdent aux classes moyennes, ils font comme tout le monde : leur appartenance à la classe moyenne l'emporte sur leur appartenance à la communauté

noire. Cela ne veut pas dire qu'ils perdent leur identité noire ou qu'ils oublient les problèmes de discrimination, mais ils sont fiers d'appartenir à la bourgeoisie. Ils sont contents d'habiter les banlieues aisées plutôt que les ghettos urbains. On a coutume de parler de "fuite des Blancs" (white flight), mais à l'heure actuelle les Noirs sont plus nombreux à fuir les centres-villes que les Blancs.

« Pourtant, ils continuent généralement à vivre entre eux ?

« A Atlanta, la bourgeoisie noire est devenue si importante que les Noirs créent leurs propres banlieues alors qu'à Boston, où ils ne sont pas assez nombreux, ils se mêlent aux autres. Il est très difficile de savoir quel pourcentage de ségrégation est volontaire et quel pourcentage est imposé par les Blancs, mais la plupart des Noirs auxquels j'ai parlé m'ont dit que c'était leur choix, qu'ils préféreraient vivre parmi des gens comme eux. En réalité, même si on appelle cela de la ségrégation, cela ressemble beaucoup au choix de certaines générations d'immigrants, lorsque les juifs vivaient dans les banlieues juives, les Italiens dans les banlieues italiennes, etc. Puis un jour un fils de Polonais a épousé une fille d'Irlandais et les quartiers ont commencé à se mélanger. Ici, nous avons affaire à la première génération massive de classes moyennes noires, personne ne sait encore ce qui va se passer : le nombre de mariages mixtes (interraciaux) est en augmentation, c'est peut-être un signe.

« Comment sont perçus les changements en matière de politique d'aide sociale ?

« Les Américains des classes moyennes, toutes races confondues, n'aiment pas le système traditionnel de welfare : c'est pour cela que le Congrès et le président l'ont changé. En même temps, ils croient fermement dans les principes qui guident l'aide sociale. Ils considèrent que nous avons des obligations à l'égard des catégories défavorisées, mais ils aspirent à un système qui comporte davantage de réciprocité, qui ne se contente pas de créer un lien de dépendance. Est-ce le système qui est en train de se mettre en place ? Il est encore trop tôt pour le dire, car la réforme est menée Etat par Etat. Cela dit, je n'ai pas perçu de profonde préoccupation à l'égard de l'accroissement des inégalités, qui est pourtant l'un de nos plus gros problèmes.

« Certains vous accusent d'être trop optimiste sur la société américaine...

« La gauche américaine n'a jamais aimé les classes moyennes. Il y a toujours eu chez elle cette tendance à considérer les bourgeois comme bigots, bornés et étroits d'esprit. Personnellement, j'ai beaucoup de respect pour tous ces gens avec lesquels nous avons travaillé : c'est peut-être en cela que l'on me taxe d'optimisme ! Mais en réalité, je ne suis pas spécialement optimiste... »

S. K.

Propos recueillis par Sylvie Kauffmann

## Un spécialiste des comportements politiques



ALAN WOLFE

RAREMENT sans doute les classes moyennes auront été autant courtisées aux Etats-Unis que sous Bill Clinton, dont elles ont fait le succès. Avant même sa première victoire électorale, Alan Wolfe, professeur de sociologie à la Boston University, auteur de plusieurs ouvrages sur la société américaine et ses comportements politiques, avait décidé d'aller voir de plus près qui étaient et que pensaient ces Américains qui constituent la majorité de la population et dont on a fait un tel enjeu politique. Les résultats des travaux de F. Wolfe et de son équipe, qui ont longuement interrogé - pendant quatre ans - quelque 200 familles, toutes races confondues, dans des banlieues sélectionnées selon des critères très précis en Géorgie, Californie, Oklahoma et dans le Massachusetts, sont regroupés dans un livre publié au printemps sous le titre *One Nation, After All* (Ed. Viking) et qui bouleverse la plupart des idées reçues sur les

grandes batailles de société censées déchirer et balkaniser l'Amérique : l'image qui s'en dégage est celle d'une Amérique très centrée, unie, dans sa diversité, par un certain nombre de valeurs communes et encline à rejeter les extrêmes.

Habitué des colonnes du *New York Times* ou de l'hebdomadaire *The New Republic*, dans lesquelles il s'exprime volontiers, Alan Wolfe, 56 ans, ne prise guère, en revanche, le « circuit des talk-shows » télévisés, dont le format correspond mal aux nuances des positions qu'il défend. Chercheur toujours prêt à douter des évidences trop facilement assénées, réticent à commenter les questions sur lesquelles il n'a pas travaillé en profondeur, il vit avec sa femme, originaire du Danemark, où il a enseigné, et ses enfants dans un quartier paisible d'une banlieue de Boston.

## Le Monde en été, ça vous change le quotidien !

Le Monde en été :

- Départ des juillet vers l'Egypte dans les pas de Bonaparte et ses savants...
- Cinq séries "surprise" à découvrir tout l'été.
- Chaque semaine : une nouvelle inédite offerte avec votre quotidien.

Pour ne manquer aucun épisode : abonnez-vous !

### Bulletin spécial d'abonnement

Choisissez simplement votre durée, remplissez le bulletin et retournez-le accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :

LE MONDE, Service abonnements  
24, avenue du Général-Leclerc  
60646 Chantilly Cedex

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	96
3 semaines (19 n°)	139
1 mois (26 n°)	173
2 mois (52 n°)	378
3 mois (78 n°)	562
12 mois (312 n°)	1 980

Votre adresse de vacances :

du : ..... au : ..... 80110 VAS

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Votre adresse habituelle :

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

Votre règlement :

☐ Chèque joint à l'ordre du Monde

☐ Carte bancaire N° :

Expire le : .....

Date et signature obligatoires :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Pour tout autre renseignement : 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi

1 mois  
d'abonnement  
26 n°  
173 F





# la morale et de la religion

amour de que-ques-les-uns

participation à la vie politique de la France

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

Les journaux de la presse écrite ont été les premiers à se lancer dans la bataille.

## Le cinéma français, bien portant et fragile

par Jean Tulard

PAR RAPPORT à ses rivaux anglais, italiens ou allemands, victimes de la concurrence américaine, le cinéma français donne l'impression de se bien porter : 131 films produits en 1996 et autant en 1997 (deux de moins qu'en 1998). Ils n'étaient que 114 en 1994. Le parc cinématographique actuel comprend 4 614 salles (il y en avait 5 000 en 1987 après la crise provoquée dans les années 70 par l'apparition des complexes). Avec une moyenne de 8 salles pour 100 000 habitants, la France arrive en tête en Europe. La fréquentation en 1997 est en hausse de 12 % (147 millions de spectateurs). Le premier semestre de 1998 s'achève sur un gain d'entrées de 25 % par rapport à celui de 1997. Cette apparente bonne santé appelle cependant quelques réserves.

Le cinéma français est un cinéma protégé. D'abord de la concurrence de la télévision. Les chaînes non cryptées ne peuvent passer des films à certaines heures et certains jours au cours desquels les Français sont supposés aller au cinéma. C'est le cas du samedi soir. Ces mêmes chaînes ne peuvent diffuser les films que trois ans après leur sortie en salle.

Le cinéma français est également protégé de la concurrence étrangère (essentiellement américaine) : des quotas (40 %) doivent être respectés, favorisant la diffusion des films français. Le cinéma français, est par ailleurs, un cinéma aidé. Il existe un guide spécial recensant toutes les subventions possibles : 80 environ.

Il n'existe aucun cinéma qui soit aussi aidé. On pourra contester certaines avances : 5 millions de francs à Lucie Aubrac, de Claude Berri, 3,5 millions à *Le Jour et la Nuit*, de Bernard-Henri Lévy, qui connut un échec retentissant. Mais des cinéastes ont été révélés par l'avance sur recettes : Bertrand Blier pour *Les Valseuses*, Claude Lelouch pour *Un homme et une femme*, etc.

Ainsi aidé, le cinéma français se partage ces dernières années entre le film à costumes (*Le Bossu*, *Ridicule*, *Marquise*...), la comédie de mœurs, de *Pédale douce* à *On connaît la chanson*, et un cinéma intimiste.

Le cinéma français est d'autre part - on l'oublie - de plus en plus contrôlé par la télévision. En 1996, les chaînes ont investi 1 163 millions de francs dans la production cinématographique (420 millions il y a dix ans). Les chaînes ont l'obligation d'investir 3 % de leur chiffre d'affaires (20 % pour Canal Plus) dans la production cinématographique. Mais il est important aussi pour les chaînes de s'assurer des catalogues de films pour leur programmation. Canal Plus, riche de 4 millions d'abonnés, pratique le prêt à l'usage (107 films en 1996, pour un montant de 795 millions) mais n'ignore pas non plus la production.

En 1997, *Le Cinquième Élément*, de Luc Besson, avait triomphé (7 611 657 spectateurs). Le film mérite qu'on s'y arrête. Il est le symbole du cinéma français essayant de défer les États-Unis sur leur terrain : le grand spectacle. Utilisant des acteurs américains, Bruce Willis et Gary Oldman, prenant pour décor le New York du XXII<sup>e</sup> siècle, développant une histoire de bande dessinée, *Le Cinquième Élément* n'en est pas

### AU COURRIER DU MONDE

**LUCRÈCE ET L'ACADÉMIE**  
La remarque adressée au Monde (du 24 juin) pour rendre à Spinoza une citation que Jean-François Revel attribuait à Kant m'incite, pour faire contrepoids, à remettre sur ses pieds le vers de Lucrèce cité de façon incorrecte par Marc Fumaroli (*Le Monde* du 12 juin) : *Tantum religio suavis potuit suadere malorum*, Lucr. 1, 101, ce qui fait un hexamètre boiteux. Ah ! ces messieurs de l'Académie !

Juliette Desjardins  
Gières (Isère)

## Mondial, qui paye ?

par Patrick Bayeux

AVEZ-VOUS demandé à un de vos concitoyens à quel niveau il estime contribuer au financement de ce spectacle planétaire qu'est la Coupe du monde de football ? La plupart vous diront qu'elle ne coûte rien à la France, vu le nombre de sponsors associés à l'événement et compte tenu du nombre d'heures de direct réservées par les télévisions à ce spectacle. Certains auront peut-être en mémoire les 1,2 milliard de francs versés par l'Etat pour le Stade de France (sur 2,6 milliards de coût total), auxquels s'ajoutent les 2,4 milliards d'aménagements (autoroute, RER, métro), sans compter les 1,2 milliard de francs cumulés réalisés pour mettre aux normes FIFA les neuf stades d'accueil. Enfin, les derniers diront inamoviblement que cela coûte trop cher à la France, surtout depuis que les hooligans s'attaquent aux espaces publics et doivent en permanence être surveillés par les forces de police.

Le ticket d'entrée pour accueillir un événement mondial est de plus en plus élevé. Que ce soit pour le Mondial de football ou les Jeux olympiques, les Etats doivent mettre entre 4 et 6 milliards de francs sur la table (6,6 milliards pour Nagano). A chaque manifestation, les organisations de tutelle que sont la FIFA ou le CIO (Comité Inter-

national olympique) se servent au passage. Elles font fructifier leurs événements de manière exponentielle. L'ex-président de cette noble institution qu'est la FIFA affiche, après vingt-quatre années de règne, un bénéfice cumulé de 24 milliards de francs. Bon résultat pour une organisation à but non lucratif !

Choix. Il n'a d'ailleurs jamais été consulté pour connaître son avis sur la venue de la Coupe du monde dans sa ville. Certes les équipements restent ; il est donc normal qu'il contribue à leur financement. Dans les faits, tout se passe comme si vous étiez propriétaire d'un local commercial dans lequel vous engagez des travaux de réparation. Une fois ce local remis à neuf, vous le prêtez à titre gracieux à une personne qui, par son activité, dégage une marge fabuleuse. A l'issue de la période d'activité, la personne vous rend le local en mentionnant que, sans vous, elle n'aurait pas pu dégager une telle marge. Vous restez alors avec votre local sur les bras, mais vous ne possédez qu'un modeste commerce à y installer et vous devez néanmoins continuer à rembourser les emprunts consentis.

C'est bien ce qui va se passer avec les stades de la Coupe du monde. Les matches passent et les emprunts restent. Pourquoi la FIFA, si soucieuse de promouvoir le développement du football, n'accorderait-elle pas une part de ses bénéfices aux contribuables français en leur offrant des places au stade pendant quatre ou cinq ans ? Il est peut-être temps d'inverser le système de solidarité et que les fédérations superpuissantes deviennent les mécènes du sport local. Ce serait une belle manière

Patrick Bayeux est maître de conférences associé à l'université Bordeaux-II.



NE RESTEZ PAS  
PIEDS ET POINGS LIES AVEC  
UN SEUL FABRICANT,  
CHOISISSEZ L'INDEPENDANCE!

Plutôt que d'être définitivement lié à un système bureautique qui ne vous convient pas, consultez nos ingénieurs spécialistes ; ils sauront vous proposer, en toute impartialité, le copieur, l'imprimante ou le fax qui répondra le mieux à vos attentes et qui optimisera votre futur.

Une solution fiable, performante et innovante quelle

que soit la marque de votre matériel. Cette approche, visant à sélectionner les meilleurs produits des plus grandes marques de marché, nous a permis de devenir une société d'envergure internationale réalisant 3 milliards de \$ de chiffre d'affaires.

Alors avant de vous jeter à l'eau, appelez-nous !

**DANKA**

CONTACTEZ-NOUS AU 0 800 50 19 60

Jean Tulard est historien et spécialiste du cinéma. Ce texte reprend les principaux extraits d'une communication prononcée le 29 juin à l'Académie des sciences morales et politiques.

## quotidien!





## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 7 JUILLET 1998

**TRANSPORT** Karel Van Miert, le commissaire européen à la concurrence, devrait donner son feu vert, mercredi 8 juillet, à deux alliances transatlantiques dans le transport

aérien, entre British Airways et American Airlines, d'une part, et Lufthansa et United Airlines, d'autre part. ● LES CONDITIONS restrictives que posera le commissaire seront

déterminantes pour fixer les règles de concurrence dans le ciel européen. ● BRITISH AIRWAYS et American Airlines se trouvent en position dominante sur plusieurs lignes trans-

atlantiques. Elles totalisent 60 % du trafic aérien entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. ● AIR FRANCE, un mois après la grève qui l'a paralysée, fait le bilan de ses

partes. Celles-ci se monteront entre 1,5 et 1,8 milliard de francs. ● LES PILOTES contestent la définition juridique des jours de grève faite par la direction.

# Bruxelles s'apprête à autoriser les alliances aériennes transatlantiques

British Airways et American Airlines, d'un côté, et Lufthansa et United Airlines, de l'autre, vont pouvoir marier leurs clientèles. Les conditions restrictives que posera la Commission fixeront les règles de concurrence dans le ciel européen

LA COMMISSION européenne s'apprête à donner son feu vert, mercredi 8 juillet, aux grands mariages transatlantiques entre British Airways et American Airlines, d'une part, et Lufthansa et United Airlines, d'autre part. Bruxelles mettra des conditions à cette autorisation, qui devra être confirmée en octobre après consultation des compagnies. Ces conditions sont déterminantes parce qu'elles vont fixer les règles de concurrence que doivent respecter les accords entre les compagnies européennes et les tiers.

C'est en 1992 que la compagnie néerlandaise KLM et l'américaine Northwest ont entamé la valse des grandes alliances aériennes transatlantiques. Ont suivi United Airlines

et Lufthansa, puis, il y a deux ans, British Airways et American Airlines. Si les deux premières s'étaient conclues sans que Bruxelles se saisisse des dossiers, la dernière a provoqué chez Karel van Miert, le commissaire européen à la concurrence, le désir de ne pas laisser seuls États membres le transport aérien. Il a décidé d'examiner les trois alliances au nom de la concurrence nécessaire dans le ciel européen.

Pour les derniers arrivés, ce réveil européen est désavantageux : United Airlines et Lufthansa, tout comme KLM et Northwest, ont obtenu le feu vert des autorités américaines et ont eu le temps de tisser leurs liens, mettant en commun leurs programmes de fidélisation,

coordonnant leurs réseaux, multipliant leurs dessertes. Ces partenariats fonctionnent désormais comme s'ils ne formaient qu'une seule entreprise alors qu'ils n'ont pas de participations capitalistiques croisées. Ils sont parvenus à fédérer autour d'eux nombre de compagnies. Air Canada, Thal, SAS, Varig, ANA ou encore Australia ont rejoint Lufthansa-United en mai 1997 dans le cadre de Star Alliance.

British Airways et American Airlines ont l'intention de rattraper leur retard. Le tandem vient de rallier Japan Airlines, après l'accord aérien nippo-américain de ciel ouvert de février. Gravitent également autour de lui l'espagnole Iberia, la polonaise Lot, South Africa Airways,

China Eastern, China Airlines, Canadian et Australiense Quantas.

### POSITION DOMINANTE

Bruxelles est intervenu parce que, en s'alliant, British Airways et American Airlines se trouvent en position dominante sur plusieurs lignes transatlantiques. Elles totalisent 60 % du trafic aérien entre les États-Unis et la Grande-Bretagne et 70 % des parts de marché entre Londres et New York. La Commission réclamerait aux deux compagnies fiancées de laisser un peu de place à la concurrence en rétrocédant des créneaux d'atterrissage et de décollage par semaine à l'aéroport d'Heathrow. Le chiffre exigé serait finalement de 220 créneaux, soit nette-

ment moins que les 350 initialement exigés mais légèrement plus que les 196 proposés par le tandem anglo-américain. M. Van Miert réclamerait également que les deux compagnies abandonnent de 40 à 50 créneaux par semaine sur l'aéroport londonien de Gatwick. Ces demandes bruxelloises sont par avance contestées par Donald Carty, le nouveau PDG d'American Airlines, qui a succédé à Robert Crandall le 20 mai (Le Monde du 27 juin 1998).

United Airlines et Lufthansa devaient connaître un traitement similaire. Selon l'hebdomadaire allemand Der Spiegel du lundi 6 juillet, la compagnie allemande devra abandonner gratuitement près d'une centaine de ses créneaux ho-

taires de décollage ou d'atterrissage sur Francfort au profit de ses concurrents sur le marché nord-américain qui ont du mal à trouver des créneaux.

Par ailleurs, United Airlines et Lufthansa devraient réduire jusqu'à 50 % la fréquence de leurs liaisons sur les lignes Francfort-Chicago et Francfort-Washington, afin de permettre à de nouveaux concurrents de prendre pied sur ce marché. Cette dernière restriction ne pourrait cependant être imposée que si des concurrents souhaitent réellement ouvrir des liaisons sur ces lignes, et elle serait limitée à six mois.

Virginie Malingre

## Air France et ses pilotes se disputent maintenant sur le paiement des jours de grève

APRÈS les neuf jours de grève de ses pilotes, entre le 1<sup>er</sup> et le 9 juin, la compagnie nationale fait ses comptes. Entre les avions qui sont restés cloués au sol (100 millions de pertes nettes par jour d'arrêt de travail), les huit jours qu'il a, selon un dirigeant, fallu

### Les négociations à venir

L'accord de sortie de conflit, signé le 10 juin entre la direction d'Air France et le principal syndicat de pilotes de la compagnie, le SNPL, a ouvert la voie à des négociations, qui devront aboutir avant le 31 août. Mais différents points sont acquis. La double échelle des salaires pour embaucher des jeunes pilotes moins cher est supprimée. La direction abandonne les 170 millions de francs qu'elle a ainsi pu économiser l'an dernier, mais elle en récupère 40 millions : les jeunes recrutés paieront eux-mêmes une part de leur formation. De plus, les salaires des pilotes seront gelés sur sept ans, avec d'éventuels ajustements tous les deux ans en fonction de l'inflation. A terme, une économie annuelle de 500 millions.

Le principe d'un échange salaire-actions, volontaire et limité dans le temps (sept ans), est accepté, mais il faut en négocier les modalités.

Restent également à négocier certaines modalités du déroulement de carrière des pilotes, des garanties en matière d'emploi des pilotes et de leur rôle dans la stratégie de l'entreprise.

pour remettre en route l'intégralité du trafic et les contrats que certaines sociétés et agences ont rompus, ce ne sont pas moins de 1,5 milliard de francs de bénéfices qui se sont envolés. On parle même de 1,8 milliard. Le chiffre définitif ne sera connu que fin juillet.

Première composante inconnue de ce coût : le paiement des jours de grève. Jean-Cyril Spinetta, le PDG du groupe, a déclaré à plusieurs reprises que les grévistes ne seraient pas payés et qu'un trimestre de leur salaire leur serait retiré par jour de grève. Seulement, toute la difficulté consiste justement à déterminer quel était gréviste et quel ne l'était pas. A l'annonce de la grève, Air France a annulé la plupart de ses vols, n'en assurant dans la majorité des cas que 25 %. La compagnie a estimé, en effet, que pour éviter la pagaille généralisée, mieux valait procéder ainsi. Dans ce contexte, comment savoir qui fait grève ? Dans une note interne adressée à l'ensemble des pilotes de la compagnie, la direction considère : « Est gréviste le navigant qui, interrogé dans des délais raisonnables avant la grève et ayant une activité programmée, répond qu'il est gréviste ou, par son absence de réponse dans des délais suffisants, place la compagnie dans l'impossibilité d'organiser le fonctionnement du service », ou qui, « placé en dispersion [c'est-à-dire qui n'est pas au repos, mais qui n'a pas non plus de vol programmé] dans l'hypothèse où il a bien été joint à son domicile en temps utile par telex, refuse de se voir programmer sur un vol ou fait preuve d'une passivité

volontaire ». Un pilote bloqué à l'étranger, par la grève, ne peut être considéré comme gréviste.

Le SNPL n'a pas exactement la même vision des faits. Dans un tract du 28 mai 1998, intitulé « La check-list du pilote gréviste », il écrit : « L'employeur n'a pas le droit de vous demander si vous faites grève (gardez les télégrammes et n'y répondez pas). Vous n'avez pas à vous déclarer gréviste. Le gréviste par intention ou par déclaration n'existe pas. Seule la non-exécution d'une rotation prouvera votre qualité de gréviste pour la durée de cette rotation et seulement pour celle-ci. » Conclusion du SNPL : si le vol est annulé et que le pilote pointe, il ne peut être considéré comme gréviste. D'autant qu'il est en droit de refuser une modification de planning. Seul le pilote qui refuse de faire un des rares vols maintenu peut être, pour le SNPL, considéré comme gréviste, le temps de cette rotation. Autre désaccord entre la direction et le SNPL : la première considère, en s'appuyant sur un récent arrêt de la Cour de cassation, que les jours de repos qui suivent les jours de grève sont comptabilisés comme des jours de grève, le second non. Une bataille juridique devrait donc s'engager

entre la direction et les pilotes dans les prochains mois sur la définition même de gréviste.

### « OPÉRATION CASSE-ROLE »

Deuxième élément inconnu du coût de la grève : en signant l'accord de sortie de conflit avec les syndicats de pilotes, la direction s'est engagée à enlever la plainte qu'elle avait déposée à la suite de la grève du zèle qui a affecté la compagnie pendant tout le mois de mai. Une grève d'avertissement que les pilotes ont baptisé l'« opération casse-roule » (Consignes pour l'Application Stricte de la Sécurité et de l'Economie par Rétus Opérateur du Laissez-aller à l'Exploitation). Les pilotes se sont attachés à perturber l'exploitation en respectant à la lettre les procédures de tout ordre qui régissent un vol.

Chaque semaine, le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire au sein des 3 400 pilotes de la compagnie, leur envoyait des consignes précises qui sont très contestées. « Dans ce genre d'opérations, en général, les recommandations syndicales étaient de suivre à la lettre l'ensemble des procédures. C'est tout et c'était inattaquable. Chacun interprétait ensuite le message à sa

manière. Cette fois-ci, le SNPL a précisé, par ses consignes écrites, la manière de s'y prendre. Celles-ci montrent une volonté de désorganiser l'entreprise et sont, dans cette mesure, contestables », estime un pilote d'Air France.

Exemple : le SNPL demandait à ses adhérents de s'arranger pour que les avions enregistrent une « durée de retard de 10 minutes au minimum (demande spécifique du commandant de bord pour raisons opérationnelles, ou vérifications techniques) ». Ou encore, il préconise un « vol à vitesse recommandée en atmosphère turbulente (toutes les phases de vol) ». En atmosphère turbulente, les avions volent environ 5 % plus lentement.

« Nous sommes censés utiliser l'avion en fonction du manuel d'utilisation et non pas des besoins syndicaux », considère un commandant de bord. Autre instruction syndicale contestable : « Emport carburant maximum avec maintien de la citerne impératif jusqu'à remise de l'ECB [état de charge définitif, c'est-à-dire le moment où l'on connaît exactement la charge de l'avion] ». Il s'agit pour le pilote de bloquer la citerne le plus longtemps possible, même si d'autres avions attendent, et de mettre le plus de

carburant possible dans l'avion. Ce qui coûte cher, car plus l'avion est lourd, plus il consomme. « Sur un Paris-Los Angeles en Boeing 747-200, une tonne de charge en plus, cela représente une consommation supplémentaire de fuel de 900 kilogrammes », raconte un commandant de bord. « Sur un Paris-Genève, un pilote a pris 15 tonnes de fuel au lieu des 4,7 tonnes nécessaires », raconte un membre de la direction. Cette pratique a provoqué des situations aberrantes : « plusieurs pilotes qui avaient mis trop de carburant et mal calculé leur charge ont dû décoller, ce qui est extrêmement compliqué et long », raconte un cadre.

Air France se refuse à en évaluer ses pertes maintenant que la plainte est levée. La multiplication des retards, les correspondances ratées, l'augmentation de la consommation et des heures supplémentaires sans compter la dégradation de l'image : l'« opération casse-roule » a coûté cher à Air France. « En juin, ma fiche de paie, qui rémunère mes vols de mai, a fait un bond de 15 % », ironise un commandant de bord sur moyen-courrier.

V. Ma.

## Les animateurs et techniciens de Disneyland Paris poursuivent leur grève

LANCÉ le 24 juin, le mouvement de grève des animateurs costumés du parc de loisirs Disneyland Paris (Marne-la-Vallée), aux côtés de ses techniciens, depuis le 29 juin, les techniciens, s'est poursuivi lundi 6 juillet. Aucun accord n'a pu être trouvé avec la direction durant le week-end.

« Le mouvement pourrait grossir, car il y a une solidarité qui s'exprime sur le site avec les grévistes », pronostiquaient, lundi matin, des représentants de l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), indiquant qu'un rassemblement était prévu, en début de journée, à l'entrée du parc de loisirs « à l'appel de plusieurs syndicats », dont, outre l'UNSA, la CFDT et la CGT.

Ce conflit - le plus long depuis l'ouverture du parc en 1992 - mobilise entre 200 et 500 personnes de façon alternative (sous forme de débrayages ponctuels), selon les syndicats, la direction évoquant le chiffre de 40 grévistes. Le parc emploie un total de 13 000 personnes.

Dimanche 5 juillet, les animateurs de la parade ont « rejeté à l'unanimité » les pro-

positions de la direction. Celle-ci avait accepté, la veille, de « reconnaître le statut d'artiste-interprète pour les employés de la parade après audition et pour la durée du spectacle », effectué sur une scène, mesure qui, selon elle, « pourrait concerner 80 personnes ».

### UN STATUT D'ARTISTE-INTERPRÈTE

Les animateurs en grève réclament le statut d'artiste-interprète pour tous les animateurs costumés de manière permanente et non ponctuelle, qu'ils soient dans la parade ou sur une scène. Ils considèrent que lors de la parade « ils sont amenés aussi à faire de la chorégraphie et des prestations artistiques » et soulignent les représentants de la CFDT.

La direction du parc n'entend pas leur donner satisfaction sur ce point. Elle explique que « dans la parade, tout le monde

n'a pas le même niveau technique ». Aucun nouveau rendez-vous entre direction et représentants des animateurs n'était prévu lundi matin. Les techniciens du spectacle et de la maintenance devaient pour leur part engager des négociations avec la direction du site dans la matinée. Leurs revendications portent sur la valorisation des compétences et une hausse des salaires. « Le cas des techniciens pourrait être réglé », avance la direction.

« Si la direction pense qu'elle peut faire reprendre le travail aux techniciens de maintenance, elle se trompe. Ils ne reprendront pas tant que les animateurs n'auront pas obtenu gain de cause », prévenait-on, lundi matin, à l'UNSA.

Les « avancées » obtenues jusqu'ici par les grévistes ont porté sur les améliorations des conditions de travail et la formation. Pendant le conflit, les animations ont été perturbées, selon les syndicats. La direction, pour sa part, affirme que « toutes les animations et attractions ont fonctionné normalement ».

## Mise en examen de l'employeur d'un chauffeur routier mort au volant

L'EMPLOYEUR qui avait donné des consignes de vitesse à son jeune livreur, mort au volant de sa camionnette, samedi 4 juillet, à Quimper (Finistère), a été mis en examen pour « homicide involontaire », mais laissé en liberté sous caution et contrôle judiciaire. Le jeune homme, Manuel Garry, âgé de vingt-deux ans, a perdu samedi matin vers 6 h 30 le contrôle du fourgon Mercedes de 3,5 tonnes qu'il utilisait pour sa tournée quotidienne de 600 kilomètres.

En fouillant le véhicule, les policiers ont trouvé une note manuscrite de l'employeur. « On lui indiquait très clairement que, s'il partait à telle heure, il devait rouler à telle vitesse », a indiqué le procureur, Bruno Gestelmann. Le chauffeur effectuait le parcours aller-retour sur la voie express Nantes-Brest, avec arrêts à Vannes, Lorient et Landaul, pour livrer du matériel optique et médical. Il quittait Nantes tous les matins vers 3 h 15 et devait être à Brest trois heures plus tard. « En tenant compte des arrêts qu'il devait effectuer, il est évident qu'il de-

vait pousser des pointes bien supérieures à la vitesse autorisée de 110 km/h », a estimé M. Gestelmann.

L'employeur, Laurent Ringard, trente et un ans, est installé à Thouaré-sur-Loire, dans la banlieue de Nantes, et a le statut d'artisan. Il a été placé en garde à vue samedi et présenté dimanche au parquet. Le procureur a regretté n'avoir pas été suivi concernant le mandat de dépôt qu'il avait requis. « Je considère que cela relève de l'ordre public, car un cas comme ça peut servir de référence pour les autres », a-t-il dit, déplorant « la culture de mépris de tout ce qui est réglementation ».

Le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a estimé, dimanche soir, que cet accident « démontre une fois de plus la pression à laquelle sont soumis les chauffeurs routiers et de livraison ». Les chauffeurs sont « victimes du libéralisme et de la loi de la jungle, les patrons n'hésitant jamais à les encourager à enfreindre la loi et la réglementation routière », souligne M. Blondel.

LES ESPOIRS d'indemnisation des porteurs de titres russes qui avaient, entre 1880 et 1917, financé l'industrialisation de la Russie vont-ils enfin se concrétiser ? Promis en juin par le ministre français des finances, le recensement des détenteurs de ces titres et des victimes de spoliations a débuté le 6 juillet pour six mois, selon le texte d'un décret paru au Journal officiel samedi 4 juillet.

Il s'agit entre 200 000 et 400 000 à attendre que le gouvernement français répartisse les 400 millions de

dollars (2,4 milliards de francs) que la Russie s'est engagée à verser aux épargnants français pour solder un différend vieux de plus de quatre-vingts ans.

En août 1914, la France était le premier investisseur en Russie. La révolution bolchevique de 1917 s'est soldée par le refus du nouveau gouvernement d'honorer les dettes du régime tsariste. Ce n'est qu'en 1985 que l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev permet de débloquer la situation : entre 1988 et 1991, le remboursement des créanciers bri-

tanniques, suisses, américains et canadiens fait espérer un règlement en faveur des détenteurs français. Un accord est conclu le 26 novembre 1996 entre la France et la Russie. Il prévoit le versement, sur quatre ans, de 400 millions de dollars. Le texte est ratifié, le 20 novembre 1997, par l'Assemblée nationale. Depuis, les détenteurs de titres attendaient la publication du décret d'application. C'est désormais chose faite.

A compter du 6 juillet, un recensement réalisé selon la nature de la

créance par le Trésor public ou par l'Anifom (Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer) va permettre de connaître exactement le nombre d'emprunts russes encore en circulation et l'étendue des spoliations subies par les Français en Russie. Le recensement porte sur l'ensemble des titres russes (actions, emprunts, obligations) émises par l'État russe, les collectivités locales ou les entreprises russes.

Ba. S.







# Les lois du marché protègent la liberté d'informer à Hongkong

Un an après la rétrocession, la presse écrite et audiovisuelle du territoire reste la gardienne de l'Etat de droit. Le lectorat désire qu'elle garde sa liberté de ton et de jugement et les éditeurs savent que crédibilité rime avec rentabilité

HONGKONG  
correspondance

« Continuez à faire votre travail après le 30 juin ! », avait lancé, avant le retour de Hongkong à la Chine, Anson Chan, devant l'Association des journalistes locaux. M<sup>me</sup> le premier secrétaire a été si bien entendue qu'elle considère aujourd'hui que la presse locale aurait tendance à pêcher par excès de zèle, n'épargnant aucune critique à l'égard du gouvernement, de crainte d'être accusée d'autocensure.

Un an après la rétrocession du territoire à un pays où l'information reste rigoureusement contrôlée, la tension dans les rédactions locales est retombée. The Oriental Daily News qui, début 1997, avait adopté une ligne éditoriale « patriotique », a repris son indépendance de ton. Le Ming Pao, accusé d'être devenu moins lucide, a recouvré son mordant.

Les éditoriaux ont retrouvé une netteté de propos et d'analyse. Et les dessinateurs humoristiques un trait sans complaisance. Les télévisions locales aussi : la très respectueuse TVB, première chaîne hertzienne de Hongkong, semble moins politiquement correcte. Et, comme les radios locales, les chaînes ATV et RTHK ont lâché des forums avec les téléspectateurs, où s'expriment en direct des critiques acerbes à l'égard du gouvernement.

« Les médias continuent de bénéficier de la liberté d'expression et d'analyse, y compris celle de critiquer le gouvernement chinois, note la très vigilante direction de l'Association des journalistes locaux (HKJA). Il n'y a eu ni interférence ouverte du pouvoir ni pression indirecte via le retrait de la publication des avis du gouvernement dans tel ou tel support. » Les journalistes locaux ont dé-

couvert avec stupeur, le 3 juillet à Hongkong, que les conférences de presse du chef exécutif, Tung Chee-hwa, restaient plus libres que celles de Bill Clinton.

Durant cette première année sous souveraineté chinoise, la presse écrite a même produit des « unes » impensables de l'autre côté de la frontière : le 5 juin, la presse a titré sur la veillée commémorative du massacre de Tiananmen, organisée au parc Victoria. Outrepassant le mot d'ordre du chef de l'exécutif, interdisant de promouvoir l'indépendance de Taiwan ou du Tibet, le South China Morning Post (SCMP), premier quotidien de langue anglaise, a publié, sur huit colonnes à la « une », la requête du président taiwanais, interviewé par le Washington Post : « Independence for Taiwan ». Et la presse locale a largement couvert la libération de dissidents chinois expulsés aux Etats-Unis.

A contrario, la visite du président chinois Jiang Zemin pour l'anniversaire de la rétrocession a eu une place très limitée dans les journaux du territoire autres que la China Daily, Wei Wen Po ou Ta Kung Po, dépendant de Pékin. Des incidents montrent que

l'autocensure a ses adeptes, mais ils restent en nombre limité.

Ils ne doivent surtout pas masquer l'essentiel : la presse de Hongkong n'a pas été qu'un simple observateur, mais un acteur essentiel de la rétrocession. La presse reste un gardien du temple de l'Etat de droit, un contre-pouvoir, et joue plus qu'honorablement son rôle, comme dans n'importe quel régime démocratique. En offrant systématiquement une tribune aux députés démocrates, ce qui leur a permis de remporter 60 % des suffrages aux élections de mai. En exerçant sa vigilance sur le législatif et sur l'agence Chine nouvelle, ou encore en forçant le gouvernement à intervenir lors de la crise financière.

Mais ce rôle est différent, selon la presse anglo-saxonne ou la presse chinoise du territoire. Les grands « scoops », dont l'enjeu politique est au cœur de la relation Hongkong-Pékin, sont publiés neuf fois sur dix par le South China Morning Post. La presse chinoise ne retransmet en général pas tout de suite les révélations du Post, mais prend le relais, quand celles-ci deviennent véritablement poli-

tiques. En revanche, des titres chinois comme le Ming Pao et le Hongkong Economic Journal seront plus critiques à l'égard du gouvernement sur la manière de gérer les crises qui se sont abattues sur Hongkong. Et c'est alors la presse anglo-saxonne qui suit, mais avec une semaine de retard.

Cette différence semble relever davantage d'une sensibilité culturelle que d'une autocensure de la presse chinoise à l'égard des questions politiques. Dans les conférences de presse, les questions de portée politique sont posées par les journalistes internationaux. Les journalistes chinois s'attachent davantage aux questions de la vie quotidienne ou économiques : la vie politique à Hongkong n'a pas dix ans.

La presse reste fondamentalement libre, avant tout pour des raisons commerciales. Immigrés de fraîche date, les Hongkongais, grands lecteurs de journaux (un adulte lit, en moyenne, un quotidien par jour), ont fui la propagande communiste et réclament une liberté de ton et de jugement. Apple Daily, quotidien chinois lancé il y a deux ans par l'homme d'affaires Jimmy Lai, avec pour ligne éditoriale une confrontation systématique vis-à-vis de Pékin, est, depuis avril le premier titre du territoire (400 000 exemplaires). Alors que le Wei Wen Po et le Ta Kung Po, soutenus par Pékin, périclitent chaque jour un peu plus.

Lorsqu'au début des années 90, plusieurs journaux – dont le South China Morning Post – ont été rachetés par des tycons proches de Pékin, de nombreuses voix criaient aux capitales liberticides. En oubliant un point-clé : ces « capitalistes rouges » sont plus capitalistes que rouges. Si le Oriental Daily a vite abandonné son ton patrio-

tique, c'est d'abord parce ses ventes ont chuté au profit du très indépendant Apple Daily.

Si la famille Cha, dont le patriarche est présent dans toutes les organisations politiques du territoire coiffées par Pékin, vient de laisser tomber son projet de rachat du groupe de presse Sing Tao Holdings, c'est parce que les opérations de due diligence (finalisation de rachat) ont montré que ses deux titres, le Sing Tao Daily et le Hongkong Standard, avaient peu de chance d'être jamais rentables.

Des « unes » impensables de l'autre côté de la frontière : commémoration de Tiananmen, questions taiwanaises ou tibétaines...

Certains directeurs de la rédaction qui, sous le sceau de l'absolue confidentialité, reconnaissent avoir parfois reçu des injonctions de leurs actionnaires, affirment que ces derniers ont – jusqu'à présent – toujours reculé. Dès qu'ils avaient compris que la crédibilité et, donc, le succès et la rentabilité du journal, pouvaient en être affectés. Jusqu'à quel point les lois du capitalisme resteront le garant de la liberté d'information ?

Valérie Brunschwig

## Les audiences du Mondial à la télévision

● ITALIE-FRANCE (vendredi 3 juillet, France 3 à 16 h 30) : 10 813 200 téléspectateurs, 74 % de parts d'audience. A la même heure sur TF1 : 647 100, 44 % ; France 2 : 457 600, 31 % ; M6 : 336 600, 23 % ; Canal Plus : 2 065 500, 14,1 % ; Cinquième : 122 000, 0,8 % ; Arte : 12 500, 0,1 %.

● BRÉSIL-DANEMARK (France 2 à 21 heures) : 7 672 900 téléspectateurs, 43,1 % de parts d'audience. A la même heure sur TF1 : 2 919 400, 16,4 % ; France 3 : 2 383 100, 13,4 % ; M6 : 2 113 500, 11,9 % ; Canal Plus : 1 810 700, 10,2 % ; Cinquième/Arte : 476 800, 2,7 %.

● PAYS-BAS-ARGENTINE (samedi 4 juillet, TF1 à 16 h 30) : 4 100 200 téléspectateurs, 52,4 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 804 300, 10,3 % ; France 3 : 587 600, 7,5 % ; M6 : 827 800, 10,6 % ; Canal Plus : 970 300, 12,4 % ; Cinquième : 215 700, 2,8 %.

● ALLEMAGNE-CROATIE (TF1 à 21 heures) : 7 165 500 téléspectateurs, 44,7 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 2 792 100, 17,4 % ; France 3 : 2 323 200, 14,5 % ; M6 : 1 586 100, 9,9 % ; Canal Plus : 1 264 100, 7,9 % ; Cinquième/Arte : 373 000, 2,3 %.

★ Sources : Médiamat, Médiamétrie, Traitement Credom-Publicis, auprès des individus de 15 ans et plus.

■ ÉDITION : le groupe britannique Pearson, propriétaire des quotidiens économiques le Financial Times et Le Echo, va revendre une part de l'éditeur américain Simon and Schuster (récemment racheté au groupe Viacom) à l'Américain Hicks Muse, Tate and Furst pour 5,25 milliards de francs environ. Cette revente, prévue à l'origine sur la totalité de Simon and Schuster pour un montant de 6 milliards de francs, concernera seulement les activités américaines de l'éditeur. – (AFP)

## M M O B I L I T É

### NEUF ET RÉSIDENTIEL

<b>PARIS</b> <b>8<sup>e</sup> arrondissement</b> <b>L'Elysée Saint-Honoré</b> 18-20-22, rue de l'Élysée 75008 Paris Lancement commercial : GEORGE V PROMOTION 114, rue Victor Hugo 92086 Levallois-Perret Cedex Commercialisation : PERCLOS CONSULTANTS Tél. 01 55 21 87 21 Fax 01 55 21 87 23		A 50 mètres de l'avenue Matignon en plein cœur du VIII <sup>e</sup> Magnifique ensemble de deux immeubles aux façades contemporaines autour d'un vaste jardin intérieur. Logements appartements et duplex de studio à 6 pièces. Possibilité d'investissement locatif. Livraison 4 <sup>e</sup> trimestre 1999 Tél. 01 55 21 87 21	
<b>17<sup>e</sup> arrondissement</b> <b>L'Athlète</b> 11, rue Daubigny 75017 Paris à 2 pas de la Madeleine Réalisation et Commercialisation : AEGIDE Sur rendez-vous Tél. 01 53 65 69 68		<b>NOUVEAU PROGRAMME</b> STUDIO, 2/3 PIÈCES, 5 PIÈCES, 7 PIÈCES EN DUPLEX Livraison 2 <sup>e</sup> trimestre 1999. A proximité du Parc Monceau et du quartier commerçant de la rue Levis, dans une rue calme, découvrez une petite résidence de 5 appartements dont un duplex avec terrasse. L'aspect architectural de l'immeuble actuel (saillies d'arcades) sera conservé : grande hau- teur sous plafond, vitraux, terrasses. Proximité tout de gamme : parc, marché, écoles, métro, bus, écoles. Livraison 4 <sup>e</sup> trimestre 1999. AEGIDE sur rendez-vous : 01 53 65 69 68	

<b>19<sup>e</sup> arrondissement</b> <b>Les Allées</b> Buissonnières rue des Moutons 92019 Paris NOUVEAU PROGRAMME Réalisation : SOCIÉTÉ COMMERCIALISATION ASTEAM CONSEIL 9, rue Vignon, 75008 Paris Tél. 01 47 42 13 13		<b>A 200 m du métro Porte de Pantin</b> Plus à 25 ha de Paris au Nord de l'Est, à l'entrée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : piscine, chauffage gaz, terrasses et balcons. GAZ ET QUALITÉ. De studio à 6 pièces, 30 appartements de disposition. A partir de 17 500 F le m <sup>2</sup> hors parking. Aménagement Placé Bureau de vente sur place ouvert : lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 10h à 19h et samedi de 10h à 13h et de 14h30 à 19h. Van Adèle M&M, 75019 Paris. Tél. 01 42 48 17 15.		
<b>20<sup>e</sup> arrondissement</b> <b>Résidence de Villiers</b> 74-76, rue Villiers de Paris Adam 75020 Paris Réalisation et Vente : Groupe ARC 4, rue de la Bienfaisance 75008 Paris Tél. 01 45 22 00 90		<b>A 300 M DE LA PLACE GAMBETTA</b> Pour les amoureux de Paris-Villages. Un emplacement de tout premier ordre, dans une rue calme. Trois pièces, quatre pièces et cinq pièces, jardins intimes. Très belles orientations. Et une maison de ville indépendante avec sous-sol et jardin privatif. Chauffage individuel gaz, parquet chêne, chape Goudron. Livraison 4 <sup>e</sup> trimestre 1999.		
<b>REGION PARISIENNE</b> <b>78 Carrière-sur-Seine</b> <b>Résidence "La Vallée"</b> 4545, route de Champs 78 Carrière-sur-Seine Réalisation : Groupe FRANIM Tél. 01 47 28 48 99			<b>LIVRAISON IMMÉDIATE. SUPERBES APPARTEMENTS</b> de 2 P à 4 P, Maisons de ville 3 pièces, à partir de 13 500 000 F. Construction traditionnelle - prestations de qualité exceptionnelle. Celles situées dans un cadre de verdure au bord de Seine. 6 km de la Défense - Labels QUALITÉ et PROMOTEUR. PAS de prix à taux 0% APPARTEMENT MODÈLE sur place, du jeudi au lundi de 14h à 18h (sauf jours de fêtes-feries) Tél. 01 39 57 36 10	

# IMMO NEUF

**Le mensuel  
qui vous aide  
à acheter  
dans le neuf.**

**Chez votre  
marchand  
de journaux.**

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

POUR ACHETER, INVESTIR...

RENSEIGNEMENT : 01 42 17 39 45



552 من لامل

TABLEAU DE BORD

LE MONDE/MARDI 7 JUILLET 1998/19

AGENDA

MARDI 7 JUILLET

- ALLEMAGNE: chiffres du chômage (juin).
- BCE: réunion du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE).
- GIAT: conseil d'administration sur le plan de restructuration.

MERCREDI 8 JUILLET

- JAPON: prix de gros (juin).
- FRANCE: enquêtes de conjoncture de l'Insee auprès des ménages (juin).
- BCE: conférence de presse de la Banque centrale européenne après le conseil des gouverneurs à Francfort.
- ÉTATS-UNIS: crédits à la consommation (mai).

JEUDI 9 JUILLET

- FRANCE: résultats détaillés des comptes du premier trimestre; réunion du conseil de politique monétaire de la Banque de France.
- GRANDE-BRETAGNE: décision mensuelle de politique monétaire de la Banque d'Angleterre.
- ALLEMAGNE: réunion bimensuelle du conseil central de la Bundesbank, décision sur la politique monétaire.
- ÉTATS-UNIS: ventes des grands magasins en juin; demandes hebdomadaires d'allocations chômage.

VENDREDI 10 JUILLET

- FRANCE: balance des paiements (avril); prix à la consommation, indice provisoire de l'inflation (juin); réserves de change (juin).
- ÉTATS-UNIS: prix à la production (juin).

AFFAIRES

INDUSTRIE

● PEUGEOT: le constructeur automobile français a cédé la licence de fabrication de la 205 à la firme iranienne Iran Khodro, a annoncé, dimanche 5 juillet à Téhéran, le président du groupe PSA, Jean-Martin Folz. Iran Khodro produira ces voitures à partir de l'automne 1999, dont elle espère fournir « rapidement » 50 000 exemplaires par an.

● KIA: le constructeur automobile sud-coréen, en dépôt de bilan, sera cédé d'ici à fin août à l'issue d'un appel d'offres international, a annoncé le 6 juillet la Korea Development Bank, son principal créancier.

● ROYAL DUTCH SHELL/TEXACO: les deux groupes pétroliers discutent d'une éventuelle fusion de leurs activités de distribution en Europe, affirme l'hebdomadaire britannique Sunday Telegraph.

SERVICES

● SES: la Société européenne des satellites, l'opérateur des sept satellites de télédiffusion Astra, a fait son entrée lundi 6 juillet à la Bourse de Luxembourg et au SEAQ International de Londres en mettant 15 % de son capital sur le marché. Sa capitalisation est estimée à 36,3 milliards de francs.

● SAKS: Saks Fifth Avenue, l'un des plus anciens grands magasins de New York, disposant de 95 succursales aux États-Unis, est racheté pour 2,1 milliards de dollars (12,6 milliards de francs) par Proffitt's, une chaîne régionale de grands magasins basée dans le Tennessee.

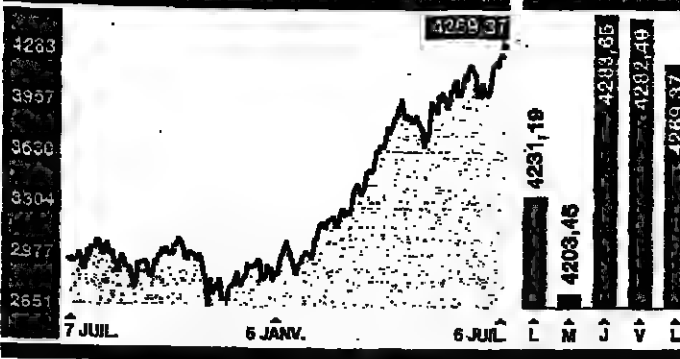
● CRÉDIT LYONNAIS: Jean Peyrelevade, président de la banque publique, a estimé, dimanche 5 juillet sur TF 1, que « le Crédit lyonnais est redressé (...). La privatisation dans l'année qui vient va marquer sa refondation. »

● CITIBANK: la banque américaine va étendre sa présence au Japon, faisant passer le nombre de ses filiales de dix-neuf à trente d'ici un an. Les lieux d'implantation sont en cours d'étude. Y figurent de grands centres régionaux comme Sapporo, Sendai, Kyoto, Hiroshima et Fukuoka.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ».

www.lemonde.fr

PARIS CAC 40



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours 06/07	Var. 06/07	Var. 31/12
RENAULT	120,10	+0,97	+12,17
MICHELIN	110,10	+0,90	+23,10
NOBILIT DENT	110,10	+0,97	+58,20
EURO DISNEY	110,10	+0,97	+70,71
ESAO	110,10	+0,97	+17
UNION ASSUR	110,10	+0,97	+30,73
NORD-EST	110,10	+0,97	+18,23
NIJ	110,10	+0,97	+35,44
PEUGEOT	110,10	+0,97	+51,88
LAGARDERE	110,10	+0,97	+30,45

Baisse

Cours 06/07	Var. 06/07	Var. 31/12
BULLA	-0,97	-43,38
SFIM	-0,97	-7,40
CS SIGMA	-0,97	-4,40
ACHETTE FIL	-0,97	-4,22
GRUPPE GTM	-0,97	-2,35
PUBLICIS	-0,97	-2,41
LEGRAND ADP	-0,97	-2,18
DNC (DOLLUS)	-0,97	-1,97
SAURIMAT (NT)	-0,97	-1,89
JEAN LEFEBVRE	-0,97	-1,78

PARIS

LUNDI 6 JUILLET, la Bourse de Paris reculait de 0,70 %, à 4 230,45 points à la mi-séance. La baisse était même supérieure à 1 % au cours de la matinée. Après une hausse de plus de 2 % la semaine dernière, le marché reprenait son souffle. Cette consolidation intervenait après que la Caisse des dépôts et consignations (CDC) ait ramené ses prévisions de croissance pour le troisième trimestre en France à 0,4 %, au lieu de 0,6 %. « Le ralentissement de la demande étrangère pourrait amputer la croissance d'un demi-point », estime la CDC. Parmi les plus fortes baisses figuraient les actions Rhône-Poulenc (-5 %), Ingenico (-3,2 %), Publicis (-3,6 %) et Esso (-4 %). En revanche, le secteur de l'automobile et celui du bâtiment restaient bien orientés. Les titres Montupet et Valeo progressaient respectivement de 7,6 % et 5,7 %. L'action du groupe GTM gagnait 2,4 %, et celle des Ciments français 2,2 %.

FRANCFORT

LUNDI 6 JUILLET, la Bourse allemande a ouvert en hausse. L'indice DAX progressait de 0,30 %, à 5 970,86 points. L'action Volkswagen progressait après l'annonce de très bons chiffres de ventes aux États-Unis. Le titre Mannesmann s'appréciait également après que l'opérateur privé en télécommunications eut annoncé une prochaine baisse de ses tarifs sur ses mobiles.

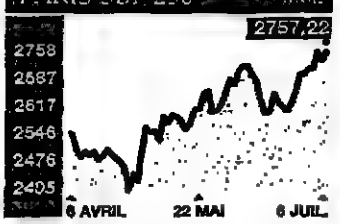
LONDRES

VENDREDI 3 JUILLET, la Bourse de Londres avait terminé la séance en légère hausse. L'indice Footsie des 100 principales valeurs avait gagné 0,47 %, à 5 988,4 points. Le marché avait bénéficié d'un regain d'optimisme sur l'évolution des taux d'intérêt outre-Manche, les opérateurs anticipant un statu quo en raison de signes de ralentissement de l'activité au Royaume-Uni.

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours 06/07	Var. 06/07	Var. 31/12
PARIS CAC 40	4230,45	-0,81	-2,38
SBF 120	2532,06	-0,72	-0,96
SBF 250	2297,23	-0,72	-1,17
SECOND MAR.	2406,75	-0,07	-33,07
MIDCAC	2126,63	-0,05	-32,97
LONDRES FT100	5970,86	0,30	13,73
AMSTERDAM AEX	1261,95	-0,14	-25,69
BRUXELLES BEL	2631,91	-0,40	-48,04
FRANCFORT DAX	5970,86	0,30	28,18
MADRID IBEX35	3529,20	-0,35	-41,85
MILAN MIB30	2799,9	-0,35	-40,15
SUISSE SM1	3125,50	0,45	28,84
STOCK 666	335,43	-0,28	-
EURO STOXX 30	320,14	-0,28	-
STOCK 50	320,14	-0,28	-
EURO STOXX 50	320,14	-0,28	-

PARIS SBF 250



TOKYO

LUNDI 6 JUILLET, la Bourse japonaise a terminé en baisse de 0,97 % à 16 550,45 points. Ce recul s'explique par des prises de bénéfices après les fortes hausses de la semaine dernière. Le marché nippon a également réagi aux déclarations du premier ministre japonais, qui a laissé planer le doute sur l'annonce d'une prochaine réduction d'impôts.

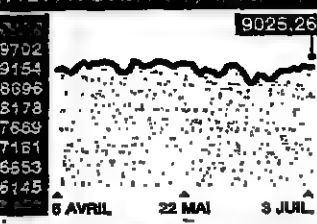
HONGKONG

LUNDI 6 JUILLET, la Bourse de l'ancienne colonie britannique était à la mi-séance en recul de 1,1 % à 8 544,26 points. Selon certaines informations, le promoteur Sun Hung Kai Properties aurait vendu moins de 10 % de son dernier programme d'appartements de luxe, confirmant ainsi la crise immobilière dans le territoire. Le prix des appartements a chuté d'environ 40 % depuis août dernier.

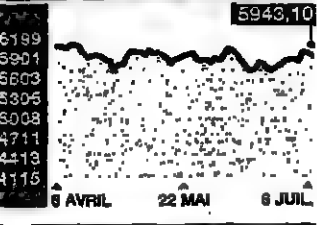
Monde

	Cours 06/07	Var. veille	Var. 31/12
NEW YORK DJ	2785,50	-0,26	-14,12
SP 500	1145,10	-0,10	-18,74
NASDAQ	1954,1	-1,07	-20,61
BUENOS-AIRES M.	1550,40	1,10	-14,68
JOHANNESBURG	1818,10	-0,07	9,12
MEXICO BOLSA	2729,91	1,15	-15,42
SANTIAGO IPSA	231,47	-0,84	-28,40
SAO PAULO BOVL	10145,7	2,17	-0,79
TORONTO TSX L.	3853,21	0,18	-10,21
Cours 10h38			
NEW YORK SET	10627	0,87	0,70
HONGKONG SET	10624,1	1,47	-27,66
HONGKONG SET	10624,1	1,80	-20,58
SEOUL	259,98	0,53	15
SIEMENSGROUP ST.	1122,67		-26,02
SYDNEY ALL O.	3292,5	0,32	7,15
SYDNEY ALL O.	3292,45	-0,97	1,15

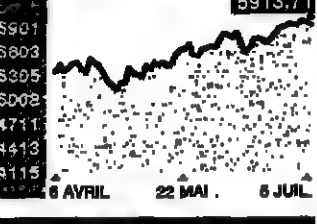
NEW YORK Dow Jones



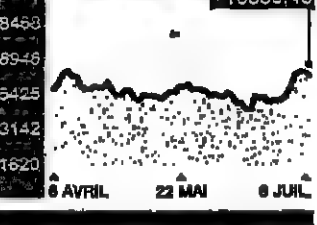
LONDRES FT100



FRANCFORT DAX



TOKYO Nikkei



Matières premières

En dollars	Cours 06/07	Var. 06/07
MÉTALX (LONDRES)	2614,4	-0,10
CUivre 3 MOIS	1225,8	-0,10
ALUMINIUM 3 MOIS	645,0	-0,09
ETAIN 3 MOIS	3510,0	-
ZINC 3 MOIS	1346,0	-0,48
NICKEL 3 MOIS	4250,0	-0,23
MÉTALX (NEW YORK)	2614,4	-0,10
ARGENT A TERME	5,30	-0,54
PLATINE A TERME	3550,0	-0,57
GRAINES D'ENRÉE	288,0	0,00
BLÉ (CHICAGO)	4,45	0,00
SOJA (CHICAGO)	4,25	0,01
SOJA TOURTEAU (CHICAGO)	18,0	-0,06
SOFTS	1574,0	1,29
CAGNY (NEW YORK)	1574,0	1,29
CAFE (LONDRES)	1,550	0,01
SUCRE BLANC (PARIS)	1,254	-0,06

Pétrole

En dollars	Cours 06/07	Var. 06/07
BRENT (LONDRES)	14,35	-0,30
WTI (NEW YORK)	14,21	-0,30
SOFT SWEET CRUDE	14,08	0,00

Or

En francs	Cours 06/07	Var. 06/07
OR FINE VILLO BARRE	759,00	-0,82
OR FINE LINGOT	759,00	-1,70
ONCE D'OR LONDRES	759,00	-0,82
PIÈCE FRANCE 20 F	350	-0,00
PIÈCE SUISSE 20 F	350	-0,00
PIÈCE UNION LAT. 20 F	350	-0,00
PIÈCE 20 DOLLARS US	2150	+0,00
PIÈCE 10 DOLLARS US	1075	+0,00
PIÈCE 50 PESOS MEX.	2750	+0,70

TAUX

● France: le marché obligataire a ouvert en hausse, lundi 6 juillet. Après quelques minutes de transactions, le contrat notomiel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'État, gagnait 15 centimes, à 104,94 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,79 %, soit 0,06 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

● Japon: les obligations nipponnes ont terminé la séance du lundi 6 juillet en hausse, profitant de la confusion régnant autour de l'éventuelle annonce d'une réduction permanente d'impôts. Le rendement de l'emprunt d'État de référence (Japanese Government Bond) qui porte le numéro 182, venant à échéance en 2005, s'est inscrit à 1,30 % en clôture, soit une baisse de 0,04 % par rapport à son niveau de vendredi - les taux baissent quand le cours des titres monte.

ÉCONOMIE

M. Jospin justifie la hausse des dépenses budgétaires

La croissance et le recul du chômage restent les deux priorités du gouvernement du premier ministre, Lionel Jospin, qui a signé dimanche les « lettres plafond » destinées à limiter précisément les dépenses de chacun de ses ministères.

M. Jospin a justifié au « Club de la presse » d'Europe 1 dont il était l'invité l'augmentation des dépenses dans le prochain budget. Il a expliqué qu'il n'avait pas souhaité « limiter à zéro la croissance des dépenses ou les réduire » pour ne pas renouveler l'erreur de ses prédécesseurs, Edouard Balladur et Alain Juppé, qui « ont deux fois cassé la reprise ».

« Je pense qu'il faut consolider la croissance, être bien sûr qu'elle est là avant de se dire qu'on peut prendre des mesures d'équilibre », a déclaré M. Jospin. « Nous sommes en train de réussir notre politique économique, la croissance reprend, des emplois se créent, particulièrement pour les jeunes », a-t-il ajouté. (Lire page 6.)

● La Caisse des dépôts et consignations (CDC) a fortement révisé à la baisse sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) français pour le troisième trimestre 1998, avec une progression ramenée de 0,6 % à 0,4 %, selon son indicateur avancé, publié lundi 6 juillet.

● JAPON: les ventes de voitures étrangères au Japon ont enregistré une baisse de 25,5 % en juin par rapport à juin 1997, le quinquième recul mensuel consécutif.

● Une réduction des impôts permanente n'est à l'heure actuelle qu'un objet de discussion », a précisé dimanche 5 juillet le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto.

● La situation économique du Japon continue de se détériorer, a souligné lundi 6 juillet le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ) Masaru Hayami.

● THAILANDE: la production de véhicules (camions et voitures de tourisme) dans le pays a chuté de 76,9 % lors des cinq premiers mois de 1998, a annoncé samedi 4 juillet la Fédération de l'industrie thaïlandaise.

● INDONÉSIE: le gouvernement va relever, dans une fourchette allant de 10 % à 20 %, la taxe à l'exportation de l'huile de palme pour combattre la pénurie et la cherté de ce produit de base sur le marché intérieur.

● CORÉE DU SUD: le ministre sud-coréen des finances, Lee Kyu-Sung, prévoit un ralentissement record de l'économie du pays au premier semestre. Le PIB sud-coréen sera en baisse d'environ 4 %, ce qui constitue la plus mauvaise statistique depuis leur mise en place en 1960.

● HONGKONG: le chômage pourrait s'amplifier au cours des prochains mois à Hongkong, si les entreprises réduisent leurs coûts pour faire face à la crise économique, a indiqué samedi 4 juillet un conseiller du gouvernement.

● CHINE: Yin Mingrong, vice-président du premier constructeur naval du pays Dalian New Shipyard, a réclamé, dans un entretien au Financial Times une dévaluation de 20 % du yuan afin de rétablir la compétitivité du groupe vis-à-vis de la Corée du Sud et du Japon.

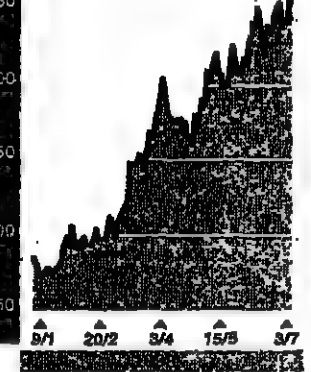
● AMÉRIQUE LATINE: la prolongation de la crise asiatique devrait coûter 1,6 % de croissance à l'Amérique latine avec une progression prévisible du PIB en 1998 d'environ 3,5 % au lieu d'un peu plus de 5 % prévu, selon une étude présentée vendredi 3 juillet à La Havane par le secrétaire permanent du Système économique latino-américain (SEAL), Carlos Moneta.

● EURO: la Banque centrale européenne (BCE) s'occupe certes de « la stabilité monétaire, mais pas du chômage », a critiqué samedi 4 juillet le ministre français de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement.

Valeur du jour: Renault à son sommet historique

VENDREDI 3 JUILLET, l'action Renault s'est adjugée un gain de 9,97 %, à 388 francs, portant la hausse depuis le début de l'année à 129 %. L'avant-veille, le comité des constructeurs français d'automobiles avait dévoilé les chiffres d'immatriculations pour le mois de juin 1999. Dans un marché français en hausse de 9,1 %, les deux constructeurs nationaux ont tiré leur épingle du jeu. Les ventes de PSA ont progressé de 5,3 % tandis que celles de Renault ont effectué un bond de 45,3 %. « Un score flatteur qu'il faut relativiser », prévient un analyste, « puisqu'il se compare à un mauvais mois de juin 1997 en raison de perturbations chez ses concessionnaires ». Toutefois, les investisseurs ont apprécié que la marque au losange classe deux de ses modèles en tête des meilleures ventes en France. Si le succès de la Mégane Scénic ne constitue pas une surprise, celui de la nouvelle Clio n'était pas aussi évident. Le marché attend maintenant la traduction des succès commerciaux dans les comptes. Les capacités de production de la Scénic, déjà relevées fin 1997, touchent à plein. Une bonne nouvelle pour un véhicule qui procure des marges confortables. En revanche, le modèle Clio ne bénéficie pas d'un mis-produit favorable. Mais, comme le souligne un analyste, « quand on substitue à un véhicule ancien une nouvelle version, cette dernière est tou-

jours moins chère à produire ». Si la hausse du cours de l'action s'appuie sur des éléments rationnels, elle prend également en compte une part de spéculation. L'industrie automobile européenne est entrée dans une vague de rapprochements. Daimler-Benz a annoncé sa fusion avec Chrysler et Volkswagen discute avec Volvo, l'ancien partenaire de Renault. Louis Schweitzer, le président de Renault, a réaffirmé que son groupe n'avait pas de plan de mariage en vue, et qu'il préfère compter sur ses implantations en Amérique latine et en Europe de l'Est pour grandir. Mais les opérateurs ne peuvent s'empêcher d'échafauder des plans. D'autant que l'État, encore détenteur de 45,8 % du capital (participation estimée à 42,5 milliards de francs), pourrait profiter du niveau historiquement élevé de l'action pour se désengager. Selon un spécialiste, l'État pourrait lancer, dans un premier temps, une opération publique de vente sur près de 26 % du capital. Plus, il céderait progressivement les 20 % restants. Les éventuels acquéreurs ne s'attarderaient pas sur la baisse attendue du bénéfice net pour 1999, due au retour à une fiscalité normale. Car, avant impôt, la hausse du résultat est estimée à 23 %.



pour se désengager. Selon un spécialiste, l'État pourrait lancer, dans un premier temps, une opération publique de vente sur près de 26 % du capital. Plus, il céderait progressivement les 20 % restants. Les éventuels acquéreurs ne s'attarderaient pas sur la baisse attendue du bénéfice net pour 1999, due au retour à une fiscalité normale. Car, avant impôt, la hausse du résultat est estimée à 23 %.

Enguerand Renault

MONNAIES

● Dollar: le billet vert était stable par rapport aux principales devises européennes lundi matin 6 juillet. Il cotait 6,0934 francs et 1,8178 mark lors des premières transactions entre banques, contre respectivement 6,0974 francs et 1,8191 mark vendredi 3 juillet dans la soirée.

● Yen: la monnaie japonaise perdait du terrain face au dollar, lundi 6 juillet à Tokyo. Le dollar repassait au-dessus de la barre des 140 yens pour s'inscrire à 140,28 yens contre 139,2 yens vendredi 3 juillet en clôture. Cette baisse est intervenue après que le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, eut laissé entendre, dimanche 5 juillet, dans un entretien à la télévision nipponne, qu'une baisse permanente d'impôts n'était pas à l'ordre du jour. Les opérateurs craignent que les attermolements du gouvernement nippon soient mal accueillis à la Maison Blanche.

Cours de change

06/07 12h30	Cours	06/07 10h30	06/07 08h30
FRANCE	0,00	0,00	0,00
DM	1,81	1,80	1,79
DM (100)	1780,85	1780,85	1780,85
YEN (100)	140,28	140,28	140,28
FLORIN	2,04	2,03	2,03
FRS	1,52	1,51	1,51
LIVRE	0,61	0,61	0,61
ECU	0,91	0,91	0,91
DOLLAR	1,00	1,00	1,00

Taux d'intérêt (%)

Taux 12h30	Taux 10h30	Taux 08h30
FRANCE	3,42	3,42
ALLEMAGNE	3,46	3,46
GRANDE-BRETAGNE	7,00	7,00
ITALIE	4,00	4,00
JAPON	0,40	0,40
ÉTATS-UNIS	5,00	5,00
SUISSE	1,50	1,50
PAYS-BAS	3,40	3,40

Marché des changes

Devises (17h30)	Cours 06/07	06/07 08h30
ALLEMAGNE (DM)	163,33	163,33
AMÉRIQUE (USD)	139,28	139,28
BELGIQUE (100)	16,38	16,38
CANADA	6,18	6,18
DANEMARK (DKK)	27,56	27,56
ESPAGNE (PES)	166,37	166,37
ÉTATS-UNIS	6,09	6,09
FINLANDE (100)	10,30	10,30
GRANDE-BRETAGNE	10,05	10,05
GRÈCE (100)	1,75	1,75
IRLANDE	3,44	3,44
ITALIE (100)	3,40	3,40
JAPON (100)	140,28	140,28
NORVÈGE (100)	75,59	75,59
PAYS-BAS (100)	27,56	27,56
PORTUGAL (100)	20,21	20,21
SUÈDE (100)	75,59	75,59
SUISSE (100)	396,33	396,33







هذه من لاصح

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 7 JUILLET 1998

**SPORTS** L'Américain Pete Sampras s'est adjugé un cinquième titre à Wimbledon, dimanche 5 juillet, en battant en finale le Croate Goran Ivanisevic à l'issue de cinq sets dis-

putés (6-7, 7-6, 6-4, 3-6, 6-2). ● AVEC ONZE TITRES DU GRAND CHELEM, il rejoint Rod Laver et Bjorn Borg et n'est plus qu'à une victoire du record de l'Australien Roy Emerson. ● LA

TCHÈQUE JANA NOVOTNA, 29 ans, elle, a remporté sa première victoire en Grand Chelem, samedi 4 juillet, grâce à sa victoire (6-4, 7-6) sur la Française Nathalie Tauziat, avant de

s'adjuger, le lendemain, le double dames aux côtés de Martina Hingis (victoire sur la paire Lindsay Davenport-Natasha Zvereva). ● LE DOUBLE MESSIEURS est revenu aux

Néerlandais Paul Haarhuis et Jacco Eltingh contre les Australiens Mark Woodforde et Todd Woodbridge (2-6, 6-4, 7-6, 5-7, 10-8), vainqueurs cinq fois consécutives.

## Jana Novotna et Pete Sampras apportent leur écot à la légende de Wimbledon

Après deux tentatives infructueuses, la joueuse tchèque a connu sa première victoire en Grand Chelem sur le gazon londonien alors que le numéro un mondial y a signé son cinquième succès

### LONDRES

de notre envoyée spéciale

En ce dimanche matin, l'été est enfin arrivé à Wimbledon. Les nuages qui surplombaient le sud de l'Angleterre depuis un mois se sont déchirés laissant place à la chaleur. Beau temps pour être heureux. Dans le vestiaire des dames de Wimbledon, les yeux sont brillants et les rires faciles : le clan Novotna prépare la soirée de gala qui clôt le tournoi. Hana Mandlikova choisit une robe - très longue et très bleue - pour Jana. Celle-ci est dans une pièce attenant, chez la coiffeuse. Elle ne cesse de raconter des histoires de sa vie et de sa carrière, souvent son rire dégringole. Jana a déjà changé, elle est folle de bonheur. Son rêve s'est réalisé. Depuis hier, samedi 4 juillet, elle est championne de Wimbledon. Toute la soirée, elle a clamé : « Je suis membre à vie, je suis membre à vie ! » Comme tous les champions en simple, elle est admise au All England Lawn Tennis and Croquet Club. Elle le vit comme une immense récompense. Elle n'a cessé de dire : « J'ai tellement travaillé ». Sa voix s'est souvent brisée.

Ce matin, tant d'images doivent se bousculer dans sa tête comme

autant de bouffées d'émotions. Ce service perdu alors qu'elle servait pour le match, les larmes et les embrassades avec les proches : sa maman venue pour la première fois sur un tournoi du Grand Chelem, son coach de presque toujours Hana Mandlikova, les paroles de la duchesse de Kent. Et ce plateau, d'argent et d'or. Elle l'a serré comme une peluche et a eu peine à le lever, intimidée par le poids de sa victoire.

### MILLEURRE SERVEUSE-VOLLEYEUSE

C'est donc fait. La Tchéque Jana Novotna, vingt-neuf ans, joueuse professionnelle depuis 1987, numéro 3 mondiale, a gagné le premier tournoi du Grand Chelem de sa carrière en battant la Française Nathalie Tauziat au terme d'un bon match, nerveusement éprouvant (6-4, 7-6). Après une finale infructueuse aux Internationaux d'Australie en 1991 et deux à Wimbledon en 1993 et en 1997, elle a conquis le titre qu'elle considère comme absolu. C'est sur l'herbe qu'elle a bâti son jeu : Jana est la meilleure serveuse-volleyeuse du monde.

C'est ici aussi qu'elle a récolté la notoriété de joueuse aux nerfs fragiles qu'elle trimbalait comme un

bagage encombrant : En 1993 face à Steffi Graf, elle avait tenu 4-1 dans le troisième set et tenu une balle de cinq jeux à un. Elle s'était écroulée et puis effondrée en larmes sur l'épaule de la duchesse de Kent. Depuis, elle ne s'était rien

versée. La petite fille timide de Brno avait avancé dans l'ombre d'autres joueuses. Celle de ses compatriotes Martina Navratilova et Hana Mandlikova. De leur héritage, elle avait retenu l'amour du beau jeu et cette fragilité, sans

### Nathalie Tauziat compte bien revenir

Ses jupes sont un peu plus rouges qu'à l'accoutumée : elle a bu quelques gouttes de champagne. Même défaite, Nathalie Tauziat n'est pas mécontente de sa première finale en Grand Chelem : « Je suis heureuse de l'avoir jouée, Jana mérite de l'avoir gagnée, dit-elle. Elle a mieux joué, elle a une meilleure expérience en Grand Chelem que moi. » Accrocheuse et intelligente dans ses coups, la Française a été superbe de résistance. A l'initiative d'Alan Mills, le juge-arbitre du tournoi, elle a fait un tour d'honneur avec son petit plateau d'argent : « Il m'a dit que je le méritais. Je ne voulais pas, mais il a bien fait d'insister. Je me souviendrai toujours de ce moment. » Qu'a-t-elle appris à Wimbledon, où elle s'était toujours arrêtée en quart de finale ? « Que l'on pouvait encore apprendre à trente ans, que je pouvais aller en finale d'un tournoi du grand chelem, que je veux revenir et gagner. » Au classement publié lundi 6 juillet, Nathalie Tauziat est dixième joueuse mondiale.

épargné. A Roland-Garros, deux ans plus tard, elle fut battue par Changia Rubin après avoir eu neuf balles de match. Elle n'a pas tout perdu puisque ce penchant lui a fait gagner l'affection du public et Wimbledon en a fait son enfant chérie. Tout cet amour l'a bou-

pouvoir en saisir les forces. Jana n'avait que sa combativité que sa fougue égarait.

C'est Hana Mandlikova qui lui a permis d'apprivoiser son goût pour la bagarre et de découvrir son talent. Lorsqu'elle racroche à l'été 1990, celle-ci prend la joueuse

sous son aile. Jana a vingt et un ans et un poil dans la main, Hana exige du travail, Jana finit par plier : « Elle a fait de moi une grande joueuse, dit-elle aujourd'hui. Elle a toujours cru en moi. » Jana progresse vite, glane des titres en tournois et se présente souvent en quart et en demi-finale des Grands Chelems. Mais il y a Steffi Graf, Monica Seles et Martina Hingis qui lui souffle la victoire à Wimbledon, en 1997. Jana dit souvent : « Je sais désormais que je ne serai jamais numéro un mondiale. »

### TENNIS LUMINEUX

Elle rêve de Grand Chelem, cela devient une obsession. Elle travaille corps et âme, joue et gagne en simple comme en double. Dans cette discipline, elle compte onze titres du Grand Chelem. Jana joue comme elle semble vivre, avec passion. Il faut entendre son gémissement d'effort à chaque service, apercevoir ses yeux écarquillés lorsqu'elle guette la balle à la volée pour comprendre où elle va. Abattue en 1993 après sa défaite anglaise, elle utilise au contraire celle de 1997 comme un tremplin. Elle reviendra pour gagner, cette promesse la rassérène. En no-

vembre, elle gagne les Masters féminins, à New York, et termine l'année en numéro deux mondiale, son meilleur classement. En janvier 1998, elle sème les Internationaux d'Australie pour mieux se préparer à son rendez-vous. A Wimbledon, elle a disposé de Venus Williams en quart de finale et de Martina Hingis en demi-finale au terme de deux parties magistrales.

Samedi, en finale, Jana Novotna n'a pas cédé devant le tennis lumineux de Nathalie Tauziat. Les deux joueuses se sont emmenées jusqu'au tie-break du deuxième set. C'est là que Jana a su qu'elle allait devenir championne de Wimbledon. Son visage s'est plissé de bonheur et des larmes ont roulé sur son sourire. Dimanche après-midi, entre le coiffeur et le gala, elle est revenue sur le court de son exploit. Avec Martina Hingis, elle a gagné la finale du double dames face à Lindsay Davenport et Natasha Zvereva. Elle a salué comme au théâtre, embrassé la foule de ses maïs et lui a dit au revoir. Pour elle, onze ans après le début de sa carrière, tout peut commencer.

Bénédict Mathieu

## L'Américain rattrape Björn Borg et court après Roy Emerson

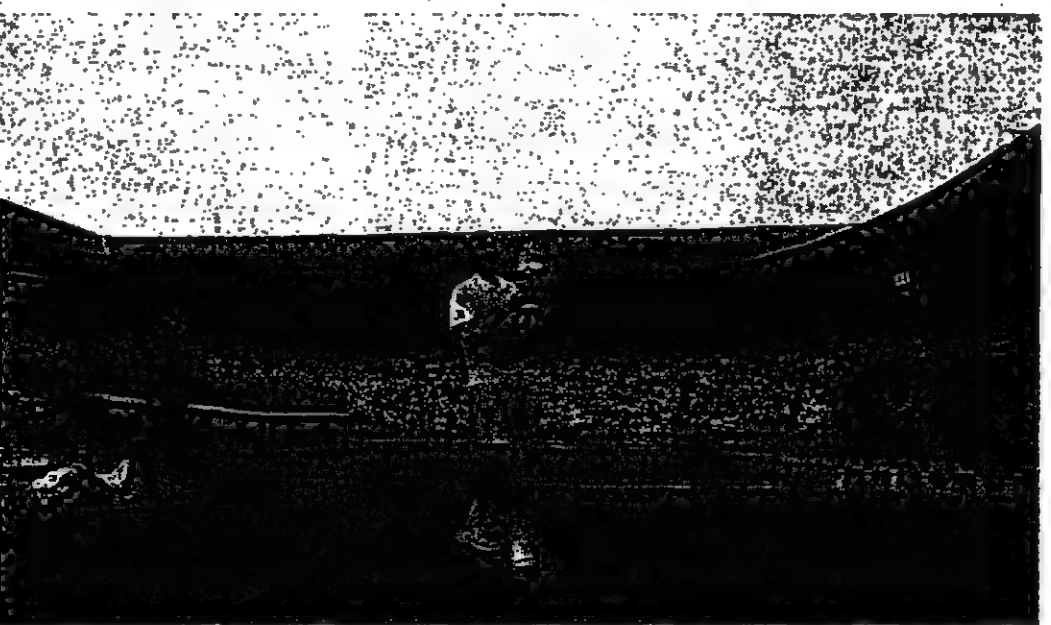
### LONDRES

de notre envoyée spéciale

Goran Ivanisevic a la défaite mauvaise, c'est une habitude. Il est fatigué, exaspéré d'avoir laissé passer sa chance, il gratte sa méchante barbe et marmonne : « C'est le pire moment de ma vie, j'ai eu des mauvais moments, j'ai été malade, des amis sont morts, mais, cela, c'est vraiment le pire moment de ma vie. » Dépressif, il n'ira pas en France soutenir l'équipe de football de Croatie en demi-finale de la Coupe du monde de football, il préfère rester seul. « Je ne suis bon pour personne en ce moment. »

Goran a pourtant eu sa chance de conquérir le titre qui lui a échappé en 1996. Il joua un début de partie magnifique où, par comparaison, Pete Sampras ressemblait à un yuppie surmené qui vient d'apprendre sur son pager le krach des marchés financiers asiatiques. Ce type qui s'agitait mécaniquement sur le court était en train de tout perdre, son titre, sa place de numéro un, ses illusions. On se jetterait par la fenêtre pour moins que cela. Sampras décida, lui, de faire face, de ne pas se laisser noyer par le déluge d'aces du Croate. Et les voilà à deux sets partout. La catastrophe annoncée n'a pas eu lieu, tout reste à faire.

Puisqu'il n'a pas gagné à la hussarde, Ivanisevic va perdre à l'usure. L'interminable demi-finale où il avait gâché deux balles de match contre Richard Krajicek et avait terminé une heure et demi de jeu de la cinquième manche a laissé des traces dans son organisme. Les jambes sont plus lourdes, le bras moins précis. Il n'en faut pas plus pour permettre à l'Américain de s'adjuger la dernière manche, remportant ainsi cinq fois Wimbledon, à l'égal du



En l'emportant dimanche, Pete Sampras a ajouté une page à sa légende et sauvé sa saison.

Suédois Bjorn Borg (de 1976 à 1980) et à une longueur d'un champion d'un autre temps, William Renshaw (1881-1886). On n'est plus ici tout à fait dans le tennis mais dans ce qui lui tient lieu d'histoire, les statistiques : avec cette victoire, Sampras rejoint encore l'Australien Rod Laver - son modèle -, qui partage, encore avec Bjorn Borg, le nombre de titres gagnés dans les tournois du Grand Chelem (Internationaux d'Australie, France, Wimbledon, Etats-Unis). Un titre de plus et il atteindra le record d'un illustre Australien, Roy Emerson.

A la veille de Wimbledon, la cavane du tennis en escalade sur le gazon britannique s'entretenait beaucoup sur le sort du numéro un mondial. Il avait perdu son titre aux Internationaux d'Australie ; il avait laissé sa place de

numéro un mondial en avril au profit de Marcelo Rios, pour quelques semaines seulement mais suffisantes pour qu'on s'alarme. Il avait disparu au deuxième tour des Internationaux de France de Roland-Garros, et deux petits titres glanés à Philadelphie et à Atlanta ne faisaient rien pour rassurer.

### QUINTUPLE VAINQUEUR

Parti en vacances pendant deux semaines après Roland-Garros, Pete Sampras avait fait pâle figure dans le seul tournoi sur gazon où il s'était aligné, celui du Queen's, où il avait perdu au deuxième tour contre Mark Woodforde. En bout de course, Sampras ? A Wimbledon, il se transcende encore : « Le court central est le court du monde où je me sens le mieux, dit-il. C'est un peu mon court d'entraînement. »

De fait, avant la finale, il ne lâcha qu'un set en demi-finale contre Tim Henman.

Dimanche, à Wimbledon, à vingt-six ans seulement, Pete Sampras a ajouté une page à sa légende et a plus prosaïquement sauvé sa saison. Comme chaque année, depuis sa victoire à l'US Open en 1993, il va marquer le record de Roy Emerson, c'est-à-dire de vaincre sur le ciment de Flushing Meadows ou de Flinders Park, la terre battue de Roland-Garros et le gazon de Wimbledon. A chaque jour suffit sa peine. Pour Theure, le quintuple vainqueur de Wimbledon et numéro un mondial va rentrer chez lui, dormir et jouer au golf.

B. M.

## Laurent Jalabert devient champion de France cycliste

**SUR UN CIRCUIT ACCIDENTÉ** dans les monts d'Auvergne, Laurent Jalabert, actuel champion du monde du contre-la-montre et vainqueur de plus de cent courses, n'a pas laissé passer sa chance, dimanche 5 juillet, de revêtir le maillot bleu-blanc-rouge, qui manquait à son palmarès. Ce dernier « coup de jaja » se fit au terme d'une course haletante et débridée, où seulement 25 coureurs sur les 136 du départ finirent classés. A un rythme survolté proche des 40 km/h de moyenne, le Mazametain s'est imposé au sprint devant Luc Leblanc, son dernier compagnon d'échappée. Richard Virenque, malgré ses talents de grimpeur, n'a pu se hisser que sur la 3<sup>e</sup> marche du podium. Alleurs, Andrea Tafi et Angel Luis Casero, en solitaires, ont été respectivement sacrés champion d'Italie et champion d'Espagne. En Allemagne, sur un parcours accidenté long de 208 kilomètres, le titre de champion national a couronné la 15<sup>e</sup> victoire de la saison d'Erik Zabel. Jan Ullrich, son compagnon d'échappée et coéquipier, a terminé deuxième à sept secondes.

### DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME** : Kader Klouchi, avec un bond rageur de 6,30 m, a amélioré le record de France du saut en longueur de 2 centimètres lors des championnats de France, disputés à Dijon du 3 au 5 juillet.

■ **FOOTBALL** : principal actionnaire du Servette de Genève depuis janvier 1997, Canal Plus souhaite aujourd'hui se désengager du club helvétique. Dans les colonnes de l'hebdomadaire genevois Info Dimanche, Charles Bétré, président délégué du Paris - Saint-Germain, a précisé que cette décision était liée aux changements de règlement sur l'actionnariat des clubs décidés par l'UEFA. Selon lui, « l'UEFA a instauré des règles qui interdisent des accords de ce type ».

■ **GOLF** : l'Anglais David Carter, vingt-six ans, a signé sa première victoire sur le circuit européen en gagnant, dimanche 5 juillet, l'Open d'Irlande. Au premier trou du barrage, il a battu l'Ecosais Colin Montgomerie et a privé ce dernier d'un troisième succès consécutif dans cette épreuve.

■ **MOTOCYCLISME** : en contrôlant la course des 500 cm<sup>3</sup> de bout en bout, le pilote néo-zélandais Simon Crafer (Yamaha) a remporté, dimanche 5 juillet, la première victoire de sa carrière lors du Grand Prix de Grande-Bretagne, la 8<sup>e</sup> épreuve du championnat du monde.

■ **RUGBY** : dans un véritable boubou, le Quinze de la Rose - l'équipe d'Angleterre -, samedi 4 juillet au Cap (Afrique du Sud), a mal terminé sa série de test-matches dans l'hémisphère sud en s'inclinant, pour la septième fois en autant de matches, 18 à 0 contre l'Afrique du Sud.

■ **SPORTS ÉQUESTRES** : à l'issue d'un barrage regroupant six concurrents, Roger-Yves Bost, montant « avec espoir », s'est difficilement octroyé, dimanche 5 juillet, le concours international de sauts d'obstacles de Deauville. Il devance ses compatriotes Gilles de Balanda et Fabrice Dumartin.

Le Monde  
daté 10 juillet

Festival  
d'Avignon  
jeudi 9 juillet

Un cahier spécial de 12 pages



مركزاً من لاهل

## Greenpeace redoute un dragage prévu à la Hague

LES RESPONSABLES de Greenpeace ont demandé à Dominique Voynet, ministre de l'environnement, dans une lettre datée du 3 juillet, de prendre « de toute urgence les mesures qui s'imposent pour protéger l'environnement marin de la presqu'île du Cotentin ». L'organisation écologiste craint que les opérations de dragage envisagées par la Cogema pour collecter des dépôts de tartre radioactif dispersés à l'extrémité de la canalisation de rejet en mer de l'usine de retraitement de la Hague n'entraînent une dispersion de la contamination. Greenpeace, qui vient d'effectuer sur place une campagne de prélèvements, a constaté la présence de filtres à l'extrémité de la conduite, preuve, selon elle, que « le rejet de particules au-dessus des normes autorisées est bien un problème permanent et non une conséquence des opérations de détartrage effectuées l'an dernier ». La Cogema a présenté aux autorités deux dossiers prévoyant la couverture de la portion de canalisation émergée lors des grandes marées et le dragage des sédiments proches de l'extrémité de la conduite.

### DÉPÊCHES

■ **ARCHÉOLOGIE** : un port fluvial antique a été mis au jour par des archéologues égyptiens dans le nord de la péninsule du Sinaï. « C'est le port le mieux conservé découvert dans cette région », a indiqué le président du Conseil supérieur des antiquités égyptiennes (CSAE), M. Gaballah Ali Gaballah, ajoutant que le quai, construit sur un ancien bras du Nil, est formé de blocs géants de calcaire sur une longueur de 1 000 mètres.

■ **ESPACE** : les autorités russes ont décidé, jeudi 2 juillet, d'abandonner la station orbitale Mir au cours de l'été 1999, soit six mois plus tôt que prévu après un accord avec la NASA (Le Monde daté 28-29 juin). En service depuis 1986, Mir est sujette depuis quelque temps à de graves avaries. Un spationaute français et un slovaque seront parmi ses derniers visiteurs pour de courtes missions avant une série de tirs de fusées chargées de diriger la station vers le Pacifique, où elle s'abîmera.

■ **GÉNÉTIQUE** : deux ans après sa naissance, la brebis Dolly, premier mammifère cloné à partir d'une cellule adulte, va bien. « Elle se porte à merveille », explique Harry Griffin, directeur adjoint du Roslin Institute d'Édimbourg, avant d'ajouter qu'elle a donné naissance, le 13 avril, à une agnelle, Bonnie, en parfaite santé. Mais, contrairement aux vagues brebis, Dolly est privée de sorties « parce qu'on pourrait la voler », mais aussi parce que les moutons sont fragiles et qu'une grippe ou une mauvaise chute pourraient mettre ses jours en danger.

## SOHO, satellite américano-européen d'observation du Soleil, ne répond plus

Depuis deux ans, cet engin a scruté notre étoile, sa couronne, sa surface et ses entrailles

Jeudi 25 juin, le satellite d'observation SOHO a cessé d'envoyer des informations à la Terre. Depuis avril 1996, au rythme d'un gigaoctet de

données numériques par jour, la sentinelle américano-européenne a, entre autres, détecté des rivières de plasma sous la surface de notre étoile.

Les responsables du centre d'opération européen d'Orsay ne perdent pas espoir de reprendre le contrôle du satellite.

« LE SOLEIL ni la mort ne se peuvent regarder fixement », écrivait La Rochefoucauld dans ses *Maximes*. A trop vouloir percer les mystères du premier, le satellite d'observation du Soleil SOHO (Solar and Heliospheric Observatory) a peut-être fini par rencontrer la seconde. Car, jeudi 25 juin, à 1 h 16 très exactement, SOHO s'est tu. Par trois fois, il s'est mis automatiquement dans un mode de repositionnement d'urgence et, depuis, plus rien. Silence absolu.

« Nous ne recevons plus le moindre bit », avoue, navré, Jean-Claude Vial, responsable du centre d'opérations européen de SOHO, situé à l'Institut d'astrophysique spatiale d'Orsay. Pas le moindre signal, le plus petit écho. « Les commandes au sol semblent n'avoir aucun effet. C'est un peu inquiétant. Nous connaissons la position du satellite, qui n'est pas perdu. Il est peut-être sauté, mais on ne peut pas le savoir. La NASA met actuellement tout en œuvre pour reprendre contact avec lui et les jours qui viennent seront

cruciaux. Mais nous gardons espoir. »

Lors de la panne, le satellite se préparait à des manœuvres assez complexes destinées, tant pour des raisons de maintenance que pour des motifs scientifiques, à le faire tourner sur un axe dirigé vers le Soleil. L'hypothèse la plus probable est que SOHO a détecté une anomalie de positionnement et essayé en vain de se réorienter en déclenchant ses propulseurs de contrôle d'attitude.

Depuis, il tourne lentement sur lui-même. Comme l'a expliqué, lundi 29 juin, Art Poland, le responsable scientifique de la mission, l'engin n'étant doté que d'une batterie d'une heure d'autonomie, il faut « espérer que les panneaux s'orienteront vers le Soleil et chargeront suffisamment la batterie pour nous permettre de reprendre le contrôle » du satellite.

La cause de l'avarie pourrait être à rechercher soit dans une erreur de commande soit dans l'environnement spatial même, qui est tout le contraire d'un cocon protecteur : notre étoile émet

constamment des particules à haute énergie, souvent baptisées « rayons cosmiques », qui peuvent pénétrer d'épais blindages, endommager les mémoires informatiques ou provoquer de faux signaux. Une enquête va être ouverte, mais si SOHO ne répond plus jamais, il sera très difficile de comprendre comment la panne s'est produite.

**Le satellite reste en orbite autour du point de Lagrange, un coin d'espace situé à 1,5 million de kilomètres de chez nous**

En attendant, depuis le 25 juin, les contrôleurs au sol du Goddard Space Flight Center situé dans le Maryland (États-Unis) envoient inlassablement, une fois par minute, des séquences de commandes à SOHO. Mais rien n'y fait. En orbite autour du point de Lagrange, un coin d'espace situé à 1,5 million de kilomètres de chez nous – soit environ quatre fois la distance Terre-Lune –, où l'attraction de notre planète et celle du Soleil s'annulent, le satellite américano-européen reste désespérément muet. Une équipe de secours de l'Agence spatiale européenne (ESA) est partie ces jours derniers épauler les techniciens américains.

Le programme SOHO a coûté 5 milliards de francs au total. Lancé le 2 décembre 1995 de Cap Canaveral (Floride) par une fusée Atlas-II AS, ce satellite de plus d'1,5 tonne conçu et fabriqué par Matra Marconi Space, s'était officiellement mis au travail le 28 avril 1996. Il était arrivé au bout de sa « durée de vie nominale » il y a deux mois et sa mission, bien que reconduite, était

officiellement terminée.

Pour ceux qui continuaient à l'utiliser, le coup est tout de même dur à encaisser. « Depuis le 28 avril, les données et les images qu'il envoyait, c'était du "rubbish", commente Jean-Claude Vial, comme s'il parlait des services d'un vieil ami. Nous avions bon espoir de le voir aller jusqu'au maximum d'activité de l'actuel cycle solaire, prévu pour 2001-2002. SOHO avait des réserves de carburant pour des décennies, ses panneaux solaires lui fournissaient un courant très stable et ses instruments d'observation étaient en bon état. »

Organisé autour de douze expériences et ne connaissant jamais la nuit, SOHO n'a cessé, deux ans durant, de scanner notre étoile, sa couronne, sa surface et ses entrailles. Au rythme d'un gigaoctet de données numériques par jour, l'engin américano-européen a fourni de quoi occuper les astrophysiciens pendant encore quatre à cinq années. Le tableau de chasse de cette sentinelle spatiale est à la fois riche et complet.

En plus de l'étude des phénomènes déjà connus que sont le vent solaire et les éjections de masse coronale, les instruments de SOHO ont détecté des rivières de plasma sous la surface de notre étoile et un « tapis » magnétique en surface même. Le bilan ne serait pas complet si l'on omettait de signaler la découverte de tourbillons solaires de la taille de la Terre, de « tremblements de Soleil » provoqués par les éruptions de l'astre et d'une cinquantaine de ces comètes dites rasantes, dont la trajectoire frôle de si près l'énorme boule de feu qui nous éclaire que certaines finissent par s'y plonger (Le Monde du 13 juin).

Ce destin tragique pourrait d'ailleurs fort bien être celui de SOHO. « Si nous ne le récupérons pas, il finira par être dominé, suivant l'endroit où il se trouve, soit par l'attraction solaire, soit par celle de la Terre », explique Jean-Claude Vial. Mais je ne crois pas qu'il soit urgent et de très bon goût de faire ce calcul à l'heure actuelle. Je préfère ne pas l'envisager. »

Pierre Barthélémy

## L'Académie des sciences dresse le bilan des recherches sur l'ozone

L'ACADÉMIE des sciences vient de présenter un rapport sur l'ozone stratosphérique, rédigé par un groupe d'experts français et étrangers, sous la responsabilité de Gérard Mégie, directeur du service d'aéronomie du CNRS. L'étude dresse un bilan des connaissances sur la question et tente d'éliminer les « fausses controverses ».

La destruction de l'ozone dans la haute atmosphère terrestre, principalement au niveau des pôles, « est maintenant un fait scientifiquement établi », et son origine anthropique ne fait plus aucun doute.

**NIVEAU PRÉINDUSTRIEL**

A la suite de plusieurs réunions internationales, les États ont interdit la fabrication et l'utilisation des fluorocarbones (CFC). Malgré cela, en raison du temps de transport vertical entre les couches de l'atmosphère, d'environ de trois à cinq ans, « le maximum de chlore dans la stratosphère n'a pas encore été atteint », bien qu'une décroissance des concentrations troposphériques ait été amorcée en 1996.

Aussi, au cours du siècle prochain, la stratosphère continuera à être dominée par les émissions de chlorofluorocarbones des années 60 à 90. « Nous avons fortement perturbé le système en très peu de temps, et nous ne savons pas s'il va récupérer », commente Gérard Mégie. Les modèles indiquent qu'un retour au niveau des concentrations préindustrielles pourrait être effectif vers 2040-2050. A condition

qu'aucun effet amplificateur ne vienne perturber ce scénario, tel les gaz à effet de serre, dont on pense de plus en plus qu'ils abaissent la température de la stratosphère, et favorisent la disparition de l'ozone (Le Monde du 11 juin).

Les scientifiques reconnaissent humblement que « de nombreuses incertitudes demeurent quant à notre compréhension quantitative des processus impliqués dans les équilibres stratosphériques. Et celles-ci limitent fortement notre capacité à prévoir l'évolution future de la couche d'ozone ». De nombreux efforts restent donc à accomplir, notamment en matière de simulation. Si la modélisation du système stratosphérique est satisfaisante dans les zones polaires, elle laisse à désirer lorsqu'il faut coupler la haute et la basse atmosphère, et encore plus quand il faut effectuer une simulation globale.

Christiane Galus

\* Rapport publié aux éditions Tec & Doc Lavoisier, 280 p., 320 F.

### VOYAGES

Vol, séjours et circuits  
Guides touristiques

Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

En cadeau du 6 juillet au 10 août

# ELLE vous offre

chaque semaine une nouvelle inédite

“Recherche plombier désespérément” Mary Higgins Clark

“Histoire de Bianca Capello” Jean d'Ormesson

“Aux jours anciens” Patrick Modiano

“La Messagère amoureuse” Yves Simon

“L'Exclue” Alina Reyes

“Plagiat” Daniel Picouly

**PATRICK MODIANO**

**JEAN D'ORMESSON**

**ELLE**

en vente chaque lundi

RFM



5/2 من 14/4

## Pluies orageuses dans le Sud

MARDI, une dépression s'installera dans le sud-est de la France. Elle amènera un temps pluvieux et parfois orageux des Pyrénées aux Alpes. Le littoral méditerranéen restera partiellement à l'écart de ces intempéries au prix d'un fort vent de nord-ouest. L'anticyclone atlantique ne sera pas assez puissant pour protéger le nord du pays. Des nuages venus des Îles Britanniques amèneront parfois quelques pluies des côtes de la Manche à la Loire.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - La journée débutera parfois sous la pluie. Des éclaircies timides sont prévues l'après-midi, en priorité du sud de la Bretagne aux Pays de la Loire. Il fera de 17 à 21 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après un début de journée humide, une amélioration est attendue. Des éclaircies arriveront sur le Nord l'après-midi. Il fera de 17 à 21 degrés.

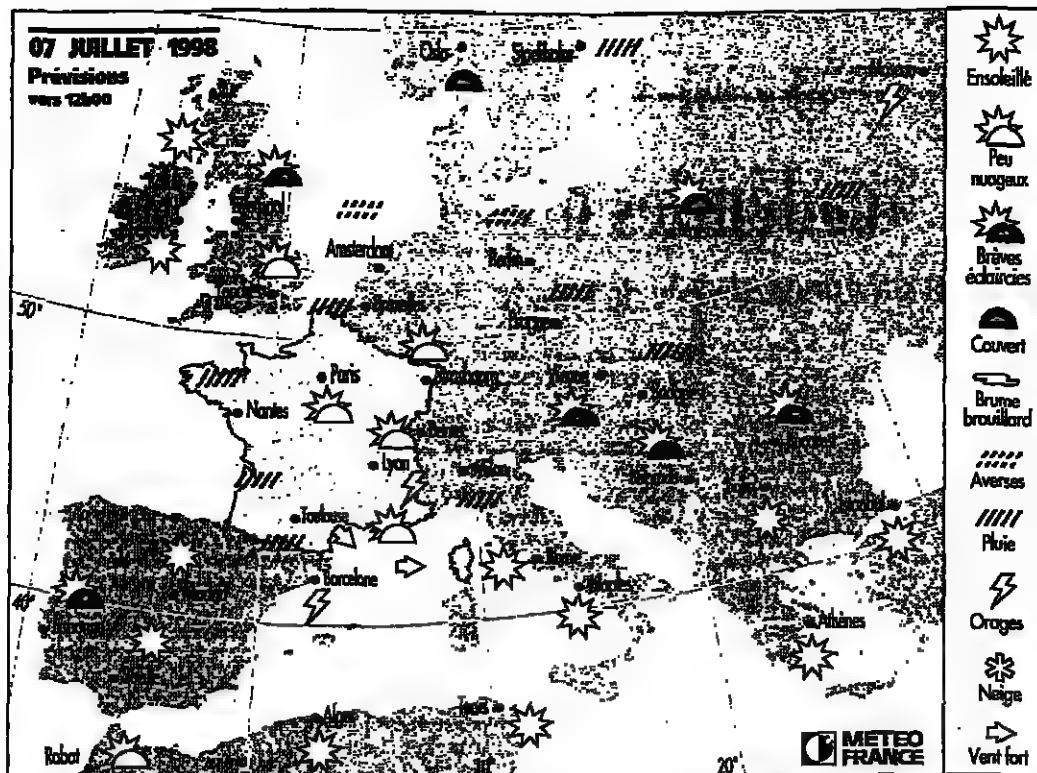
Champagne, Lorraine, Alsace,

Bourgogne, Franche-Comté. - Le temps ne sera pas aussi clément que ces derniers jours. Les nuages domineront avec quelques pluies. Il fera de 18 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les orages de la nuit s'éloigneront, laissant une atmosphère humide avec de la pluie. Le soleil percera l'après-midi sur le Bordelais. Il ne fera pas plus de 19 à 23 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Un temps orageux s'installera rapidement. Ces orages pourront être localement forts sur les Alpes, surtout le matin. Le Limousin retrouvera un ciel plus clément dans la journée. On attend au mieux 20 à 24 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Une dégradation orageuse se produira rapidement sur l'arrière-pays. Quelques nuages débordent sur le littoral du golfe du Lion avec un fort vent de nord-ouest. Il fera 26 à 30 degrés sur la côte, 20 à 25 dans l'intérieur.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ VACANCES. Selon un sondage IFOP pour la Direction du tourisme auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, 63 % des personnes ont l'intention de partir en juillet et août et 72 % pensent rester en France. Destinations étrangères les plus citées : l'Espagne (21 %) et l'Italie (14 %). La mer recueille la faveur de 51 % des vacanciers, la campagne 30 %, la ville 20 % et la montagne 18 %. Côté hébergement, 40 % optent pour des formules non marchandes, 19 % pour le camping-caravaning, 14 % pour la location et 12 % pour l'hôtel.

■ CORSE. Jusqu'au 12 septembre, le voyageur visit France propose des vols spéciaux Orly-Figari tous les samedis, à partir de 1 120 F A/R. Renseignements dans les agences de voyages, les agences Air France et au 01-41-75-25-04.

**PRÉVISIONS POUR LE 07 JUILLET 1998**

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : nuageux; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

<b>FRANCE métropolitaine</b>	<b>NANCY</b>	<b>12/19 P</b>	<b>AMSTERDAM</b>	<b>11/14 P</b>	<b>BRUXELLES</b>	<b>11/17 P</b>	<b>PARIS</b>	<b>12/19 P</b>	<b>ST-ETIENNE</b>	<b>12/17 P</b>	<b>TOULOUSE</b>	<b>12/17 P</b>	<b>LYON</b>	<b>12/17 P</b>	<b>MARSEILLE</b>	<b>22/28 C</b>	
ALGER	18/29 N	ATLANTIQUE	13/20 P	BELGRADE	10/15 S	BERLIN	12/19 P	BOMBAY	27/32 N	BUDAPEST	12/17 P	DUBLIN	11/17 N	GENEVE	12/17 P	ISTANBUL	20/23 S
HAÏTI	28/31 S	LAHORE	19/26 S	LONDRES	13/17 N	MADRID	15/29 S	MONTREAL	16/22 S	MOSCOW	10/15 S	MUMBAI	27/32 N	NEW YORK	16/22 S	OSLO	10/15 S
PARIS	12/19 P	PRAGUE	12/17 P	ROME	16/23 P	SAN FRANCISCO	15/21 S	SANTO DOMINGO	27/32 N	SEVILLE	10/15 S	SINGAPOUR	27/32 N	ST-PETERSBURG	13/17 P	STOCKHOLM	12/17 P
STRASBOURG	12/17 P	TORONTO	16/22 S	VARSOVIE	12/17 P	WASHINGTON	15/21 S	WATSONIA	16/22 S	WILLYSTOWN	16/22 S	WINDHOUK	27/32 N	WUHAN	27/32 N	YOKOHAMA	27/32 N

	PAPETE	23/29 C	KIEV
	POINTS-A-PIT.	26/31 S	LISBON
	ST-DENIS-RÉ.	19/26 S	LIVERPOOL
	AMSTERDAM	11/14 P	LONDON
P	ATHENES	22/31 S	LUXEMBOURG
P	BARCELONE	20/28 P	MADRID
N	BELFAST	10/15 S	MILAN
P	BELGRADE	19/31 N	MOSCOW
P	BERLIN	11/17 P	MUMBAI
C	BERNE	12/19 P	NAPLES
P	BOMBAY	27/32 N	OSLO
P	BUCAREST	12/17 P	PALM SPRINGS
P	BUDAPEST	16/23 P	PARIS
P	COPENHAGUE	10/15 S	ROME
P	DUBLIN	11/17 N	SEVILLE
N	FRANCFORT	13/17 P	ST-PETERSBURG
N	GENEVE	13/21 P	STOCKHOLM
S	ISTANBUL	13/20 N	TENNESSEE
	ISTANBUL	21/27 S	VARS

	13/18 P	VENISE
POOL	16/24 N	VIENNE
RES	12/18 S	AMSTERDAM
ROUD	13/17 N	BRASILIA
CH	9/14 P	BUENOS AIR
LOU	15/29 S	CARACAS
CH	21/23 P	CHICAGO
	14/20 P	LIMA
	12/16 S	LOS ANGELES
	20/28 S	MEXICO
	7/17 C	MONTREAL
DE M.	21/31 S	NEW YORK
TE	8/15 P	SAN FRANCISCO
TE	21/27 S	SANTIAGO
	16/33 S	TORONTO
	14/28 S	WASHINGTON
ERS.	15/19 N	ATLANTIQUE
HOLM	12/16 P	ALGER
IFE	16/20 N	DAKAR
ME	11/18 N	KINSHASA

12/26 S	LE CAIRE	21/33 S
24/21 S	MARRAKECH	17/33 S
	NAIROBI	12/21 C
22/28 S	PRETORIA	7/24 S
15/13 S	RABAT	17/24 N
53/30 P	TUNIS	22/38 S
2/27 C	<b>ASIE-OCEANIE</b>	
22/23 C	BANGKOK	25/33 N
7/23 S	BOMBAY	27/28 P
22/25 S	DJAKARTA	26/31 P
2/22 S	DUBAI	31/38 S
22/28 S	HANOI	27/32 C
22/28 S	HONGKONG	26/29 C
1/12 N	Jerusalem	21/29 S
2/25 C	NEW DEHLI	29/32 P
1/33 N	PEKIN	24/31 C
	SEOUL	23/30 C
30/30 S	SINGAPOUR	28/32 N
27/27 N	SYDNEY	8/17 S
	TOKYO	25/29 C

PRÉVISIONS POUR LE 07 JUILLET 1998.

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : nuageux; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.


FRANCE métropolitaine	NANCY	12/19 P	AMSTERDAM	11/14 P	BRUXELLES	11/17 P	PARIS	12/19 P	ST-ETIENNE	12/17 P	TOULOUSE	12/17 P	LYON	12/17 P	MARSEILLE	22/28 C	
ALGER	18/29 N	ATLANTIQUE	13/20 P	BELGRADE	10/15 S	BERLIN	12/19 P	BOMBAY	27/32 N	BUDAPEST	12/17 P	DUBLIN	11/17 N	GENEVE	12/17 P	ISTANBUL	20/23 S
HAÏTI	28/31 S	LAHORE	19/26 S	LONDRES	13/17 N	MADRID	15/29 S	MONTREAL	16/22 S	MOSCOW	10/15 S	MUMBAI	27/32 N	NEW YORK	16/22 S	OSLO	10/15 S
PARIS	12/19 P	PRAGUE	12/17 P	ROME	16/23 P	SAN FRANCISCO	15/21 S	SANTO DOMINGO	27/32 N	SEVILLE	10/15 S	SINGAPOUR	27/32 N	ST-PETERSBURG	13/17 P	STOCKHOLM	12/17 P
STRASBOURG	12/17 P	TORONTO	16/22 S	VARSOVIE	12/17 P	WASHINGTON	15/21 S	WATSONIA	16/22 S	WILLYSTOWN	16/22 S	WINDHOUK	27/32 N	WUHAN	27/32 N	YOKOHAMA	27/32 N

PRÉVISIONS POUR LE 07 JUILLET 1998.

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : nuageux; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

**TU** Prévisions pour le 6 juillet

FRANCE métropolitaine	NANCY	12/19 P	AMSTERDAM	11/14 P	BRUXELLES	11/17 P	PARIS	12/19 P	ST-ETIENNE	12/17 P	TOULOUSE	12/17 P	LYON	12/17 P	MARSEILLE	22/28 C	
ALGER	18/29 N	ATLANTIQUE	13/20 P	BELGRADE	10/15 S	BERLIN	12/19 P	BOMBAY	27/32 N	BUDAPEST	12/17 P	DUBLIN	11/17 N	GENEVE	12/17 P	ISTANBUL	20/23 S
HAÏTI	28/31 S	LAHORE	19/26 S	LONDRES	13/17 N	MADRID	15/29 S	MONTREAL	16/22 S	MOSCOW	10/15 S	MUMBAI	27/32 N	NEW YORK	16/22 S	OSLO	10/15 S
PARIS	12/19 P	PRAGUE	12/17 P	ROME	16/23 P	SAN FRANCISCO	15/21 S	SANTO DOMINGO	27/32 N	SEVILLE	10/15 S	SINGAPOUR	27/32 N	ST-PETERSBURG	13/17 P	STOCKHOLM	12/17 P
STRASBOURG	12/17 P	TORONTO	16/22 S	VARSOVIE	12/17 P	WASHINGTON	15/21 S	WATSONIA	16/22 S	WILLYSTOWN	16/22 S	WINDHOUK	27/32 N	WUHAN	27/32 N	YOKOHAMA	27/32 N



## INFORMATIQUE

# La reconnaissance de caractères automatise le traitement des chèques bancaires

AZIA s'engageait du traitement par ses logiciels de 2 millions de chèques bancaires par jour. La Société générale, son plus gros client, a ainsi analysé 17 millions de chèques depuis la mise en service du système, en août 1997. Il s'agit de reconnaître automatiquement la somme, écrite à la main en chiffres et en lettres, sur chaque chèque. Le marché est considérable : AZIA estime ne traiter aujourd'hui que 4 % des 4,8 milliards de chèques émis tous les ans par les banques françaises. Déjà, l'entreprise se tourne vers les États-Unis. Le 7 juillet, Jean-Claude Simon, fondateur d'AZIA en 1991, s'envole pour cet Eldorado où circulent 62 milliards de chèques par an.

Polytechnicien en 1944, docteur en physique, professeur de mathématiques, d'informatique et d'intelligence artificielle, Jean-Claude Simon s'est lancé dans la reconnaissance de caractères à une époque, les années 70, où la puissance limitée de l'informatique en rendait le succès peu probable. « En tant que scientifique, je me suis intéressé à la reconnaissance d'écriture parce que, dans l'évolution humaine, la perception du son et des images joue un rôle essentiel, explique-t-il. Pas moins de 50 % du cortex est dédié à la vue. » Un constat qui le pousse à « comprendre les mécanismes de la vision », plutôt qu'à appliquer les méthodes deductives de l'intelligence artificielle. Cette voie le conduit à l'application d'« opérateurs multiples ».

COMME LE CERVEAU. Appliquer des opérateurs multiples à la reconnaissance de l'écriture revient à utiliser un grand nombre d'outils malgré la faible précision de chacun d'entre eux. Dans une lettre, un opérateur peut apprécier la probabilité de l'existence d'une boucle, d'un trait incliné, d'un croisement... Le résultat de chaque test ne permet pas d'identifier la lettre. En revanche, la combinaison, grâce aux outils mathématiques, des réseaux de neurones de toutes les données ainsi récoltées fournit un résultat d'une précision exploitable. Ce processus conduit Jean-Claude Simon à déclarer qu'il travaille sur un mode « analogique ». Un comble quand

les calculs sont réalisés sur un ordinateur, outil fondamentalement numérique. En fait, la démarche se rapproche de celle du cerveau qui analyse une multitude d'informations imprécises en elles-mêmes pour interpréter leur combinaison et aboutir à un résultat juste.

L'intelligence n'est pas encore aussi efficace. Les outils développés par AZIA, à partir de son logiciel Interchèque, atteignent un taux de reconnaissance de 65 % à

70 % avec une marge d'erreur de 1 %. Identique à celle des opérateurs humains. Le traitement est réalisé en une seconde à partir de l'image numérisée des chèques sur un simple ordinateur de type PC haut de gamme (Pentium II, 360 MHz, 32 mégaoctets de mémoire vive). Les chèques non reconnus par la machine sont traités par les opérateurs humains dont le taux d'erreur sur ces cas plus délicats a grimpé à 2 %. La double

mention de la somme (chiffres et lettres) sur les chèques améliore sensiblement la performance du traitement automatisé. Pour supprimer le reliquat d'erreurs des machines et des hommes, la comparaison entre le total des sommes relevées sur les chèques et de celui des bordereaux de dépôt garantit qu'aucun client n'est lésé.

AZIA travaille pour les grandes sociétés du traitement de chèques (Unisys, NCR, BancTec ou C2I) à qui elle vend la licence de ses logiciels. Forte de ses références en France (Société générale, Banque populaire de Perpignan et de Saint-Etienne, Crédit lyonnais, Cofinoga), l'entreprise se lance sur le marché américain. Une consécration pour cette société qui n'est passée au stade industriel et commercial qu'en 1996. Avec un effectif de 9 personnes, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 3,9 millions de francs en 1997, dont 50 % sont consacrés à la recherche, et prévoit de réaliser 10 millions de francs cette année. Jean-Claude Simon table ensuite sur une croissance de 20 % par an.

## DÉPÊCHES

■ LOTO : les tirages n° 53 du Loto effectués samedi 4 juillet ont donné les résultats suivants : Premier tirage : 4, 6, 12, 32, 34, 48, numéro complémentaire : le 20. Rapports pour six bons numéros : 1 678 755 F; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 63 240 F; pour quatre bons numéros, plus le complémentaire : 5 575 F; pour quatre bons numéros, plus le complémentaire : 268 F; pour quatre bons numéros : 134 F; pour trois bons numéros plus le complémentaire : 28 F; pour trois bons numéros : 14 F.

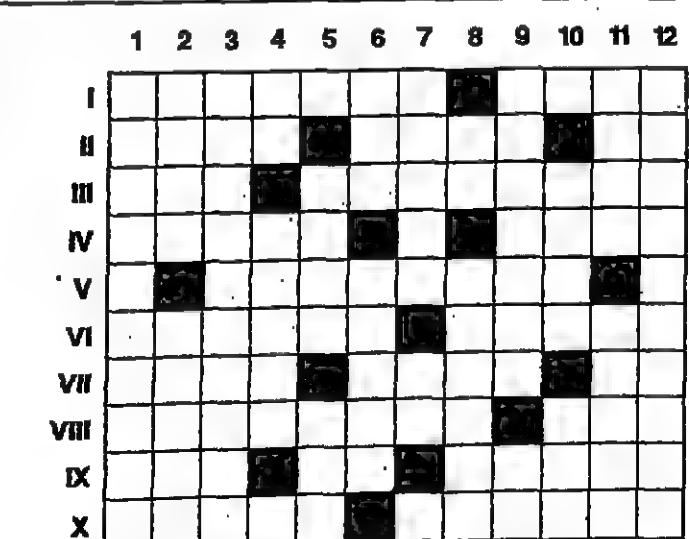
Deuxième tirage : 8, 15, 20, 30, 33, 47, numéro complémentaire : le 45. Rapports pour six bons numéros : 14 291 805 F; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 6 320 F; pour quatre bons numéros : 632 F; pour quatre bons numéros : 161 F; pour trois bons numéros plus le complémentaire : 32 F; pour trois bons numéros : 16 F.

■ INTERNET : Netscape vient d'ouvrir l'accès à une nouvelle version de son site Internet. Netcenter, qui privilégie les transactions commerciales entre entreprises. Avec 8,2 millions de visiteurs quotidiens, Netcenter est le deuxième site d'accès au Web des utilisateurs en entreprise, et le troisième des particuliers derrière AOL. Le champion demeure Yahoo. - (APF)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98160

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORizontalement

I. Détachement verbal. Petit coup de main. - II. Fleur parisienne. Donné pour accord. Demi-pain. - III. Personnel et pluriel. Couvert de petits points. - IV. Satisfait et paisible. L'Egypte vue du Caire ou d'Alexandrie. - V. Assure l'interim. - VI. Quand on préfère s'adresser à Dieu plutôt qu'à ses saints. Fils obstacle. - VII. Pour une bonne fermeture. Cours européen. Un raccourci pour toute une carrière. - VIII. Entrée d'hôpital. Apporte la vie. - IX. A

ouvert le lycée à nos filles. Nobel nippon. Relever en cuisine. - X. Pour suspendre à la cuisine. Difficile à apprivoiser, mais pas impossible.

### VERTICALEMENT

I. Elle joue au ballon, mais on ne parle pas d'elle pendant le Mondial. - 2. Gagnée à un concours de tir. Rudes. - 3. Cultures gagnées en forêt. - 4. Dans la gamme. Boule en suspension. - 5. Participe rareur. Possessif. - 6. Poisson ou tête de poisson. Passe au travers. -

7. Ouverture d'esprit. Pour interpellier. - 8. Repart après la révolution. Vient d'agir. - 9. Ancienne capitale du Maghreb. On le trouve deux fois dans les bagages. - 10. Etablit une dépendance. Finira fauché. - 11. Bicolores. Allié pour être plus fort. - 12. Très gros consommateur.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 98159

HORizontalement  
I. Saxophoniste. - II. Criblage. Tan. - III. Ur. Sattrape. - IV. Ledit. Encreur. - V. Prudes. Tête. - VI. Tari. Apl. Out. - VII. Ug. Episse. Qo. - VIII. Reines. Ennuil. - IX. As. Noir. Es. - X. Renégociée.

VERTICALEMENT  
1. Sculptural. - 2. Arrérages. - 3. Xi. Dur. - 4. Obsidienne. - 5. Plate. Péon. - 6. Hat. Salsic. - 7. Ogr. Ps. RG. - 8. Néanté. - 9. PCI. Enic (ciné). - 10. Stéréo. - 11. Ta. Edoquée. - 12. Entretoise.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé au Micro 12, rue M. Gumbourg 94852 Ivry cedex.

PRINTED IN FRANCE

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 77

### Saucisson numérique

UN CHARCUTIER vient de découvrir, sur un emballage, un nombre gigantesque (il a près de 50 chiffres). Ne sachant qu'en faire, il décide de le saucissonner en tranches de deux chiffres en partant de la droite. Puis il additionne toutes les « tranches » (les nombres de deux chiffres ainsi formés). Par exemple, si le nombre se termine par... 367 523, il pose 23 + 75 + 36 + ...

La somme de tous ces nombres vaut 1998. Quelque temps plus tard, le fils du charcutier tombe sur le même nombre. Il lui applique une technique différente : il écrit le premier chiffre en partant de la droite, enlève le second, ajoute le troisième, enlève le

quatrième... jusqu'au dernier. Dans l'exemple précédent, cela donnerait :

$$3 + 2 + 5 + 7 + 6 + 3 + \dots$$

Le résultat est un nombre positif formé d'un seul chiffre. Lequel ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen  
Copyright POLE 1998

Solution dans Le Monde du 14 juillet

### Solution du jeu n° 76 paru dans Le Monde du 30 juin

Le point G est nécessairement confondu avec le point A. En effet, la transformation permettant de passer de A à B (ou de D à E) est la symétrie orthogonale d'axe, la droite (D1) perpendiculaire à (1) passant par le centre O du cercle. De même, on passe de B à C (ou de E à F) par la

symétrie d'axe (D2), perpendiculaire à (2) contenant O et de C à D (ou de F à G) par la symétrie d'axe (D3) perpendiculaire à (3) contenant O.

La composée de deux symétries d'axes (D) et (Δ) se coupant en O est la rotation de centre O et d'angle le double de l'angle formé par (D) et (Δ). Ainsi, en groupant deux par deux les six symétries permettant de passer de A à G, on trouve la rotation de centre O dont l'angle est le double de la somme des trois angles formés par (D1) et (D2), (D3) et (D1), (D2) et (D3) : soit en tout une rotation de 360°, c'est-à-dire la transformation identique.

## Les Jeux dans Le Monde

Dans cinq de ses numéros de la semaine, Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.

Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.

Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.

Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.

Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

VOYAGE



L'ÉTÉ FESTIVAL

Musique, musiques... La diversité était au programme du week-end qui a marqué le début de cet « été festival ». A Belfort, pour les dixièmes Eurockéennes, rap, rock revu et corrigé, aux racines ou psychédélices orientalisant... les tendances du moment et les vedettes, avec, au sommet Iggy Pop. Torse nu, pantalon de cuir noir, longs cheveux, figure de Detroit a rappelé qu'il était grand et savait ce qu'était une scène. Au Festival international de musique baroque de Beaune, que dirigeait Anne Blanchard et Kader Hassissi, ou aux Académies musicales de Saintes, on semble peut-être plus placide, mais on n'en est pas moins passionné. Philippe Herreweghe et Stephan Maciejewski jouent de plus en plus l'ouverture et la diversité à Saintes, qui fut un festival de musique ancienne pur et dur. Le pianiste Alain Planès, notamment, a donné sur un Beethoven de 1897 somptueux un merveilleux récital Ravel, qui mérite d'être salué. Planès lui aussi, cinquante ans et une passion intacte, mérite d'être célébré : il aime toutes les musiques et a suivi, avec intérêt, entre deux répétitions, la programmation des Académies, assistant à presque tous les concerts de ses collègues et accompagnant la violoniste australienne Jane Peters - qui joue du violon « classique » au sein de l'Orchestre des Champs-Élysées de Philippe Herreweghe.

# Les Académies musicales de Saintes innovent et restaurent

Saintes/Musique. Un peu de répertoire contemporain, un peu de bonheur en forme de cantate et le retour de l'orgue

**ACADÉMIES MUSICALES DE SAINTES.** Franz Schubert : *Octet D. 803*. Claudio Monteverdi : *Madrigaux*. Giovanni Continio : *Lamentations*. Luciano Berio : *Sequenza 5*. Johann Sebastian Bach : *Cantate BWV 114*. Felix Mendelssohn et Camille Saint-Saëns : *Pièces pour orgue*. Maurice Ravel : *Sonatine, Miroirs, Gaspard de la nuit*. Par les Solistes de l'Orchestre des Champs-Élysées, l'Ensemble Concerto Italiano, Rinaldo Alessandrini (direction), le Collegium vocale de Gand, Paul Van Nevel (direction), Benny Shuchin (trombone), Vincent Genvrin (orgue), Alain Planès (piano Beethoven 1897). Saintes, Abbaye-aux-Dames, Église Saint-Palais, les 4 et 5 juillet. Jusqu'au 12 juillet. Tél. : 05-46-97-48-48 et 05-46-97-48-42.

**SAINTES**

de notre envoyé spécial

A la simple lecture, ci-dessus, de la liste d'œuvres et d'interprètes, on comprendra que les Académies musicales de Saintes, créées en 1996, s'ouvrent à des intrusions nouvelles ou récurrentes. En 1994, peu après sa prise de direction du Festival de musique ancienne de Saintes, Philippe Herreweghe avait rebaptisé la manifestation « La Voix multiple », accueillant également la musique contemporaine. L'on se souvient en particulier d'une exécution, cette année-là, de A-Ronne, de Luciano Berio, par les chanteurs de l'ensemble britannique Electric Phoenix. Presque quinze ans après, Berio revient à dose homéopathique mais régulière : Philippe Herreweghe et Stephan Maciejewski, délégué à la programmation, ont en l'excellente idée de convier des solistes (en grande partie membres de l'Ensemble Inter-Contemporain) à jouer certaines des Sequenzes de Luciano Berio, chaque midi, avant la sacro-sainte cantate de Bach.

Ce dimanche 5 juillet, c'est Benny Shuchin qui surprend et fait rire avec la quatrième Sequenza, dédiée au clown Groucho, concentrée d'humour, de jeux excentriques parfaitement intégrés à un propos simple, mais efficace. Le tromboniste joue avec l'acoustique de l'abbatiale ; l'on se surprend à

penser aux distributions sonores vénitienne, à leurs structures en écho. Le public adore, de toute évidence, et se laisse prendre à cette obligation qui n'est pas un pensum. Puis Sigiswald Knifken, un peu sec, pas très précis, pas très lyrique, dirige la cantate BWV 114 de Johann Sebastian Bach. Il n'est pas, en ce domaine, à la hauteur d'Herreweghe. Cela s'entend et se voit. On ne se plaint pas : un peu de bonheur en forme de cantate, c'est tout le bonheur.

Autre retour à Saintes, après des années d'absence : l'orgue. Deux formidables organistes de la jeune génération sont invités. Le Français Vincent Genvrin, touchant le petit mais dense instrument de facture allemande XIX<sup>e</sup> siècle installé dans le transept de l'abbatiale, et le Belge Serge Schoonbroodt, invité à jouer l'orgue baroque de la Cathédrale Saint-Pierre, le 11 juillet. Genvrin est un passionné de musique rare du XIX<sup>e</sup> siècle. Il vient de faire paraître, aux Éditions Hortus Musicus, un excellent disque consacré à Saint-Saëns et l'abbé Liszt, et ses

incursions chez Lefebvre-Wély, compositeur de musique vocale, ont marqué les esprits curieux. Ce n'est pas un des Essentes, un dandy éhémé, mais un interprète vigoureux, franc. Il ne souligne pas plus qu'il ne faut l'esprit néo-baroque de certaines des pièces jouées mais n'engueule rien pour autant. On se réjouit de découvrir cet orgue discret mais bien sonant.

**A cinq voix, l'érotisme doloriste de ces madrigaux touche et fascine**

On n'avait pas encore entendu à Saintes le Concerto Italiano, de Rinaldo Alessandrini, apparaissant dans une formation de cinq chan-

teurs entourant le claveciniste italien. Aucun des solistes réunis n'a de talent individuel vraiment marquant. Aussi les duos de ténors ou le solo très heurté et expressionniste de soprano du *Lamento della ninfa* ne convainquent que partiellement. Mais dès que le groupe se rassemble et chante à cinq voix, la justesse, la cohésion et l'assise (grâce à une basse, Sergio Foresti, à la voix claire et solide), sont étonnantes. L'érotisme doloriste de ces madrigaux touche et fascine, malgré un esthétisme peut-être sur-dirigé et sur-conceptualisé par Alessandrini.

On retrouve les lamentations de minuit, une série de polyphonies pour la Semaine Sainte que poursuit Paul Van Nevel depuis trois ans, en y apportant un soin, un savoir, une sensibilité qu'on a déjà à plusieurs reprises salués. Une demi-heure de musique, souvent inconnue, sans applaudissements. Le public accourt, malgré l'heure, malgré l'austérité, pour Robert White, qui fait figure de « star » au côté de l'inconnu Continio. Le contraste entre le silence régnant

dans l'église Saint-Palais et le vacarme du Pub Saint-Palais (anciennement - mais toujours, pour les intimes - « Chez Gérard »), le point de chute alcoolisé après des éthers par trop sobres, est édifiant.

On passera sous silence la lecture très survolée et techniquement faible par les solistes de l'Orchestre des Champs-Élysées de l'*Octave en fa*, de Franz Schubert, pour saluer le merveilleux récital Ravel donné par Alain Planès sur un Beethoven de 1897 somptueux (lire ci-dessous). Planès joue avec une sonorité claire et ronde (la péroraison a *cappella* d'*Ondine*), avec des « feuillets » de couchés sonores (Le Gibet, La Vallée des cloches), une fluidité qui a du corps (Une Barque sur l'océan), de redoutables doigts et une puissance musculaire sans dureté (Scarbo), une élégance sans apprêt (*Sonatine*). On espère qu'Harmonia Mundi le laissera enregistrer une intégrale Ravel sous peu. Elle nous manque déjà.

Renaud Machart

## Alain Planès part à la recherche du clavier perdu

**SAINTES**

de notre envoyé spécial

Le pianiste Alain Planès est à Saintes, en les lieux de ce qui fut un festival de musique ancienne pur et dur, désormais rebaptisé « Académies musicales de Saintes ». Qu'on sache, Alain Planès n'est ni « baroque », ni pianofortiste frénétique. Mais il aime la musique, les musiques, et fait partie de ceux qui pensent que le véhicule sonore n'est pas indifférent à ce qu'on joue. Il a d'ailleurs, pendant ses études de piano, sous la direction de Jean Doyen et de Jacques Février, tâté, et même un peu plus, de l'orgue. On se souvient l'avoir croisé naguère à un récital de Gustav Leonhardt à Saint-Germain-des-Près.

On ne s'étonnera donc pas de le voir suivre avec intérêt, entre deux répétitions, la programmation des Académies : il assiste à presque tous les concerts de ses collègues, accompagne la violoniste australienne Jane Peters (qui joue du violon « classique »), codé en boyau, au sein de l'Orchestre des Champs-Élysées de Philippe Herreweghe) et prépare, avec une certaine appréhension, le récital Maurice Ravel qu'il propose sur un Beethoven de 1897.

« Je ne donne pas souvent de concerts sur des pianos historiques. En général deux ou trois fois par an. C'est une telle différence avec les Stein-

way modernes que nous jouons partout... L'adaptation est parfois délicate : le poids du son n'est pas le même, le clavier ne répond pas de la même façon, la pédale produit des effets différents. J'ai découvert ce piano Beethoven à l'occasion d'un récital Debussy. C'est un instrument d'une clarté exceptionnelle, avec un équilibre et un détail des registres absolument exemplaires. » Doit-on lire entre les lignes une critique des pianos qui peuplent les salles de concerts actuelles ? « Les pianos - notamment les Steinway - qui se construisent aujourd'hui ne sont plus comme ceux d'il y a dix ans ou plus. Un Steinway se « falsifie », se travaille, se modifie. Aujourd'hui, la plupart de ces instruments sonnent d'emblée de la même façon. La nouvelle fabrication des marteaux est en particulier en cause. »

**AIDER LE « SON À SE PROJETER »**

Alain Planès est âgé de cinquante ans. On ose lui demander de se souvenir de la couleur des pianos qu'il jouait autrefois. « Il m'est arrivé de me produire dans des salons bourgeois bonnais sur des Erard d'avant guerre, des Blüthner aussi, de merveilleux pianos clairs et profonds. Claude Debussy, lorsqu'il s'est retrouvé à Jersey, avec Emma, a trouvé là-bas un Blüthner qu'il a acheté et rapporté sur le continent. Il

adorait cette marque, et j'ai pu vérifier par moi-même que sa musique sonne très bien sur ce type d'instruments. » Planès s'est renseigné. Il a écouté l'enregistrement de Ravel jouant sa *Sonatine*. « J'ai été d'abord un peu étonné d'entendre Ravel faire dans cette œuvre le contraire de ce que son disciple Jacques Février, mon professeur, m'avait enseigné : rubatos surexpressifs et des arpeggiados non notés sur la partition. Je me suis aperçu, en travaillant sur ce Beethoven, que ces arpeggiados aident le son à se projeter, à gagner davantage de densité, qu'ils viennent naturellement sous les doigts. Je pense en effectuer quelques-uns ce soir... »

D'où vient ce goût pour les instruments anciens ? « Cela remonte à quelque trente ans. J'avais découvert un piano Pleyel, modèle Chopin, de 1848, absolument intact, très peu joué. Je me suis assis, j'ai joué du Chopin, et j'ai tout de suite trouvé réponse à des questions que je me posais sur sa musique, en particulier sur ce jeu de pédale prolongé des mesures entières. Grâce aux pianos anciens, on peut garder la résonance et demeurer dans une vraie clarté. Il se vendait 500 francs d'alors. J'ai hésité. Un collectionneur l'a racheté 3 000 francs. Je ne l'ai plus jamais retrouvé. »

R. Ma.

## LA PHOTOGRAPHIE DE FEDERICO PATELLANI

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE, ARLES

**FEDERICO PATELLANI**

Né à Monza (Milan) le 1<sup>er</sup> décembre 1911. En 1935, il participe comme officier du génie aux opérations militaires en Afrique orientale et s'initie à la photographie. En 1939, il collabore à la création de l'hebdomadaire *Tempo*, d'Alberto Mondadori. La même année, il est coproducteur, avec Carlo Ponti, du film *Piccolo mondo antico*. Il collabore exclusivement avec *Tempo* jusqu'en 1952 et devient ensuite photjournaliste indépendant. Après avoir longuement analysé la réalité italienne à la fin de la difficile période de reconstruction, il commence en 1956 une série de voyages à l'étranger pour des journaux italiens et étrangers. Jusqu'à sa mort, survenue en 1977, il voyagea sans interruption autour du monde.

Anna Magnani, 1943  
Exposition :  
Federico Patellani,  
photos de presse





مذا من لامل

## Respirations aux Eurockéennes

Belfort/Rock. Les vedettes ont fait leur show et Iggy Pop a été grand

**BELFORT**  
de notre envoyé spécial  
Avec plus de soixante-dix mille entrées, en trois jours - chiffre annoncé dans l'après-midi du dimanche 5 juillet par les organisateurs - les 10<sup>es</sup> Eurockéennes de Belfort ont atteint leur objectif de fréquentation, en dépit d'un vendredi 3 « à risque », avec la pluie annoncée - et arrivée - et le quart de finale de la Coupe du monde de football. Le samedi et le dimanche ont fait le plein. Une affiche rassembleuse pour cet anniversaire et deux jours de plein soleil y sont pour beaucoup, la notoriété du festival aussi, qui peut rivaliser avec ses voisins britanniques et allemands.

Le festival a son décor, dorénavant bien implanté dans l'imaginaire du rock en France : la presqu'île du Malsaucy, lieu protégé avec verdure et jolis oiseaux - qui survit à l'amorcellement de papiers et de verres en plastique ; son « p'tit train qui va dans la campagne » depuis Belfort ; trois scènes, bien enclavées, suffisamment distantes pour que les concerts ne se gênent pas ; un public en uniforme lambda de bachelier ou d'étudiant, peu de fanfaïstes ironiques, punk ou hippies ; une odeur persistante d'écureuil qui monte du sol ; la moitié du public venue en bandes amicales pour s'installer en rond, boire de la bière - beaucoup - et fumer des « pétards » - beaucoup aussi, ça équilibre. A partir de vingt-cinq mille personnes le moindre déplacement d'une scène à l'autre se fait à la queue du feu. L'ambiance plutôt conviviale de l'endroit - un miracle quand même - « fait avec », mais le dimanche après-midi le mouvement général, buvettes-scènes, scènes-buvettes, se ralentit nettement.

Dilemme éditorial donc, avec un habile mélange de vedettes et un bilan des tendances du moment. Rap, rock revenu aux racines, psychédéisme orientalisant, un peu de techno... Pour les vedettes pas de surprises. Prodigy a laissé sourds les festivaliers du vendredi. Samedi, NTM a fait en force son show éruptif qui gâche la compréhension des paroles. Les mauvais garçons du rap français dans leurs rôles. Jean-Louis Aubert s'en est tenu à son rock gentil avec hymnes de Téléphone pour donner un peu d'ampleur à tout ça. Alors que NTM est tou-

jours en scène, Passi montre un spectacle moins rodé mais plus chaleureux, avec traces rythmiques de son Congo natal et deux choristes pour amener le rap vers la soul. Ce qui n'enlève rien aux textes concernés par le quotidien.

Le festival parvient pourtant à avoir ses respirations. C'est par exemple, samedi 4, Jim White, seul sur la scène la plus intéressante, la plus petite, celle de Terroires de musique. Une guitare, un banjo, une boîte à rythme et quelques chansons habitées. Dans le rappel d'une longue tradition de blues et de folk américain, le côté dégingé fait songer à Captain Beefheart. Les Américains de Tortoise viendront aussi mettre, dans un monde sonore souvent poussé trop fort, une espèce de poésie improvisée à la dérive.

### BETTES CLOCHETTES

Ce sont aussi les tenants d'un des derniers courants en date en Grande-Bretagne, le retour du fantasme de la rencontre musicale entre l'Occident rock et l'Orient des tablas, des sitars et des petites clochettes. Asaï Dub Foundation avec force sauts en l'air, guitares méchantes, cassures et sonorités spatiales conquièrent la scène du chapiteau dans l'urgence et sans calculs apparents. Au même endroit, dimanche, Cornershop se montre un poil plus réservé mais fait rêver avec ses reprises des sons des années 60 psychédéliques et planantes pour les années 70. Le *Norwegian Wood* des Beatles avec sitar à la place des guitares montre l'inspiration mélodique du groupe.

Reste Iggy Pop. Samedi, à minuit pétant, torse nu, pantalon de cuir noir, vêtements saillants, longs cheveux, il déboule avec un groupe anonyme version gros bruit. L'iguane de Detroit sait ce qu'est une scène, il en a connu toutes les versions. Il chevauche les amplis Marshall, tortille du popotin, lance ses cris, accroché au pied du micro avant de tourner comme un derviche. La voix est moins là mais il y a quand même. Et tant pis s'il laisse massacrer *Raw Power* ou *No Fun* des Stooges, son groupe culte, Iggy Pop, jusqu'au-boutiste, en maître fondateur, joue sa vie au présent sur la grande scène. Là aussi, finalement, une respiration.

Sylvain Siclier

## Les troupes européennes résistent au Mondial

Grenoble/Théâtre. Pour les amateurs d'images fortes, le meilleur souvenir de ce quatorzième festival sera « Esperanto », avec le Semola de Catalogne

### GRENOBLE

de notre envoyé spécial  
Moins bruyamment festif que le Mondial malgré sa vocation populaire, le quatorzième Festival de théâtre européen de Grenoble a affronté sans trop de mal la concurrence, jusqu'au 5 juillet. Selon la formule mise au point par sa directrice, Renata Scant, deux jours de performances de rue pluridisciplinaires préféraient au programme en salles, mélange de recherches plastiques et gestuelles et de créations réactives des traditions scéniques éprouvées. Pas de choc comparable, cette année, à l'Orchestrale de la Societas Raffaello Sanzio découverte en 1997 - son Jules César est accueilli dans quelques jours au Festival d'Avignon - mais d'intéressantes variations sur le thème du Forum qui s'est tenu en marge des spectacles : « Les mémoires de théâtre ».

Les Français invités traitaient ce thème en se jouant de leurs souvenirs, comme Philippe Avron racontant sa *Cour d'honneur*, ou en rejoignant l'Histoire : Catherine de Seynes tirait le *Chariot* des contes du Moyen Age tandis que Jacques Livchine expédiait deux millénaires et demi d'aventures scéniques dans 2 500 à

l'heure. Des hors-d'œuvre savoureux avant les interprétations de l'héritage commun proposées par des troupes de l'est et du centre de l'Europe.

En l'absence déplorée du Film Actor's Studio de Tbilissi, retenu en Géorgie pour raisons politiques, les troupes de Russie et Moldavie ont préféré le divertissement aux réflexions sur l'actualité. Avec un cocktail surprenant de force mollesse et de danses folkloriques moldaves dans *Le Mariage forcé* du Satiricus, venu de Chisinau, on sur le ton de la comédie musicale distancée pour l'Ukraine. Théâtre, cette troupe moscovite, qu'anime le compositeur Marc Rozovsky, exploite la veine « âme russe » en s'amusant d'un pur mélodrame à l'ancienne, *La Pauvre Lisa*, avec icônes, bois de bouleaux, jeune fille séduite et abandonnée, et musique de charme pour soirées vodka.

### MAILLER DU PRÉSENT

Pas de folklore semblable, sinon au niveau des costumes, dans la *Medea* présentée par la troupe macédonienne du Bitola National Theatre, mais une lecture de la tragédie d'Euripide en référence au renouveau du patriarcat et aux débats interethniques sur le droit du

sol. Le metteur en scène Vladimir Milcin, qui a monté plus de soixante-dix spectacles dans son pays, a misé sur le traitement du chœur pour actualiser cette *Medea*. Des femmes du peuple, voilées sur ordre de Jason, se transforment en poupées désarticulées dont la libération est une entrée dans la folie. Autre élément original dans ce spectacle pas entièrement affranchi de l'académisme : celui du roi d'Athènes en touriste attiré d'atours clinquants, signe des relations toujours difficiles entre Grecs et Macédoniens.

Le désir de parler du présent était plus explicite (peut-être plus complaisant ?) dans le spectacle du Teatr Glej de Ljubljana, *Jesus F.* Cette jeune équipe slovène, qu'anime un danseur-scénographe-designer de trente-trois ans, Tomaz Strcl, convoque le rock et l'esthétique punk pour parler de la drogue à un public d'adolescents. Tout se passe dans des toilettes publiques où deux jeunes gens, approvisionnés en poudre blanche par un ange-dealer aux intentions obscures, se livrent à des acrobaties chorégraphiées autour des cuvettes.

Pour les amateurs d'images fortes, toutefois, le meilleur souve-

nir de ce festival sera *Esperanto*, mis en scène par Joan Grau, avec le Semola de Catalogne. Grands maîtres européens du « théâtre visuel » autant que fondateurs d'un nouveau type de spectacle de rue avec la Fura dels Baus ou les Comediants, les Catalans ont souvent fait les beaux soirs du Festival de Grenoble. Même si *Esperanto* semble plus sage que d'autres créations du Semola, cette équipe réalise un beau théâtre de la cruauté en parlant de morts violentes, d'étreintes convulsives. Les premières minutes sont déconcertantes - l'apparition de sept mariées pourrait faire croire à un défilé de mode -, mais le spectateur glisse rapidement dans un monde étrange, qui évoque par instants l'art d'un Joan Brossa. Les éléments dits naturels (l'eau, le vent, les feuilles, la neige) emportent les corps dans un maëlstrom d'effets spéciaux où les épreuves sensorielles tiennent lieu de propos. Ce qui n'exclut ni l'humour, avec un numéro de cabaret bouffon, ni la recherche plastique : le soulèvement d'un rideau, entrevu entre les flashes d'un stroboscope, est à lui seul un hymne à la beauté baroque.

Bernadette Bost

## L'utopie, il faut la jouer

Hérison/Théâtre. Olivier Perrier, une dizaine d'olibrius et une jeune truie

**UTOPIA RURALIS**, d'Olivier Perrier. Avec Abdallah Badis, Valère Bertrand, Monique Brun, André Guerbit, Frédéric Konze, Simone Le Gourrierec, Olivier Mathiaux, Andrée Torret, Isabelle Védie, Bibi la truie. Le Studio, à Hérison, Allier. Réservation obligatoire au tél. : 04-70-03-86-18. Durée : 2 heures. Du 10 au 12 et du 17 au 19 juillet. Vendredi et samedi à 20 h 30 ; dimanches à 17 heures.

### HÉRISON

de notre envoyé spécial  
En latin de théâtre, *Utopia ruralis* désigne une plante qu'on ne sait plus comment reconnaître à force de l'avoir trop cueillie. Elle a poussé pendant des siècles au bord des chemins et, maintenant, il faut aller là chercher loin de la

campagne française, dans un recoin de la Roumanie un peu perdu, sauf pour les Moldaves roumains. Au sein d'une délégation venue de Hérison (Allier), le metteur en scène Olivier Perrier s'est rendu en Moldavie roumaine, et y a retrouvé l'*Utopia ruralis* de son enfance. Il a compris qu'il était trop tard, qu'elle ne pourrait plus s'acclimater dans sa région, le Bourbonnais. Seuls les artifices de la scène pouvaient lui rendre une apparence de vie.

Vivant et travaillant très exactement au centre de la France, le metteur en scène, les comédiens, les techniciens de Hérison peuvent prétendre sans dommages à l'excentricité. Sur scène, entre deux querelles de voisinage, une leçon de tricot et la liquidation d'un cochon, les olibrius bourbonnois-moldaves opinent à des phrases comme : « Ce qui compte, c'est le chemin, pas le ré-

sultat. » Quand ils en ont assez d'avoir les pieds sur terre, ils sont hissés à tour de rôle au sommet d'une chaire d'osier, ce qui leur amène immédiatement des jalouses. De là haut, ils ont des vertiges d'interrogations, dans le genre : « Quel bruit ça fait un arbre quand ça tombe et qu'il n'y a personne pour écouter ? »

### UN RÉVÉLATEUR

Sur la dizaine d'olibrius, une jeune truie s'appelle Bibi. En argot, Bibi c'est « moi ». Un moi mal à l'aise, qui se sent légèrement en difficulté et tente de retourner la situation en se mettant en avant. D'elle, on attend une forme d'espoir. Un message. Peut-être qu'elle fasse monter sur scène avec elle la campagne - la vraie. Mais il est trop tard. Bibi est moderne. Elle n'amène rien qu'elle-même. C'est une élégante. L'hypothèse la plus vraisem-

blable est que Bibi tente de se faire passer pour une truie. Bibi est un révélateur de théâtre. Elle n'est en scène que pour mettre les points sur les « i ». Elle dit l'impossibilité de l'utopie et la nécessité de la jouer, dans les couleurs les plus gales possibles. Olivier Perrier et ses compagnons se sont mis au service de cette idée. Ils ne trichent pas. Ils ont travaillé quatre mois à inventer ensemble des scènes qui vous vieillissent un foliole sur l'instant, à s'avancer sur la pointe des sabots vers quelque chose qui frôle parfois la philosophie.

Le metteur en scène dit qu'il n'est qu'un arrangeur de cet élan collectif. Et c'est tout bien arrangé. Les costumes ont beau faire, *Utopia ruralis* n'appartient pas à l'art rural. Ni à l'art citadin. Rien de tout cela. Un certain art théâtral suffit.

Jean-Louis Perrier

## HORS CHAMP

**CINÉMA** : Francis Coppola a fait condamner Warner à lui verser 20 millions de dollars d'indemnités, lors d'un jugement rendu le 2 juillet à Los Angeles. Le cinéaste se plaignait d'avoir été spolié des sommes qu'aurait dû lui rapporter le scénario du film *Pinochio* après que le studio eut renoncé à le produire. Warner avait invoqué une clause d'exclusivité lorsque Coppola avait proposé le projet à Columbia, qui l'avait abandonné en raison des menaces de poursuites judiciaires.

■ Une suite à *Titanic*, c'est la rumeur qui se murmure du côté de Paramount. Dans le scénario en cours d'écriture, le héros du film, Jack Dawson, aurait survécu. Le projet a été soumis en priorité à James Cameron, bien que le réalisateur ait récemment déclaré vouloir faire un remake de *La Planète des singes*. Un cachet de 25 millions de dollars a été proposé à Leonardo DiCaprio pour reprendre son rôle, tandis que Kate Winslet attend d'avoir lu le script pour donner sa réponse.

■ **JAZZ** : les numéros de juin des mensuels *Jazz magazine* et *Jazzman* « spécial festivals » sont toujours disponibles en kiosque. Dans *Jazz magazine* (30 F) un classement chronologique est accompagné d'une carte de France pour situer les lieux des manifestations ; *Jazzman* (25 F) a choisi un classement par régions et départements doublé d'un index par nom. Dans les deux revues de nombreux festivals à l'étranger sont également recensés. Entre juin et septembre, près de 200 festivals consacrent l'essentiel de leur programmation au jazz, au blues et aux musiques latines.

## L'exploration des cultures étrangères

Montpellier / Danse. Le double défi du Tunisien Imed Jemaa. La pièce de Michel Lestrehan, une collaboration franco-indienne réussie

### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial  
Après son voyage vers les créations africaines, le festival Montpellier-Danse continue ses explorations des cultures étrangères. La compagnie tunisienne d'Imed Jemaa, le 2 juillet, puis, le lendemain, deux chorégraphes français travaillant avec des danseurs indiens ont décliné le thème de la rencontre entre les cultures, avec des bonheurs divers.

Imed Jemaa prend la danse (et son public) au sérieux. Tunisien primé aux Rencontres chorégraphiques de Bagnolet en 1992, il a été invité en résidence pendant trois mois à Montpellier pour préparer sa nouvelle création, *Cobra*. Cet artiste cherche à faire exister une danse contemporaine de l'autre côté de la Méditerranée. Il entend en outre s'en servir pour aborder le drame de l'Algérie d'aujourd'hui. Un double défi, artistique et politique, qui n'assure pas un succès complet de l'entreprise. Mais au moins l'art est-il pris pour un enjeu vital, une interrogation dramatique.

Avec deux femmes perdues de douleur et deux hommes emportés dans la tourmente de la violence, Imed Jemaa dit la folie de cette guerre civile. Les deux hommes, corps identiques de frères ennemis, combattent, tandis que les femmes se jettent au sol, tentent d'effacer le sang qui envahit tout. Le chorégraphe opte pour une économie de moyens. Sur une scène où brûle l'encens, il donne toute sa place à

la musique, à l'aide d'un joueur de tympanon et d'une chanteuse. Parfois, le vocabulaire chorégraphique semble presque pauvre. Pourtant le spectacle parvient à préserver le climat poétique du début.

« J'ai souhaité que les musiciens fassent une création différente de la musique traditionnelle ».

Le Théâtre de la danse d'Imed Jemaa est une compagnie indépendante qui a déjà plusieurs créations à son actif. Jemaa a reçu une formation classique et contemporaine, tout en s'initiant au taï-chi-chuan et aux arts martiaux. Le parcours de Michel Lestrehan, chorégraphe rennais, passe aussi par les arts martiaux. Dès son arrivée au Kerala, en 1987, dans le sud de l'Inde, il découvre le *kalarippayatt*, un art martial lié au théâtre dansé, le kathakali. Il devient l'élève de Krishnadas Gurukkal, afin d'une famille qui transmet cette discipline de père en fils. Le *kalarippayatt* est l'attribut d'une haute caste de guerriers. Le maître, qui est aussi acteur dans une troupe de kathakali, est prêt à se jeter dans une nouvelle expérience artistique.

Catherine Bédarida

## TROIS QUESTIONS À...

ANNE BLANCHARD ET KADER HASSISSI

1 Vous êtes directeurs du Festival international de musique baroque de Beaune. Ne craignez-vous qu'en programmant les mêmes chefs et les mêmes œuvres, les festivals baroques finissent par tous se ressembler ?

On peut le penser. Mais, en quinze ans d'existence, le Festival de Beaune, dont l'image de marque est la musique vocale, a découvert ou encouragé beaucoup de jeunes musiciens que d'autres ont ensuite accueillis. Nous avons convaincu Christophe Rousset de se lancer dans la direction d'orchestre, et il est depuis trois ans chef invité privilégié. Nous avons fait diriger ses premiers opéras, de Haendel à Paul Mac Creesh. Nous collaborons régulièrement avec Fabio Biondi et plus récemment avec l'ensemble Al Ayre Espanol. Avec eux, nous discutons les œuvres, les distributions, nous nous organisons des auditions, nous nous accrochons parfois. Ce partenariat permet d'avoir un vrai dialogue et nous ne voyons aucune raison de l'interrompre.

Dans d'autres cas, comme Zoroastre, dirigé par William Christie, nous participons à des tournées, qui sont nécessaires pour des raisons économiques. Nous travaillons aussi avec les maisons de disques, en privilégiant des ouvrages peu connus, mais sans nous laisser jamais imposer : notre mission n'est pas de vendre des enregistrements.

2 Y a-t-il une place pour les Mac Creesh, les Biondi, les Rousset de demain ?

Ils sont un peu bloqués par les

générations en place. Mais les nouveaux talents ne courent pas les rues et nous devons maintenir la qualité du festival. Nous trouvons des instrumentistes, moins aisément des chanteurs ou des chefs d'opéra.

Il y a quatre ans, nous avions organisé des concerts de midi, conçus comme un tremplin pour de jeunes interprètes. Nous avons dû les supprimer, faute de moyens.

3 Quels axes entendez-vous développer pour les années à venir ?

Nous avons montré que nous savons monter des opéras sérieux en concert. Nous voulons maintenant les présenter en mise en scène, ici ou éventuellement ailleurs. A Beaune, la solution existe : couvrir la cour des Hospices avec une structure de protection. Il ne manque que l'argent. Nous avons aussi un vaste projet autour du duché de Bourgogne et de son rayonnement : il s'agit d'un cycle de musiques médiévales et renaissances, mais aussi de colloques, d'expositions publiques avec une dimension internationale, puisque les héritiers de Marie de Bourgogne ont peuplé les cours de toute l'Europe, à commencer par Charles-Quint. Là aussi les moyens financiers font défaut.

C'est une question de choix politiques. La musique ancienne n'est pas assez aidée, les ensembles comme les festivals. L'Etat donne 15 millions de francs supplémentaires pour la réouverture d'Aix-en-Provence, mais ne nous en alloue annuellement que 400 000 et notre budget ne dépasse pas 5 millions de francs.

Propos recueillis par Pierre Moulinier



## La Rochelle sort l'Anglais Carol Reed et le Français Henri Decoin de l'oubli

Le 26<sup>e</sup> Festival du film a accumulé rétrospectives et hommages bienvenus

Parmi les divers hommages et rétrospectives programmés cette année par le Festival du film de La Rochelle (dont ceux consacrés à Agnès

Varda, Giuseppe Bertolucci, Paul Schrader, F.I. Ossang), deux rétrospectives ont attiré un peu plus d'attention, ne serait-ce qu'à cause de

l'anonymat relatif dans lequel sont tombés les deux metteurs en scène concernés, l'Anglais Carol Reed et le Français Henri Decoin.

### LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

La rétrospective consacrée à Henri Decoin n'a rien révélé de très nouveau sur ce réalisateur estampillé « qualité française » et dont les films les plus réputés, *Battement de cœur* (1939), *Les Inconnus dans la maison* (1941), et *La Vérité sur Bébé Donge* (1951) restent les meilleurs. Mais elle permet de mesurer l'importance de ce réalisateur, dont les films n'ont rien à envier à certains des grands films noirs américains. La qualité des dialogues de *La Vérité sur Bébé Donge*, signés Maurice Aubergé, d'après le roman de Georges Simenon, la construction impeccable du film, l'utilisation judicieuse du flash-back et l'inventivité de la mise en scène de Decoin, sont au niveau d'un film comme *Mildred Pierce*, de Michael Curtiz. Le cinéma de Decoin est très inquiétant et capitalise toujours sur une ambiguïté, très moderne, dont tous ses personnages sont porteurs : Danielle Darrieux, dans *Bébé Donge*, épouse modèle à la limite de la criminalité qui se révèle une amante religieuse impitoyable, Louis Jouvet, dans *Entre onze heures et minuit* (1948), flic exemplaire endossant avec le plus grand naturel le costume d'un escroc dont il est le sosie, Michel Simon, dans *Non coupable* (1947), médecin médiocre qui devient, par accident, un génie du crime.

Carol Reed est resté à tout jamais l'homme d'un film, *Le Troisième Homme* (1949), chef-d'œuvre, magnifique adaptation du roman de Graham Greene, où Orson Welles personnifiait l'énigmatisme et diabolique Harry Lime dans la Vienne de l'immédiat après-guerre. Reed a aussi été l'homme d'un cinéma (le cinéma anglais, en France, dans les

années 60 par les *Cahiers du cinéma*, qui ne croyaient guère en son existence), et l'homme d'un style, caractérisé par une caméra souvent penchée qui s'efforçait de filmer la réalité de manière oblique. *Le Troisième Homme* avait porté à la perfection cette manière de filmer qui donnait le torticolis au spectateur et, à Joseph Cotten, l'homme qui s'efforçait de retrouver la trace de Harry Lime, de sérieux maux de tête.

### ROMANTISME

Tout le cinéma de Reed, en tout cas ses meilleurs films, *Première Désillusion* (1948), *Huit Heures de sursis* (1947), *Le Troisième Homme*, *L'Homme de Berlin* (1953), tous tournés entre la fin des années 40 et le début des années 50, prouvent qu'il est un homme de système (le cinéma de studio, anglais) et d'une époque (les balbutiements de la guerre froide), son œuvre reste, elle, d'une extrême cohérence et d'une grande qualité.

L'espace des films de Reed est labyrinthique, ses intrigues sont parfois difficiles à dénouer, ou au contraire tellement simples qu'on finit par douter de leur cohérence. James Mason en chef de réseau clandestin, blessé à mort à la suite d'un hold-up dans une petite ville de l'Irlande du Nord et qui déambule péniblement, dans l'attente d'une mort proche, Claire Bloom, dans *L'Homme de Berlin*, qui débarque dans la ville allemande pour une simple visite de famille et se retrouve prise dans un réseau d'espionnage, le premier garçon de *Première Désillusion*, persuadé que son majordome a tué sa femme, composent une galerie de personnages qui se demandent en permanence où en est leur tête.

Reed est également un grand cinéaste romantique. Ce romantisme se transforme, à la fin de sa carrière, en de l'art pompière (le ridicule *L'Extase* et *L'Agonie*, avec Charlton Heston et Michel-Ange Repeignant la chapelle Sixtine avec

des coquilles d'œuf), ou ressemble à des mélodrames sirupeux (le très mauvais *Oliver*, qui remportera pourtant l'Oscar en 1968, l'année où 2001 : l'Odyssée de l'espace était nommé).

Mais au plus haut de sa carrière, ce romantisme est l'expression d'une cruauté qui manque beaucoup au cinéma aujourd'hui. L'image de James Mason mangé par un chien-loup juste avant de franchir la partie ouest de Berlin sous les yeux horrifiés de Claire Bloom, celle d'Alida Valli, à la fin du *Troisième Homme* — que Paul Schrader tient pour l'une des plus belles fins de l'histoire du cinéma —, marchant sous les yeux de Joseph Cotten sans lui jeter un regard, expriment une dureté et une intranquillité que ce film n'a jamais eue. Reed avait toujours pris le parti de déformer son spectateur et de le faire souffrir avec un sadisme bienvenu.

Samuel Blumenfeld

## Les purgatoires paradoxaux de Paul Schrader

DANS son livre *Easy Riders, Raging Bulls*, consacré à la génération des « garnements du cinéma » qui ont renouvelé Hollywood dans les années 70 (Spielberg, Coppola, Scorsese, De Palma, Friedkin, Schrader...), le journaliste Peter Biskind décrit ainsi Paul Schrader : « Un type dépressif, cynique, dont on ne comprenait souvent pas grand-chose de ce qu'il racontait. Il était particulièrement attiré par les catholiques rongés par la culpabilité. »

Martin Scorsese, pour qui Schrader a écrit quatre scénarios (*Taxi Driver*, *Raging Bull*, *La Der-*

nier Tentation du Christ et *Bringing Out the Dead*, qui sera tourné à la rentrée), constituait le partenaire idéal d'un tel auteur. Il en résulta une collaboration qui dominera le cinéma américain de la seconde moitié des années 70. Cette association prendra fin à peu près au moment où Schrader commencera sa carrière de metteur en scène. « Martin et moi avions décidé, il y a une dizaine d'années, de ne plus travailler ensemble, explique Paul Schrader. Nos egos n'étaient plus conciliables, et nous nous sommes contentés de déjeuner ensemble une fois par an. J'ai écrit le scénario de *Bringing*

Out the Dead l'été dernier, spécialement pour lui. Nicolas Cage y incarnera un ambulancier qui travaille la nuit et, comme dans *Taxi Driver*, il voit ce qu'il y a de pire à New York. Mais, à l'inverse de De Niro, il est dans l'équipe de Dieu, sauf qu'il perd la tête dès le début du film, et les choses ne cessent d'empirer par la suite. J'ai l'impression qu'avec ce film nous revenons vingt ans en arrière. »

La rétrospective consacrée par La Rochelle à Paul Schrader aura confirmé combien ses premiers films, *Blue Collar* (1978), *Hardcore* (1979) et *American Gigolo* (1980), restent remarquables. Tous concernent des personnages baignant dans la boue (la corruption, la pornographie, la prostitution) mais essayant de se conduire en anges salvateurs. La carrière de Schrader a suivi une courbe descendante, comme presque tous les réalisateurs de sa génération, et s'est peu à peu diluée dans des projets intéressants (*Strange Seduction*, *Light Sleeper*) mais jamais aboutis.

« Godard dit qu'un film n'a jamais de succès pour les bonnes raisons. Le succès de mes premiers films, tous produits par des studios hollywoodiens, est un immense malentendu », affirme à présent le cinéaste.

Ses deux derniers films, *Touch* et *Affliction* (d'après Russell Banks), n'ont toujours pas été distribués aux États-Unis, et sa carrière a évolué au rythme des commandes. La dernière s'appelle *Seven Men from Now*, un remake du western *Sept Hommes à abattre*, tourné par Budd Boetticher en 1956, avec Arnold Schwarzenegger dans le rôle que tenait Randolph Scott.

S. B.

**PRIX FRANCE-AMÉRIQUES 1998**

**ENTRÉES IMMÉDIATES**

Le Kiosque-Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Manon de Massenet. Ruth Ann Swenson (Manon), Frank Lopardo (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescart), Laurent Naouri (le comte des Grieux), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris. Frédéric Chaslin (direction), Gilbert Deffo (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 01-43-54-42-34. De 60 F à 635 F.

Rencontre jazz-classique. Œuvres de Ravel, Gershwin et Chostakovich. Dans le cadre du Festival de Saint-Denis. Dee Dee Bridgewater et son Trio, Alexandre Tharaud (piano), Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Merder (direction). Auditorium de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'honneur, 93 Saint-Denis. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-06-07. De 80 F à 200 F.

## SORTIR

### PARIS

Pascal Devoyon  
Seul Français à avoir remporté le concours Tchaïkovski de Moscou, Pascal Devoyon mène une carrière de pianiste beaucoup trop discrète. Mais les Allemands ne s'y sont pas trompés, puisqu'il dirige aujourd'hui l'une des classes de piano du Conservatoire de Berlin. Et que les Allemands, qui se sentent toujours un peu propriétaires de la grande musique, valent choisis, n'est pas un hasard.

Schubert : *Impromptu op. 142*, *Sonate pour piano D 784*, Ravel : *Valses nobles et sentimentales*. Franck : *Prélude, choral et fugue*. Schola Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Port-Royal. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-54-56-74. 120 F.

Julien Loureau Groove Gang Erik Truffaz, côté trompette, et Julien Loureau, côté saxophone, représentent les rares réussites en France, d'un mélange des libertés du jazz avec le funk ou le hip-hop. Le Groove Gang de Loureau est une bande faite pour la scène qui chaloupe et gronde sans faillir. Comme une rencontre entre les Messengers d'Art Blakey et les délices de Funkadelic, avec l'Afrique noire et l'Europe de l'Est en termes de passage. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 6, 7, 8 et 9, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Susana Baca, Kamilya Jubran, Nahawa Doumbia  
Le Festival Africolor qui, chaque hiver au moment de Noël, présente des musiques d'Afrique au TGP de Saint-Denis, propose sa première édition d'été en une soirée. Au programme, l'ambassadrice de la culture afro-péruvienne Susana Baca, Kamilya Jubran (la chanteuse du groupe palestinien Sabreen) et l'une des plus grandes voix du Mali, Nahawa Doumbia.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M<sup>e</sup> Saint-Denis-Basilique. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F. Mama Sissoko Ex-soliste et chanteur de l'Orchestre Super Bitou de Segou, le guitariste et chanteur malien Mama Sissoko compose des musiques sobres dans lesquelles on croise des rythmes peuls, mandingues et bambaras (CD *Jarabi Amours*, Buda Musique). Ce concert a lieu dans le cadre d'une « Nuit du blues » organisée par La Villette Jazz Festival (voir programmation complète ci-dessous — « entrées immédiates »).

Chif de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-30-63-60. 170 F. Egalement à La Flèche d'or, 102 bis, rue de Bagnelet, Paris 20<sup>e</sup>. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-43-72-04-23. 20 F.

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

A la recherche du paradis perdu (vivre nu) de Robert Salis (France, 1 h 40). Breathing Up de Robert Greenwald (Etats-Unis, 1 h 28). La Peste du tueur de Jeb Stuart (Etats-Unis, 2 heures).

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

### REPRISES

L'Épouvantail (\*) de Jerry Schatzberg. Américain, 1973, copie neuve (1 h 44). Action. Ecoles. 9 (01-43-29-79-89) ; Lucerna, 9<sup>e</sup> ; MK2 Quai-de-Seine, 19<sup>e</sup>. Guépard pour trois abeilles de Joseph L. Mankiewicz. Américain, 1967 (2 h 11). VO : Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).

Manhattan de Woody Allen. Américain, 1979, noir et blanc, copie neuve (1 h 40). Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> ; Grand Action, 9<sup>e</sup> (01-43-29-44-81) ; Mac-Mahon, 17<sup>e</sup> (01-43-80-24-81).

Mon homme Godfrey de Gregory La Cava. Américain, 1936, noir et blanc (1 h 34). VO : Reflet Médias 12, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

La Petite Sirène de John Musker et Ron Clements. Dessin animé américain, 1990 (1 h 23). VF : UGC Ciné-Cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; Rex, 2<sup>e</sup> ; Rex (le Grand Rex), 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> ; UGC George-V, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Opéra Français, 8<sup>e</sup> ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> ; MK2 Gambetta, 20<sup>e</sup>.

Scaramouche de George Sidney. Américain, 1953 (1 h 58). L'Arlequin, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80). Ventes et Mensonges d'Orson Welles. Franco-germano-irlandais, 1975 (1 h 30).

VO : Radio Odéon, 9<sup>e</sup> (01-43-25-19-68). (\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

**ENTRÉES IMMÉDIATES**

Le Kiosque-Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Manon de Massenet. Ruth Ann Swenson (Manon), Frank Lopardo (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescart), Laurent Naouri (le comte des Grieux), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris. Frédéric Chaslin (direction), Gilbert Deffo (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 01-43-54-42-34. De 60 F à 635 F.

Rencontre jazz-classique. Œuvres de Ravel, Gershwin et Chostakovich. Dans le cadre du Festival de Saint-Denis. Dee Dee Bridgewater et son Trio, Alexandre Tharaud (piano), Orchestre national d'Ile-de-France, Jacques Merder (direction). Auditorium de la Légion d'honneur, 5, rue de la Légion-d'honneur, 93 Saint-Denis. Le 6, à 20 h 30. Tél. : 01-43-06-07. De 80 F à 200 F.

L'Histoire de Manon d'Études, premiers danseurs, corps de ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Barry Woodworth (direction). Kenneth MacMillan (chorégraphie). Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 395 F.

Giselle Corps de ballet et Orchestre de l'Opéra de Paris. Vello Pihm (direction). Patrice Bart, Eugène Poljakov (chorégraphie). Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. Le 6, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 395 F.

La Villette Jazz Festival Programme du 6 juillet (« Nuit du Blues ») : Mavis Staples & Lucky Peterson « A Tribute to Mahalia Jackson », François Tusques « Blue Phénix », Buddy Guy (20 h 30), Ben Madeline, Clayton Joseph Chénier and The Red Hot Louisiana Band (à 21 heures), Taj Mahal & The Phantom Blues Band, BB King (23 heures).

Parc de La Villette, 221, avenue Jean-Jaures, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Tél. : 08-03-07-50-75. Forfait 170 F valable sur les différents lieux du site.

Jazz Exchange Orchestra Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 6, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F. The Chaimma Neville Band Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-Maillot. Le 6, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 150 F.

The Beastie Boys Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 160 F. Whitney Houston Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Bercy. Le 6, à 20 heures. Tél. : 01-44-68-44-68. De 220 F à 370 F.

Bandes du monde Programme du 6 juillet : Djangu Ghandal (world music, 16 heures), La Riposte (rap, 17 h 30), Color (rap, 19 heures), Weep not Child (rap, 20 h 30), The Wallers (reggae, 22 h 30).

Stade Mandela, 93 Saint-Denis. RER Plaine-Voyageurs (Stade de France). Tél. : 01-55-67-08-70. Entrée libre.

**RÉSERVATIONS**

Hommage à Léo Ferré Pierre Barouh, Catherine Ringer, Paco Ibáñez, Michèle Arland, Fabienne Thibault, Céline Caussimon et plusieurs autres chanteurs et comédiens participeront à un concert commémorant le 5<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Léo Ferré.

Le Trianon, 80, boulevard Rochecouart, Paris-18<sup>e</sup>. Le 14 juillet à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-03. 150 F.

Jesus Alamyany Cubanismo New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. Le 28 juillet. Tél. : 01-45-23-51-41. 130 F.

**DERNIERS JOURS**

18 juillet : André André le Magnifique d'Isabelle Candelier, Lolo Houdré et Patrick Ligardes, mise en scène des auteurs. Théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Villiers. Tél. : 01-45-22-08-40. De 70 F à 220 F. 20 juillet : Delacroix, les dernières années (1850-1863). Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi, 35 F et 50 F.

EDITION ATLASCO

**Tout savoir pour travailler et investir dans 173 pays du monde.**

POUR LA PREMIÈRE FOIS,  
UN GUIDE COMPLET DE 220 PAGES  
ANALYSE TOUS LES RÉGIMES SOCIAUX,  
FISCAUX ET ÉCONOMIQUES DANS LE MONDE  
POUR LES ENTREPRISES ET LES SALARIÉS.

Formalités d'immigration - Contrat de travail  
Retraite - Fiscalité des particuliers  
Cotisations sociales - Fiscalité des entreprises  
Contrôle des changes - Performances économiques  
Rapatriement des profits - etc...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

**le nouvel Observateur**







## EN VUE

■ Pour économiser les réserves du pays, le président Jusuf Habibie, suggère aux Indonésiens de se priver de riz deux jours par semaine. Avec profit, car le jeûne « améliore la circulation sanguine et permet de mieux se concentrer sur ses aspirations ».

■ Jeudi 2 juillet, le *New York Times* accusait l'ancien président Subarto d'utiliser ses richesses pour aider ses enfants à préserver leurs entreprises et leurs postes au sein du parti au pouvoir. Le même jour, à Manille, le bureau officiel des statistiques annonçait : « La moitié des Philippines vit en dessous du seuil de pauvreté ».

■ A l'occasion des 90 ans de son père, Henri d'Orléans, Dauphin de France, a déclaré, dimanche, à Amboise, qu'il travaillait à réunir le pays « actuellement exsangue, comme un bateau ivre », avant de passer à table et de manger de la gelée « façon Comte de Paris », une recette en vogue à l'époque de François I<sup>er</sup>.

■ Au mois d'avril, Albert II, roi des Belges, en vacances en France, se fait voler son chèque. Le 24 juin, dans un hôtel de Lyon, c'est Albert de Monaco qu'on dévalise.

■ Dix pour cent de ceux qui les reçoivent ne les lisent pas, 38 % de leurs destinataires ne les reçoivent pas et 45 % des lecteurs qui les feuilletent sont sans opinion sur leur contenu, d'après une enquête de lectorat portant sur neuf publications du ministère de la Défense, qui en édite plus de quatre cents sans en connaître le coût.

■ Sobhi Ali Said, doyen de la faculté de pharmacie de l'université de Héliouane en Egypte, cherche à frapper les imaginations : « Le Viagra pompe le sang, jusqu'à la dernière goutte du cœur et du cerveau, pour le diriger vers l'organe sexuel. Selon la force de la joute érotique, il a des répercussions dangereuses pouvant aller jusqu'à la mort ».

■ Vendredi 3 juillet, Jean Paul II a reconnu par décret le martyre d'Alojzije Stepinac, cardinal croate, archevêque de Zagreb, arrêté 1946, soupçonné d'avoir collaboré avec les nazis, prétendument empoisonné, en 1960, dans son village natal de Krasic, par les communistes yougoslaves, avec des infusions massives de thé au laurier.

■ Le patron d'un hypermarché de Vénissieux, victime dans l'après-midi d'un hold-up, vainement convoqué, samedi dans la nuit, à l'aéroport de Lyon-Satolas, pour se faire retirer, comme promis, la ceinture d'explosifs télécommandée qu'un braqueur avait bouclée autour de sa taille, ne tenant plus, a fini par appeler la police. L'homme n'était chargé que de pétards de foire.

Christian Colombani

## La Suisse et l'or volé par les nazis

La presse de la Confédération estime que l'échec de la négociation visant à l'indemnisation des avoirs juifs restés dans les banques helvétiques constitue en réalité une menace de guerre économique de la part des Etats-Unis

« LES ETATS-UNIS menacent la Suisse de guerre économique. » Ce titre de *La Tribune de Genève* traduit comment les sanctions américaines sont ressenties dans la Confédération. Depuis l'annonce, le 2 juillet, par les responsables financiers de plusieurs Etats et de la ville de New York, de lever le moratoire observé dans l'affaire dite de l'or des nazis, les critiques fusent de toutes parts, et la presse suisse s'en fait abondamment l'écho. Sous le titre « Des protestations ne suffisent pas », l'influent quotidien *Tages Anzeiger* de Zurich juge « scandaleuse » l'ingérence des collectivités publiques dans les relations entre Berne et Washington, et invite la Suisse à la contre-offensive. Si les autorités

américaines n'arrivent pas à faire annuler les menaces de boycottage, estime le journal, « il ne reste aux banques qu'une seule chose à faire : elles doivent retirer leur offre de 600 millions de dollars » pour un règlement à l'amiable des plaintes collectives déposées aux Etats-Unis, alors que les organisations juives américaines réclament un montant global de 1,5 milliard de dollars.

Après avoir constaté que « chaque Etat et chaque ville des Etats-Unis pourra dorénavant sanctionner les établissements bancaires helvétiques », *Le Nouvelliste*, principal titre du canton du Valais, croit également pouvoir en déduire que « c'est bien une guerre qui est désormais menée contre la Suisse, sous la pression des milieux juifs



américains ». Dans un article intitulé « Les banques en otage », la *Neue Zürcher Zeitung* de Zurich, qui redéfinie généralement l'opinion des milieux d'affaires, relève, comme d'autres quotidiens de langue allemande, que le but poursuivi par le boycottage était de faire pression pour amener le gouvernement suisse et la banque nationale à apporter leur contribution au paiement de la facture

négoziée avec les plaignants américains. Considérant que les banques elles-mêmes n'avaient pas grand-chose à craindre d'éventuelles sanctions, le quotidien zurichois avise le gouvernement helvétique de ne pas entrer dans ce jeu et lui conseille de rappeler à Washington ses engagements internationaux.

Ces velléités de fermeté se reflètent aussi dans un sondage publié dimanche 5 juillet par les deux journaux populaires, *Le Matin* de Lausanne et *Sonntags Blick* de Zurich. Il en ressort que près de 70 % des personnes interrogées prônent « une diplomatie plus musclée » envers les Etats-Unis alors que 61 % se déclarent favorables au dépôt d'une plainte contre Washington devant l'Organisation mondiale du

commerce. En revanche, deux Suisses sur trois se montrent hostiles à des mesures de rétorsion contre les entreprises américaines, en dépit des récentes menaces de sanction contre les banques et sociétés helvétiques aux Etats-Unis.

## « GARDER LA TÊTE FROIDE »

Dans des entretiens à la presse dominicale, le président de la Confédération, Flavio Corti, et d'autres dirigeants ont renouvelé leur détermination de ne pas céder aux pressions et de ne pas participer à un accord global « avec des fonds publics ». La fermeté affichée par les autorités est largement approuvée mais certains journaux de langue française en soulignent les limites. Ainsi, *Le Temps* de Genève recommandait « de garder la tête froide car les jours et les semaines qui viennent vont mettre à rude épreuve la patience et la bonne foi des Suisses dans l'affaire des fonds en détention ». D'autres quotidiens mettent l'accent sur la solidité de la Suisse, qui se tient toujours à l'écart de l'ONU et de l'Union européenne. « Mais, se console *24 Heures* de Lausanne, à quelque chose malheur est bon : le tir de missiles qui s'abat depuis deux ans sur nos têtes - et, notez-le, les nôtres seulement - nous enseignera qu'il n'est plus possible de faire cavalier seul en Europe et dans le monde, car c'est évidemment dans l'intérêt politique de la Suisse qu'il faut chercher la cause de tant d'acharnement ».

Jean-Claude Bührer

## DANS LA PRESSE

## EUROPE 1

Alain Duhamel

■ C'est un Lionel Jospin pugnace et optimiste qui a dressé hier soir au « Club de la presse » un bilan positif de l'action de son gouvernement. Il l'a fait dans un style que, par référence avec le fameux slogan de la « force tranquille », on pourrait définir comme de la fermeté tranquille. La tranquillité n'est pas de l'euphorie ou de l'insouciance. Si Lionel Jospin a accepté de se comparer à Zidane ou à Jacquet, ce n'est pas à la suite d'une explosion d'autosatisfaction ou d'un accès irrépressible de vanité, mais sur le ton de l'hu-

mour et parce que ses questionneurs l'en pressaient. En revanche, le premier ministre bénéficie d'un privilège refusé à tous ses prédécesseurs depuis au moins Michel Rocard, celui de posséder une marge : la reprise de la croissance, le lent reflux du chômage, (plus rapide chez les jeunes), une petite brise de confiance et d'optimisme. Cela lui permet une certaine tranquillité.

## L'HUMANITÉ

Claude Cabanes

■ Faut-il mettre au compte du grand va-et-vient estival qui a commencé ou de la fièvre du football qui saisit notre pays le fait que le premier ministre a été hier

plus le pédagogue de l'état des lieux de la politique du gouvernement que l'annonciateur de son avenir ? Seuls quelques personnalités avertis par les trames d'une opposition hystérique contesteront à Lionel Jospin ce constat de bon sens, eu égard à la situation où était la France il y a un peu plus d'un an : « Ça va mieux ».

## RFI

Dominique Burg

■ La France peut partir tranquille au soleil de l'été : tout va bien. Elle a noyé ses tracas dans le foot et abandonné ses dernières angoisses au fleuve apaisé de la parole jospinienne, volontaire, opti-

miste, rassurante. Les Français sont moins grincheux, ça va mieux ; s'il le dit, c'est qu'il doit y avoir du vrai. Le premier ministre, en ces premiers jours de juillet, s'est adressé aux Français pour leur délivrer, au fond, un seul message : bonnes vacances ! Alors, bien sûr, quand au même moment, on entend un Philippe Séguin tout colère, tout triste, tout menaçant, décliner le thème « la France va mal », on s'interroge. Ou plutôt, on n'entend pas. La musique est moins belle, fermement nos oreilles. Ainsi va l'opposition, impuissante à modifier l'air du temps, condamnée, pour le moment en tout cas, à prononcer d'inanimes discours.

## europa.eu.int

Tout ce que vous avez toujours rêvé de savoir sur la législation européenne est enfin sur le Web

LE NAVIRE amiral de l'Union européenne sur Internet s'appelle simplement Europa. Les 300 000 internautes qui visitent chaque mois ce vaste site ont accès à plus de 500 000 documents provenant de toutes les institutions communautaires, y compris la Cour de justice européenne, ainsi que d'une dizaine d'agences annexes. Pour s'attacher à cette montagne d'octets, l'utilisateur dispose d'un moteur de recherche capable de retrouver aussi bien la teneur maximale en goudron des cigarettes vendues dans les pays de l'Union que la directive 90/429/CE régissant les importations de sperme de cochon. Aujourd'hui, soixante personnes s'occupent d'Europa à plein temps, dont quarante fonctionnaires de toutes les directions générales, préposés à l'alimentation du monstre.



La base de données juridique, EUR-Lex, représente à elle seule une œuvre d'ampleur encore inédite sur le Net : « D'ici au mois prochain, toute la législation européenne en vigueur sera transférée sur le site, soit un million de pages en on-

ze langues », explique Lindsay Armstrong, de la DG 10 (Information, communication, culture et audiovisuel). Chaque jour, EUR-Lex s'enrichit de plus de 1 500 documents, et les internautes peuvent lire le Journal officiel, disponible en ligne dès 14 heures. A terme, EUR-

Lex proposera également les traités en cours de ratification, les textes préparatoires et même la jurisprudence. Autre point fort, l'espace « Europe Direct » consacré à la libre circulation des personnes au sein de l'Union. Pour obtenir des informations détaillées, l'internaute doit simplement cliquer sur une carte d'Europe afin d'indiquer son pays de nationalité puis son pays de destination, et sélectionner un thème tel que Vivre, Travailler, Étudier... En prime, le site propose 10 000 offres d'emplois concernant tous les pays de l'Union. Pourtant, les pages les plus visitées sont celles consacrées au passage à l'euro. Selon Linda Armstrong, l'équipe est prête à faire face à cet afflux de demandes : « Cinq personnes sont sur le pied de guerre pour répondre en 48 heures, dans la langue du correspondant ».

Europa, victime de son succès, est perpétuellement embouteillée, mais ce problème d'engorgement devrait être résolu dès le mois de septembre, avec le doublement de la capacité du serveur.

Christophe Labbé et Olivia Recasens

## SUR LA TOILE

## NET ELECTORAL

■ Selon le magazine Web américain *2DNet News*, 98 des 100 membres du Sénat des Etats-Unis possèdent leur propre site Web à vocation électorale. A la Chambre des représentants, le chiffre est d'environ 330, sur 435 membres.

## PUBLICITE

■ Selon l'institut américain Media Metrix, le réseau de sites publicitaires Double Click peut désormais être considéré comme le troisième site mondial en termes de fréquentation, derrière la page d'accueil d'America Online et le moteur de recherche Yahoo ! Double Click touche chaque mois 35 millions d'internautes.

## META-RECHERCHES EN FRANÇAIS

■ Le « méta-moteur » Debriefing, qui effectue automatiquement des recherches simultanées dans plusieurs grands moteurs de recherche à partir d'une seule requête, propose désormais un service en langue française. Les moteurs francophones utilisés sont Yahoo France, PagesWeb, Eclat, Infoseek France, Excite France et Lokace. [www.debriefing.com](http://www.debriefing.com)

## Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :

• Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

• Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.

Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
02 semaines (13 n°)	139
03 semaines (19 n°)	179
01 mois (26 n°)	219
02 mois (52 n°)	379
03 mois (78 n°)	562
04 mois (104 n°)	745
06 mois (156 n°)	1 080

Date et signature obligatoires :

Vous êtes abonné(e) :

• Bulletin à recevoir en : FRANCE, Services abonnements, 24, avenue du Général-Ledoux - 93040 Châtillon Cedex.

Votre numéro d'abonné (impératif) : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Commune de résidence habituelle (impératif) : \_\_\_\_\_

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant) \*

du : \_\_\_\_\_ au : \_\_\_\_\_

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement) \*

du : \_\_\_\_\_ au : \_\_\_\_\_

Votre adresse de vacances :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Vous n'êtes pas abonné(e) :

Votre adresse de vacances :

du : \_\_\_\_\_ au : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° : \_\_\_\_\_

\* Pour l'étranger, nous consulter.

Le Monde est publié tous les jours sauf le dimanche et les jours fériés. Les abonnements sont payés en espèces ou par carte bancaire.

## Plaidoyer pour « Enguerrand »

par Alain Rollat

DE GRÂCE, messieurs, ayez pitié de ce pauvre « Enguerrand ». Gardez-vous de tout jugement à l'emporte-pièce. Souvenez-vous de l'injustice faite à Maître-Jacquet, naguère vilipendé par vos dires, aujourd'hui encensé par le peuple. M'est avis que ce malheureux « Enguerrand » est aujourd'hui victime de cet effet de mode selon lequel il n'est bon bec que de Londres. Si les piteuses d'un « Benny Hill » sont de bon ton, pourquoi serait-il de mauvais goût de rire des bouffonneries d'un « Enguerrand » made in France ? Leurs ressorts ne sont-ils pas identiques ? Certes, cette « première série française burlesque médiévale », diffusée par France 3, est plus médiévale que burlesque. Elle n'a aucune originalité. Son thème s'inspire du succès cinématographique des *Vikings* ; son scénario transpose Astérix en Aquitaine pendant la guerre de Cent Ans, les Anglais remplaçant les Romains ;

ses gags se réclament de *La Folie des grandeurs* mais feraient faire des grimaces à Louis de Funès ; sa truculence se veut rabelaisienne mais donnerait des indigestions à Gargamua. Cela dit, comment faire de la bonne farce à la télévision ? Peut-on découper un *Pontavert* en tranches de vingt-six minutes ? Peut-on mettre du Molière en sitcom ? Quand la farce n'est pas mise au service de la satire ou du génie, elle se réduit forcément à ses ingrédients basiques. Et cela domine, en effet, un hachis rudimentaire façon « Enguerrand ». Il existe pourtant un public qui rit de bon cœur aux procédés les plus écoulés. Les éclats de rire qui rythment cette série, à raison d'un « Ah ! Ah ! Ah ! » toutes les quinze secondes, sortent, au demeurant, des meilleurs enregistrements. Ne confondez donc pas farce et guignolade ! Dans le genre troupière, le personnage du

baron Enguerrand, qui se démène sous sa couette pour faire un héritier à sa dame Blandine, n'est pas dépourvu de références gauloises. S'il manque d'esprit, au moins est-il gai. Dans le genre historique, le personnage du Prince noir, qui incarne le prince de Galles, ne souffre pas, lui, d'un manque de consistance. N'est-il pas tenu par un comédien du plus beau noir de peau ? Dans le genre niquédomille, la fille pailarde est parfaitement nouvelle : l'intrigue se situe rarement au-dessus de la ceinture. Que demander de plus à la télé, le dimanche, entre 13 heures et 13 h 30 ? Cessez donc, messieurs, de faire la fine bouche ! Et s'il vous faut une ultime raison pour accorder votre indulgence à ce pastiche, veuillez d'ailleurs considérer que, à elles seules, les soubrettes de cet « Enguerrand » valent le coup d'œil estival : leurs décolletés ne sont pas de pacotille.



## FILMS DE LA SOIRÉE

18.40 **Conte d'hiver** ■  
Eric Rohmer (France, 1991,  
110 min). Cinéma 1

20.06 **Quatre mariages** ■  
Mike Newell (Grande-Bretagne, 1994,  
117 min). TSR

20.06 **Philadelphie** ■  
Jonathan Demme (États-Unis, 1993,  
117 min). TSR

20.10 **Danse avec les loups** ■  
Kevin Costner (États-Unis, 1990,  
290 min). KTSF 1

20.30 **R.A.S.** ■  
Y. Boisset (F, 1973, 110 min). Festival

20.40 **Les Banneliards** ■  
Joe Dante (États-Unis, 1988,  
110 min). RTL 9

20.45 **New York Stories** ■  
Martin Scorsese, Francis Ford Coppola  
et Woody Allen (États-Unis, 1989, v.o.,  
120 min). Arte

20.50 **Le Nom** ■  
de la rose ■  
Jean-Jacques Annaud (France-  
Allemagne, 1986, 130 min). France 3

22.20 **Charlie** ■  
et ses deux nénettes ■  
Joël Séria (France, 1979,  
90 min). Festival

22.55 **La Dernière Danse** ■  
Juzo Itami (Japon, 1993, v.o.,  
110 min). Arte

23.45 **Andreas Schlüter** ■  
Herbert Achternbusch (Allemagne, 1982, v.o.,  
110 min). Cinéma 1

23.50 **Nénette d'un enfant gâté** ■  
Claude Lelouch (France-Allemagne,  
1984, 120 min). Canal +

0.20 **Retour à la bien-aimée** ■  
Jean-François Adam (France, 1975,  
95 min). RTL 9

1.35 **Of Human Bondage** ■  
Edward G. Robinson (États-Unis, 1944,  
N, v.o., 95 min). Cinéma 1

## GUIDE TÉLÉVISION

**MAGAZINES**

18.00 **Stars en stock** ■  
Ava Gardner. Paris Première

19.00 **Best of Nulle part ailleurs** ■  
Canal +

19.00 **Envoyé spécial** ■  
Les années 90. Histoire

19.00 et 0.30 **Rive droite, rive gauche** ■  
Les plus grands invités de la saison.  
Invités : Claude Lelouch, Bernard  
Lafont, Didier Daurès. Paris Première

19.55 **Le Journal de François Pécheux** ■  
Invité : Claude Lelouch. Canal +

20.00 **La Vie à l'endroit** ■  
Justice, mode d'emploi. TV 5

20.00 **20 h Paris Première** ■  
Best of. Paris Première

22.45 **Grands reportages** ■  
Cours poursuites. TF 1

0.20 **Culture pub** ■  
Spécial Festival du film Philatélique de Cannes. M 6

0.55 **Public** ■  
TF 1

20.25 **Folles villageoises** ■  
Odyssée

20.30 **Destination** ■  
Cambodge. Téma

20.35 **Prostitution** ■  
la filière hollandaise. Planète

20.55 **Le Mém** ■  
Téma

21.20 **Le Grand Riff** ■  
Id les hommes sont apparus. Odyssée

21.25 **Keuf dans la ville** ■  
Planète

22.10 **L'Enfant lama** ■  
Odyssée

22.30 **Repères** ■  
Domenico Scariotti. Mezzo

22.50 **Les Nouveaux Explorateurs** ■  
Dans les profondeurs du lac Supérieur. Planète

23.10 **Romantiques Pyrénées** ■  
Odyssée

23.15 **La Vie des hauts** ■  
Le pays horloger. Planète

0.05 **Les Lumières du music-hall** ■  
Yves Montand. Paris Première

0.10 **Les Nouveaux James Bond** ■  
Odyssée

0.15 **Expédition Neige des tropiques** ■  
Planète

**THÉÂTRE**

21.00 **La Puce à l'oreille** ■  
Pérols. Georges Feytaud. Paris Première

**VARIÉTÉS**

23.05 **Monte le son** ■  
France 2

**TELEFILMS**

19.35 **650 calottes pour mourir** ■  
Marc Lobet. Festival

20.35 **Villa Vanille** ■  
Jean Sagols (1/2). TF 1

21.00 **L'An mil** ■  
Jean-Denis de La Rochefoucauld (2 et 3). Histoire

22.40 **Le Bras de fer** ■  
O. Bobby Roth. M 6

23.50 **La Danse de Salomé** ■  
Jacques Ordine. Festival

0.45 **Flanquette sur l'oreiller** ■  
Pierre Mondy. Cinéma 1

**DOCUMENTAIRES**

18.30 **Variations** ■  
Le monde en rythme. (13 et 14). Mezzo

18.40 **Chemins de fer** ■  
Planète

19.00 **Le Tour du Pacifique** ■  
(1320). Arte

19.00 **Venise, la cité qui fait** ■  
disparaître. Odyssée

19.50 **Trois mille ans** ■  
de médecine chinoise. Odyssée

20.00 **Reportage** ■  
Les Fous du stade. Les supporters allemands et la Coupe. Arte

**MUSIQUE**

20.30 **Opéra** ■  
Jean-Sébastien Bach.  
Concerto brandebourgeois n°2.  
de Bach. Concert. Mezzo

21.00 **Alfa** ■  
Mise en scène de Giancarlo Stragà.  
Enregistré aux Archives  
de Venise, en 1981. Mezzo

0.00 **Attila** ■  
Mise en scène de Giuliano Montaldo.  
Enregistré aux Archives  
de Venise, en 1985. Mezzo

0.10 **Rockpalast** ■  
John Cale. Canal Jimmy

**SÉRIES**

18.50 **Master Fowler, brigadier chef** ■  
Les fumeurs. TF 1

20.00 **Mon ami Jake** ■  
Le grand match. Canal +

21.35 **Le Procès** ■  
Musique (1/2). Série Club

23.40 **An-déjà du réel** ■  
L'écrit. TSR

23.55 **New York Undercover** ■  
L'amour est aveugle. Série Club

0.05 **Highlander** ■  
Le passage. Série Club

0.45 **American Gothic** ■  
Le ferailleur. 13ème Rue

## FILMS DU JOUR

14.35 **La Truite** ■  
Joseph Losey (France, 1962,  
101 min). Cinéma 1

15.30 **Of Human Bondage** ■  
Edmund Gwilt (EU, 1946, N, v.o.,  
95 min). Cinéma 1

18.40 **Le Thé** ■  
au bureau d'archiviste ■  
Médéric Charrier (France, 1984,  
110 min). Cinéma 1

18.45 **The Little Minister** ■  
Richard Wallace (États-Unis, 1934, N,  
v.o., 105 min). Cinéma 1

20.30 **Bob Roberts** ■  
T. Robbins (EU, 1992, 105 min). Cinéma 1

21.00 **Friends** ■  
E. Proctor (1993, 110 min). Cinéma 2

22.00 **Andreas Schlüter** ■  
Herbert Achternbusch (1982, N, v.o.,  
110 min). Cinéma 1

22.00 **Week-end en famille** ■  
Jodie Foster (États-Unis, 1993, v.o.,  
100 min). Cinéma 1

22.30 **Vivre** ■  
Zhang Yimou (Chine, 1994, v.o.,  
100 min). Paris Première

22.50 **Prêt à porter** ■  
L. Aumont (EU, 1994, 130 min). Cinéma 2

2.50 **La Cité de la Cité** ■  
C. Kozłowski (1976, v.o., 105 min). Canal +

## GUIDE TÉLÉVISION

**MAGAZINES**

13.00 **20 h Paris Première** ■  
Best of. Invité : Martin Lamotte. Paris Première

14.00 **Le Canal du savoir** ■  
Paris Première

15.00 **Stop-ressé** ■  
Journal à la page.  
Téma en vedette. Chef.  
Fleurs de plate. TV 5

16.00 **L'Histoire des loisirs** ■  
Du voyage au tourisme. Histoire

17.00 **Envoyé spécial** ■  
Les années 90. Histoire

17.10 **A bout portant** ■  
Jean Le Poulain. Paris Première

18.00 **Stars en stock** ■  
Charles Bronson.  
Cint. Eisenstein. Paris Première

19.00 **Best of Nulle part ailleurs** ■  
Canal +

19.00 et 0.40 **Rive droite, rive gauche** ■  
Les plus grands invités de la saison.  
Invités : Jacques Lecoq, Jacques  
Julliard, Patrick Besson.  
Eli Zylberstein. Paris Première

19.55 **Le Journal de François Pécheux** ■  
Invité : Patrick Chénier. Canal +

20.00 **Temps présent** ■  
Guillaume Conchon. Trois Sœurs  
sous les verrous. TV 5

20.00 **20 h Paris Première** ■  
Best of. Invité : Barbara Hendricks. Paris Première

20.50 **Zone interdite** ■  
Au cœur des urgences. M 6

21.00 **Enjeux** ■  
Le Point.  
Le sager à New York : un véritable  
craqueur. Attention danger !  
du plateau au Canada. Fiction :  
pistes de brousse. TV 5

21.00 **Le Gal Savoir** ■  
La politique, la presse, le mensonge.  
Invités : Thierry Witoen, Roger-Gérard  
Schwartzberg, Michel Onfray,  
Guy Konopnicki. Paris Première

21.25 **Cambouis** ■  
Spécial Grand Prix  
de l'Age d'Or. Canal Jimmy

22.30 **Sud** ■  
Invité : Dominique Vingtain.  
Marc Saragat.  
Catherine Poulain. TWC

23.00 **De l'actualité à l'Histoire** ■  
Retour sur le premier semestre  
de 1998. Histoire

23.30 **Un siècle d'écrivains** ■  
Julien Gracq, la chanson  
du guerrier. TV 5

18.35 **Les Grands Compositeurs** ■  
1920-1930. Odyssée

18.50 **Le Dernier Vol du condor** ■  
TWC

18.55 **L'Âme des violons** ■  
Muzik

19.00 **Le Tour du Pacifique** ■  
(1420). Arte

19.00 **Alligator** ■  
Odyssée

19.15 **Bray-Dunes** ■  
et mille part ailleurs. Planète

19.50 **Violon tout terrain** ■  
Muzik

19.55 **Les Tibours du Triangle d'or** ■  
Odyssée

20.10 **Les Alpes expérimentales** ■  
(1315). Les Alpes de l'espace. Planète

20.30 **Repères** ■  
La Cuisine espagnole. Mezzo

20.30 **Destination** ■  
Sail. Téma

20.35 **La Vie en face** ■  
Bisous volés. Arte

20.50 **Venise, la cité qui fait** ■  
disparaître. Odyssée

21.00 **Le Dernier Shah** ■  
Histoire

21.00 **Yehudi Menuhin** ■  
(1/2) Le violon du  
siècle, album-souvenir. Muzik

21.30 **Chemins de fer** ■  
(1312). Les Alpes de l'espace. Planète

22.35 **Lonely Planet** ■  
New York. Planète

23.05 **La Grande Riff** ■  
Id les hommes sont apparus. Odyssée

23.15 **Destination** ■  
Sail. Téma

23.20 **Prostitution** ■  
la filière hollandaise. Planète

23.50 **La Nouvelle Vie de Benoîte** ■  
TSR

0.00 **L'Enfant lama** ■  
Odyssée

0.15 **Keuf dans la ville** ■  
Planète

0.35 **Histoires naturelles** ■  
Inoffensives 98. TF 1

0.45 **L'Âme des violons** ■  
Muzik

**MONDIAL 98**

20.40 **Brésil** ■  
Pay-Bas.  
1er demi-finale.  
Au stade et par le fer.  
TSR, France 2, Canal +, KTSF 1

**MUSIQUE**

18.15 **Tous les violons du monde** ■  
Muzik

20.00 **Midnight Classics II** ■  
Muzik

20.10 **Repères** ■  
La Cuisine espagnole.  
John Williams à Seattle. Mezzo

22.30 **Cinéscène** ■  
de la radio de Saint-Étienne. Mezzo

23.20 **Cinéscène** ■  
de la radio de Saint-Étienne. Mezzo

23.55 **Cinéscène** ■  
de la radio de Saint-Étienne. Mezzo

**TELEFILMS**

17.10 **Un petit gain de folie** ■  
Festival

18.00 **Les Deux Madames Greville** ■  
Téma

20.30 **Tendresse est la nuit** ■  
Robert Knigge (1/2). Festival

20.40 **On ne sait jamais** ■  
RTL 9

22.20 **Adresses très privées à Beverly** ■  
Hills. Fred Gallo. 13ème Rue

22.35 **Liaison télégraphique** ■  
Dorcy Warren. 13ème Rue

22.45 **Seule contre la drogue** ■  
M 6

23.25 **Personne ne m'aime** ■  
Bernard Dubois. Festival

**DOCUMENTAIRES**

17.30 **Cuba** ■  
le merveilleux. Odyssée

17.45 **Paris la nuit** ■  
Planète

18.20 **Regards d'Afrique** ■  
15° Pasco. Planète

18.30 **Le Monde des animaux** ■  
La Vole.  
Nature des fleurs. La Cinquième

**SPORTS EN DIRECT**

13.00 **Tennis** ■  
Tournoi messieurs de Gstaad (Suisse). Eurosport

18.00 **Arbitrage** ■  
Meeting EAA.  
Zagreb (Croatie). Eurosport

2.00 **Base-ball** ■  
Major League.  
All Star Game. AB Sport

**SIGNIFICATION DES SYMBOLES :**

■ Signifié dans « Le Monde »

■ Télévision-Radio-Multimédia

■ On peut voir

■ Ne pas manquer

■ Chef-d'œuvre ou classiques

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection de programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur. • Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

**LES CODES DU CSA :**

○ Accord parental souhaitable

△ Accord parental indispensable

ou interdit aux moins de 12 ans

○ Public adulte

ou interdit aux moins de 16 ans

## NOTRE CHOIX

● 22.20 **Festival** ■  
Charlie et ses deux nénettes ■  
Un marchand forain qui vend des  
toiles cirées (Serge Saravion) em-  
mène dans ses tournées à travers  
la France deux cousines sans tra-  
vail (Jeanne Goupil et Nathalie  
Drivet). Un jour, le trio rencontre  
un vendeur de cathédrales mini-  
atures (Jean-Pierre Marielle).  
L'une des filles est séduite. De pe-  
tits faits, des personnages simples  
et vrais comme la vie, la redécou-  
verte de la province. A l'époque -  
ce film de Joël Séria date de 1973  
-, on appelait cela le « nouveau  
naturel ». Un populisme daté,  
certes, mais très attachant. - J. S.

● 22.30 **Série Club** ■  
Serpico ■  
A New York, dans les années 60,  
un jeune policier, Frank Serpico,  
est révoqué par la corruption gé-  
néralisée qui gangrène la police.  
Devant l'indifférence de sa hiérarchie,  
il s'adresse aux médias, qui font  
éclater le scandale. Célébré par le  
public, il est cependant considéré  
comme un traître par ses col-  
lègues. En février 1971, il est griè-  
vement blessé à la tempe par un  
dealer. S'agit-il d'un coup monté ?  
Toujours est-il qu'à peine  
guéri Serpico démissionne de la  
police et émigre en Europe. Peter  
Mass écrit son histoire. En 1973,  
elle est portée à l'écran par Sy-  
dney Lumet, avec Al Pacino dans le  
rôle du fils incorruptible. Le suc-  
cès du film est tel qu'il incite la  
chaîne ABC à produire une série.  
Chose faite en 1976. C'est David  
Birney qui interprète le lieuten-  
nant Serpico. Mais, faute d'une  
audience suffisante, la série sera  
arrêtée au bout de quatorze épi-  
sodes. - J. S.

★ Rediffusion : le jeudi à 13 h 15  
et le samedi à 14 h 50.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF 1**

17.50 **Beverly Hills** ■  
18.20 **Exclusif** ■  
18.30 **Le Bigill** ■  
19.50 **Le Journal de l'air** ■  
20.00 **Journal** ■  
20.55 **Villa Vanille** ■  
21.00 **Journal** ■  
22.45 **Grands reportages** ■  
23.50 **L'Entrepôt du diable** ■  
0.40 **TF 1 nuit** ■  
0.55 **Public** ■  
1.40 **Reportages** ■  
Quand je serai grand, je serai fic.

**FRANCE 2**

17.40 **Friends** ■  
18.45 **Jeux de comédie** ■  
19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000** ■  
19.20 **Qui est qui ?** ■  
19.30 **À la mode du sport** ■  
19.55 et 20.45 **Météo** ■  
20.00 **Journal** ■  
20.05 **Jeux sans frontières** ■  
20.10 **Monte le son** ■  
0.20 **Journal** ■  
0.35 **Musiques au cœur de l'été** ■

**FRANCE 3**

18.20 **Questions pour un champion** ■  
18.50 **Météo des plages** ■  
18.55 **Le 19-20 de l'information** ■  
20.00 et 23.00 **Météo** ■  
20.05 **Benny Hill** ■  
20.20 **Tout le sport** ■  
20.25 **Le Journal de la Coupe** ■  
20.50 **Le Nom de la rose** ■  
21.00 **Soir 3** ■  
21.30 **Le Club du Mondial** ■  
0.20 **Blanche** ■  
Téléfilm. Charles Binard (1 et 2/1).

**CANAL +**

► En clair jusqu'à 20.45

18.35 **Les Simpson** ■  
19.00 **Best of Nulle part ailleurs** ■  
19.45 **Flash Infos** ■  
19.55 **Le Journal de François Pécheux** ■  
20.45 **Le Professeur Folingue** ■  
Film. Tom Shadyac.

## TÉLÉVISION

**ARTE**

19.00 **Le Tour du Pacifique** ■  
19.30 **7/12** ■  
20.00 **Reportage** ■  
20.30 **12 Journal** ■  
20.45 **New York Stories** ■  
21.00 **Reportage** ■  
21.05 **Jeux sans frontières** ■  
21.10 **Monte le son** ■  
21.15 **Public** ■  
21.20 **Reportages** ■  
21.25 **Le Tour du Pacifique** ■  
21.30 **7/12** ■  
21.35 **Reportage** ■  
21.40 **New York Stories** ■  
21.45 **Reportage** ■  
21.50 **Jeux sans frontières** ■  
21.55 **Monte le son** ■  
22.00 **Public** ■  
22.05 **Reportages** ■  
22.10 **Le Tour du Pacifique** ■  
22.15 **7/12** ■  
22.20 **Reportage** ■  
22.25 **New York Stories** ■  
22.30 **Reportage** ■  
22.35 **Jeux sans frontières** ■  
22.40 **Monte le son** ■  
22.45 **Public** ■  
22.50 **Reportages** ■  
22.55 **Le Tour du Pacifique** ■  
23.00 **7/12** ■  
23.05 **Reportage** ■  
23.10 **New York Stories** ■  
23.15 **Reportage** ■  
23.20 **Jeux sans frontières** ■  
23.25 **Monte le son** ■  
23.30 **Public** ■  
23.35 **Reportages** ■  
23.40 **Le Tour du Pacifique** ■  
23.45 **7/12** ■  
23.50 **Reportage** ■  
23.55 **New York Stories** ■  
24.00 **Reportage** ■  
24.05 **Jeux sans frontières** ■  
24.10 **Monte le son** ■  
24.15 **Public** ■  
24.20 **Reportages** ■  
24.25 **Le Tour du Pacifique** ■  
24.30 **7/12** ■  
24.35 **Reportage** ■  
24.40 **New York Stories** ■  
24.45 **Reportage** ■  
24.50 **Jeux sans frontières** ■  
24.55 **Monte le son** ■  
25.00 **Public** ■  
25.05 **Reportages** ■  
25.10 **Le Tour du Pacifique** ■  
25.15 **7/12** ■  
25.20 **Reportage** ■  
25.25 **New York Stories** ■  
25.30 **Reportage** ■  
25.35 **Jeux sans frontières** ■  
25.40 **Monte le son** ■  
25.45 **Public** ■  
25.50 **Reportages** ■  
25.55 **Le Tour du Pacifique** ■  
26.00 **7/12** ■  
26.05 **Reportage** ■  
26.10 **New York Stories** ■  
26.15 **Reportage** ■  
26.20 **Jeux sans frontières** ■  
26.25 **Monte le son** ■  
26.30 **Public** ■  
26.35 **Reportages** ■  
26.40 **Le Tour du Pacifique** ■  
26.45 **7/12** ■  
26.50 **Reportage** ■  
26.55 **New York Stories** ■  
27.00 **Reportage** ■  
27.05 **Jeux sans frontières** ■  
27.10 **Monte le son** ■  
27.15 **Public** ■  
27.20 **Reportages** ■  
27.25 **Le Tour du Pacifique** ■  
27.30 **7/12** ■  
27.35 **Reportage** ■  
27.40 **New York Stories** ■  
27.45 **Reportage** ■  
27.50 **Jeux sans frontières** ■  
27.55 **Monte le son** ■  
28.00 **Public** ■  
28.05 **Reportages** ■  
28.10 **Le Tour du Pacifique** ■  
28.15 **7/12** ■  
28.20 **Reportage** ■  
28.25 **New York Stories** ■  
28.30 **Reportage** ■  
28.35 **Jeux sans frontières** ■  
28.40 **Monte le son** ■  
28.45 **Public** ■  
28.50 **Reportages** ■  
28.55 **Le Tour du Pacifique** ■  
29.00 **7/12** ■  
29.05 **Reportage** ■  
29.10 **New York Stories** ■  
29.15 **Reportage** ■  
29.20 **Jeux sans frontières** ■  
29.25 **Monte le son** ■  
29.30 **Public** ■  
29.35 **Reportages** ■  
29.40 **Le Tour du Pacifique** ■  
29.45 **7/12** ■  
29.50 **Reportage** ■  
29.55 **New York Stories** ■  
30.00 **Reportage** ■  
30.05 **Jeux sans frontières** ■  
30.10 **Monte le son** ■  
30.15 **Public** ■  
30.20 **Reportages** ■  
30.25 **Le Tour du Pacifique** ■  
30.30 **7/12** ■  
30.35 **Reportage** ■  
30.40 **New York Stories** ■  
30.45 **Reportage** ■  
30.50 **Jeux sans frontières** ■  
30.55 **Monte le son** ■  
31.00 **Public** ■  
31.05 **Reportages** ■  
31.10 **Le Tour du Pacifique** ■  
31.15 **7/12** ■  
31.20 **Reportage** ■  
31.25 **New York Stories** ■  
31.30 **Reportage** ■  
31.35 **Jeux sans frontières** ■  
31.40 **Monte le son** ■  
31.45 **Public** ■  
31.50 **Reportages** ■  
31.55 **Le Tour du Pacifique** ■  
32.00 **7/12** ■  
32.05 **Reportage** ■  
32.10 **New York Stories** ■  
32.15 **Reportage** ■  
32.20 **Jeux sans frontières** ■  
32.25 **Monte le son** ■  
32.30 **Public** ■  
32.35 **Reportages** ■  
32.40 **Le Tour du Pacifique** ■  
32.45 **7/12** ■  
32.50 **Reportage** ■  
32.55 **New York Stories** ■  
33.00 **Reportage** ■  
33.05 **Jeux sans frontières** ■  
33.10 **Monte le son** ■  
33.15 **Public** ■  
33.20 **Reportages** ■  
33.25 **Le Tour du Pacifique** ■  
33.30 **7/12** ■  
33.35 **Reportage** ■  
33.40 **New York Stories** ■  
33.45 **Reportage** ■  
33.50 **Jeux sans frontières** ■  
33.55 **Monte le son** ■  
34.00 **Public** ■  
34.05 **Reportages** ■  
34.10 **Le Tour du Pacifique** ■  
34.15 **7/12** ■  
34.20 **Reportage** ■  
34.25 **New York Stories** ■  
34.30 **Reportage** ■  
34.35 **Jeux sans frontières** ■  
34.40 **Monte le son** ■  
34.45 **Public** ■  
34.50 **Reportages** ■  
34.55 **Le Tour du Pacifique** ■  
35.00 **7/12** ■  
35.05 **Reportage** ■  
35.10 **New York Stories** ■  
35.15 **Reportage** ■  
35.20 **Jeux sans frontières** ■  
35.25 **Monte le son** ■  
35.30 **Public** ■  
35.35 **Reportages** ■  
35.40 **Le Tour du Pacifique** ■  
35.45 **7/12** ■  
35.50 **Reportage** ■  
35.55 **New York Stories** ■  
36.00 **Reportage** ■  
36.05 **Jeux sans frontières** ■  
36.10 **Monte le son** ■  
36.15 **Public** ■  
36.20 **Reportages** ■  
36.25 **Le Tour du Pacifique** ■  
36.30 **7/12** ■  
36.35 **Reportage** ■  
36.40 **New York Stories** ■  
36.45 **Reportage** ■  
36.50 **Jeux sans frontières** ■  
36.55 **Monte le son** ■  
37.00 **Public** ■  
37.05 **Reportages** ■  
37.10 **Le Tour du Pacifique** ■  
37.15 **7/12** ■  
37.20 **Reportage** ■  
37.25 **New York Stories** ■  
37.30 **Reportage** ■  
37.35 **Jeux sans frontières** ■  
37.40 **Monte le son** ■  
37.45 **Public** ■  
37.50 **Reportages** ■  
37.55 **Le Tour du Pacifique** ■  
38.00 **7/12** ■  
38.05 **Reportage** ■  
38.10 **New York Stories** ■  
38.15 **Reportage** ■  
38.20 **Jeux sans frontières** ■  
38.25 **Monte le son** ■  
38.30 **Public** ■  
38.35 **Reportages** ■  
3



# Lionel Jospin déclare : « Notre politique n'est pas de régulariser tous les sans-papiers »

Le porte-parole des Verts critique les propos du premier ministre sur Europe 1

LIONEL JOSPIN a tenu, dimanche 5 juillet, au Club de la presse d'Europe 1, un discours de fait sur l'immigration deux jours seulement après l'annonce de la création d'une commission consultative destinée à réexaminer les critères de régularisation des sans-papiers. Le premier ministre s'est longuement adressé à la trentaine de personnes qui, depuis bientôt trois semaines, poursuivent une grève de la faim au temple des Batignolles, dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. « Ne nous mettez pas dans la situation où vous amalgamez tous les cas, leur a-t-il déclaré. Si vous demandez d'examiner, de bonne foi, le cas d'hommes et de femmes qui n'ont pas été traités comme ils auraient dû l'être, où l'administration a été trop rapide, où il y a eu des irrégularités dans les départs, et qui pourraient éventuellement être régularisés, nous sommes prêts à le

faire. Si, avec l'arme de la grève de la faim, en utilisant l'émotion, en jouant avec la santé des gens, vous essayez de nous faire, dans un collectif donné, régulariser tout le monde, y compris celui qui est dans un atelier de travail clandestin et qui est le produit d'une filière criminelle, vous nous rendez impossible la solution du problème. »

## DISCUSSIONS INTERROMPUES

Sur ce chapitre, le premier ministre a ajouté : « Je leur demande de revenir à une attitude cohérente sur laquelle on peut s'entendre, qui est : on régularise de bonne foi tous ceux qui peuvent l'être, ceux qui ne peuvent pas l'être sont traités humainement, mais ils ont vocation à revenir chez eux. (...) Notre politique n'est pas de régulariser tous les sans-papiers, ni même tous les sans-papiers qui en font la demande. »

Si la décision de créer une

commission a pu apparaître comme un revers pour le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le premier ministre lui a toutefois manifesté un soutien total en annonçant clairement qu'il n'est pas plus question de régulariser « tous les sans-papiers ».

« Le premier ministre se laisse aller à une colère qui, si l'on regardait objectivement les choses, devrait se diriger vers son administration », a réagi Alain Lipietz, porte-parole des Verts. La flèche, qui visait directement les ressortissants chinois dits du 3<sup>e</sup> collectif, a été encore plus mal accueillie au temple des Batignolles, où l'on a décidé de poursuivre la grève de la faim, commencée le 16 juin. « Le premier ministre confond le criminel et sa victime, estime l'anthropologue Emmanuel Terray, qui poursuit son jeûne aux côtés de vingt-neuf sans-papiers. Les sans-papiers sont

les victimes du travail clandestin, un système largement toléré par l'administration française. La régularisation leur aurait justement permis d'échapper. » Rappelant que les sans-papiers ont « décidé seul » de se lancer dans cette initiative de « dernier recours », il regrette que le premier ministre ait choisi de « réformer le dialogue ».

Dimanche soir, les discussions entamées depuis jeudi entre le ministre de l'Intérieur et le 3<sup>e</sup> collectif se sont pour la première fois interrompues sans qu'un prochain rendez-vous ait été fixé. Le ministre de l'Intérieur a publié, lundi matin 6 juillet, un communiqué dans lequel il « regrette » que le 3<sup>e</sup> collectif n'ait pas « à ce jour entendu » les « propositions raisonnables » du gouvernement.

Nathaniel Herzberg

Libre aussi notre éditorial page 13

# Consensus au Parlement sur la Nouvelle-Calédonie

RÉUNI en congrès à Versailles, lundi 6 juillet, le Parlement devait adopter définitivement le projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie, destiné à permettre la mise en œuvre de l'accord de Nouméa du 5 mai (Le Monde daté 5-6 juillet). A la suite de l'intervention du premier ministre, prévue dès l'ouverture de la séance, à 14 heures, les douze orateurs inscrits (six de l'Assemblée, six du Sénat) devaient appeler à la tribune devant être proclamés vers 18 heures par le président de la tribune devant être proclamés vers 18 heures par le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius. La majorité requise - trois cinquièmes des suffrages exprimés - devait être largement dépassée. C'est la neuvième fois depuis le début de la V<sup>e</sup> République que cette procédure est utilisée pour modifier la Loi fondamentale.

# Le pape défend le caractère « sacré » du dimanche

JEAN PAUL II doit rendre public, mardi 7 juillet à midi, une lettre apostolique d'une centaine de pages, intitulée *Dies Domini* (Le Jour du Seigneur), consacrée au respect de la dimension « sacrée » du dimanche. Pour prendre date, le pape a fixé parmi les « priorités » du chrétien la « redécouverte » du dimanche, lors de la prière de l'Angelus, dimanche 5 juillet sur la place Saint-Pierre de Rome. Le risque existe que « le dimanche soit seulement une fin de semaine », a-t-il souligné, alors qu'il doit être « le jour du Seigneur ». Le pape et les évêques français ou italiens sont déjà intervenus à plusieurs reprises pour critiquer le travail du dimanche. L'Eglise catholique a cependant accepté depuis longtemps que les fidèles assistent à la messe le samedi.

## DÉPÊCHES

■ **NUCLÉAIRE** : le transport de combustibles nucléaires usés vers l'usine de retraitement de la Cogema de La Hague (Manche) devait reprendre, lundi 6 juillet, depuis la centrale de Bugey (Ain), à l'indiquée EDF. L'autorisation de reprise « progressive, site par site » de ces transports, suspendus le 6 mai par la SNCF pour cause de contamination radioactive de certains convois, a été délivrée le 30 juin par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN).

■ **ASTRONOMIE** : une équipe franco-suisse travaillant à l'observatoire de Haute-Provence vient de découvrir une nouvelle planète extrasolaire tournant autour de l'étoile 14 Herculis, située à soixante années-lumière de la Terre. Trois fois plus massive que Jupiter, cet astre se distingue par une période de rotation de 4,4 années, soit la plus longue révolution des « exoplanètes » déjà recensées. Les recherches de ces astronomes ont également confirmé l'existence d'une autre planète, récemment découverte par une équipe américaine autour de l'étoile Gliese 876, située à quinze années-lumière du système solaire.

■ **ANNIVERSAIRE** : le comte de Paris a célébré ses quatre-vingt-dix ans, dimanche 5 juillet, dans son château d'Amboise (Indre-et-Loire), avec trois cents invités, ses enfants, ses petits-enfants et des personnalités du gotha, conviés autour d'un déjeuner et d'une fête renaissance. L'héritier des rois de France a encore affirmé n'avoir « jamais abandonné la politique ». « Il faudra que je sois étendu pour abandonner », s'est-il exclamé.

■ **SANTÉ** : un nouveau cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) a été annoncé, lundi 6 juillet, par le ministère de l'Agriculture dans le département du Lot-et-Cher. Il s'agit du trente-septième cas répertorié en France depuis 1990 et du sixième mis en évidence dans le pays en 1998, ajoute le ministère.

# A nos lecteurs

Notre supplément hebdomadaire « Le Monde économie » paraîtra dans nos éditions de mardi datées mercredi 8 juillet. Essentiellement consacré à l'agriculture européenne, ce cahier comprendra dix-huit pages d'offres d'emploi. La publication de ce supplément sera ensuite suspendue durant les congés d'été pour reprendre le 31 août (Le Monde daté du 1<sup>er</sup> septembre).

Laurent Zecchini

Tirage du Monde daté dimanche 5-6 juillet : 555 133 exemplaires

# Boris Cyrulnik élu président du Centre artistique de Châteauvallon

## TOULON

de notre correspondant  
Boris Cyrulnik, psychiatre et ethnologue, a été élu, le 3 juillet, président du Centre national de création et de diffusion culturelle (CNCCD), une structure qui succède au Théâtre national de la danse et de l'image (TNDI) de Châteauvallon, dissous le 21 mars 1998 par la cour d'appel de Grenoble. La municipalité Front national de Toulon, au terme d'une lutte engagée dès 1995 avec le cofondateur et directeur du TNDI, Gérard Paquet, devra jeter l'éponge, même si elle est parvenue à obtenir le licenciement de ce dernier, auquel Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a confié une mission.

L'aventure du TNDI continuera sur le site de Châteauvallon, hors la présence des représentants de la municipalité toulonnaise, la dissolution du syndicat intercommunal dans lequel elle siégeait au côté de la commune d'Ollioules (propriétaire des terrains) ayant été annulée par le préfet du Var, Hubert Fourrier. La nouvelle structure est née d'une concertation volontariste entre l'Etat, le conseil général du Var, le conseil régional et la commune d'Ollioules qui ont su trouver un nouveau cadre associatif débouchant, le 16 juin, sur la constitution du CNCCD. Christian Tarnet, directeur du Théâtre contemporain de la danse de Paris, a été élu à la direction provisoire par le nouveau conseil d'administration, qui a précisé sa « volonté de rendre accessibles à un public large et diversifié des œuvres de tous les secteurs du spectacle vivant ».

## DES NOUVELLES AMBITIONS

Force est de constater que les nouveaux dirigeants ont essayé de donner un peu l'image de bastion élitiste qui fut longtemps l'un des reproches majeurs faits au TNDI par bon nombre de Varois. Aussi, le CNCCD poursuivra-t-il ses activités, à dominante chorégraphique, avec une ambition de rayonnement national. « Son champ artistique intégrera entre autres des activités liées au théâtre et à la musique, mais aussi au débat d'idées entre le monde de la science et celui de la culture », précise-t-on au CNCCD.

Le personnel de l'ancien TNDI sera intégré dans la nouvelle structure qui doit s'attacher à reconstruire son image culturelle et sa programmation... Une tâche difficile avec un budget prévisionnel de 5,7 millions de francs pour les six mois à venir. Avant l'arrivée du Front national à Toulon, le TNDI disposait d'un budget global annuel de 14,5 millions de francs, dont 4,7 millions de subvention de la municipalité.

José Lenzini

# Des scientifiques prennent moins de distance avec les ovnis

WASHINGTON  
de notre correspondant

C'est un groupe de dix scientifiques qui l'affirme : il est temps de considérer sérieusement les ovnis. Sous la direction de Peter Sturrock, professeur de physique appliquée à l'université de Stanford (Californie), ces spécialistes, qui représentent de respectables institutions américaines, françaises et allemandes, viennent de rédiger un rapport qui accorde aux objets volants non identifiés, sinon la respectabilité, du moins le bénéfice du doute, qu'il reste à évaluer, au cas par cas. Les hommes de science, soulignent-ils, ont trop souvent tendance à prendre leurs distances avec le phénomène des ovnis, de peur d'être associés aux pseudo-spécialistes qui ne doutent pas de l'existence de ces « petits hommes verts » dont Hollywood a fait un fonds de commerce.

Après avoir passé en revue les éléments d'enquête réunis par huit spécialistes originaires de plusieurs pays, les auteurs du rapport n'en concluent ni à l'existence d'une intelligence extraterrestre (et encore moins à la réalité des soucoupes volantes), ni même à une aberration des lois naturelles connues. Ils se bornent à constater que certaines manifestations « inexplicables » peuvent justifier « une évaluation attentive des rapports (d'observation) sur les ovnis, afin d'en extraire des informations relatives à des phénomènes inhabituels actuellement inconnus de la science ». Pour que la communauté scientifique accorde quelque crédit à ces études, ajoutent-ils, elles doivent être menées « dans un esprit d'objectivité et avec une volonté d'évaluer des hypothèses contradictoires ».

Pour prudence qu'apparaissent ces recommandations, elles tranchent nettement avec celles des deux précédentes études scientifiques, réalisées en 1968 et 1970. La première concluait alors que « de plus amples études sur les ovnis ne peuvent être

justifiées dans l'espoir d'une avancée de la science ». Or, la technologie ayant fait des progrès en plus d'un quart de siècle, certaines observations d'ovnis méritent d'être analysées, estime le professeur Sturrock et ses collègues, afin d'élargir les connaissances sur l'atmosphère terrestre et certains phénomènes naturels de l'espace, quitte à détruire au passage des mythes qui ont la vie dure.

## CANULARS ET AVIONS ESPIONS

Les « vrais croyants » n'ont pas ajouté foi à la mise au point du Pentagone, en juin 1997, concluant que les « extraterrestres de Roswell », dans le désert du New Mexico, étaient en réalité des mannequins lâchés par des avions militaires... Depuis cinquante ans, un nombre incalculable de témoignages ont été enregistrés dans le monde entier : bon nombre d'entre eux ont été attribués à des hallucinations ou des canulars, certains à des phénomènes atmosphériques, d'autres enfin à des avions espions.

Reste, selon l'équipe scientifique réunie par la Society for Scientific Exploration, un ensemble d'incidents méritant que l'on s'y attarde, selon une approche scientifique : effets physiques sur des témoins, détectations d'ovnis par les radars, mystérieuses lumières, manifestations gravitationnelles ou d'inertie, traces non expliquées sur le sol et la végétation. Les auteurs du rapport soulignent la complexité du phénomène ovni, pour lequel il ne peut y avoir de réponse « simple et universelle », et demandent que de futures recherches bénéficient d'un soutien institutionnel (notamment militaire). Enfin, sachant qu'ils prennent le risque de voir leur démarche tournée en dérision, ils estiment que celui-ci vaut d'être couru, au nom du progrès scientifique.

# « Le Monde de l'éducation » de juillet-août

LE MONDE DE L'ÉDUCATION de juillet-août, autour de l'actualité culturelle et touristique estivale, offre une sélection de seize textes littéraires et scientifiques. Au sommaire : le jazz, l'âge de l'univers, les noctambules parisiens, Sartre et le savoir, Picasso et la poésie, la celtitude, l'astrophysique ou encore Berlioz, et soixante-dix rendez-vous culturels à ne pas manquer cet été. A lire, aussi, une réflexion sur la thèse (pourquoi soutenir une thèse ? pourquoi recruter un thésard ? le stress du thésard, des témoignages de grandes figures de la recherche) ainsi que les portraits des cinq lauréats du prix Le Monde de la recherche universitaire 1997 par leurs parrains (Rony Braumann, Pascal Bruckner, Dominique Méda, Edgar Pisani et Yves Simon). Également au sommaire, les chroniques de Jean-Michel Gailiard, Hervé Hamon et Michel Serres.

\* Chez votre marchand de journaux : 30 F.

# VOYAGES

**VOL** Une synthèse claire et complète des tarifs aériens  
**VOY** Une sélection de voyages, vols, circuits, etc., à prix dégriffés  
**GUI** Le guide du voyageur : tout savoir avant de partir  
**SKI** 250 stations se présentent, locations, météo et bulletin d'enneigement

3615 LEMONDE

# CROISIÈRES ÉTÉ DU CLUB MED 2

La 1<sup>ère</sup> semaine est magique et à -20% la seconde l'est encore plus.

20% de réduction sur la deuxième semaine \*, c'est l'occasion de découvrir, en toute sérénité, les rivages mythiques de la méditerranée à bord du plus beau cinq-mâts du monde, le Club Med 2 : Athènes, Héraklion, les portes de l'Orient à Kuzodol, les baux et les minarets d'Istanbul, Rhodes, les Cyclades. Des croisières exceptionnelles, héritières d'un certain art de vivre à la française dont le prix pour 2 semaines devient tout aussi exceptionnel. Demandez notre brochure Croisières et faites vos réservations au 0 801 802 803 (n° Azur, prix appel local), dans les agences Club Med Voyages, Havaas Voyages (01 41 06 47 23), Forum Voyages et agences agréées.

\*Offre valable sur les croisières entre le 15/07/98 et le 10/09/98 soumise à conditions, non cumulable avec d'autres réductions et applicable sur le prix des croisières hors vol et frais d'accueil.

